JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 au règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBATS

Droits de l'homme.

16628. — 16 février 1971. — **M. Robert Ballanger** fait part à **M. le ministre de la justice** de son indignation après la condamnation arbitraire qui vient de frapper un étudiant du lycée Chaptal. Les garanties de la liberté individuelle deviennent illusoire lorsqu'un adolescent peut ainsi être condamné à plusieurs mois de prison ferme sans que la moindre preuve de sa culpabilité soit apportée ni qu'il lui soit permis de présenter sa défense. Solidaire de tous ceux qui dénoncent cette entreprise d'intimidation de la jeunesse et agissent pour éviter qu'une erreur judiciaire ne soit commise, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'accusation soit abandonnée et s'il n'estime pas nécessaire de réformer dans un sens démocratique la procédure devant les tribunaux répressifs, notamment par le renforcement des droits de la défense.

Magistrats.

16656. — 17 février 1971. — **M. René Chazelle** indique à **M. le Premier ministre** que l'opinion publique a pris connaissance avec stupeur et indignation des propos tenus le 16 février 1971 par le secrétaire général de l'U. D. R. à l'encontre de la magistrature. Il lui fait observer que les termes employés, « la lâcheté des magistrats », apparaîtraient comme une insulte vaine et grotesque s'ils n'émanaient pas d'une des personnalités les plus marquantes du principal parti politique de la majorité gouvernementale. Cet

outrage fait ainsi à la justice de notre pays, universellement estimée et respectée, ne saurait être considéré comme un écart occasionnel de langage, d'autant plus qu'il a été répété dans la soirée du 16 février, mais révèle l'opinion qui prévaut depuis douze ans chez certains membres de la majorité parlementaire qui ne peuvent pas tolérer que la justice revendique sans cesse l'indépendance qui lui a été solennellement reconnue par le suffrage universel à l'occasion du vote de la Constitution de 1958. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° si le point de vue injurieux exprimé par le secrétaire général de l'U. D. R. est également partagé par ceux des membres du Gouvernement qui appartiennent à cette formation politique ; 2° s'il n'estime pas nécessaire et urgent de faire une déclaration publique pour réaffirmer l'indépendance de la justice, pour saluer le courage de la magistrature qui est unanimement attachée à cette indépendance et pour rendre ainsi aux justiciables et à tous les citoyens la confiance dans les institutions judiciaires de la République ; 3° s'il n'estime pas nécessaire d'exposer devant l'Assemblée nationale quelles mesures il compte prendre afin de protéger la dignité de la magistrature et afin d'assurer l'indépendance de la justice, qui demeure l'ultime recours du citoyen pour défendre sa personne et ses biens et pour protéger sa liberté.

Ports.

16671. — 18 février 1971. — **M. Bourdellès** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** quelles mesures le Gouvernement compte proposer au vote du Parlement ou mettre en œuvre pour adapter et améliorer la situation des travailleurs portuaires.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Amnistie.

16576. — 12 février 1971. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre de la justice** que si la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 a bien accordé l'amnistie de plein droit pour toutes les infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, certaines des conséquences des condamnations n'en subsistent pas moins sur les plans civil et administratif. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que, dans un but d'apaisement définitif, toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que les personnes intéressées soient effectivement et complètement réintégrées dans la communauté nationale.

Libertés publiques.

16498. — 18 février 1971. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait que les déclarations du secrétaire général de l'U.D.R. ont le singulier mérite de révéler au public le peu de cas que le parti gouvernemental fait de la liberté de l'information et de l'indépendance de la magistrature. Dans le souci de ranimer la peur et de regrouper les droites en vue des prochaines élections municipales, le nouveau leader gaulliste n'a pas hésité à réclamer ouvertement l'entière mise en condition de l'O.R.T.F. par le pouvoir et à faire à la magistrature le plus grave des outrages, celui de la lâcheté. Certaines décisions de justice récentes, rendues notamment par la Cour de sûreté de l'Etat, encouragent la critique des citoyens attachés aux libertés démocratiques. La responsabilité en incombe à la politique de répression voulue par le pouvoir. La solution réside dans le renforcement des garanties d'indépendance des juges, la démocratisation et la modernisation de la justice, celles du Conseil supérieur de la magistrature, dont il y a lieu d'étendre les pouvoirs, la suppression des juridictions et des procédures d'exception, comme les flagrants délits, un budget de la justice décent. En mêlant l'honneur de la magistrature à de sordides calculs électoraux, en en faisant un pion dans la lutte des clans rivaux de la majorité, on dégrade l'esprit civique. La protestation indignée des magistrats et de l'ensemble des auxiliaires de la justice est donc des plus légitimes. Il lui demande si le moment ne lui paraît pas enfin venu d'en finir avec l'entreprise de mise en tutelle des moyens d'information, de la justice et des autres institutions de l'Etat, systématiquement poursuivie depuis des années par le pouvoir et les partis qui le soutiennent.

QUESTIONS ECRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés. »

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

PREMIER MINISTRE

Elections municipales.

16556. — 12 février 1971. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le Premier ministre** le caractère national des élections municipales. Une large et complète information est indispensable pour permettre aux électeurs de se prononcer en toute connaissance sur le choix de ceux qui sont appelés à gérer pendant six ans les affaires de la commune. La démocratie exige l'objectivité de cette information et que cesse l'utilisation abusive de la radio et de la télévision au profit des seuls partis de la majorité. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour que chaque formation politique nationale présentant des candidats puisse s'exprimer à la radio et à la télévision, pour porter à la connaissance des électeurs ses propositions et son programme.

Cinéma.

16558. — 12 février 1971. — **M. Ducoloné** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la cession envisagée par la Société Pathé à l'O.R.T.F. de son magasin de costumes. Une telle vente, alors que cette société détient pratiquement le monopole pour les costumes d'avant 1900, aurait pour conséquence, outre la suppression d'un certain nombre d'emplois, de priver les techniciens du cinéma de l'accès à ces costumes. Il lui demande, devant cette situation préoccupante, quelles dispositions il entend prendre pour conserver ces costumes au patrimoine national.

O. R. T. F.

16562. — 12 février 1971. — **M. André-Georges Voisin** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les difficultés qu'il a pu constater dans la plupart des pays d'audition des postes de radio-diffusion française en Afrique francophone. Depuis environ six mois, tous les postes français sont inaudibles après 18 heures et, d'une manière générale, recouverts par des postes étrangers sur toutes les longueurs d'ondes. Compte tenu de cette situation, il lui demande si l'amélioration de cette situation soit par un respect absolu des longueurs d'ondes d'émission par tous les autres pays émetteurs, soit par des améliorations technique, peut être envisagée afin de permettre à la radio française d'être entendue, d'une part, par tous les pays de la francophonie et particulièrement les Etats africains et malgache et, d'autre part, par tous les ressortissants français loin de la mère patrie.

Calamités.

16564. — 12 février 1971. — **M. Chazelle** indique à **M. le Premier ministre** que le département de la Haute-Loire a subi des dommages exceptionnels du fait de l'abondance des chutes de neige de ces dernières semaines et de la situation d'isolement quasi-total où se sont trouvées la plupart des communes. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce département soit déclaré zone sinistrée et pour qu'une aide financière exceptionnelle soit attribuée, le cas échéant, au conseil général et aux communes, afin d'aider ces collectivités à faire face aux lourdes charges qu'elle supportent du fait de ces intempéries.

Sécurité routière.

16575. — 12 février 1971. — **M. Ollivro** demande à **M. le Premier ministre** si, à la suite des travaux de la table ronde qui a été réunie en octobre 1969 pour examiner les différents problèmes relatifs à la sécurité routière, des décisions ont été ou seront prochainement prises en ce qui concerne notamment : 1° l'orientation des auto-écoles ; 2° le contrôle de l'état des véhicules ; 3° l'institution de cours de code obligatoire dans les écoles et la détermination des organismes chargés de ce contrôle et de ces cours ; 4° la mise au point d'un contrôle par écrit des connaissances en matière de code de la route et la désignation de l'organisme qui serait chargé de la surveillance et de la correction des copies.

Communes (personnel).

16610. — 13 février 1971. — **M. Hébert** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le classement indiciaire des fonctionnaires appartenant aux catégories A et B des services communaux. Depuis 1948, la situation des intéressés n'a cessé de se dégrader par rapport à leurs homologues de la fonction publique. Les indices des fonctionnaires communaux étaient à cette date alignés sur ceux de leurs collègues des préfectures. Récemment, les agents des catégories C et D ont bénéficié d'un rattrapage indiciaire attendu depuis plusieurs années. Il lui demande : 1° si des mesures concrètes de reclassement sont enfin décidées en faveur des catégories A et B des services communaux ; 2° si ces mesures seront comprises dans les textes d'application qui seront promulgués après le vote de la loi portant réforme de la carrière communale.

Artisans.

16629. — 16 février 1971. — **M. Pequet** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait que les grosses entreprises règlent généralement les sommes dont elles sont redevables envers les artisans sous-traitants par traites à quatre-vingt-dix jours au 10 du mois suivant, ce qui, avec le délai habituel de trente à quarante jours pour le retour de la traite acceptée, reporte ordinairement

le paiement à près de cinq mois après l'achèvement des travaux. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que toutes dispositions utiles soient prises pour que les grosses entreprises soient tenues de régler, par traites à soixante jours avec délai d'acceptation maximum de quinze jours civils les sous-traitants qui emploient moins de cinq salariés.

Sports.

16436. — 17 février 1971. — M. Bizet demande à M. le Premier ministre : 1° s'il est exact qu'un conseil supérieur de l'équitation doit être créé; 2° dans l'affirmative, si une telle création est justifiée et si elle ne risque pas de nuire au caractère global de la politique du cheval et d'entraîner un gaspillage de crédits; 3° si le service des haras ne peut pas, tout en évitant la création d'un service supplémentaire, s'occuper de tous les problèmes de l'équitation.

Etat civil.

16453. — 17 février 1971. — M. Peyrelitte expose à M. le Premier ministre qu'une simplification assez considérable pourrait être apportée à un service administratif mal adapté aux conditions actuelles: celui de la délivrance des actes d'état civil par les mairies. Ce service donne lieu à la perception d'un droit très modique (un franc) dont le recouvrement donne lieu à de nombreuses et complexes opérations tant comptables qu'administratives. Le coût de ce recouvrement dépasse donc largement la recette attendue. C'est ainsi, par exemple, que pour la ville de Provins, une somme de 2.550,80 F a été recouvrée en 1969 (soit en numéraire, soit en chèques ou en timbres postaux) pour environ 2.000 opérations d'encaissement au titre des droits d'expédition d'actes d'état civil. Au moment où le Gouvernement se préoccupe d'alléger et de faciliter les rapports entre l'administration et les usagers, il lui demande si la suppression pure et simple de ces droits ne serait pas de nature à apporter une simplification considérable tant vis-à-vis de l'administré que vis-à-vis des banques, des centres de chèques postaux, des receveurs municipaux et de l'administration municipale.

Cadres.

16607. — 18 février 1971. — M. Sanglier se permet de rappeler à M. le Premier ministre que diverses mesures destinées à faciliter le reclassement dans le secteur public des cadres du secteur privé momentanément sans emploi, avaient été adoptées par le conseil des ministres du 25 janvier 1967. Dans le cadre de ces dispositions, il avait été décidé d'instaurer un mécanisme de confrontation des offres et des demandes d'emplois contractuels impliquant une collaboration à l'action des pouvoirs publics de l'association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens (A. P. E. C.) à laquelle la qualité de correspondant des services de main-d'œuvre devait être conférée par une convention signée le 28 avril 1967 entre cet organisme et le ministère des affaires sociales. Après plus de trois années d'expérimentation, il ne semble pas que ce dispositif ait permis d'atteindre les résultats escomptés lors de sa création. En effet, malgré les efforts déployés pour le maîtriser, le problème que pose le reclassement des cadres sans emploi revêt un aspect de plus en plus critique et les espérances qu'avaient pu faire naître les décisions du 25 janvier 1967 demeurent largement déçues. L'accueil qui pouvait être attendu du secteur public est pratiquement inexistant et cette carence, surprenante eu égard aux décisions susrappelées, s'avère inexplicable lorsqu'on sont victimes des cadres qui, après sélection, ont suivi et achevé avec succès des cours de recyclage subventionnés par le ministère du travail et de l'emploi. Il en est ainsi pour les trente personnes qui se sont vues décerner, le 12 juillet 1969, un diplôme à l'issue d'un cycle d'enseignement dispensé à plein temps pendant trois mois au centre de perfectionnement à la gestion des entreprises. Bien qu'ayant accordé leur concours pécuniaire à ce recyclage en allouant des subventions de l'ordre de 25.000 francs par stagiaire, les pouvoirs publics ne se sont jusqu'alors pas préoccupés de pourvoir effectivement au reclassement des intéressés qui sont présentement toujours à la recherche d'un emploi. L'investissement financier réalisé dans les conditions qui précèdent n'aurait aucune justification s'il n'était pas prolongé par une action s'exerçant au niveau du reclassement des intéressés dans le secteur public. Il lui demande si les dispositions en vigueur permettent d'opérer ce reclassement. Dans l'affirmative, il souhaiterait connaître la nature des initiatives que devraient prendre les cadres en cause pour obtenir rapidement, à titre contractuel, un emploi dans une administration ou dans un établissement ou une entreprise publique. Dans la négative, il désirerait savoir si l'intervention d'un texte législatif, procédant du

même esprit que celui qui anime la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès de certains personnels militaires à des emplois civils, ne devrait pas être envisagée en faveur de ces cadres.

FONCTION PUBLIQUE

Ingénieurs des travaux agricoles.

16598. — 13 février 1971. — M. Barberot attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur les disparités qui existent entre les divers corps d'ingénieur des travaux de la fonction publique, et notamment sur la situation défavorisée qui est faite aux ingénieurs des travaux agricoles, en ce qui concerne leurs indices de traitement. Il lui demande si les intéressés peuvent espérer qu'il sera prochainement donné une suite favorable aux propositions faites il y a quatre mois par M. le ministre de l'agriculture, tendant à doter le corps des ingénieurs des travaux agricoles de la même grille indiciaire que celle qui a été accordée récemment aux ingénieurs des travaux de la navigation aérienne.

Infirmiers, infirmières.

16599. — 13 février 1971. — M. Michel Durafour expose à M. le Premier ministre (fonction publique) le cas d'une infirmière scolaire en fonction dans un lycée technique d'Etat qui, antérieurement à sa nomination à ce poste, a effectué cinq années de service dans une clinique radiologique et orthopédique dépendant de la mutualité. Il lui demande si, étant donné qu'il s'agit, en la matière, d'un établissement semi-public, il ne serait pas possible d'assimiler les services effectués dans cette clinique aux services accomplis dans les établissements publics départementaux ou communaux, visés à l'article 8 du décret n° 65-693 du 10 août 1965, relatif au statut des infirmières et infirmiers des services d'assistance sociale et médicale occupant un emploi permanent dans les administrations centrales de l'Etat, les services extérieurs qui en dépendent ou les établissements publics de l'Etat, afin qu'il puissent être validés pour la constitution du droit à pension et la liquidation de cette pension.

Maladies de longue durée.

16617. — 13 février 1971. — M. Commenay demande à M. le Premier ministre (fonction publique) quelle personne morale ou physique a pouvoir réglementaire pour désigner un médecin agréé chargé d'effectuer l'examen médical préalable en matière de congés de maladie de longue durée des fonctionnaires de l'Etat et en vertu de quelles dispositions; 2° à quelle date ont été mis en place, dans les administrations publiques, les comités médicaux dans les départements nouvellement créés à la suite de l'intervention de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne; 3° si, postérieurement à cette date de mise en place des nouveaux comités, les comités médicaux centraux gardaient ou non compétence pour les fonctionnaires qui, au moment de l'entrée en fonctionnement des nouveaux comités, se trouvaient déjà en congé de longue durée; 4° si, à partir de la date de mise en place des nouveaux comités, les médecins agréés chargés des examens médicaux en matière de congé de maladie de longue durée devaient ou non être choisis sur les listes établies par le préfet de la ville de Paris ou sur les listes établies par le préfet du nouveau département considéré.

Pensions de retraite civiles et militaires.

16679. — 18 février 1971. — M. Raoul Bayou appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur la situation des fonctionnaires rétraiés et de leurs veuves. Il lui fait observer en effet que les intéressés demandent avec insistance l'intégration, en 1971, de 5 p. 100 de l'indemnité de résidence dans le traitement de base, et une augmentation de 5 p. 100 des pensions de réversion. Par ailleurs, les intéressés souhaitent bénéficier d'un abattement de 10 p. 100 équivalent à l'abattement pour frais professionnels, prévu en faveur de tous les salariés par la réglementation de l'impôt sur le revenu. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction, dans les meilleurs délais, à ces revendications, qui sont d'autant plus justifiées que le coût de la vie vient d'augmenter d'une façon extrêmement sensible lors des dernières semaines.

AFFAIRES CULTURELLES

Cinéma.

16557. — 12 février 1971. — **M. Ducoloné** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur la cession envisagée par la Société Pathé à l'O. R. T. F. de son magasin de costumes. Une telle vente alors que cette société détient pratiquement le monopole pour les costumes d'avant 1900 aurait pour conséquence, outre la suppression d'un certain nombre d'emplois, de priver les techniciens du cinéma de l'accès à ces costumes. Il lui demande, devant cette situation préoccupante, quelles dispositions il entend prendre pour conserver ces costumes au patrimoine national.

AFFAIRES ETRANGERES

Coopération internationale.

16600. — 13 février 1971. — **M. André Beauglité** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que le Gouvernement algérien a nationalisé, le 8 mai 1966, les mines métalliques se trouvant sur son territoire, parmi lesquelles les mines d'Ouenza, très riches mines de fer produisant plus de 3.000.000 de tonnes annuellement d'un minerai aussi pur que le minerai suédois et dans lesquelles le Gouvernement algérien, par le fait d'une exploitation en économie mixte et de la possession d'une part importante du capital actions, encaissait au moins 75 p. 100 des bénéfices; en vertu des accords d'Evian, cette nationalisation aurait dû donner lieu à l'indemnisation des actionnaires, pour laquelle un dossier s'élevant à plus de vingt milliards d'anciens francs a été déposé. Depuis bientôt cinq ans, le Gouvernement algérien n'a fait aucun geste pour régler les indemnités dues. C'est pourquoi il lui demande: 1° dans quel délai les actionnaires des mines d'Ouenza — ils sont de 15 à 20.000 épargnants français qui ont fait confiance à la « coopération »... — peuvent espérer recevoir l'indemnisation qui leur est légitimement due; 2° au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction du Gouvernement algérien, si le Gouvernement français pourra prendre la créance à sa charge.

AGRICULTURE

Groupements agricoles.

16594. — 13 février 1971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'aucune disposition particulière n'a été prévue en vue de permettre aux groupements agricoles d'exploitation en commun de bénéficier des prêts avantageux accordés par le crédit agricole aux exploitants individuels. Les G. A. E. C. sont, à cet égard, considérés comme des collectivités et, en conséquence, ne peuvent prétendre à de tels prêts. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait, non seulement de remédier à cette lacune, mais encore de prévoir un régime de prêts plus favorable en faveur des agriculteurs qui constituent des groupements, répondant ainsi à l'invitation qui leur a été faite par les pouvoirs publics.

Carburants.

16608. — 13 février 1971. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la réglementation sur l'attribution d'essence détaxée, votée par le Parlement, ne prévoyait aucune disposition spéciale pour les exploitants d'un certain âge. Pour cette catégorie peut se poser le problème de la difficulté d'acquérir un matériel neuf, à la veille de prendre sa retraite. Il lui demande s'il n'envisagerait pas, au stade de l'application de la loi, de prévoir une disposition spéciale pour cette catégorie d'exploitants.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Déportés et internés.

16602. — 13 février 1971. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur les survivants du camp de déportation de « Rawa-Ruska » qui ne peuvent bénéficier des mêmes avantages que les déportés résistants, ce camp n'étant toujours pas considéré comme lieu de déportation extra-métropolitaine. Cependant ce camp a eu le triste privilège de détenir le record de la souffrance. Aussi il lui demande avec insistance s'il entend inscrire « Rawa-Ruska » et ses « Konimandos » sur la liste des lieux de déportation prévue à l'article A. 160 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

DEFENSE NATIONALE

Défense nationale (personnel).

16568. — 12 février 1971. — **M. Gaudin** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** sur la situation des agents sur contrat employés dans les services administratifs de son ministère. Il lui fait observer qu'en vertu du décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949, les indices de référence servant au calcul des rémunérations de ces personnels devaient être en complète équivalence avec ceux des titulaires des catégories correspondantes. Mais, depuis la publication de ce décret, plusieurs revalorisations ont été faites en faveur des titulaires, alors que seul le décret n° 64-489 du 27 mai 1964 revalorisait les échelles de traitement des non-titulaires. Malgré cette mesure, les écarts suivants étaient constatés au 1^{er} janvier 1970: catégorie I C: 1^{er} échelon, 25 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 75 points d'indice nets. Catégorie II C: 1^{er} échelon, 105 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 65 points d'indice nets. Catégorie III C: 1^{er} échelon: 55 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 35 points d'indice nets. Catégorie IV C: 1^{er} échelon, 20 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 20 points d'indice nets. Catégorie V C: 1^{er} échelon: 35 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 16 points d'indice nets. Catégorie VI C: agent de bureau 1^{er} échelon: 49 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 39 points d'indice nets; dactylographe 2^e échelon: 60 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 44 points d'indice nets; sténodactylographe 4^e échelon: 69 points d'indice nets, au sommet de la carrière, 66 points d'indice nets. Or, l'arrêté du 24 novembre 1970 a publié au *Journal officiel* du 26 novembre les nouveaux indices de référence servant au calcul des rémunérations des non-titulaires, et a maintenu la plupart des écarts constatés dans les diverses catégories, à savoir: catégorie I C: 25 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 60 points d'indice nets au sommet de la carrière. Catégorie II C: 105 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 40 points d'indice nets au sommet de la catégorie compte tenu d'un échelon supplémentaire allongeant la carrière exigée, de deux ans. Catégorie III C: 30 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 20 points d'indice nets au sommet de la catégorie, compte tenu d'un échelon supplémentaire allongeant la carrière de deux ans. Catégorie IV C: carrière allongée de deux ans pour arriver au niveau des secrétaires administratifs, et sans tenir compte du grade de chef de section. Catégorie V C: décalage étalé sur quatre années, et qui soldera au 1^{er} janvier 1974 par: 30 points d'indice nets au 1^{er} échelon 17 points d'indice nets au sommet de la catégorie. Catégorie VI C: agent de bureau 39 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 24 points d'indice nets au sommet de la catégorie. Dactylographe, 48 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 32 points d'indice nets au sommet de la catégorie; sténodactylographe, 42 points d'indice nets au 1^{er} échelon, 41 points d'indice nets au sommet de la catégorie. En outre, le reclassement accordé aux titulaires à partir de 1968, 1969 et 1970 ne sont appliqués aux non-titulaires qu'à partir du 1^{er} juillet 1970, et même, pour les catégories les plus faibles V C et VI C, qu'à partir du 1^{er} janvier 1971. Certains échelon intermédiaires des différentes catégories ne bénéficient que de quelques points, et, dans la plupart des cas, d'aucune majoration d'indices. Les catégories VI C, V C, IV C ne peuvent bénéficier du classement en échelle ou grade supérieur comme la possibilité en est ouverte aux titulaires. Enfin, certains agents des catégories IV C, III C, II C et I C sont appelés à effectuer un horaire supérieur à celui en pratique dans la fonction publique et ne peuvent prétendre au paiement des heures excédentaires. Ils sont d'ailleurs les seuls, à la fonction publique, à percevoir leur traitement à l'exclusion de toute indemnité. Pour tous ces motifs, les agents sur contrat sont particulièrement révoltés de la situation injuste qui leur est faite, et, dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour étudier sérieusement les divers points de leurs revendications, et pour proposer, dans les meilleurs délais les mesures indispensables pour rétablir la justice et l'équité qui ont présidé, à l'origine, à l'élaboration de leurs statuts.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Épargne-logement.

16632. — 17 février 1971. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer**, que la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 instituant un régime d'épargne-logement et les textes d'application de cette loi (décrets n° 1230 et 1231 du 24 décembre 1969 et arrêtés du même jour) ne sont pas applicables dans les territoires d'outre-mer. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires en vue de l'extension aux territoires d'outre-mer des textes en cause.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Charbon.

16578. — 13 février 1971. — **M. Henri Lucas** demande à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** ce qu'il compte faire devant les problèmes que pose l'approvisionnement de la France en énergie et s'il n'a pas l'intention de recevoir rapidement l'ensemble des organisations syndicales appuyées par le récent mouvement de grève. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la révision du plan charbonnier et l'industrialisation rapide des régions minières.

Gorges.

16581. — 13 février 1971. — **M. Ducoloné** appelle l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur la revendication maintes fois réitérée des garagistes-motoristes de voir instituer un véritable statut de la profession. Ils constatent que ce métier qui intéresse au premier chef la sécurité publique tend actuellement à se dévaloriser alors que la technicité automobile s'accroît. Au contraire le principal intérêt d'une réglementation professionnelle serait de maintenir et de renforcer la qualification des garagistes motoristes. Une proposition de loi a d'ailleurs été déposée en ce sens. En conséquence il lui demande les raisons qui jusqu'ici l'ont amené à refuser de prendre en considération la demande des intéressés et si le Gouvernement n'entend pas enfin accepter l'inscription à un prochain ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste-motoriste.

Gaz de France.

16674. — 18 février 1971. — **M. Boulay** indique à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** qu'un grand invalide de guerre, pensionné au taux de 100 p. 100 et âgé de soixante-quatorze ans vient de recevoir sa quittance de consommation de gaz domestique pour les quatre mois écoulés. Cette facture porte sur une somme de 141,95 francs se décomposant comme suit : abonnement, 70,38 francs ; T. V. A. 21,23 francs, soit un total de 91,61 francs de taxes et frais fixes ; consommation, 50,34 francs, pour 187 mètres cubes. Ainsi, dans cette facture, la consommation représente 35 p. 100 du total, et les taxes et frais fixes 65 p. 100. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les petits consommateurs en général et plus spécialement les personnes âgées et de conditions modestes soient ou bien dispensés du paiement des frais fixes et de la T. V. A., ou bien partiellement dégrévés de cette somme afin qu'elle ne dépasse jamais 30 p. 100 de la facture, le reste représentant la consommation, soit 70 p. 100.

ECONOMIE ET FINANCES

Bois et forêts.

16563. — 12 février 1971. — **M. Chazelle** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans la réponse faite au *Journal officiel* du 26 décembre 1970 à sa question écrite n° 13989 du 26 septembre 1970, le ministre de l'agriculture lui a fait connaître que certains des problèmes évoqués par la question relevaient de la compétence de son collègue des finances. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position sur les problèmes évoqués dans cette question et concernant la situation sociale et fiscale des agriculteurs du département de la Haute-Loire effectuant pour des tiers des travaux de débordage et d'abattage de bois.

Patente.

16570. — 12 février 1971. — **M. Dumortier** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** les raisons qui ont motivé, lors de l'établissement du droit fixe de la patente par nature d'activité, le taux de l'ouvrier faïencier à 0,20 franc alors que celui de l'ouvrier porcelainier n'est que de 0,10 franc. Si aucune raison valable ne justifie une telle différence, il lui demande s'il ne pense pas de toute équité de voir ramener le taux de l'ouvrier faïencier à 0,10 franc comme celui de l'ouvrier porcelainier.

Français d'outre-mer.

16571. — 12 février 1971. — **M. Poniatowski** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il n'a toujours pu obtenir aucune réponse à la question écrite publiée au *Journal officiel* le 25 janvier 1969 sous le numéro 3527. Cette question lui a été transmise pour attribution par **M. le Premier ministre** et a fait l'objet de deux

nouvelles publications, la dernière le 3 octobre 1969 sous le n° 7657. Il lui rappelle qu'il lui exposait par ce texte qu'à la suite de l'ordonnance n° 59-43 du 6 janvier 1959 relative à diverses dispositions intéressant la situation de certaines catégories de personnel ayant servi hors d'Europe, le montant de la pension attribuée à un ancien fonctionnaire de l'administration des finances du Maroc, mis à la retraite le 1^{er} novembre 1956, a été révisé en 1963 sur la base de son traitement fonctionnel marocain, par application rétroactive de l'ordonnance précitée du 8 janvier 1959. Par contre, le même avantage a été refusé à un autre fonctionnaire appartenant à la même administration, mis à la retraite le 1^{er} octobre 1958, motif pris de ce que « les mesures de reclassement prévues par l'ordonnance n° 59-43 du 6 janvier 1959 ne sont applicables qu'à compter de la promulgation de ce texte ». Il lui demande s'il est normal que la loi soit interprétée de manière différente selon le cas considéré, étant précisé que ce dernier fonctionnaire avait été avisé qu'une récente décision de principe avait admis la rétroactivité (lettre de la direction du personnel du ministère des finances n° 8229 A 1, du 31 juillet 1963) et que « la décision ne pouvait plus faire de doute désormais » (lettre n° 15078 du 19 décembre 1963 de la direction du personnel du ministère des finances).

Aviculture.

16574. — 12 février 1971. — **M. Ollivro**, se référant à la question écrite n° 15527 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 10 décembre 1970, p. 6370), expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la situation des aviculteurs devient de plus en plus difficile, en raison du fait qu'ils ne peuvent obtenir la restitution du crédit de T. V. A. déductible dont ils sont dans l'impossibilité de réaliser l'imputation. Pour un aviculteur ayant 3.500 poules pondeuses (œufs de consommation) le montant du crédit de T. V. A. a atteint, au troisième trimestre 1970, 4.260 francs et s'est élevé à un chiffre analogue pour les autres trimestres de la même année. Il lui demande s'il n'envisage pas d'instituer en faveur du secteur de la production agricole — et particulièrement avicole — une procédure de remboursement direct, analogue à celle qui est prévue à l'article 1^{er} de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970, en faveur des entreprises qui se livrent à la fabrication des produits alimentaires soumis au taux réduit.

Hôtels et restaurants.

16586. — 13 février 1971. — **M. Peizeret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les distorsions existant entre les régimes d'imposition des entreprises hôtelières à la T. V. A. selon qu'il s'agit d'établissements classés de tourisme ou non. C'est ainsi que les affaires réalisées par les hôtels dits « de préfecture », généralement fréquentés par une clientèle à revenus modestes, sont exclues du taux réduit de la T. V. A., réservé aux seuls hôtels de tourisme et supportent cette taxe au taux intermédiaire. Cette charge est particulièrement lourde pour les petites exploitations familiales qui sont amenées, à cause de l'insuffisance des équipements, à recevoir à des prix très serrés des colonies de vacances et des classes de neige. Il lui demande : 1° s'il est dans ses intentions de mettre fin à cette situation par une extension du taux réduit de la T. V. A. à l'ensemble de l'industrie hôtelière ; 2° si, à défaut, le taux réduit ne pourrait pas être appliqué, en tout état de cause, aux opérations effectuées par les hôteliers avec des colonies de vacances ou des classes de neige.

Handicapés (I. R. P. P.).

16587. — 13 février 1971. — **M. Jacques Berrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 2-VIII de la loi de finances pour 1971 le quotient familial est augmenté d'une demi-part pour les contribuables mariés invalides, lorsque chacun des conjoints appartient à l'une des catégories d'invalides énumérées à l'article 195, 1 c, d et d bis du code général des impôts. Ces dispositions nouvelles, tout en apportant une amélioration indiscutable à la situation des ménages d'invalides, apparaissent encore trop restrictives puisqu'elles ne peuvent s'appliquer, par exemple, dans le cas d'une famille où la mère, invalide à 100 p. 100, est dans l'impossibilité de se déplacer autrement qu'en utilisant un fauteuil roulant et où le chef de famille est obligé de faire appel aux soins d'une aide ménagère rémunérée pour assurer l'entretien de la maison et s'occuper des enfants. Il semblerait cependant que, dans un cas de ce genre, l'octroi d'une demi-part supplémentaire serait amplement justifié en raison des charges exceptionnellement lourdes que doit supporter le contribuable. Il lui demande si, dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu qui est actuellement à l'étude, il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice de la demi-part supplémentaire au cas de contribuable valide dont le conjoint est dans l'incapacité totale d'effectuer les travaux ménagers.

Impôts (déclarations d').

16596. — 13 février 1971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les imprimés mis à la disposition des employeurs pour établir les déclarations de salaires qu'ils sont tenus de soumettre avant le 15 février 1971, d'une part, à la direction départementale des impôts et, d'autre part, au service de la sécurité sociale, présentent une telle complexité que de nombreux artisans, employant un seul salarié, se plaignent d'être incapables de les remplir de façon correcte. Il lui demande si des formulaires simplifiés de déclaration ne pourraient être prévus afin de faciliter la tâche des employeurs n'ayant à déclarer qu'un très petit nombre de salariés.

Lait et produits laitiers.

16604. — 13 février 1971. — **M. Dusseaux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation de certaines entreprises au regard de l'impossibilité où elles se trouvent d'imputer en totalité, sur la T. V. A. dont elles sont redevables, le montant de la taxe ayant frappé les produits et fournitures qu'elles utilisent. Tel est le cas, en particulier, de telle entreprise dont l'activité consiste exclusivement dans la commercialisation et le conditionnement de produits laitiers et d'œufs frais, produits dont la vente est taxée à 7,50 p. 100, alors que les emballages supportent la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 23 p. 100. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre en vue de corriger, pour cette catégorie d'entreprises, les conséquences de la règle dite du « butoir » et s'il envisage notamment d'utiliser à cet objet l'autorisation législative qui résulte de l'article 15 de la loi de finances pour 1971.

Fiscalité immobilière.

16605. — 13 février 1971. — **M. Grondeau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un appartement a été acquis, dans une résidence, par une personne habitant dans un département d'outre-mer, laquelle par acte notarié a fait donation à ses père et mère du droit d'usage et d'habitation durant leur vie, avec la charge d'acquiescer tous les impôts, contributions et taxes auxquels cette partie d'immeuble peut ou pourra être assujettie. Pour l'acquisition de cet appartement, un emprunt à long terme a été souscrit, conjointement par le propriétaire et ses parents (l'âge des parents ne permettant pas ce prêt à long terme en leur seul nom). Il lui demande si, tant en fonction du démembrement du droit de propriété que de l'esprit de l'article 156-II du code général des impôts, les père et mère en cause ont le droit de déduire de leur revenu annuel la part des intérêts dont le versement leur incombe.

Ponts et chaussées.

16606. — 13 février 1971. — **M. Tomasioli** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il vient d'appeler l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Il lui rappelle que les salaires horaires de ceux-ci doivent être alignés sur les minima des salaires pratiqués dans les entreprises de travaux publics de la région parisienne. Or, la convention collective applicable aux entreprises du bâtiment et des travaux publics de la région parisienne a fixé par un avenant de mai 1968 de nouveaux taux horaires applicables au 1^{er} juin 1968. Ces dispositions auraient dû entraîner une majoration de 2,25 p. 100 des salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Cette majoration n'a jusqu'à présent pas été accordée. En outre, un groupe de travail réuni en juin 1968 avait prévu une réduction progressive des horaires de travail. Cette réduction devant donner lieu à un horaire de quarante-cinq heures à partir du 1^{er} octobre 1968, puis de quarante-quatre heures à compter du 1^{er} janvier 1970. Les négociations entreprises sur ces deux problèmes n'ont jusqu'à présent pas abouti. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, en accord avec son collègue le ministre de l'équipement et du logement, afin que soit réglé le contentieux qui vient d'être rappelé et que soient prises les dispositions envisagées en faveur des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

T. V. A.

16614. — 13 février 1971. — **M. Vancalster** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 103 de la loi de finances pour 1961 (n° 60-1384 du 23 décembre 1969), repris par l'article 1582 bis du code général des impôts, précise que, pour

l'application de l'article 1580 du code général des impôts, sont considérés comme appareils automatiques ceux qui sont pourvus d'un dispositif mécanique, électrique ou autre permettant leur mise en route, leur fonctionnement ou leur arrêt. Le redevable légal de la taxe anouelle est l'exploitant de l'appareil. On entend par exploitant d'appareil automatique celui qui en assure l'entretien, qui encaisse la totalité des recettes et qui enregistre les bénéfices ou les pertes (instruction n° 179 du 27 juin 1955). Il lui expose le cas d'un exploitant de jeux automatiques dont les appareils sont pourvus d'un compteur permettant de vérifier avec exactitude la recette. Par suite de l'éloignement, les recettes provenant de ces appareils sont prélevées par le directeur de l'établissement où sont placés lesdits jeux, qui établit un bordereau comportant la recette totale, la commission lui revenant et le solde à verser à l'exploitant. Ce solde est versé périodiquement par chèque au profit de l'exploitant, celui-ci contrôlant, par ailleurs, à l'occasion d'opérations d'entretien ou de dépannage, l'exactitude des recettes mentionnées grâce au compteur. Il lui demande s'il peut lui confirmer que cette façon de faire ne fait pas perdre au propriétaire de l'appareil la qualité d'exploitant et que lesdites recettes brutes sont bien situées hors du champ d'application de la T. V. A.

Contrôle des changes.

16615. — 13 février 1971. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, le 9 février 1971, une décision qualifiée d'historique a été prise au niveau du conseil des ministres de la C. E. E. tendant à créer entre les six partenaires de la Communauté européenne une union économique et monétaire. Il lui demande si, comme une conséquence de cette décision, il n'y aurait pas lieu que le Gouvernement envisage de supprimer les entraves à la liberté des transactions financières et donc de supprimer ce que l'on appelle, dans le langage courant, le contrôle des changes.

Sociétés commerciales.

16623. — 16 février 1971. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 8 de la loi n° 70-1284 du 31 décembre 1970 portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales a accordé un délai expirant le 1^{er} avril 1971 aux sociétés à responsabilité limitée pour se transformer ou augmenter leur capital de 10.000 à 20.000 francs. Certaines sociétés à responsabilité limitée, dont beaucoup sont à composition familiale, éprouvent des difficultés pour régulariser leur situation d'ici le 1^{er} avril 1971 : la sanction, dissolution de la société, étant fort grave, il lui demande si, dans un esprit de bienveillante compréhension et pour éviter des drames familiaux, le délai du 1^{er} avril 1971 ne pourrait pas être assoupli et reporté au 31 décembre 1971.

Carburants.

16625. — 16 février 1971. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les graves répercussions qu'aurait pour l'économie française une nouvelle augmentation de l'essence et du fuel, faisant supporter aux seuls consommateurs tout le poids des majorations du prix du pétrole brut à la production, consécutives aux accords qui viennent d'être signés à Téhéran. Il lui demande si, considérant qu'en France le prix de vente des produits pétroliers est grevé de taxes dépassant 80 p. 100 de celui-ci, il ne conviendrait pas que l'inévitable augmentation à venir soit tempérée par une diminution de la part prélevée par l'Etat.

Rénovation urbaine.

16636. — 17 février 1971. — **M. Henri Arnaud** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, actuellement, les dispositions légales et réglementaires en vigueur permettent d'entreprendre la rénovation de vieux quartiers des villes par la méthode de rénovation urbaine prévue notamment par le décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958, et les textes ultérieurs et si à ce titre son ministère est susceptible d'accorder des crédits. Il lui demande également s'il peut lui donner la liste de tous les textes réglementaires visant la rénovation urbaine et la restauration immobilière, avec leurs dates et celles de leur parution au *Journal officiel*.

Successions.

16639. — 17 février 1971. — **M. Caldagués** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en interprétant à la lettre l'article 811 de la loi n° 68-1172 du 27 décembre 1968 et le décret d'application n° 70-139 du 14 février 1970, le bénéfice de l'abattement de

200.000 francs sur la succession du conjoint est accordé aux aveugles et grands infirmes sous la condition que leur état les empêche de se livrer, dans des conditions normales de rentabilité, à toute activité professionnelle. Il en résulte a contrario qu'un légataire ne peut pas se prévaloir de cette disposition s'il a atteint au moment de l'ouverture de la succession un âge justifiant l'absence totale d'activité. C'est ainsi qu'une personne âgée de quatre-vingt-cinq ans s'est heurtée à une fin de non recevoir de la part des services fiscaux. Il lui demande s'il entend par un texte adéquat écarter une telle conséquence, certainement contraire au vœu du législateur.

Alcools.

16644. — 17 février 1971. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il envisage d'étendre au territoire métropolitain les dispositions du décret n° 57-1001 du 30 août 1957, ce qui permettrait aux associations des départements d'outre-mer, pour un nombre de fois limité par an, de vendre du rhum dans un but de vulgarisation et de publicité.

Crédit.

16645. — 17 février 1971. — **M. Gion** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le problème posé aux emprunteurs en ce qui concerne les garanties demandées par les établissements de crédit. La création, la modernisation, l'expansion des entreprises nécessitent des capitaux importants et les garanties susceptibles d'être accordées sont souvent insuffisantes, qu'il s'agisse d'entreprises commerciales, artisanales, industrielles ou d'exploitations agricoles. Cette situation limite l'expansion économique. D'autre part, il arrive que la totalité d'un patrimoine doive être donné en garantie, soit par caution, soit par contrats hypothécaires onéreux au profit d'un seul membre de la même famille, ce qui constitue une injustice envers les autres enfants. Il est normal que l'emprunteur doive lui-même supporter les frais et les risques du prêt contracté. Pour remédier à cette situation, pour donner à chacun l'égalité des chances et favoriser l'expansion économique il paraît utile que soit favorisée la création de sociétés de caution mutuelle dans les diverses branches de l'économie. Les administrateurs desdites sociétés, sélectionnant les bénéficiaires en fonction de leurs compétences et de la justification des investissements, apporteraient une contribution à un assainissement de l'économie, en même temps qu'une sécurité plus grande pour les activités d'amont et d'aval en cas de défaillances éventuelles. Il lui demande s'il envisage de favoriser la création de ces sociétés de caution mutuelle dont les statuts et les buts justifieraient un régime fiscal approprié.

Pâtisserie.

16646. — 17 février 1971. — **M. Pierre Lelong** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le Gouvernement a laissé prévoir, depuis un an, l'application du taux réduit de la T. V. A. (7,50) à l'ensemble des produits de la pâtisserie. Certaines de ces fabrications, par exemple les glaces, ont déjà bénéficié de l'extension du taux réduit. Il lui demande à quelle date ce même taux réduit sera appliqué au reste des produits de la pâtisserie. Il insiste sur le fait que l'unification des taux de la T. V. A. appliqués à une profession est extrêmement souhaitable.

Transports routiers.

16647. — 17 février 1971. — **M. Lebas** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'envisage pas que les transporteurs puissent déduire la T. V. A. de leurs achats de carburant, au même titre que les transporteurs belges ou hollandais. Ce « poste fournitures » est évidemment essentiel dans la gestion des entreprises de transport. Si la décade pouvait être inscrite, elle pourrait faire profiter la clientèle des transporteurs français du bénéfice de cette détaxe en permettant en plus aux transporteurs routiers internationaux d'aider au développement des exportations françaises.

Médecine (enseignement).

16651. — 17 février 1971. — **M. Sallé** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui fournir des précisions au sujet des rémunérations des étudiants en médecine de 4^e, 5^e et 6^e année, remplissant obligatoirement des fonctions d'externe dans les services hospitaliers des U. E. II. ou détachés par les facultés dans des C. H. U. dans les mêmes conditions. Ces étudiants perçoivent une indemnité d'environ 250 francs par mois. Il lui demande si cette

rémunération doit être considérée : 1° comme un salaire ; dans l'affirmative il souhaiterait savoir dans ce cas les raisons pour lesquelles n'est pas appliqué le salaire minimum interprofessionnel de croissance (S. M. I. C.) ; 2° comme une bourse d'études ; dans ce cas il souhaiterait savoir si elle est soumise à l'impôt sur le revenu, en particulier lorsqu'il s'agit d'étudiants mariés dont l'épouse exerce une activité professionnelle pour subvenir aux besoins du ménage. Il lui demande alors si elle doit figurer dans la déclaration simplifiée des revenus et, si oui, de quelle manière. Il lui fait observer à cet égard qu'en principe une bourse d'études ne saurait être assimilable à un revenu imposable.

Pensions de retraite civiles et militaires.

16657. — 17 février 1971. — **M. Vitton** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il a répondu à la question n° 9781 publiée au *Journal officiel* n° 122/AN du 26 décembre 1970 que : « L'indemnité temporaire de cherté de vie accordée par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952 à un retraité résidant à Djibouti, titulaire, en vertu de l'article L-17 susvisé, d'une pension à minimum garanti rémunérant moins de vingt-cinq ans de services effectifs, ne peut être calculée que sur le montant de la pension en principal effectivement versée à l'intéressé, décomptée à raison de 4 p. 100 du traitement brut afférent à l'indice 100 par année de services effectifs ». Il lui précise que les services du Trésor refusent de payer l'indemnité temporaire de cherté de vie en fonction du montant réel de la pension tel qu'il est garanti par l'article L-17, paragraphe b. Il lui demande s'il compte donner des instructions pour que les principes qu'il a lui-même définis, soient effectivement appliqués par ses services.

Français d'outre-mer.

16658. — 17 février 1971. — **M. de Montesquou** se référant à la réponse donnée par **M. le ministre de l'économie et des finances** à la question écrite n° 14823 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 26 décembre 1970, p. 6758) lui fait observer que cette réponse passe sous silence un fait essentiel : le régime chérifien des pensions, en étant distinct du régime défini par le code des pensions civiles et militaires de retraite, reprenait textuellement les dispositions de ce dernier. C'est ainsi que, si dans la législation marocaine il a été prévu que, lors du remariage d'une veuve, sa pension serait maintenue au taux en vigueur à la date de l'événement, même en cas de second veuvage, c'est parce que le code des pensions en vigueur en métropole contenait alors une telle disposition. Lorsqu'en 1964, le législateur a introduit dans le code des pensions une nouvelle disposition permettant aux veuves remariées redevenues veuves d'obtenir le rétablissement du montant intégral de leur pension, une correction semblable aurait certainement été apportée au régime des pensions de la caisse marocaine de retraite si, à cette époque, le Maroc n'avait pas déjà accédé à l'indépendance. Si cette indépendance n'était pas survenue, le régime marocain aurait sans aucun doute repris textuellement les dispositions de l'article 10 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964. Dans ces conditions, il est profondément injuste de refuser aux veuves des anciens fonctionnaires français du Maroc le bénéfice de cet article. Il lui demande si, sans aller jusqu'à prévoir l'alignement complet du régime marocain sur le régime français, il ne serait pas possible de prendre une mesure exceptionnelle en faveur de quelques veuves qui se trouvent réduites à la plus grande misère par suite de l'application d'une législation inhumaine.

Coopération internationale.

16659. — 17 février 1971. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un français qui est actuellement en Algérie au titre de la coopération et qui désirerait transférer en France une partie des fonds dont il dispose. Il lui demande s'il existe une possibilité pour l'intéressé d'obtenir une autorisation de transfert.

Experts comptables.

16662. — 17 février 1971. — **M. Georges Caillaud** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 publiée au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1968, folio 10229, a prévu dans son article 9 bis, alinéa premier, que les personnes qui, dans les quatre ans de la publication, auront obtenu l'un des diplômes dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'économie et des finances, pourront dans ce même délai, demander leur inscription au tableau de l'ordre des experts comptables en qualité de comptable agréé.

Considérant que le décret de l'application afférent n'a pas apporté les précisions attendues, il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles cette liste n'a pas été publiée et souligne l'urgence de cette publication ; 2° en attendant cette publication, si le diplôme d'études comptables supérieures permet d'ores et déjà l'inscription au tableau des experts comptables.

Crédit agricole.

16664. — 17 février 1971. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que si l'effort financier fait pour les prêts bonifiés agricoles n'est pas intensifié, aucun prêt nouveau de ce type ne pourra être accordé en 1971. Or les prix agricoles sont tels que la rentabilité des capitaux investis dans la terre est presque nulle. Il est donc impossible à un agriculteur, pour s'installer, d'avoir recours au marché financier normal ; cela risque donc d'entraîner à échéance plus ou moins brève, soit l'abandon des terres, soit l'acquisition de ces terres par des agriculteurs de nationalité étrangère dans le cadre du marché commun, toute chose devant entraîner des conséquences sociales déplorables. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accroître le montant des autorisations de prêts bonifiés agricoles.

I. R. P. P.

16665. — 18 février 1971. — **M. Bousquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le contenu de l'article 164-1 du code général des impôts. Cet article spécifie que sont exclus du revenu imposable des contribuables de nationalité étrangère qui ont leur domicile en France, les revenus de source étrangère à raison desquels les intéressés justifient avoir été soumis à un impôt personnel sur le revenu global dans le pays d'où ils sont originaires. Il lui demande s'il peut lui confirmer que tous les revenus acquis et encaissés dans des pays étrangers par des contribuables de nationalité non française qui sont domiciliés en France, sont exclus du revenu imposable dans notre pays lorsque les intéressés justifient avoir effectivement bien été soumis à un impôt personnel sur le revenu global dans leur pays d'origine, et cela même pour ceux des revenus de source étrangère qui n'auraient pas été acquis dans le pays d'origine de ces contribuables. Par exemple un citoyen américain domicilié en France encaisse au cours d'une année donnée des dividendes et recettes diverses tant en Suède qu'au Brésil et justifie les avoir soumis aux Etats-Unis, pays dont il est originaire, à un impôt personnel sur le revenu global mondial. Le texte de l'article 164-1 du code général des impôts semble tout à fait clair et, par source étrangère, il faut sans aucun doute entendre source de tout autre pays que la France, ou ses territoires d'outre-mer. Par ailleurs le terme « originaire » semble bien viser, grammaticalement parlant, les « intéressés » et non les « revenus de source étrangère ».

Budget.

16676. — 18 février 1971. — **M. Abelin**, se référant au plus récent rapport de la Cour des comptes, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il estime convenable que la procédure des versements de chapitre à chapitre budgétaire soit utilisée pour accroître les fonds spéciaux à la disposition du Gouvernement. Il a été notamment recouru à cette procédure par deux décrets des 2 avril et 22 avril 1969. De cette manière, comme le note la Cour des comptes, les dépenses ainsi couvertes échappent aux règles normalement applicables à l'exécution et à la justification des dépenses publiques. Il lui demande s'il n'estime pas désirable qu'il soit mis fin à de tels agissements.

Taxis.

16685. — 18 février 1971. — **M. Capelle** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la protection des artisans du taxi en cas d'accident ne comporte pas le remboursement de la T. V. A. quelle que soit l'assurance souscrite. Il lui expose à cet égard la situation particulière subie par un artisan du taxi ayant eu trois accidents à Paris : en août 1970, les réparations payées ont été de 4.700 francs dont 911,70 francs de T. V. A. Le taxi a été immobilisé pendant quinze jours ; en septembre 1970 le montant des réparations a été de 1.714 francs dont 320 francs de T. V. A. et dix jours d'arrêt ; en janvier 1971, 2.545 francs de réparations dont 472 francs de T. V. A. et huit jours d'arrêt. Ainsi, en cas d'accident, même au tort reconnu des tiers, les artisans du taxi perdent à la fois la T. V. A. qui ne leur est pas remboursée et le manque à gagner résultant des journées d'immobilisation des taxis. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable que le responsable reconnu d'un accident dont l'artisan est victime soit tenu, directement ou

par son assurance, de payer aussi la T. V. A. et de verser une indemnité pour immobilisation de l'instrument de travail. La circulaire n° 03938 du 15 octobre 1970 émanant du ministère de l'économie et des finances prévoit cependant la possibilité pour les artisans du taxi de récupérer la T. V. A. auprès de l'assureur à la suite d'une réparation d'accident. Cependant cette récupération n'est possible que pour les accidents intervenus entre la fixation du forfait et la fin de l'année en cours. Il souhaiterait savoir pour quelle raison la T. V. A. n'est pas récupérable lorsque l'accident se situe en dehors de cette période.

EDUCATION NATIONALE

Enseignement supérieur.

16560. — 12 février 1971. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le mécontentement qui règne parmi les personnels de l'enseignement supérieur, mécontentement qui vient tout particulièrement de se manifester par une semaine d'action et de manifestation qui se déroule dans toute la France. Par le refus d'un collectif budgétaire en 1970, par un budget 1971 de régression et de pénurie, le Gouvernement place l'Université et la recherche scientifique dans une situation grave, qui leur interdit toute expansion et qui aggrave les conditions de travail de tous leurs personnels. Anticipant sur la politique du VI^e Plan, le Gouvernement veut assujettir l'Université et la recherche scientifique aux grands intérêts privés et aggraver dans le cadre d'une formation aux moindres frais pour la masse des étudiants les cloisonnements qui accentuent la ségrégation sociale. Cette politique conduit au démantèlement du service public universitaire et accentue pour tous les personnels, sous couvert de rentabilité, les menaces d'insécurité d'emploi et de dévalorisation croissante des rémunérations. La réorganisation de l'Université, sans moyens nouveaux, a aggravé les conditions de travail de tous les personnels. Pour mettre fin à une situation préjudiciable à ces personnels et à la nation, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer : 1° les garanties de la fonction publique pour tous les personnels ; 2° le respect, la consolidation et l'amélioration des statuts existants et un déblocage massif des carrières ; 3° l'attribution par un collectif budgétaire des moyens financiers nécessaires à des créations de postes budgétaires, à l'augmentation des primes et indemnités, aux constructions universitaires, à l'équipement et au développement des laboratoires de recherche ; 4° l'amélioration des rémunérations, le rattrapage et la progression du pouvoir d'achat des salaires de la fonction publique, l'allègement du prélèvement fiscal pour les travailleurs.

Constructions scolaires.

16561. — 12 février 1971. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'aux termes d'un arrêté en date du 11 avril 1962, les constructions des bâtiments scolaires du premier degré, du second degré et de l'enseignement technique étaient exemptées du permis de construire, sous réserve de la consultation, dans certaines conditions, du comité départemental des constructions scolaires. Il lui demande si les mêmes conditions de présentation du dossier devant la commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture entraînent dorénavant des effets identiques.

Examens et concours.

16566. — 12 février 1971. — **M. Gilbert Faure** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'à l'issue des classes dites préparatoires, les étudiants qui n'ont réussi à aucun de leurs concours après trois ans d'études se retrouvent sans aucun diplôme, car on leur refuse l'équivalence d'un D. U. E. S. malgré le travail extrêmement sérieux qu'ils ont fourni au cours de ces trois années. Certes, on leur accorde le droit de présenter le D. U. E. S. mais les programmes ne sont pas identiques, et ils ont donc des chances très réduites de réussite à cet examen. C'est ainsi par exemple que les travaux pratiques de physique sont éliminatoires, mais que le programme des classes préparatoires n'en comporte pas. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'accorder aux intéressés, à l'issue de la période de trois ans en classes préparatoires l'équivalence du D. U. E. S., étant bien entendu que les étudiants ayant un mauvais dossier scolaire pourraient être soumis à un petit examen probatoire de contrôle.

Enseignement supérieur.

16567. — 12 février 1971. — **M. Gilbert Faure** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un certain nombre d'étudiants ont entrepris des études nécessaires pour passer le concours

d'entrée aux I. P. E. S. à l'issue de l'année scolaire 1970-1971. Il lui fait observer que les intéressés se trouvent actuellement complètement désemparés par leur suppression, et il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que cette réforme n'entraîne pas de conséquences graves pour leur vie scolaire et leur vie professionnelle.

Education nationale (personnel).

16573. — 12 février 1971. — **M. Philibert** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les personnels contractuels recrutés par ses services sont particulièrement défavorisés. Recrutés sur titre, ou simplement sur demande, les intéressés bénéficient de contrats annuels tacitement reconduits, et assortis pratiquement d'aucune stabilité d'activité et d'emploi. Leurs salaires sont établis par référence à un certain nombre de catégories délimitées par des diplômes universitaires, et aucune promotion n'est possible dans la hiérarchie administrative, sauf par voie de concours pour ceux qui n'ont pas atteint la limite d'âge. En outre, et bien que leurs tâches soient très diverses, il arrive que les agents occupent d'importantes fonctions de responsabilité, pour un salaire nettement inférieur à celui qui serait attribué à un agent titulaire remplissant les mêmes fonctions. Or, les intéressés sont de plus en plus nombreux, et rendent d'incontestables services. Certains d'entre eux exercent depuis plus de dix ans, notamment dans les inspections académiques et les rectorats. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° quelles mesures il compte prendre pour ce personnel absolument indispensable à l'administration publique ; 2° s'il compte pouvoir proposer leur intégration progressive et leur titularisation dans les administrations qui les emploient.

Bourses d'enseignement.

16580. — 13 février 1971. — **M. Fernand Dupuy** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui faire connaître, par départements, le montant global des bourses accordées, par les conseils généraux et par les municipalités aux élèves et aux étudiants de l'enseignement privé.

Examens et concours.

16583. — 13 février 1971. — **M. Dupuy** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui indiquer depuis quand et pour quels motifs la section italienne a été supprimée aux concours d'entrée de l'E. N. S. E. T. alors que la valeur culturelle de cette langue est évidente et que son intérêt pour les futurs techniciens et techniciens supérieurs des lycées techniques est incontestable.

Bourses d'enseignement.

16588. — 13 février 1971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** le cas d'une famille ayant cinq enfants dans laquelle la mère, atteinte de poliomyélite depuis 1963, est dans l'incapacité totale de se déplacer autrement que dans un fauteuil roulant et ne peut, par conséquent, effectuer aucun travail ménager. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans un cas de ce genre, étant donné les charges exceptionnellement lourdes que doit supporter le chef de famille, le nombre de points de charge, pris en considération pour l'attribution aux enfants de bourses nationales d'études du second degré, au titre du conjoint invalide, devrait être supérieur à 1.

Etablissements scolaires et universitaires (personnel).

16590. — 13 février 1971. — **M. Halbout** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'au cours du premier trimestre 1970, des négociations se sont déroulées entre, d'une part, des représentants de son département ministériel et, d'autre part, les délégués des organisations syndicales des personnels de l'intendance de l'éducation nationale. Les conclusions de ce groupe de travail devaient permettre l'intervention d'un certain nombre de mesures concernant notamment : les conditions de travail (diffusion d'un nouveau barème de dotations ; création de postes) ; la formation professionnelle (création d'une école d'intendance universitaire, modification du concours interne d'attaché auquel seraient seuls admis à se présenter les secrétaires d'intendance, possibilité d'accès des auxiliaires au concours interne de S. I. U.) ; de revalorisations indiciaires pour les intendants, attachés principaux et secrétaires et le déroulement normal de carrière des attachés d'intendance. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre prochainement les décisions qui sont attendues avec une impatience bien légitime par ces catégories de personnels de son administration.

Bourses d'enseignement.

16592. — 13 février 1971. — **M. Jouffroy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il n'existe aucun texte permettant d'attribuer une bourse d'étude aux élèves qui fréquentent les cours professionnels agricoles et les cours professionnels polyvalents ruraux créés par transformation des cours post-scolaires agricoles. Les parents dont les enfants suivent cette formation constatent avec une amertume bien légitime qu'ils sont les seuls à ne pouvoir bénéficier d'une aide de l'Etat, alors que celle-ci est prévue, sous certaines conditions de ressources, en faveur de toutes les autres catégories d'étudiants âgés de plus de seize ans, quelle que soit la nature de l'établissement fréquenté. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre toutes mesures utiles, dans les meilleurs délais, en vue de mettre fin à cette situation anormale qui constitue une véritable injustice à l'égard des familles concernées.

Enseignement supérieur.

16597. — 13 février 1971. — **M. Michel Durafour** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les demandes présentées par les personnels enseignants des écoles nationales supérieures d'arts et métiers (E. N. S. A. M.) en vue d'obtenir une révision du statut qui les régit, tenant compte de l'évolution des sciences et des techniques constatée depuis l'établissement de ce statut, cette révision devant se traduire notamment par une réduction de leurs obligations de service hebdomadaire. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de donner prochainement une suite favorable à ces demandes.

Ecoles nationales de perfectionnement.

16612. — 13 février 1971. — **M. Hubert Martin** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les modalités d'admission actuelles dans les écoles nationales de perfectionnement paraissent ne plus être en rapport avec le nombre des établissements construits. En effet, ce système paraissait convenir lorsqu'il y avait peu d'établissements mais, maintenant, la procédure semble trop compliquée, longue et malheureusement trop souvent inutile puisque de trop nombreuses demandes restent fréquemment sans solution devant le manque de places disponibles. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait bon de conserver le système existant jusqu'à la commission médico-pédagogique et régionaliser le recrutement. Il faudrait, pour ce faire, créer une commission régionale d'admission où siègeraient des représentants des commissions départementales et les directeurs des écoles nationales de perfectionnement du secteur intéressé. L'admission se ferait ainsi d'une façon plus directe, plus humaine, par des gens connaissant mieux les problèmes des enfants et des établissements susceptibles de les recevoir. Il apparaît ainsi indispensable de régionaliser totalement le recrutement des E. N. P. dans l'intérêt des enfants dont le système permettra l'information à tous les niveaux et aux enfants d'un secteur de profiter au maximum des établissements de leur région.

Etudiants.

16631. — 17 février 1971. — **Mme Aymé de La Chevrollière** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les étudiants qui préparent dans un lycée technique le brevet supérieur de technicien, bien qu'ayant le statut d'étudiant, ne bénéficient pas de tous les avantages consentis aux jeunes gens poursuivant leurs études dans des universités. C'est ainsi que leur participation aux repas servis dans les lycées où ils se trouvent est fixée à 2,50 francs alors qu'en restaurant universitaire les étudiants ne versent qu'une contribution de 1,75 franc. De même, il leur est retenu pour leur logement 130 francs en moyenne par mois alors que les frais de logement en cité universitaire sont de 90 francs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les étudiants en cause puissent bénéficier des œuvres universitaires dans des conditions identiques à celles accordées aux étudiants en université.

Enseignants.

16652. — 17 février 1971. — **M. Bouloche** rappelle au **Ministre de l'éducation nationale** les termes de sa lettre aux directeurs de l'I. P. E. S. en date du 22 octobre 1970, relative aux nouveaux centres de formation de professeurs du second degré : « Je suis attentif d'autre part au rôle que jouent les I. P. E. S. pour la promotion au sein du corps enseignant, et notamment à l'égard des normaliens et des instituteurs admis en première année des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège. Ce rôle doit être prolongé, et j'étudie les mesures qui

permettront de maintenir dans la nouvelle organisation les possibilités qui étaient jusqu'ici ouvertes par le concours des I. P. E. S. ». Aucun élément nouveau n'étant survenu depuis cette date, l'inquiétude se développe chez les stagiaires des centres de formation de professeurs de C. E. G. Il est évident que ces stagiaires ne pourront pas préparer la même année, avec des chances raisonnables de succès, d'une part le concours des nouveaux instituts (dont le programme portera sur une seule discipline) et, d'autre part, les épreuves du C. A. P. E. G. C. théorique (dont le programme porte sur 2 disciplines. Il lui demande quelles modalités il compte mettre en pratique pour rendre possible, dans les conditions équitables, l'accès des nouveaux instituts aux normaliens et instituteurs stagiaires des centres C. E. G.

Experts comptables.

16663. — 17 février 1971. — **M. Georges Colliau** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 publiée au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1968, folio 10.229, a prévu dans son article 9 bis, alinéa premier, que les personnes qui, dans les quatre ans de la publication, auront obtenu l'un des diplômes dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministère de l'économie et des finances pourront dans ce même délai demander leur inscription au tableau de l'ordre des experts comptables en qualité de comptable agréé. Considérant que le décret d'application afférent n'a pas apporté les précisions attendues, il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles cette liste n'a pas été publiée et souligne l'urgence de cette publication ; 2° en attendant cette publication, si le diplôme d'études comptables supérieures permet d'ores et déjà l'inscription au tableau des experts comptables.

Enseignement technique et professionnel.

16668. — 18 février 1971. — **M. Plantier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le nouveau régime des études comptables supérieures. Ce nouveau régime comporte une série de certificats obligatoires ou facultatifs : révision juridique et fiscale ; organisation gestion ; traitement information ; relations internationales. La préparation des trois premiers de ces certificats peut s'effectuer grâce à des cours, même par correspondance, organisés dans des institutions publiques ou privées. Par contre, la préparation du certificat des « relations internationales » n'est assurée par aucun établissement. Il lui demande si certains établissements relevant de l'éducation nationale, en particulier l'institut des techniques économiques et comptables dépendant du conservatoire des arts et métiers, ne pourraient pas assurer la préparation de ce certificat.

Enseignement secondaire.

16670. — 17 février 1971. — **M. Grilletteray** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'afin de gagner du temps et de ne pas contribuer à l'escalade, les responsables ont volontairement jeté un voile sur le climat de violence latente qui s'est installé dans les lycées depuis 1968 et que seuls quelques parlementaires, dont l'auteur de la question, ont évoqué à l'occasion des incidents fréquents qui s'y déroulaient. La présence d'agitateurs professionnels prêts à exploiter le moindre incident pour instaurer la violence, l'absence d'autorité de trop nombreux professeurs, le climat de tolérance, de licence et d'incohérence qui règne dans beaucoup d'établissements prouvent à l'évidence que ces trois ans n'ont pas été utilisés aussi complètement qu'il aurait été possible. Il lui rappelle qu'il a suggéré à maintes reprises la création d'un comité des sages capable d'analyser l'échec dans la formation et l'éducation et de définir les leçons qu'il convenait d'en tirer. Il ne saurait y avoir d'éducation sans finalité et si les C. E. S. et les écoles professionnelles échappent pour la plupart à l'effervescence des lycées, n'est-ce pas parce que les jeunes qui s'y trouvent, souvent d'origine plus modeste, savent mieux que les autres dans quel but ils doivent apprendre et connaître. Souhaitons-nous nous borner à n'être que les garde-fous des débordements de la jeunesse ou voulons-nous être réellement responsables de son éducation, c'est-à-dire savoir au nom de quels principes nous l'éduquons. Telle est la question qui se pose à notre génération. C'est pourquoi il lui demanda s'il peut lui apporter les éléments d'une réponse.

Instituteurs et institutrices.

16682. — 18 février 1971. — **M. Gilbert Faure** indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les instituteurs et les institutrices bénéficient généralement d'un logement de fonction (ou, à

défaut, d'une indemnité de résidence), mais que ce logement ou cette indemnité ne sont pas attribués à ceux de ces enseignants qui sont affectés aux écoles nationales de perfectionnement. Il lui fait observer que les intéressés perçoivent seulement une indemnité pour sujétions spéciales qui est loin de couvrir les frais de logement. De sorte que, non seulement ils doivent effectuer un travail particulièrement difficile, mais encore ils se trouvent pénalisés sur le plan matériel et pécuniaire par rapport à leurs collègues qui exercent normalement dans l'enseignement primaire. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cesse cette injustice et pour attribuer à ces instituteurs l'indemnité normale de logement qui leur revient.

Enseignants.

16684. — 18 février 1971. — **M. Mazeaud** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, le 9 décembre 1970, à l'émission de 19 heures, les actualités régionales télévisées de Limoges ont diffusé des commentaires sur les élections universitaires aux conseils d'U. E. R. qui avaient eu lieu la veille. Le recteur de l'académie a, à cette occasion, exprimé le sentiment que « la participation électorale est la mesure de la confiance qui règne entre les différents personnes (i. e. : enseignants et étudiants) d'un même établissement ». Ce propos a été ressenti comme une grave atteinte à leur considération par les enseignants des unités où les circonstances ont voulu que la participation électorale fût faible. Il lui demande : 1° si, étant donné l'autonomie des universités, consacrées par la loi d'orientation, c'est bien au recteur qu'il appartient d'exprimer un sentiment personnel à l'occasion des élections universitaires, spécialement aux conseils des unités ; 2° si, représentant dans son académie le ministre de l'éducation nationale, le recteur de l'académie de Limoges était l'interprète de la pensée ministérielle en liant ainsi la participation électorale à la mesure de la confiance et de l'estime que les étudiants peuvent porter à leurs enseignants.

Médecine (enseignement de la).

16686. — 18 février 1971. — **M. Lebas** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé à Paris, le 22 septembre dernier, l'examen du certificat d'études spécial de gynécologie. Cet examen qui regroupait les candidats de toutes les académies a fait l'objet, comme prévu, d'une double correction. Or, sur 167 candidats, 120 ont obtenu la note 0, celle-ci aurait été attribuée par un professeur parisien qui serait soucieux d'empêcher un certain nombre d'étudiants de continuer leur spécialisation. Cette notation paraît d'autant plus sévère que les responsables des différentes facultés ont reçu le corrigé type émanant de ce correcteur, ce qui a permis aux candidats de comparer leurs travaux avec ce corrigé et de s'apercevoir, pour un grand nombre d'entre eux, qu'ils n'étaient pas loin du modèle type proposé. En raison de ce grand nombre de 0, il a été décidé que l'examen serait repassé le 27 janvier 1971, mais certains éléments ont interdit l'accès des salles aux candidats, aucune mesure n'ayant été prise pour permettre à cet examen de se dérouler sans entrave. Les candidats ont donc rebroussé chemin, laissant aux responsables des facultés le soin de régler ce problème. Une demande d'audience présentée au cabinet du ministre a d'abord été acceptée, puis annulée, le directeur des centres d'enseignement spéciaux ayant réglé le problème en repoussant le nouvel examen prévu au mois de septembre prochain. Compte tenu de la situation ainsi créée, il lui demande : 1° quelles instructions ont été données aux universités médicales de Paris pour que dans tous les cas les examens puissent avoir lieu sans que l'ordre soit troublé et que l'accès des salles soit interdit ; 2° quelles mesures seront prises au mois de septembre prochain pour l'organisation de cet examen. Il serait en effet souhaitable que celui-ci soit régionalisé et que les candidats des différentes universités puissent passer ce certificat dans leur université propre sans avoir à se déplacer à Paris. Le sujet de l'examen pourrait être un sujet national proposé par le ministère de l'éducation nationale. Cette solution supprimerait des déplacements inutiles, faciliterait la tâche des différents concurrents et éviterait des regroupements permettant des manifestations regrettables ; 3° si le même correcteur sera à nouveau désigné pour recommencer la même opération ou si, dès à présent, d'autres correcteurs ont été choisis avec mission d'effectuer leurs corrections dans l'esprit de l'examen, mais en faisant abstraction de tout autre thème de réflexion ; 4° si la date d'examen ne peut pas être avancée au mois de mai ou de juin, ce qui permettrait aux candidats de la précédente session une attente moins longue ; 5° si malgré l'absence de précédent, les copies de l'examen de septembre 1970 ne devraient pas faire l'objet d'une nouvelle correction assurée par un nouveau jury. Le nombre des 0 justifierait une telle solution, ces 0 n'ayant d'ailleurs pas tous la même forme puisque le correcteur aurait déclaré avoir mis des 0 ronds, carrés et pointés. La solution suggérée constituerait une mesure de justice qui permet-

trait en outre de tirer l'affaire au clair en ce qui concerne le jugement porté sur les copies présentées. Sans doute est-il souhaitable de faire confiance à un professeur examinateur, mais devant une situation aussi anormale, le ministère de l'éducation nationale a le devoir de s'assurer de la valeur des notes ainsi données.

Centre national de la recherche scientifique.

16691. — 18 février 1971. — **M. Andrieux** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les ingénieurs, techniciens, administratifs du C. N. R. S. au cours de la semaine du 8 au 13 février et particulièrement lors de la grève de quarante-huit heures ont demandé : 1° l'extension des garanties statutaires, notamment la sécurité d'emploi pour tous les personnels ; 2° la sortie de leurs textes portant sur les modifications statutaires, l'uniformisation de la prime, l'incidence du plan Masselin sur leurs catégories (textes déposés depuis de nombreux mois au ministère de l'éducation nationale) ; 3° un collectif budgétaire comportant les moyens financiers et la création supplémentaire de postes indispensables aux besoins des laboratoires et assurant un développement des carrières des personnels ; 4° le rattrapage, le maintien et la progression du pouvoir d'achat. Solidaire de ces justes revendications, il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour les satisfaire.

Bibliothèques.

16696. — 18 février 1971. — **M. Virgile Barel** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que parmi les secteurs sacrifiés dans le budget de l'éducation nationale, il faut citer en premier lieu les bibliothèques et la lecture publique. (Telle est l'appréciation portée sur les crédits des bibliothèques par **M. Charbonnel**, dans son rapport sur la loi de finances pour 1971.) Le budget des bibliothèques est partout en régression. Les créations de postes sont moins nombreuses, les crédits nouveaux plus réduits et le personnel attend toujours des mesures de reclassement que l'insuffisance des moyens financiers ne permet pas de satisfaire. Créations de postes : exercice 1969 : 479 ; exercice 1970 : 397 ; exercice 1971 : 150. Il lui rappelle que son ministère avait demandé 1.200 postes budgétaires nouveaux pour 1971. Les crédits nouveaux pour les bibliothèques universitaires et les bibliothèques d'études sont les suivants : exercice 1969 : 11.535.027 francs ; exercice 1970 : 2.352.000 francs ; exercice 1971 : 2.055.625 francs. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour l'attribution : 1° d'un collectif budgétaire pour 1971 ; 2° la solution des problèmes statutaires en suspens et l'arrêt du recrutement des contractuels et des vacataires ; 3° la création d'une prime de bibliothécaire étendue à toutes les catégories de personnel ; 4° l'institution d'une véritable formation professionnelle pour tous les personnels.

Education nationale (personnel).

16697. — 18 février 1971. — **M. Lamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des personnels administratifs de son ministère. En effet, des problèmes statutaires ayant fait l'objet de promesses ou d'engagements ne sont pas encore réglés ni même mis à l'étude : catégorie B dont la réforme a été demandée par le conseil supérieur de la fonction publique du 15 décembre 1969, catégories C et D dont le plan de réforme Masselin, signé le 10 octobre 1969, n'est pas encore réalisé dans les parties essentielles (agents d'administration principaux, secrétaires sténos, accès exceptionnel au grade de commis, échelles de contractuels, garanties pour les auxiliaires). Les personnels auxiliaires ou vacataires sans droits, pas même parfois ceux édictés par le code du travail, représentent 40 p. 100 à 60 p. 100 des effectifs selon les universités. Les syndicats unanimes estiment que leur titularisation dans les cadres de l'Etat est un droit. Enfin les mécanismes statutaires permettant la promotion interne sont appliqués par son ministère de façon si restrictive qu'elle contredit les affirmations officielles sur la promotion sociale. De nombreux postes vacants ne sont pas mis en concours et restent inutilisés alors qu'on en manque : 8 p. 100 en catégorie A, 12 p. 100 en catégorie B, 18 à 20 p. 100 en catégories C et D. Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que le plan Masselin soit réalisé en deux ans et non en quatre ans ; 2° pour que les personnels auxiliaires ou vacataires soient titularisés ; 3° pour que les postes vacants de toutes catégories soient mis en concours et ne restent pas inutilisés.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Construction.

16593. — 13 février 1971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que les normes auxquelles doivent répondre les logements, pour ouvrir droit au bénéfice des

avantages prévus au titre de l'encouragement à la construction, sont différentes selon qu'il s'agit de l'allocation de logement ou de primes à la construction ou de prêts spéciaux à la construction. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable d'introduire une certaine uniformité dans cette réglementation et de répondre ainsi au vœu des constructeurs qui souhaitent une simplification des textes.

Ponts et chaussées.

16607. — 13 février 1971. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Il lui rappelle que les salaires horaires de ceux-ci doivent être alignés sur les minima des salaires pratiqués dans les entreprises de travaux publics de la région parisienne. Or la convention collective applicable aux entreprises du bâtiment et des travaux publics de la région parisienne a fixé par un avenant en mai 1968 de nouveaux taux horaires applicables au 1^{er} juin 1968. Ces dispositions auraient dû entraîner une majoration de 2,25 p. 100 des salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. Cette majoration n'a jusqu'à présent pas été accordée. En outre, un groupe de travail réuni en juin 1968 avait prévu une réduction progressive des horaires de travail, cette réduction devant donner lieu à un horaire de 45 heures à partir du 1^{er} octobre 1968 puis de 44 heures à compter du 1^{er} janvier 1970. Les négociations entreprises sur ces deux problèmes n'ont jusqu'à présent pas abouti. C'est pourquoi il lui demande quelle est sa position en ces deux domaines et quelles mesures il envisage de prendre pour procéder au règlement du contentieux en cause.

Epargne-logement.

16633. — 17 février 1971. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 instituant un régime d'épargne-logement et les textes d'application de cette loi (décrets n° 1230 et 1231 du 24 décembre 1969 et arrêtés du même jour) ne sont pas applicables dans les territoires d'outre-mer. Il lui demande s'il envisage des mesures nécessaires en vue de l'extension aux territoires d'outre-mer des textes en cause.

Rénovation urbaine.

11634. — 17 février 1971. — **M. Henri Arnaud** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** si, actuellement, les dispositions légales et réglementaires en vigueur permettent d'entreprendre la rénovation de vieux quartiers des villes par la méthode de rénovation urbaine prévue notamment par le décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 et les textes ultérieurs et si, à ce titre, son ministère est susceptible d'accorder des crédits. Il lui demande également s'il peut lui donner la liste de tous les textes réglementaires visant la rénovation urbaine et la restauration immobilière, avec leurs dates et celles de leur parution au *Journal officiel*.

INTERIEUR

Elections municipales.

16565. — 12 février 1971. — **M. Pic** indique à **M. le ministre de l'intérieur** que les frais électoraux relatifs à la propagande pour les élections municipales ne sont pris en charge par l'Etat que dans les communes de plus de 9.000 habitants. Au-dessous de ce nombre de population, les frais sont à la charge des candidats. Cette dépense étant de plus en plus importante, et afin d'instaurer l'égalité des chances dans la compétition électorale, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour abaisser à 2.000 habitants le seuil de population en dessous duquel l'Etat ne rembourse pas les frais de propagande.

Bourses d'enseignement.

16579. — 13 février 1971. — **M. Dupuy** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il peut lui faire connaître, par départements, le montant global des bourses accordées, par les conseils généraux et par les municipalités aux élèves et aux étudiants de l'enseignement privé.

Communes (personnel).

16601. — 13 février 1971. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les revendications des contremaîtres communaux relatives à leur classement indiciaire : 1° contremaître

principal : 1^{er} échelon, 465 brut ; 2^e échelon, 480 brut ; 2^e contre-maître : 1^{er} échelon, 260 brut ; 10^e échelon 430 brut ; 3^e classement à effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 1970. Il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires en vue de satisfaire ces justes revendications.

Etat civil.

16603. — 13 février 1971. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que les droits d'expédition et de légalisation résultant du décret-loi du 14 juin 1938 sont perçus au profit des communes à raison de 1 franc pour les extraits d'acte de naissance et de décès et de 1,50 franc pour les extraits d'acte de mariage. Les ressources ainsi procurées aux communes sont faibles et sans rapport avec le coût réel de l'extrait, sans tenir compte du travail qu'elles entraînent par ailleurs à diverses administrations. En effet, si la perception de cette taxe ne pose pas de problème lorsque le pétitionnaire se présente directement en mairie, il n'en est plus de même lorsqu'il fait sa demande par correspondance. Il doit alors établir un chèque ou un mandat de 1 franc ou 1 franc 50 centimes, qui passera dans les services suivants : postes et télécommunications, chèques postaux ou banque, puis à la perception. Mais, souvent, le pétitionnaire omet de joindre à sa demande le coût de l'extrait, il s'ensuit une correspondance que l'administré ne comprend pas, eu égard à la modicité de la somme. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans le cadre des mesures de simplifications administratives qui sont actuellement prises, de supprimer les droits en cause.

Manifestations.

16616. — 13 février 1971. — **M. Raymond Dronne** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que diverses organisations avaient prévu une manifestation ordonnée et silencieuse le 27 janvier dernier place de la Madeleine, à Paris, pour commémorer le sacrifice de Jan Palach, à Prague, et qu'elles avaient à cet effet déposé une demande à la préfecture de police. C'est pourquoi il lui demande pour quelles raisons cette manifestation pacifique, répondant à une préoccupation très noble, a été interdite — au dernier moment semble-t-il — et a été dispersée par la police, alors que sont autorisées et tolérées des manifestations beaucoup plus tapageuses et parfois violentes en faveur de causes moins pures, ce qui donne l'impression fâcheuse que seules bénéficient d'une bienveillante tolérance les démonstrations favorables aux thèses des pays communistes.

Libertés publiques.

16626. — 16 février 1971. — **M. Bouloche** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'arrêté n° 15/552 pris le 8 janvier 1971 par le préfet du Bas-Rhin réglementant la distribution des journaux, brochures, affiches, tracts, etc. dans le périmètre de la communauté urbaine de Strasbourg. Il lui expose que ce texte réglementaire aboutit à supprimer des libertés faisant partie intégrante de la liberté d'expression garantie par la Constitution. En effet, non seulement la distribution des tracts se trouve interdite dans tous les endroits où il est d'usage de procéder à une telle diffusion, mais l'action des distributeurs éventuels fait l'objet de telles limitations qu'elle se trouve pratiquement interdite sur l'ensemble du territoire du département du Bas-Rhin. Devant le mépris ainsi professé par un représentant du Gouvernement à l'égard d'une liberté fondamentale, il lui demande s'il entend provoquer l'abrogation immédiate de l'arrêté en cause, et prendre toutes mesures pour que de telles violations des droits des citoyens cessent de se multiplier, comme c'est actuellement le cas dans de nombreux domaines.

Libertés publiques.

16627. — 18 février 1971. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'arrêté n° 15/552 pris le 8 janvier 1971 par le préfet du Bas-Rhin réglementant la distribution des journaux, brochures, affiches, tracts, etc., dans le périmètre de la communauté urbaine de Strasbourg. Il lui expose que ce texte réglementaire aboutit à supprimer des libertés faisant partie intégrante de la liberté d'expression garantie par la Constitution. En effet, non seulement la distribution des tracts se trouve interdite dans tous les endroits où il est d'usage de procéder à une telle diffusion, mais l'action des distributeurs éventuels fait l'objet de telles limitations qu'elle se trouve pratiquement interdite sur l'ensemble du territoire du département du Bas-Rhin. Devant le mépris ainsi professé par un représentant du Gouvernement à l'égard d'une

liberté fondamentale, il lui demande s'il entend provoquer l'abrogation immédiate de l'arrêté en cause, et prendre toutes mesures pour que de telles violations des droits des citoyens cessent de se multiplier, comme c'est actuellement le cas dans de nombreux domaines.

Rénovation urbaine.

16635. — 17 février 1971. — **M. Henri Arnaud** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si, actuellement, les dispositions légales et réglementaires en vigueur permettent d'entreprendre la rénovation de vieux quartiers des villes par la méthode de rénovation urbaine prévue notamment par le décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 et les textes ultérieurs et si, à ce titre, son ministère est susceptible d'accorder des crédits. Il lui demande également s'il peut lui donner la liste de tous les textes réglementaires visant la rénovation urbaine et la restauration immobilière, avec leurs dates et celles de leur parution au *Journal officiel*.

Automobiles.

16642. — 17 février 1971. — **M. Glon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que les cimetières d'automobiles, souvent utilisés comme terrain de jeux par de jeunes enfants, présentent de réels dangers en raison de la présence de tôles coupantes, de verres brisés et de résidus d'huile et de carburants. En attendant que paraissent les textes réglementant de manière complète les cimetières de voitures, il apparaît indispensable de rendre obligatoire la pose de clôtures appropriées. Celles-ci, d'une hauteur de deux mètres, devraient être réalisées en dur lorsqu'il s'agit de séparer les cimetières de voitures des habitations voisines ou de la voie publique. Il lui demande s'il envisage de prendre cette première mesure urgente destinée tout spécialement à assurer la sécurité des enfants.

Communes (personnel).

16649. — 18 février 1971. — **M. Rabourdin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les problèmes posés par le reclassement des catégories C et D de fonctionnaires en ce qui concerne les contremaîtres et contremaîtres principaux des services communaux. Ceux-ci s'estiment lésés par le nouveau classement et demandent, d'une part, si les indices bruts 260, 430, 455 (indice exceptionnel) peuvent être attribués aux contremaîtres et, d'autre part, si les indices 465 et 480 peuvent être attribués aux contremaîtres principaux. Par ailleurs, ils souhaiteraient leur intégration dans le cadre B. Il lui demande quelles mesures il entend prendre en faveur de ces agents communaux.

Incendies de forêts.

16675. — 18 février 1971. — **M. Boulay** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, en prévision des sinistres qui risquent de se produire l'été prochain dans les départements méditerranéens, s'il peut lui faire connaître : 1^o si les préposés des autoroutes à péage ont bien reçu des instructions afin de laisser passer gratuitement les véhicules de secours en provenance de certains départements et appelés en renfort dans le Midi ; 2^o si les services départementaux de protection contre l'incendie ont bien la possibilité d'obtenir sans difficulté les avances financières en espèces, auprès des trésoreries générales, afin que les détachements puissent faire face aux frais de route obligatoires ; 3^o si le service national de la protection civile dispose désormais des équipements nécessaires complémentaires aux interventions, qui ne sauraient être à la charge des collectivités locales, et si ce service pourra les remettre prochainement aux intéressés ; 4^o si le service national de la protection civile peut mettre à la disposition des départements appelés à apporter leur appui un contingent suffisant de bons d'essence permettant aux véhicules de se ravitailler pendant le déplacement.

Annonces judiciaires et légales.

16692. — 18 février 1971. — **M. Pierre Vilion** signale à **M. le ministre de l'intérieur** qu'un journal habilité à publier les annonces judiciaires et légales a publié sous la signature de son directeur-gérant propriétaire des articles où celui-ci désigne le général de Gaulle comme « un des plus grands criminels de guerre » et où il fait l'apologie des traités Pucheu, Henriot, Laval et Pélain. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le droit de publications d'annonces judiciaires et légales soit retiré à ce journal.

JUSTICE

Pensions de retraite civiles et militaires.

16577. — 12 février 1971. — **M. Paquet** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les dispositions de la loi n° 66-1013 du 28 décembre 1966 relatives au partage des pensions de réversion. Il lui signale le cas d'un fonctionnaire français dont la procédure de divorce engagée par sa femme en 1942 n'a été terminée qu'en 1946 — l'intéressé considéré comme Israélite en raison de son ascendance maternelle par les autorités allemandes n'ayant pu répondre aux convocations qui lui étaient adressées — et qui a contracté une seconde union en 1951. Il lui demande s'il n'est pas que la législation actuelle devrait être modifiée afin que dans les cas de ce genre — assimilables à des cas de force majeure — la date à prendre en considération pour le partage des pensions de réversion entre les deux époux soit celle de l'instruction de la demande de divorce et non celle du prononcé du jugement.

Sociétés commerciales.

16624. — 16 février 1971. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de la justice** qu'aux termes de l'article 288 du décret du 23 mars 1967, le nom des premiers gérants mentionné dans les statuts peut être omis dans les statuts mis à jour et déposés en annexe au registre du commerce sans qu'il y ait lieu, sauf dispositions statutaires contraires, de le remplacer par le nom des personnes qui leur ont succédé dans ces fonctions. Il semble donc résulter de ce texte que lorsque l'assemblée générale procède au remplacement du gérant d'une S. A. R. L. sans modifications de statuts, il n'y ait pas lieu de déposer des statuts au registre d'un tribunal de commerce. Il lui demande s'il peut lui faire connaître en vertu de quel texte le greffier d'un tribunal de commerce est fondé à refuser, comme il le prétend, le dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale ayant procédé à la nomination d'un nouveau gérant, ledit dépôt accompagné de trois demandes d'inscription modificative, du journal d'annonces légales et d'un extrait de naissance.

Communes (personnel).

16630. — 16 février 1971. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 14 de la loi n° 70-642 du 17 juillet 1970 précise que « peuvent être recrutés à titre temporaire pour exercer exclusivement des fonctions du premier groupe du second grade de la hiérarchie du corps judiciaire » s'ils sont licenciés en droit, les anciens fonctionnaires et agents publics titulaires. Il lui demande si ces dispositions peuvent être étendues aux cadres des collectivités locales recrutés selon les dispositions du code de l'administration communale.

Magistrats.

16655. — 17 février 1971. — **M. Chandernagor** demande à **M. le ministre de la justice** : 1° s'il pense que le fait pour le secrétaire général du parti le plus important de la majorité, d'accuser l'ensemble des magistrats de lâcheté, ne met en cause ni l'honorabilité de la magistrature, ni son indépendance ; 2° dans la négative, ce qu'il compte faire pour assurer un respect effectif de l'une et de l'autre.

Hôpitaux.

16683. — 18 février 1971. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'une dame qui, mariée avec M. X... en a eu un fils. Trois ans après ce mariage, M. X... a dû être soigné pour maladie mentale et a effectué plusieurs séjours en hôpital psychiatrique. Il est actuellement pensionnaire d'un hospice de vieillards. Mme X..., n'ayant pu divorcer, ainsi qu'elle le souhaitait, a vécu — et vit toujours — en concubinage avec un M. Y... dont elle a eu également un fils. M. Y... a élevé les deux enfants jusqu'à leur majorité. Le deuxième fils de Mme X..., qui n'a aucun lien de parenté avec M. X... bien qu'il porte son nom, se voit réclamer une participation aux frais d'hospitalisation de celui-ci, au même titre que son demi-frère. Il lui demande dans quelle mesure il estime que cette participation est justifiée, alors qu'il s'agit d'une affaire qui, manifestement, ne concerne pas l'intéressé.

Crimes de guerre.

16693. — 18 février 1971. — **Mme Vaillant-Couturier** demande à **M. le ministre de la justice** combien de criminels de guerre ont été condamnés par contumace par les tribunaux français.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone.

16689. — 18 février 1971. — **M. Virgile Barel** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que dans le cadre de l'automatisation déjà réalisée, et comme suite aux objectifs fixés par son ministère et diffusés dans la revue : « Les Télécommunications en Provence, Côte d'Azur et Corse », il apparaît : 1° que le centre de groupement de Saint-Sauveur et les bureaux qui lui sont rattachés (Saint-Etienne-de-Tinée, Auron, Isola, Valberg, Beull, Valdeblère, La Bollène, Pont-de-Clans) seront automatisés durant le premier semestre 1971 ; 2° que les bureaux de Levens, Berre, Tourette le seront dans le même semestre 1971 ; 3° que les bureaux de Peira-Cava, Peille, ainsi que les centres de groupement de Lantosque et les bureaux qui lui sont rattachés (Salèze, Saint-Martin-de-Vésuble, Roquebillière, Le Suquet, Saint-Jean-la-Kivière), Sospel et les bureaux qui lui sont rattachés (Saint-Dalmas-de-Tende, Fontan, Moulnet, Breil) seront également automatisés durant l'année 1972 ; 4° que pour cette même période, les recettes encaissées pour l'ensemble des abonnés provenant des Alpes-Maritimes (document précité, pages 64 à 78) évolueront ainsi : au 1^{er} janvier 1970 : 33 milliards 692 millions 228.700 A. F. ; au 1^{er} janvier 1972 : 44 milliards 375 millions A. F. ; au 1^{er} janvier 1973 : 51 milliards 408 millions A. F. ; au 1^{er} janvier 1974 : 59 milliards 482 millions A. F. ; au 1^{er} janvier 1975 : 70 milliards 482 millions A. F. ; au 1^{er} janvier 1977 : 116 milliards 610 millions A. F. L'augmentation des recettes, plus 82 milliards 918 millions A. F. (en pourcentage + 217 p. 100), permettrait de donner satisfaction à l'ensemble du personnel des télécommunications des Alpes-Maritimes, à savoir : 1° la semaine de trente-cinq heures en cinq jours pour l'ensemble du personnel des services téléphoniques y compris les services annexes et les cadres ; 2° la titularisation des auxiliaires ; 3° l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans ; 4° l'augmentation rapide des effectifs des agents assurant le fonctionnement des autocommutateurs et l'entretien des postes d'abonnés, en même temps que la réduction des heures de travail : la semaine de quarante heures en cinq jours ; 5° pour résorber au maximum le personnel des centraux téléphoniques par les services postaux, l'attribution des quarante heures en cinq jours à ces derniers. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre à bref délai pour donner satisfaction à ces personnels.

SANTÉ PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Artisans.

16669. — 12 février 1971. — **M. Gaudin** indique à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'au cours de son assemblée générale du 14 décembre 1970, la chambre des métiers du Var a constaté avec « amertume l'évolution trop lente et inadaptée du social dans l'artisanat, qui est bien loin d'être conforme à celui existant dans une société moderne et évoluée ». Elle a donc demandé aux pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour : « 1° une révision totale des régimes maladie et vieillesse dont les structures actuelles inacceptables n'apportent pas la satisfaction escomptée par une classe de travailleurs imbus d'esprit de justice ; 2° une solidarité nationale accrue, identique à celle accordée à tous les salariés, les lourdes charges pesant sur l'artisanat ne permettant plus d'en supporter d'autres ; 3° que des mesures interviennent afin que l'égalité sociale devienne une réalité intégrale absolue pour le secteur des métiers ». Il lui demande quelles mesures il pense pouvoir prendre pour réserver une suite favorable à ce vœu parfaitement justifié.

Accidents du travail et maladies professionnelles.

16572. — 12 février 1971. — **M. Philibert** indique à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que la sécurité sociale reconnaît au titre des affections professionnelles provoquées par les bruits, les maladies consécutives aux travaux d'emboutissage, d'estampage, de martelage, de rivetage des métaux à percussions, ceux des tissages sur métiers à navette battante, ainsi que ceux relatifs à la mise au point des propulseurs, des réacteurs, des moteurs à piston, ces derniers points ayant été précisés par un arrêté rendu le 15 février 1968 par la chambre sociale de la Cour de cassation. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les troubles consécutifs aux travaux des ouvriers mineurs de fond, ayant travaillé aux marceaux piqueurs ou aux lirs de mines, peuvent entrer dans les affections provoquées par le bruit.

Eou.

16582. — 13 février 1971. — **M. Virgile Barel** porte à la connaissance de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le fait suivant qui ne doit pas être unique, constaté aux abords du village de Falicon (Alpes-Maritimes). Un immeuble a été récemment construit avec certainement le permis de construire, mais sans le contrôle des normes ni l'exigence de l'application de celles-ci, de sorte que les eaux usées se déversent sur la route ce qui nuit aux piétons et aux voisins. Il lui demande si les mesures prescrites contre la pollution sont rappelées dans tous les cas analogues pour la sauvegarde de la salubrité publique.

Assurances sociales (régime général).

16589. — 13 février 1971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'un assuré dont l'épouse, atteinte de poliomyélite depuis 1963, est dans l'incapacité totale de se déplacer autrement que dans un fauteuil roulant et ne possède pas l'usage normal de ses bras et de ses mains. Jusqu'en 1970, l'intéressée a bénéficié de l'exonération du ticket modérateur pour le calcul des prestations en nature de l'assurance maladie. Depuis août 1970, elle doit supporter la participation aux frais dans les mêmes conditions que les autres assurés. Il lui demande si, étant donné qu'il s'agit de l'une des affections inscrites sur la liste fixée par le décret n° 69-132 du 6 février 1969, l'exonération du ticket modérateur ne doit pas être accordée sans conditions de délai.

Assurances sociales (coordination des régimes).

16591. — 13 février 1971. — **M. Sallenave** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'une veuve de guerre, affiliée au régime général de la sécurité sociale au titre de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, qui a exercé une activité professionnelle libérale en qualité d'infirmière, conventionnée avec les caisses de sécurité sociale et qui est actuellement titulaire d'une pension de vieillesse (substituée à une pension d'invalidité) servie par la caisse autonome de retraite et de prévoyance des auxiliaires médicaux. Le décret n° 66-23 du 7 janvier 1966 rendant obligatoire pour ces retraités l'affiliation au régime général de sécurité sociale, et l'article 577-2° du code de la sécurité sociale précisant que les veuves de guerre sont obligatoirement affiliées au régime général si elles ne sont pas assurées sociales, il lui demande à quel régime doivent être versées les cotisations dues par l'intéressée.

Assurance vieillesse des non-salariés non agricoles.

16595. — 13 février 1971. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'une veuve d'artisan qui a continué l'activité professionnelle de son mari après le décès de celui-ci et versé les cotisations dues à la caisse artisanale vieillesse pour ces années d'activité. Au moment du décès, le mari avait obtenu, depuis un an, la liquidation de ses droits et il avait perçu les arrérages de sa pension de vieillesse pendant quatre trimestres. Mais il avait continué à exercer son activité artisanale de sorte qu'il n'y a pas eu d'interruption entre la fin de l'activité du mari et le début d'activité du conjoint survivant. Cependant, la caisse artisanale refuse de considérer la veuve comme « conjoint survivant successeur » pour le motif que le mari était déjà bénéficiaire de sa retraite au moment où il est décédé; et, en conséquence, elle ne prétend attribuer à la veuve que la retraite due au conjoint survivant non successeur, cette retraite étant égale à la moitié des avantages acquis par le défunt, majorée de ceux correspondant aux versements personnels du conjoint survivant. Il lui demande si cette interprétation de la caisse ne lui semble pas trop restrictive et si, étant donné que le mari a continué d'exercer son métier après la liquidation de sa retraite jusqu'au moment de son décès, il n'y a pas lieu de considérer la veuve comme « conjoint survivant successeur » et de lui permettre de continuer le versement de ses cotisations personnelles jusqu'au terme de cinq années d'activité professionnelle exigées par la réglementation en vigueur, afin qu'elle puisse bénéficier d'une pension calculée en tenant compte de la totalité des périodes d'activité et des versements effectués, tant pas l'assuré décédé que par elle-même.

Hôpitaux psychiatriques.

16611. — 13 février 1971. — **M. Gaudin** indique à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en participant au mouvement de grève lancé le 18 janvier 1971 par le syndicat natio-

nal des psychiatres, les internes du centre de psychothérapie du Var ont entendu faire aboutir rapidement leurs revendications, qui portent notamment sur l'instauration d'une politique de secteur visant à faire assurer des soins d'égale qualité dans l'ensemble du pays, ce qui exclut la hiérarchisation des services publics de psychiatrie en service de pointe et services chroniques. Les intéressés réclament un internat régional unique de spécialité recouvrant l'ensemble des structures responsables de la santé mentale (hôpital et secteur) accompagné de rémunérations en rapport avec ces fonctions. Dans ces conditions, il lui demande quelles suites il pense réserver à ces revendications qui sont parfaitement justifiées.

Médecine scolaire.

16613. — 13 février 1971. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation actuelle des médecins et assistants sociaux du service de santé scolaire. La pénurie du personnel (infirmières, secrétaires) rend le contrôle sanitaire et social difficile et nuit à la santé des enfants scolarisés, ainsi qu'aux solutions possibles à apporter aux cas sociaux. Elle lui demande en conséquence s'il entend faire appliquer les textes ministériels de 1969 qui prévoyaient la création de postes budgétaires à cet effet.

Maladies de longue durée.

16618. — 13 février 1971. — **M. Commenay** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale**: 1° quels sont les textes actuellement en vigueur dans la fonction publique en matière de congé de maladie de longue durée des fonctionnaires de l'Etat; 2° si un examen médical préalable réel et effectif doit avoir lieu avant toute mise en congé de longue durée d'un fonctionnaire et, dans l'affirmative, quels sont les textes qui imposent un examen préalable; 3° si un examen médical préalable réel et effectif constitue une obligation impérative ou une simple faculté avant une mise en congé de maladie de longue durée; 4° sur quelles règles du code de déontologie médicale est basée l'exigence d'un examen médical préalable et effectif avant une mise en congé de maladie.

Prestations familiales.

16619. — 15 février 1971. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que seuls les enfants de nationalité française ouvrent droit à l'allocation aux mères de famille accordée aux conjoints et veuves de salariés ayant élevé cinq enfants pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire, la nationalité étant appréciée à la date d'ouverture du droit. C'est ainsi qu'une mère de famille de nationalité polonaise s'est vu refuser cette allocation pour le motif que l'un de ses enfants n'a pas la nationalité française. Il lui demande s'il n'estime pas que cette réglementation devrait être assouplie de manière à permettre aux mères de famille ressortissantes d'un pays ayant passé un accord avec la France pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés de bénéficier de l'allocation, même si leurs enfants n'ont pas la nationalité française, dès lors qu'elles remplissent les autres conditions d'attribution, et notamment celle relative à la durée de résidence en France exigée au moment de la demande.

Hôpitaux psychiatriques.

16620. — 15 février 1971. — **M. Royer** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'aux termes de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 les hôpitaux psychiatriques ont été érigés en établissements publics départementaux ou interdépartementaux; le même texte, sauf option contraire, a soumis les médecins plein temps exerçant dans ces hôpitaux ou dans les quartiers psychiatriques d'hôpitaux généraux aux dispositions de l'article L. 685 du code de la santé publique et aux mesures prises pour son application, à compter du 1^{er} janvier 1968. Ce nouveau statut comportait un reclassement pour chaque médecin suivant son ancienneté de service. Aucune instruction n'a encore été donnée aux hôpitaux à cet égard. Les administrations se trouvent donc dans l'incapacité de faire le calcul des nouveaux traitements et de verser le rappel correspondant aux trois années déjà écoulées. Les budgets prévisionnels qui ont été dépensés en novembre ne tiennent pas compte de ces sommes. De plus, le nouveau système de rémunération pratiqué dans les hôpitaux publics étant entré en vigueur en janvier, à moins d'arrangements locaux et tout à fait provisoires, les médecins se sont vu privés de tout traitement

le mois passé. En effet, en l'absence des précisions nécessaires, rien n'a été prévu pour la constitution d'une masse d'honoraires. Cet état de fait touche en France presque 800 psychiatres qui ont la charge de plus de 150.000 malades. Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées pour la diffusion rapide des directives attendues et pour que la situation qui résulte du délai de leur notification ne puisse se renouveler à la fin du présent mois.

Assurances sociales (coordination des régimes).

16621. — 16 février 1971. — **M. Foyer** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en l'état des textes en vigueur, un salarié ou un fonctionnaire qui exerce à titre accessoire une activité professionnelle indépendante est tenu de cotiser aux caisses d'allocations familiales sans pour autant avoir droit aux prestations; qu'il n'est pas tenu de cotiser aux caisses maladies et n'a pas droit aux prestations correspondantes; qu'il est tenu de cotiser aux caisses vieillesse et peut prétendre aux prestations y afférentes; il demande s'il existe une justification quelconque à cette incohérence au moins apparente des textes et si des mesures sont à l'étude pour y remédier.

Apprentissage.

16637. — 17 février 1971. — **M. François Bénard** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les dispositions de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale et du décret n° 64-225 du 11 mars 1964, pris pour son application, prévoient le maintien des prestations familiales jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les enfants placés en apprentissage. Compte tenu de la prolongation de la scolarité, il lui demande si les apprentis ne pourraient bénéficier de ces prestations jusqu'à l'issue de leur contrat d'apprentissage, c'est-à-dire dans la plupart des cas jusqu'à dix-neuf ans. En réponse à une question analogue (n° 11811, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 12 juin 1970), il disait que la question se posait de savoir s'il ne convenait pas de fixer avec plus de précision la durée de l'apprentissage en fonction du métier choisi. Il ajoutait qu'il serait prématuré de préjuger des conclusions auxquelles aboutiraient les travaux en cours à ce sujet. En fait, la réponse précitée ne répond pas exactement à la question posée, c'est pourquoi il souhaiterait savoir quelle est sa position à l'égard du problème précis qu'il vient de lui soumettre.

Sécurité sociale (jeunes).

16640. — 17 février 1971. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation qui est faite aux jeunes gens sans travail en ce qui concerne le bénéfice des prestations de sécurité sociale. Ces jeunes gens qui ont entre dix-huit et vingt ans et qui sortent généralement d'un C. E. T. ou d'un C. E. S. se trouvent dans l'impossibilité de trouver un emploi correspondant à la formation qu'ils ont reçue. Bien qu'ils soient régulièrement inscrits comme demandeurs d'emploi dans un des services régionaux de l'agence nationale de l'emploi, ils peuvent demeurer un certain temps sans travail. Les familles qui ont des enfants dans cette situation se trouvent ainsi avec une double charge, celle de leurs enfants demeurant au foyer et l'obligation de contracter une assurance volontaire dont le montant trimestriel est important. En effet, dans la majeure partie des cas, la participation de l'aide sociale n'est pas accordée. Il lui demande qu'elles mesures il envisage de prendre pour améliorer la situation de ces jeunes gens et de leur famille.

Prestations familiales.

16643. — 17 février 1971. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il envisage d'étendre avec effet rétroactif aux départements d'outre-mer les différents relèvements intervenus en métropole au cours de l'année 1970 et intéressant les taux des prestations familiales, telles qu'elles sont prévues par l'article L. 510 du code de la sécurité sociale. Il s'étonne en effet de l'important décalage qui subsiste entre les prestations servies en métropole et celles qui sont attribuées dans les départements d'outre-mer.

Assurances (agents généraux).

16650. — 17 février 1971. — **M. Louis Sellé** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sa dépêche n° 1051 du 9 mai 1962 relative aux cotisations d'allocation vieillesse des officiers placés en non-activité par la loi de dégelage des cadres n° 46-607

du 5 avril 1946, et qui occupaient un emploi d'agent d'assurances. Cette décision précise que les agents généraux d'assurances sont soumis à un régime particulier de sécurité sociale institué par la loi du 17 janvier 1946 et qu'en l'état actuel de la réglementation, rien ne s'oppose à ce qu'un pensionné militaire bénéficie d'autre part d'une allocation vieillesse servie par la caisse des agents généraux d'assurances. Un de ces officiers, dégelé des cadres, a occupé un emploi d'agent général d'assurances du 1^{er} avril 1950 au 30 juin 1969 et a effectué les versements correspondants pendant cette période. Son allocation a été fixée à : 387,50 francs par trimestre jusqu'au 30 septembre 1969 : 412,50 francs par trimestre à partir du 1^{er} octobre 1969. La cotisation payée par les agents généraux d'assurances a été fixée à 900 francs pour l'année 1969. Il lui demande si le décompte de cette allocation est exact, car il ne semble pas correspondre aux versements effectués.

Mutualité.

16660. — 17 février 1971. — **M. Charles Privat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation difficile qui est actuellement celle de l'union départementale des sociétés et groupements mutualistes des Bouches-du-Rhône. En effet celle-ci se trouve depuis quelques années en difficulté en ce qui concerne en particulier la gestion de la clinique de Bonneveine: bien que son capital (bâtisses et terrain) soit considérable puisqu'il s'élève à environ un milliard d'anciens francs, cet organisme se trouve menacé d'un retrait d'agrément par le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, ce qui aurait des effets désastreux pour le personnel en fonctions pour les sociétés de base et pour l'ensemble des mutualistes. Or le nouveau conseil d'administration et le nouveau bureau élu le 12 décembre 1970 ont entrepris des études pouvant conduire dans un délai assez rapproché à un redressement financier, un accord étant imminent pour l'apurement des dettes ainsi que pour la cogestion de la clinique de Bonneveine qui doit, à bref délai, retrouver un équilibre et une exploitation rentable. Il lui demande, compte tenu des nouvelles dispositions prises par cet organisme et de la bonne volonté qui anime le nouveau conseil d'administration, s'il peut adopter des mesures de clémence pour que cette menace de dissolution soit renvoyée de façon à lui permettre de faire ses preuves.

Sang.

16661. — 17 février 1971. — **M. Saint-Paul** indique à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les donateurs de sang sont des personnes bénévoles qui rendent à la société un service éminent, et qui font ainsi preuve d'un très grand esprit civique. Dans ces conditions, et en contrepartie du désintéressement dont ils font preuve, il lui demande s'il lui paraît possible d'organiser en leur faveur un bilan périodique de santé dont le financement serait assuré par le budget de son ministère.

Sécurité sociale.

16666. — 18 février 1971. — **M. Lebes** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que les indemnités restant dues à un assuré social et non réglées au jour de son décès tombent dans la succession. Elles sont versées aux héritiers de l'assuré sur présentation d'un certificat d'hérédité établi par la mairie de la résidence du défunt lorsque les prestations sont d'un montant inférieur à 1.000 francs. Il lui expose à cet égard la situation d'un assuré décédé dont l'épouse pré-décédée était la mère d'une jeune femme qui portait son nom et qui était déclaré née de père inconnu. En fait, l'assuré décédé était son père et avant le décès de celui-ci elle l'avait recueilli à son foyer afin de lui assurer les soins nécessités par son état. Cette jeune femme et son mari avaient réglé les frais médicaux et pharmaceutiques entraînés par la maladie du père naturel. Aucun lien de filiation n'existant entre cette jeune femme et l'assuré décédé, elle n'a pu obtenir le règlement des prestations restant dues à son père bien qu'elle ait assuré la charge totale des frais engagés pour celui-ci. Cette situation est incontestablement anormale, c'est pourquoi il lui demande si la règle précédemment rappelée en ce qui concerne les indemnités restant dues au décès de l'assuré ne pourrait être assouplie de telle sorte que des personnes pouvant apporter la preuve qu'elles ont supporté les dépenses médicales et pharmaceutiques engagées avant la mort d'une personne à laquelle elles ne sont liées par aucun lien juridique puissent, moyennant cette preuve qui reste à déterminer, obtenir le remboursement des indemnités en cause.

Apprentissage.

16667. — 18 février 1971. — **M. Macquet** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les dispositions conjuguées de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale

et du décret du 11 mars 1964 prévoyant le maintien des prestations familiales jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les enfants placés en apprentissage. Il lui rappelle que les effets de la prolongation de la scolarité obligatoire de quatorze à seize ans ont donné lieu, de la part de ses services, à l'assurance que des travaux sont en cours en vue de l'adoption d'un assouplissement des conditions d'ouverture du droit à prestations familiales en faveur des apprentis, notamment en ce qui concerne leur maintien jusqu'à la fin de l'apprentissage, c'est-à-dire dans le cas où le contrat est prévu pour une durée de trois ans, jusqu'à l'âge de dix-neuf ans révolu. Il lui expose en outre le cas de jeunes apprentis ne pouvant se prévaloir des dispositions de l'ordonnance du 6 janvier 1959, laquelle ne s'applique, en principe, qu'aux enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1953: en effet, certains enfants, nés quelques mois avant cette date, n'entrent pas dans le cadre de l'application de la prolongation de la scolarité obligatoire. Il s'agit d'enfants ayant été retardés dans le déroulement de leur scolarité en raison d'un état de santé très déficient et qui n'ont pu de ce fait entrer en apprentissage que très tardivement. Compte tenu de l'intérêt évident de la poursuite d'une formation professionnelle sérieuse entreprise dans le cadre l'un contrat d'apprentissage prévu pour une durée de trois ans, il lui demande s'il n'estime pas devoir encourager les familles modestes, qui font l'effort d'assurer à leurs enfants un métier leur permettant d'occuper un emploi dès leur arrivée sur le marché du travail, par le maintien jusqu'à l'âge de dix-neuf ans — âge normal de fin d'apprentissage — du bénéfice des prestations familiales.

Cliniques.

16672. — 18 février 1971. — M. Houël fait part à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale de l'inquiétude exprimée par la municipalité de Vaulx-en-Velin (Rhône) du fait des difficultés qu'elle rencontre pour obtenir l'autorisation ministérielle en vue de l'installation, sur son territoire, d'une polyclinique conventionnée alors qu'un avis très favorable aurait été accordé en faveur d'une implantation à Villeurbanne, commune limitrophe, d'une polyclinique offrant une gamme de prestations médicales de haute spécialité ne correspondant pas aux besoins médicaux plus courants dont nécessite la population vaudaise. Deux éléments essentiels militent pourtant en faveur de cette implantation. La ville de Vaulx-en-Velin, qui compte actuellement 22.000 habitants, en comptera 65.000 d'ici à 1975, date à laquelle sera achevée l'édification de la Z. U. P. actuellement en cours. D'autre part, il n'existe pas de clinique chirurgicale ni d'établissement hospitalier capable de recevoir des malades nuit et jour et de faire face à toutes les urgences chirurgicales; la plus proche clinique est située à Décines, distante de 9 km. Tenant compte de ces faits, il lui demande s'il envisage d'examiner ce dossier dans l'intérêt de la population de Vaulx-en-Velin.

Pensions de retraite.

16677. — 18 février 1971. — M. Alduy expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il pourrait envisager, en vue d'améliorer le sort des vieux travailleurs, de modifier la législation actuelle sur l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale, et notamment s'il entend prendre des mesures pour: 1^o qu'il soit tenu compte pour le calcul de la retraite de trente-sept ans et demi de versements à la sécurité sociale, comme dans la fonction publique; 2^o que la retraite soit calculée en fonction du salaire des dix meilleures années et non en fonction des dix dernières années qui sont loin d'être les plus rémunératrices dans l'industrie privée; 3^o que les pensions de reversion pour les veuves atteignant les 75 p. 100 de la retraite du défunt, compte tenu des charges qui restent identiques lorsque l'un des deux conjoints décède; 4^o que l'âge de la retraite soit avancé pour les veuves aux ressources insuffisantes et pour les diminués physiques en raison de la « pénibilité » de la profession.

Allocation de loyer.

16678. — 18 février 1971. — M. Alduy rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les nombreuses difficultés rencontrées par les personnes âgées pour obtenir l'allocation loyer. En raison de la crise du logement, et à la suite des augmentations de loyer, autorisées par les réglementations en vigueur, bon nombre de ces personnes sont obligées d'accepter les loyers supérieurs au plafond mensuel de 190 francs et se voient ainsi exclues du bénéfice de l'allocation loyer. Cette mesure restrictive est inacceptable dans la mesure où elle touche des personnes âgées qui n'ont comme revenu que l'allocation spéciale vieillesse et le fonds

national de solidarité qui représente au total 466 francs par mois. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour que les personnes âgées ne se trouvent pas privées de l'allocation loyer, à la suite d'augmentations dont elles ne sont pas responsables.

Hôpitaux psychiatriques.

16680. — 18 février 1971. — M. Bayou indique à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en vertu des dispositions de l'article 25 de la loi n° 68-690 du 31 août 1968, les médecins des hôpitaux psychiatriques ont été intégrés dans le cadre des médecins des hôpitaux de 2^e catégorie. Il lui fait observer que depuis la promulgation de cette loi, les intéressés en attendant toujours l'application et, depuis trois ans, leurs traitements se trouvent amputés d'un tiers par la suppression d'une prime qui leur était accordée par la sécurité sociale. En outre, depuis la circulaire du 19 novembre 1970 (n° 121) relative au calcul du prix de journée, les salaires des médecins ne sont plus inscrits aux budgets des établissements, de sorte que les intéressés craignent que les hôpitaux ne puissent pas inscrire à leurs budgets le rappel qui leur est dû depuis trois ans. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à l'injustice flagrante dont sont victimes depuis si longtemps ces médecins.

Ordre national du Mérite.

16681. — 18 février 1971. — M. Raoul Bayou indique à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il est de tradition, en France, de réserver une journée pour fêter les mères ou les pères de familles, qui reçoivent à cette occasion certaines distinctions, telles que la médaille de la famille, ou le prix Cognac-Jay. Mais il lui fait observer que rien n'a été prévu pour fêter comme il convient les époux âgés, qui ont plus de cinquante ans de mariage. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître s'il envisage de manifester aux plus méritants d'entre eux (c'est-à-dire ceux qui ont participé aux combats de la guerre 1914-1918) la reconnaissance de la nation par l'attribution publique de la croix de l'ordre national du Mérite.

Sang.

16694. — 18 février 1971. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait qu'il n'existe aucune législation obligeant l'employeur à payer « le temps passé » par les donneurs de sang bénévoles. Il lui demande s'il ne pense pas prendre les mesures nécessaires afin que les donneurs de sang puissent percevoir leur salaire intégral lorsqu'ils se rendent dans les hôpitaux pour donner leur sang.

Prison.

16695. — 18 février 1971. — M. Virgile Barel attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur certains articles de presse qui indiquent que des malades mentaux seraient détenus en prison et, qui mieux est, dans des cellules dépourvues de chauffage. Il lui demande quelle crédibilité l'on peut accorder à de telles affirmations et dans l'affirmative quelles mesures il compte prendre pour faire cesser immédiatement un tel scandale.

TRANSPORTS

Marine marchande.

16685. — 13 février 1971. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre des transports sur les menaces de disparition du car-ferry Léopard de la flotte française. La compagnie qui en est propriétaire a, en effet, manifesté l'intention de se désaisir de ce navire au profit d'un armement étranger. Or, la rentabilité de l'exploitation des car-ferries est certaine, et le fait que les compagnies étrangères cherchent à s'implanter au maximum sur la ligne Le Havre—Southampton en est bien la preuve. On dit même qu'une compagnie étrangère serait prête à racheter Léopard pour un prix supérieur au coût de construction d'un bâtiment neuf, dans le but d'obtenir le monopole d'exploitation de cette ligne. Léopard atteint le coefficient maximum de remplissage, tant en passagers qu'en véhicules et en fret. Le trafic connaît un accroissement régulier chaque année, et les prévisions d'augmentation de ce secteur sont importantes. Dans cette conjoncture favorable, il est indispensable de maintenir Léopard sous pavillon français: 1^o pour la défense de la sécurité de l'emploi dans la marine marchande, secteur déjà

touché par le chômage; 2° afin que, dans la concurrence internationale, la marine marchande française ne se trouve pas exclue de ce secteur en pleine expansion et pourvoyeur de devises. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que Léopard reste sous pavillon français.

Industrie aéronautique.

16609. — 13 février 1971. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre des transports** si les difficultés financières auxquelles se heurte actuellement la compagnie anglaise Rolls Royce, risquent d'avoir des incidences sur les programmes industriels actuellement en cours entre la France et l'Angleterre.

Transports urbains.

16622. — 16 février 1971. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre des transports**, pour faire suite à la réponse qu'il a faite au *Journal officiel* (Débats A. N. du 11 novembre 1970) à sa question écrite n° 13585, si après l'inscription de deux millions de francs au titre de son budget pour la poursuite des études du métro de Lyon, il est en mesure de préciser s'il a pu faire rendre les arbitrages indispensables pour l'inscription des crédits nécessaires d'exécution dans le cadre du VI^e Plan. Cette question revêt maintenant un caractère d'urgence, le VI^e Plan devant être en effet examiné dès la prochaine session parlementaire et en outre comme indiqué dans la réponse du 11 novembre, la consultation d'entreprises spécialisées étant engagée, il serait utile de savoir si celle-ci a permis de mieux préciser les caractéristiques techniques et le coût du métro lyonnais.

S. N. C. F.

16649. — 17 février 1971. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre des transports** que les personnes âgées peuvent bénéficier d'une réduction sur les tarifs de la S. N. C. F. grâce à la « carte vermeil ». Mais cette carte vermeil ne permet pas d'utiliser les services de la S. N. C. F. pendant les dates des départs en vacances. Or, il arrive souvent que les parents souhaitent envoyer leurs enfants en vacances chez les grands-parents, retraités en province ou à la campagne, en dehors des périodes où eux-mêmes bénéficient de leurs congés annuels. Il est bien souvent nécessaire que les grands-parents viennent chercher leurs petits-enfants pour les accompagner pendant leur voyage, surtout lorsque ceux-ci sont encore très jeunes. Ces déplacements, au moment des dates des vacances scolaires, sont coûteux et ne peuvent justement pas donner lieu aux réductions prévues par la carte vermeil. Il semble que cette situation soit équitable, c'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour étendre le bénéfice des réductions de la carte vermeil aux dates des vacances scolaires.

Congés payés.

16648. — 18 février 1971. — **M. Sanglier** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le fait qu'en l'état actuel des textes les enfants d'un salarié ne peuvent figurer sur le billet populaire de congé payé qui permet à leur père et à leur mère d'accomplir une fois par an un voyage aller et retour sur le réseau de la S. N. C. F. avec une réduction de tarif de 30 p. 100 que dans la mesure où ils sont mineurs. Lorsque ces enfants atteignent l'âge de la majorité n'exercent aucune activité salariée mais poursuivent — ainsi qu'il est fréquent — leurs études, les avantages inhérents à ce billet leur sont refusés. Cette privation s'avère très rigoureuse si l'on considère l'évolution qui a marqué, depuis l'origine, les conditions d'octroi des titres de transport dont il s'agit. Initialement, la réduction de tarif considérée ne répondait qu'aux seules dispositions de la loi du 20 juin 1936. Elle n'intéressait par conséquent que les bénéficiaires des congés payés. Cependant, le régime a fait ultérieurement l'objet d'extensions en faveur des petits artisans ainsi que de certaines catégories d'exploitants agricoles et la loi du 1^{er} août 1950, complétée par celle du 27 juin 1957, a accordé l'avantage en cause aux titulaires d'une rente, retraite ou pension versée au titre d'un régime de sécurité sociale ainsi qu'à leurs conjoints et enfants mineurs. Il apparaît donc que l'affiliation à un régime d'assurances sociales constitue désormais le critère prépondérant pour la délivrance de ces billets à tarif réduit. Il est dès lors anormal qu'au nombre des catégories d'attributaires ne soient pas compris les enfants majeurs qui, du chef de la poursuite de leurs études, sont assujettis au régime spécial de sécurité sociale des étudiants prévu par les articles L. 565 à L. 575 du code de la sécurité sociale. Il souhaiterait savoir si des mesures tendant à combler cette lacune des textes sont susceptibles d'être

prises avant les prochaines vacances d'été et connaître, le cas échéant, les raisons qui s'opposeraient à ce que les étudiants dûment immatriculés à la sécurité sociale puissent effectuer une fois par an un voyage aller et retour sur le réseau de la S. N. C. F. aux conditions du tarif des billets populaires de congé annuel.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Congés payés.

16559. — 12 février 1971. — **M. Ducoloné** informe **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que certains bureaux de l'agence nationale de l'emploi fixent des conditions de dates quant aux possibilités, pour les personnes sans emploi, de prendre leurs congés légaux. L'un d'entre eux a même pu indiquer ne pas recevoir de demandes de congés pour une autre période que juillet, août et septembre. Une telle exigence apparaît anormale, d'autant plus qu'une campagne est menée pour l'étalement des congés. Aussi, il lui demande s'il peut donner des indications aux diverses agences de l'emploi afin que le droit pour les personnes sans emploi de prendre leur congé légal soit respecté et que toute latitude soit donnée aux intéressés d'en choisir la date et, éventuellement, de les fractionner en fonction des situations de famille ou des possibilités de travail dans une corporation donnée.

Licenciements.

16584. — 13 février 1971. — **M. Niles** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les irrégularités commises par la direction d'une importante entreprise du bâtiment et des travaux publics de Bobigny en ce qui concerne son personnel. Après avoir retardé au maximum l'organisation des élections pour la désignation des délégués du personnel, la direction procéda, dès le lendemain du dépôt des candidatures, au licenciement d'un candidat délégué et de sept travailleurs. Cette mesure intervint sans que le comité d'entreprise, qui ne s'est pas réuni depuis cinq mois, soit consulté. L'inspecteur du travail n'en fut informé que sept jours plus tard. Devant les réactions suscitées par ces mesures, la direction a dû revenir en partie sur sa décision et réintégrer le candidat délégué. Il convient toutefois d'ajouter que plus de cinquante licenciements ont été prononcés en deux mois, sous prétexte de ralentissement de l'activité de l'entreprise, alors que la durée moyenne hebdomadaire du travail est de 54 heures au dépôt et atteint 80 heures sur certains chantiers. A aucun moment le comité d'entreprise n'a été tenu au courant de ces mesures de licenciements. C'est pourquoi il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter dans cette entreprise les accords sur la sécurité de l'emploi et la protection des représentants du personnel.

Chômage.

16641. — 17 février 1971. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur la situation qui est faite aux jeunes gens sans travail, tant au point de vue des indemnités de l'aide publique aux travailleurs sans emploi qu'au point de vue des allocations servies par l'A. S. S. E. D. I. C. Ces jeunes gens qui ont entre dix-huit et vingt ans, qui sortent généralement d'un C. E. T. ou d'un C. E. S., se trouvent dans l'impossibilité de trouver un emploi correspondant à la formation qu'ils ont reçue. Bien qu'ils soient régulièrement inscrits comme demandeurs d'emploi dans un des services régionaux de l'agence nationale de l'emploi, ils peuvent demeurer un certain temps sans travailler. Il lui demande quelles mesures il peut envisager afin d'améliorer la situation de ces jeunes gens. Il souhaiterait en particulier que le bénéfice des allocations aux travailleurs privés d'emploi et des allocations de l'A. S. S. E. D. I. C. puisse leur être accordé.

Emploi.

16648. — 17 février 1971. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que l'agence nationale de l'emploi collecte, compile et trie la plupart des offres d'emplois, qu'elles lui soient annoncées directement ou par les organismes agréés ou par la presse. Elle a ainsi un « panorama » que n'a pas le chômeur isolé. Aussi celui-ci fait-il un effort financier important pour se procurer tous les journaux et répertoire les petites annonces. Il lui demande s'il a l'intention de créer des journaux régionaux regroupant toutes les offres et demandes d'emplois. Ces journaux, dont le coût minime pourrait être pris en charge par les employeurs et l'agence, permettraient aux chômeurs d'avoir un éventail à la fois plus large et plus régionalisé des emplois offerts et ainsi de trouver ceux qui correspondent le mieux à ce qu'ils souhaitent.

Licenciements.

16454. — 17 février 1971. — M. Rocard expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que, depuis la fin du mois de décembre 1970, les licenciements abusifs dans les entreprises se sont multipliés. Cette répression a frappé au premier chef des délégués syndicaux. Ces licenciements ayant été prononcés en violation manifeste de la législation et ayant été dans la grande majorité des cas précédés et suivis par d'importants mouvements de lutte, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui apparaît visée. C'est pourquoi il lui demande : 1° comment le Gouvernement tolère ces pratiques de répression qui vont à l'encontre de la politique de concertation dont il prétend se réclamer ; 2° quelles mesures il compte prendre à l'égard des employeurs qui refusent de réintégrer des délégués syndicaux, même quand l'inspection du travail s'est prononcée contre leur licenciement ; 3° quelles solutions il envisage en faveur des travailleurs qui attendent une décision de justice pour être réintégrés ou dédommages.

Papier et papeteries.

16473. — 18 février 1971. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation actuelle d'une usine de papeterie de Bellegarde qui emploie 216 travailleurs. Cette usine fabrique environ 110 tonnes par jour de papier journal, à base de bois résineux achetés dans les départements de l'Ain et limitrophes (soit 90.000 stères par an). Or, depuis plusieurs mois l'industrie papetière française connaît certaines difficultés, dues principalement : 1° à la concurrence non limitée des importations de papier journal ; 2° à la hausse importante et brutale du prix des matières premières ; 3° au blocage du prix de vente, accompagné d'un système fiscal (non récupération de la T. V. A.) qui grève le prix de revient face à la concurrence étrangère. Dans un tel contexte l'existence même de l'usine de Bellegarde est en cause. Il est bien évident que cette situation ne pourra durer bien longtemps encore, d'autant plus qu'il s'avère que cette usine pourra de moins en moins lutter avec les usines géantes étrangères dont la production est de 300 à 500 tonnes-jour. Du fait du manque de commandes (400 à 500 tonnes par mois) dû aux importations, commence le chômage partiel. Cette entreprise risque donc d'être condamnée à périr si elle ne trouve pas de débouchés qui permettraient d'assurer la reconversion de l'usine sur d'autres sortes de papier. Cette mutation peut, à moyen terme, permettre de retrouver, conserver et accroître la rentabilité de l'usine. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette usine soit maintenue en activité et amorce rapidement un processus de reconversion.

Travail (Durée du).

16490. — 18 février 1971. — M. Védriens expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population les faits ci-après : le 20 janvier, le directeur d'une usine de Montluçon a informé le comité d'établissement qu'à partir de mars 1971, le samedi après-midi ne serait plus travaillé, et cela, sans compensation. Cette réduction d'horaires entraînera une diminution de 2 à 4,5 p. 100 du salaire hebdomadaire, ce qui équivaut pour les travailleurs et le commerce local à la perte d'une masse salariale de 20 millions d'anciens francs par mois. Le chiffre d'affaires de cette société est passé de 38 milliards 700 millions d'anciens francs en 1960 à plus de 75 milliards d'anciens francs en 1970. Dans le même temps, les investissements réalisés sont passés de 17 milliards d'anciens francs en 1960 à 49 milliards d'anciens francs en 1970. Pour la seule année 1970, le chiffre d'affaires a augmenté de 23 p. 100 sur l'année précédente. Cet accroissement considérable de la productivité du travail a été obtenu avec 557 travailleurs en moins en 1970 qu'en 1960. Pour l'année 1971, la direction prévoit une nouvelle augmentation de 4 p. 100 de la productivité, malgré la réduction d'horaires. Dans ces conditions, il lui demande : 1° si, compte tenu de ces faits, il n'estime pas que c'est là une curieuse façon de faire bénéficier les travailleurs du développement de la productivité et, s'il n'y voit pas une contradiction absolue avec la politique affirmée par le Gouvernement de l'intéressement des travailleurs aux résultats de l'entreprise ; 2° s'il n'estime pas nécessaire l'application dans cette entreprise des quarante heures, sans diminution des salaires, avec compensation à 100 p. 100 des retards actuels du pouvoir d'achat et de la réduction d'horaires ; 3° s'il n'estime pas nécessaire de garantir les travailleurs de cette usine contre le renouvellement de telles situations, par l'institution d'un système d'échelle mobile, fondée sur le coût de la vie et le développement de la productivité du travail ; 4° s'il n'estime pas nécessaire d'accélérer dans cette entreprise, la mensualisation des salaires, dans l'esprit même de l'accord syndicats-C. N. P. F. du 20 avril 1970, devant apporter au personnel ouvrier « des garanties sociales équivalentes au personnel mensuel ».

REPONSES DES MINISTRES
AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Transports (autobus).

10418. — M. Duclon appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le préjudice causé aux travailleurs, principaux usagers des transports des autobus urbains et suburbains de la communauté bordelaise, par les fréquentes augmentations de tarifs. L'équilibre de l'exploitation des autobus de la C. G. F. T. E. ne doit pas être imposé aux utilisateurs du service public, qui sont déjà sans conteste, par le surcroît de fatigue qu'entraîne le temps passé pour se rendre et revenir au lieu de travail, sans que ces heures pourtant consacrées à l'entreprise leur soient rémunérées, les premières victimes du système existant. En conséquence, il lui demande : 1° les mesures qu'il compte prendre pour que soit instituée une prime de transport pour tous les salariés de la communauté urbaine, payable par leurs employeurs ; 2° s'il envisage de prendre en considération la proposition de loi déposée par le groupe communiste à l'Assemblée nationale, instituant une contribution patronale en vue de réduire le déséquilibre d'exploitation des transports en commun de la région parisienne et d'en étendre l'application aux grandes villes françaises, et notamment à la communauté urbaine de Bordeaux. (Question du 28 février 1970.)

Réponse. — Les questions soulevées par l'honorable parlementaire font actuellement l'objet d'études au ministère des transports et il est d'ores et déjà possible de dégager les orientations suivantes : 1° les raisons qui, à l'origine, avaient restreint le bénéfice de la prime de transport aux travailleurs de la région parisienne demeurent valables. L'institution de cette prime et les révisions de son montant ont été décidées en fonction des relèvements de tarifs importants intervenus à Paris. Il a paru normal qu'une partie de ces charges supplémentaires soit supportées par les entreprises de la région parisienne, sous la forme de primes qu'elles versent à leur personnel. Par ailleurs, il n'est pas douteux que les distances et les temps de trajet du domicile au lieu de travail sont plus grands, en moyenne, dans la région parisienne que dans les villes de province. Nombreux sont les travailleurs qui doivent utiliser successivement des modes de transports différents (train, métro, autobus). Il n'en est généralement pas ainsi en province. En tout état de cause, la tendance actuelle est de faire porter les efforts financiers non sur une compensation de la hausse des tarifs, mais sur une action plus fondamentale visant à améliorer la qualité de service et la productivité des services de transport, afin de limiter les hausses à venir tout en assurant de meilleures conditions de transport ; 2° le Gouvernement a mis à l'étude l'institution éventuelle d'une taxe de transport en région parisienne et il est prématuré de se prononcer sur les modalités qu'elle pourrait revêtir. La création de cette taxe n'empêcherait pas cependant de mettre en œuvre toutes les mesures susceptibles de réduire le déficit, à l'aide notamment des actions suivantes : a) assurer, lorsque la densité du trafic le justifierait, une priorité effective aux transports en commun de surface par rapport à la circulation générale (couloirs de circulation, signalisation adéquate, réglementation adaptée de l'usage de la voiture particulière) ; b) rationaliser le service, en améliorer la qualité en l'adaptant plus étroitement aux besoins des usagers (horaires, confort, densité de la desserte). Il n'est, pour le moment, envisagé d'instituer une taxe de transport que là où les problèmes se posent avec le plus d'acuité, c'est-à-dire en région parisienne. Il serait donc en tout état de cause prématuré de prévoir pour l'instant son extension.

O. R. T. F.

15174. — M. Lebon expose à M. le Premier ministre que la loi de finances prévoit que les maisons de retraite et les hôpitaux, de même que les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, seront exonérés de la redevance O. R. T. F. Il lui demande si les foyers des anciens ouverts par les conseils municipaux et accueillant des personnes de plus de soixante-cinq ans sont exonérés, eux aussi, de ladite taxe. (Question du 25 novembre 1970.)

Réponse. — Jusqu'au 31 décembre dernier étaient exemptées de la redevance, aussi bien pour la télévision que pour la radiodiffusion, les personnes âgées de soixante-cinq ans, ou même de soixante ans en cas d'incapacité reconnue au travail, à condition qu'elles vivent seules, ou avec leur conjoint, ou encore avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée et sous réserve que leurs ressources annuelles ne dépassent pas les plafonds fixés par la loi pour avoir droit à l'allocation du fonds national de solidarité. Le décret n° 70-1270 du 23 décembre 1970 a supprimé les conditions

touchant à la nature et au montant des ressources des intéressés pour l'exonération de la seule redevance de radiodiffusion. Il s'agit là d'exonérations individuelles qui ne peuvent s'appliquer à des collectivités. Le même texte prévoit d'autre part que peuvent être exonérés de la redevance les radiorécepteurs et les téléviseurs détenus soit par les établissements recevant les bénéficiaires de l'aide sociale, soit par les établissements hospitaliers ou de soins à condition qu'ils ne soient pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Dans la mesure où ils entrent dans l'une ou dans l'autre de ces catégories, les foyers municipaux peuvent demander le bénéfice de l'exonération. Mais les formes très diverses que peuvent présenter ces établissements ne permettent pas de donner une réponse générale. Les intéressés auront donc avantage à examiner dans chaque cas avec le service de la redevance de l'O. R. T. F. leur situation particulière.

Elections municipales (O. R. T. F.).

16029. — M. Longuequeue demande à M. le Premier ministre si les postes régionaux de radiodiffusion et de télévision pourront être utilisés pour la propagande à l'occasion des élections municipales prochaines. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut lui préciser les modalités et la période fixées à cet effet. (Question du 23 janvier 1971.)

Réponse. — Les modalités d'utilisation des ondes de l'O. R. T. F. pour les campagnes présidentielles sont définies par le décret n° 64-231 portant règlement d'administration publique et pris en application de la loi relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel. Pour les campagnes législatives, la loi du 29 décembre 1966, modifiant et complétant le code électoral, fixe les modalités d'utilisation des ondes de l'O. R. T. F. S'agissant d'élections municipales, il n'existe aucun texte législatif ou réglementaire de cette nature. A cet égard, l'attribution de temps de parole au cours d'émissions nationales ne pourrait être fondée que sur les critères politiques utilisés lors des campagnes législatives : attribution de temps d'antenne aux partis et groupements représentés par des groupes parlementaires. La mise en œuvre de ces critères se heurterait dans le cas d'élections municipales, à l'existence de nombreuses listes se réclamant d'aucun parti politique ainsi qu'à la diversité et à l'hétérogénéité de listes dont la qualification et la composition politique varient en fonction de situations et de problèmes locaux. Les élections municipales ont en effet pour but la meilleure gestion possible des cités par le choix de bons administrateurs aptes à résoudre les problèmes concrets d'administration et de développement des villes et villages. Cela n'est pas principalement une affaire de débats de doctrines politiques. L'attribution de temps de parole aux candidats sur les postes régionaux de l'O. R. T. F. ne saurait être envisagée pour des raisons pratiques. La logique de ce système voudrait, en effet, que chaque liste de chaque commune puisse disposer d'un temps d'antenne lui permettant d'exposer son programme ce qui, compte tenu du nombre de municipalités, est manifestement impossible. Compte tenu de ces différents aspects qui expliquent l'absence de textes juridiques, le conseil d'administration de l'O. R. T. F. s'est saisi de ce problème, ainsi qu'il l'avait fait lors des élections municipales de 1965, et il a adressé aux responsables de programmes la directive suivante : « Le comportement des responsables des programmes et notamment ceux de l'information parlée et télévisée sur les chaînes nationales et dans les stations régionales, à l'occasion des élections municipales, doit satisfaire aux principes des directives du conseil d'administration à la direction générale, lors des campagnes pour le référendum, les élections présidentielles, les élections générales et les élections législatives partielles. Ces principes seront appliqués de la façon suivante : a) émissions nationales : sitôt connues les candidatures et, en tout état de cause à compter du 1^{er} février 1971, les responsables des programmes de radiodiffusion et de télévision veilleront avec un soin particulier à ce que les émissions ne deviennent pas des instruments de préparation de la campagne électorale de tel ou tel candidat et s'abstiendront donc de présenter aucun de ceux-ci à propos de sujets extérieurs à la campagne elle-même, à moins qu'il ne s'agisse de l'exercice de responsabilités publiques nationales ou locales desquelles une relation impartiale et discrète pourra être donnée ; les responsables de l'information rendront compte avec un souci constant d'impartialité et d'équilibre des prises de position auxquelles les candidatures peuvent donner lieu pour autant qu'elles intéressent une très large fraction de l'opinion. b) Emissions régionales : à compter du 1^{er} février 1971, au cas où les nécessités de l'information conduiraient à relater les événements importants de la vie publique locale, auxquels certains candidats peuvent se trouver associés, la relation de ces événements sera donnée avec toute l'impartialité et la discrétion souhaitables. Les informations sur l'activité électorale des candidats seront données, sans image ni son enregistré ou direct de ceux-ci, exclusivement par un journaliste de l'Office, de manière très succincte au micro ou à l'écran. »

FONCTION PUBLIQUE

Pensions de retraite civiles et militaires.

16115. — M. Gullbert se permet d'appeler l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur le fait que l'article 4 de la loi du 18 août 1936, qui prévoit, sous certaines conditions, des reculs des limites d'âge des personnels de l'Etat, s'applique, selon le libellé même du texte, non seulement aux fonctionnaires, c'est-à-dire aux agents relevant du statut général de la fonction publique fixé par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, mais aussi aux « employés civils », au nombre desquels peuvent être comptés les auxiliaires et les agents servant sous contrat dans les administrations. Il n'apparaît pas que le décret n° 53-711 du 9 août 1953, qui a maintenu en vigueur les dispositions législatives susrappelées, ait pu — contrairement à ce qu'indique la réponse du 13 novembre 1970 à la question écrite n° 14172 du 2 octobre 1970 — restreindre simultanément la portée de l'article 4 de la loi du 18 août 1936. S'il en était ainsi, en effet, le principe de la hiérarchie des textes et la lettre de la loi s'en trouveraient altérés. Il lui demande donc s'il envisage, eu égard aux observations qui précèdent, à faire procéder à une nouvelle analyse des données de ce problème et de lui faire connaître, le cas échéant, les motifs juridiques qui permettraient, nonobstant le libellé du texte, d'exclure du champ d'application de l'article 4 de la loi du 18 août 1936, les personnels auxiliaires et contractuels de l'Etat. (Question du 23 janvier 1971.)

Réponse. — Le décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime de retraite des personnels de l'Etat et des services publics est applicable, aux termes de son article 1^{er}, aux seuls fonctionnaires civils de l'Etat et aux magistrats de l'ordre judiciaire dont il modifie le régime des limites d'âge tel qu'il était fixé par l'article 10 de la loi du 15 février 1946, l'article 21 de la loi du 8 août 1947 et le décret du 18 décembre 1948. Il ne concerne donc pas les limites d'âge des autres personnels de l'Etat tels les auxiliaires et les agents servant sous contrat dans les administrations. Ces personnels continuent à bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi du 18 août 1936 auquel se réfère l'honorable parlementaire et prévoyant un recul des limites d'âge en faveur des fonctionnaires et « employés civils ».

Administrateurs civils.

16155. — M. François Bénard demande à M. le Premier ministre (fonction publique) s'il peut lui indiquer l'effectif des administrateurs civils en fonction par département ministériel. (Question du 30 janvier 1971.)

Réponse. — La situation des effectifs d'administrateurs civils en fonctions par département ministériel au 1^{er} février 1971 est donnée dans le tableau ci-dessous :

Affaires culturelles	39
Santé publique et sécurité social, travail, emploi et population.....	175
Agriculture	86
Anciens combattants et victimes de guerre.....	18
Défense nationale	87
Caisse des dépôts et consignations.....	120
Economie et finances.....	537
Education nationale	127
Equipement et logement.....	115
Développement industriel et scientifique....	107
Intérieur	211
Justice	2
Départements et territoires d'outre-mer....	17
Transports	46
Premier ministre	25
Total	1.712

Fonctionnaires.

16199. — M. Cormier demande à M. le Premier ministre (fonction publique) s'il peut, dès maintenant, préciser les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'amélioration de la situation des fonctionnaires de l'Etat au cours de l'année 1971 et si, notamment, les prévisions pour cette année comportent les deux mesures suivantes : 1^{re} incorporation dans le traitement soumis à retenue pour pension d'un point supplémentaire de l'indemnité de résidence attribuée dans la zone de plus fort abattement ; 2^e suppression de la zone dans laquelle l'indemnité de résidence est fixée à 11 p. 100 du traitement de base. (Question du 30 janvier 1971.)

Réponse. — 1^{re} Le constat établi le 21 avril 1970 à la suite des discussions avec les organisations syndicales sur le programme des

mesures concernant les rémunérations en 1970 prévoit l'incorporation au traitement d'un point supplémentaire de l'indemnité de résidence en 1971. La date de cette mesure sera vraisemblablement fixée lors des discussions sur les augmentations des rémunérations au cours de l'année 1971 ; 2° la suppression de la zone au taux d'indemnité de résidence de 11 p. 100 par alignement sur le taux de 12,25 p. 100 constituerait une opération très onéreuse, après que le décret n° 70-393 du 12 mai 1970 ait déjà aligné sur 11 p. 100 l'ancien taux de 9,75 p. 100 au 1^{er} octobre 1970. Ce dernier alignement a eu pour effet de porter à 31 p. 100 l'effectif des fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat dans la zone au taux de 11 p. 100, de sorte que la nouvelle opération énoncée coûterait environ 170 millions, ce qui représenterait un accroissement annuel de la masse des rémunérations d'activité de 0,4 p. 100.

Fonctionnaires.

16301. — M. Carpentier indique à M. le Premier ministre (fonction publique) qu'un très grand nombre de fonctionnaires attendent avec impatience de pouvoir travailler à mi-temps, ainsi que l'autorise une loi récemment votée par le Parlement et qui vient d'être promulguée. Il lui demande s'il peut lui faire connaître où en est l'élaboration des textes d'application, et à quelles dates il pense pouvoir les faire paraître au *Journal officiel*. (Question du 6 février 1971.)

Réponse. — Les textes d'application de la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat ont été publiés au *Journal officiel* du 30 décembre 1970.

Infirmiers et infirmières.

16397. — M. Houël demande à M. le Premier ministre (fonction publique) s'il a pris les dispositions nécessaires afin d'examiner favorablement la situation de carrières des infirmières employées de l'administration postale. Il semblerait en effet normal que ces agents se voient attribuer les indices de traitement s'échelonnant de 235 (brut) en début de carrière à 500 (brut) afin de rétablir la parité entre cette catégorie et celle des autres agents du cadre B auquel appartiennent les infirmières des postes et télécommunications. (Question du 6 février 1971.)

Réponse. — Une mission d'information a été chargée de mener l'année dernière une étude d'ensemble sur les carrières sociales au sein de la fonction publique. Parmi les problèmes étudiés, la situation des infirmières, quelle que soit d'ailleurs leur administration d'origine, a été examinée. Les conclusions de cette mission sont actuellement à l'étude.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Sports.

15743. — M. Boudet attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur les décisions prises, le 18 septembre 1970, par le comité directeur de la fédération française du cyclisme, tendant notamment à augmenter les licences, sans que cette augmentation apparaisse justifiée, à relever les droits d'organisation et à obliger les licenciés à s'abonner à un journal qui ne répond pas à leurs besoins et, d'autre part, à retirer aux comités régionaux le soin de délivrer les licences, ce qui est contraire à l'effort de décentralisation entrepris par les pouvoirs publics. Les membres du comité de Normandie protestent vivement contre de telles décisions dont l'application aurait pour effet soit d'obliger ce comité à se séparer de la F.F.C., soit d'abandonner tous les clubs cyclistes. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'inviter la F.F.C. à recevoir ce problème dans un sens plus conforme, d'une part, aux intérêts des clubs cyclistes et, d'autre part, à l'effort de décentralisation entrepris dans tous les domaines. (Question du 26 décembre 1970.)

Réponse. — Les éléments de réponse à la question posée par l'honorable parlementaire au sujet du prix des licences figurent dans la réponse à la question écrite n° 15730 posée par M. Leroy, député de la Seine-Maritime, le 26 décembre 1970. Pour ce qui concerne l'abonnement à un journal, le souci fédéral de proposer à tous les licenciés l'hebdomadaire officiel correspond aux souhaits de dispenser sur le plan national des informations de tous ordres, permettant aux coureurs comme aux dirigeants de mieux connaître les conditions indispensables à une pratique de qualité de leur sport (entraînement, diététique, etc.) et fournissant également les éléments qui permettent à tous une meilleure connaissance de la vie de leur fédération et, par là même, une participation accrue à sa vie intime. Il est d'ailleurs à signaler que la décision a été prise

de n'envoyer, lorsque le souhait en était exprimé, qu'un unique exemplaire du journal *La France cycliste* dans les foyers groupant plusieurs licenciés d'une même famille. Enfin, pour ce qui est de la manière dont seront délivrées les licences, le but fédéral ne semble nullement de freiner l'effort de décentralisation entrepris par les pouvoirs publics, mais bien d'alléger la lourde tâche des comités régionaux par l'utilisation des techniques de l'informatique, avec fichier central. En application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 045-11922 du 28 août 1945, l'organisation des compétitions cyclistes, qui y sont définies, a été confiée à la fédération française de cyclisme. Il apparaîtrait regrettable qu'un comité songe à se séparer de la fédération dont il fait partie, ou songe à abandonner les clubs qui le constituent, car il est certain que les pratiquants seraient les premiers à en souffrir.

Sports.

15854. — M. Houël expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que le comité départemental de coordination des assises du sport a attiré son attention sur le fait que l'absence d'un C.R.E.P.S. de l'académie de Lyon, l'annexe de Mâcon étant très insuffisante, empêche les fédérations sportives d'assurer la formation des éducateurs et moniteurs nécessaires à l'encadrement des jeunes, de plus en plus nombreux dans les sociétés sportives. Il lui demande s'il entend dégager en urgence les crédits nécessaires à la réalisation de ce C.R.E.P.S., faute de quoi le développement de toutes les activités sportives se trouvera forcément retardé, d'autant que l'implantation de ce C.R.E.P.S. a été prévue sur les terrains laissés libres par la société des courses de Lyon. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Le secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs compte apporter une solution à l'important problème de la formation des cadres de l'académie de Lyon en réalisant deux établissements distincts. Le premier, qui accueillera essentiellement des élèves permanents se destinant à la profession d'enseignant d'éducation physique, sera construit sur l'emplacement de l'ancien hippodrome du Grand-Camp. Les moyens financiers nécessaires à cette réalisation, et qui représentent un très substantiel effort d'investissement, ont été ouverts au cours de ces deux derniers exercices budgétaires. Ils couvrent la plus grande partie de l'opération qui sera entièrement financée en 1971 par une affectation de crédits portant sur les terrains de plein air. L'ouverture de cet établissement d'une capacité de trois cents places devrait donc intervenir au cours de ces prochaines années. La construction du deuxième établissement destiné à accueillir les différents stages d'éducateurs du domaine de la jeunesse et des sports est prévue à La Croix-Laval. Les terrains nécessaires à la construction des bâtiments et aux installations extérieures ont été acquis dès 1966 par le secrétariat d'Etat. Les décisions définitives concernant le financement de cette opération seront prises en fonction du montant de l'enveloppe financière affectée aux équipements de la jeunesse et des sports par la troisième loi de programme.

Loisirs.

15975. — M. Pierre Ribes rappelle à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que beaucoup de jeunes gens et jeunes filles ne peuvent participer à des activités dans les maisons de jeunes soit à cause de leur niveau culturel insuffisant et de leur éloignement, soit pour d'autres motifs psychologiques. Il lui signale qu'il existe de petits clubs de quartiers, animés par des éducateurs bénévoles, dont l'ambiance, le climat de détente et les loisirs récréatifs simples correspondent aux besoins de beaucoup de jeunes qui les fréquentent, lesquels appartiennent souvent aux catégories sociales les plus défavorisées. Il lui demande ce qu'il a l'intention de faire pour reconnaître officiellement, promouvoir et aider ces associations bénévoles qui, n'ayant pas de statut officiel, sont confrontées à des difficultés administratives et financières qui nuisent à l'accomplissement de leur tâche éducative et sociale. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Les maisons des jeunes et de la culture rendent des services multiples et sont un des éléments de l'animation particulièrement appréciée par de nombreuses municipalités et associations de jeunesse. Toutefois, il est certain qu'elles ne peuvent répondre à tous les besoins et que, soit pour des raisons d'éloignement, soit pour divers motifs psychologiques, une part notable de leurs usagers potentiels s'abstient de les fréquenter. Le secrétariat d'Etat, très conscient de ce problème, a souhaité favoriser la création de clubs plus petits, qui seraient avant tout des lieux de rencontre où les jeunes, assez peu nombreux pour bien se connaître, les uns les autres, pourraient en toute liberté parler de leurs problèmes et organiser leurs loisirs. De cette idée est née l'expérience des 1.000 clubs inscrite au V^e Plan et attribués en quasi-totalité.

L'expérience a été jugée concluante et pleine d'intérêt ; compte tenu des souhaits exprimés par les collectivités locales, il est prévu de lancer au VI^e Plan une opération analogue en l'aménageant pour tenir compte des résultats des locaux clubs de la série « 1.000 clubs de jeunes » au cours des trois dernières années. A côté de ces clubs créés avec l'aide de l'Etat et des collectivités locales, la plupart du temps en coopération avec des associations de jeunesse et d'éducation populaire, existent d'autres clubs. Un nombre très important d'entre eux se sont constitués en associations sous le régime de la loi de 1901, ont sollicité et obtenu après une période probatoire permettant d'apprécier leur valeur éducative l'agrément du secrétariat d'Etat. Cet agrément ne donne pas automatiquement droit aux associations à recevoir une aide de l'Etat, mais il leur ouvre une vocation à ce bénéfice. C'est ainsi qu'en 1970 les associations locales ont reçu des subventions d'un montant global d'environ 25 millions de francs. Il appartient donc aux dirigeants des associations bénévoles auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire de se mettre en relation avec le directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs qui, après l'enquête nécessaire, les proposera avec son avis motivé à l'agrément éventuel du secrétaire d'Etat.

AFFAIRES CULTURELLES

Ports de plaisance.

15569. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre chargé des affaires culturelles sur la prolifération des opérations immobilières qui, sous le prétexte de rentabiliser les installations portuaires destinées à la plaisance, sont réalisées sur la zone contiguë au domaine public maritime et endommagent ainsi parfois gravement les sites, spécialement sur le littoral Provence-Côte d'Azur. Il lui demande quelle est l'action de son département pour que soient respectées les nombreuses prescriptions d'urbanisme et surtout les dispositions spéciales relatives à la protection des sites et aux secteurs sauvegardés et quels sont les projets de textes ou les instructions, actuellement à l'étude si, comme on a toute raison de le croire, la réglementation actuellement applicable se révèle inopérante. (Question du 11 décembre 1970.)

Réponse. — L'attention du ministère des affaires culturelles s'est depuis plusieurs années portée sur le développement des projets d'installations portuaires et d'ensembles immobiliers de nature à bouleverser et à défigurer notre patrimoine côtier dans ses parties les plus sensibles, et en particulier sur le littoral de la Côte d'Azur. L'accélération du nombre et l'accroissement de l'importance des projets présentés récemment ont conduit à rechercher une meilleure concertation avec les autres administrations intéressées, au premier chef le ministère de l'équipement et le commissariat au tourisme pour que les impératifs de respect des sites soient considérés à l'égal des facteurs économiques ou strictement financiers. Dans cette perspective les services du ministère des affaires culturelles participent activement à l'élaboration du schéma directeur d'aménagement du littoral Provence-Côte d'Azur décidée en juillet 1970 par M. le ministre de l'équipement. Pour sa part le ministère des affaires culturelles, s'il n'a pas compétence pour appliquer les prescriptions d'urbanisme, a fait usage des procédures de protection prévues par la loi du 2 mai 1930. Au cours des quatre dernières années, 2 sites ont ainsi été classés et 27 autres ont été inscrits à l'inventaire et une zone protégée. Ces mesures s'ajoutent à celles qui avaient été prises depuis 1930 pour sauvegarder le caractère du littoral. L'ampleur du problème appelle cependant l'application de mesures de protection de portée moins restreinte. Pour être menée avec succès, une telle politique suppose d'une part une base de travail cohérente, approuvée sur le plan interministériel — et c'est l'objet du schéma directeur en cours d'étude — et d'autre part, un outil juridique approprié : c'est à quoi tend la réforme du titre III de la loi du 2 mai 1930 qui sera soumise prochainement au Parlement. Dans l'immédiat une instance de classement au titre des sites a été ouverte sur le domaine public maritime entre Nice et Menton.

AFFAIRES ETRANGERES

Conseil de l'Europe.

15040. — M. Krieg demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement peut accepter la recommandation n° 607 relative à la médecine préventive et à la création d'une carte sanitaire européenne, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 21 septembre 1970, et s'il est prêt à prendre, sur le plan national, les mesures préconisées aux paragraphes 10, 1 a, b et c de cette recommandation. (Question du 18 novembre 1970.)

Réponse. — Le Gouvernement est favorable aux recommandations de l'Assemblée consultative qui figurent au paragraphe 1 du texte

et qui concernent le développement et le perfectionnement de la médecine préventive en faveur de l'ensemble des populations. Tout ce qui touche, en particulier, à la mise au point des méthodes et des structures nécessaires en matière d'examen périodiques destinés à prévenir les maladies dites d'usure, fait actuellement l'objet d'études approfondies par les services du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale. S'agissant du paragraphe 11 b de la recommandation 607, il apparaît en revanche que la mise au point d'une carte « carte sanitaire européenne » soulève des problèmes d'ordre technique et déontologique. En effet, si l'institution d'une semblable procédure à l'échelle européenne est susceptible de faciliter l'information des médecins en ce qui concerne le dossier médical de leurs patients sa mise en œuvre risquerait de porter atteinte au secret médical et, en outre, requerrait des moyens considérables. Néanmoins, conscient de l'intérêt que peut présenter la suggestion de l'Assemblée consultative, le Gouvernement a décidé de faire procéder à l'étude de cette question.

Coopération technique.

15352. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les retards des rémunérations des enseignants français coopérants dans les Etats africains et malgache. Ces rémunérations sont déterminées sur une base totalement indépendante de l'évolution des traitements de la fonction publique en France. Un traitement de base est multiplié par deux coefficients : index de majoration et coefficient de correction. La révision du coefficient de correction s'effectue selon la procédure prévue par l'arrêté du 16 décembre 1964. Il y a accumulation de retards par rapport à l'évolution de l'évaluation officielle du coût de la vie sur le plan local. Les fonctionnaires titulaires sont classés dans leur corps d'origine par un indice qui détermine, pour l'essentiel, le montant de leur traitement. Les enseignants non titulaires se voyant attribuer un indice de rémunération par analogie. Jusqu'en 1968, le montant de la rémunération des coopérants était déterminé par ce même indice dans la grille de 1961. Après les luttes de mai 1968, les fonctionnaires ont obtenu des augmentations importantes, dont une augmentation de 10 ou 15 points d'indice selon leur place dans l'échelle indiciaire. Les nouveaux classements indiciaires ne sont pas pris en considération par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Bien que ce dernier puisse faire valoir que les intéressés signent un contrat de rémunération en pleine connaissance de cause, cette pratique est difficilement soutenable. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de satisfaire les légitimes revendications et pour cela : 1° d'abaisser de 10 p. 100 à 5 p. 100 le seuil déclenchant une réévaluation de l'indice de correction ; 2° d'appliquer les nouveaux classements indiciaires aux enseignants de la coopération. (Question du 2 décembre 1970.)

Réponse. — Les enseignants français coopérant dans les Etats africains et malgache, au même titre que tous les personnels exerçant des tâches de coopération technique ou culturelle dans ces Etats, sont soumis, en matière de rémunération, aux dispositions spécifiques du décret n° 61-422 du 2 mai 1961, la base de ces rémunérations étant effectivement indépendante de l'évolution des traitements de la fonction publique en France. Il convient toutefois de noter que pendant les périodes de congé en France, ces agents perçoivent les traitements de la fonction publique en France et en suivent donc l'évolution. Pour tenir compte d'une adaptation nécessaire des grilles de rémunération telles qu'elles avaient été fixées en 1961, il vient d'être décidé, pour tous les contrats établis depuis le 15 janvier 1971, d'inclure dans la rémunération de base fixée par ces grilles une augmentation équivalente à 15 points d'indice qui se répercute sur la rémunération globale mensuelle et sur les majorations familiales en position de service outre-mer par le jeu des deux coefficients, l'index de majoration et le coefficient de correction. La révision de la rémunération est liée à l'évolution du coût de la vie dans l'Etat où s'accomplit le service de coopération. Le mécanisme institué pour cette révision par l'arrêté du 16 décembre 1964 suppose, il est vrai, un certain délai avant que soient établis, transmis et exploités les indices de prix. Le secrétariat d'Etat auprès du ministère des affaires étrangères recherche actuellement dans quelle mesure un nouvel indice de prix pourrait être établi pour chaque Etat qui serrerait de plus près l'évolution de l'évaluation officielle du coût de la vie sur le plan local, tout en s'employant à réduire au minimum le délai d'exploitation. Les mesures mentionnées ci-dessus sont donc de nature à répondre aux préoccupations de l'honorable parlementaire. Toutefois, le fait de multiplier la périodicité de l'enclenchement du mécanisme de révision du coefficient de correction en abaissant le seuil actuel de 10 p. 100 à 5 p. 100 irait à l'encontre de l'intérêt même des agents car cette procédure aboutirait en définitive à doubler les facteurs de retard dans la correction des rémunérations.

Textiles.

15572. — M. de Broglie signale à M. le ministre des affaires étrangères les conséquences, qui pourraient être graves pour l'industrie française du textile, de projets à l'étude au niveau de la Communauté et qui pourraient aboutir à l'élargissement à tous les produits textiles de l'accord existant avec l'Inde sur le commerce du jute. Il lui demande si des précautions sont envisagées pour le maintien de l'industrie communautaire à son niveau actuel. (Question du 11 décembre 1970.)

Réponse. — La C.E.E. a conclu en 1969 avec l'Inde (ainsi d'ailleurs qu'avec le Pakistan en 1970) un accord par lequel la Nouvelle-Delhi s'est engagée à autolimiter ses exportations de produits de jute vers le Marché commun moyennant la suppression des restrictions quantitatives maintenues par les Six sur les articles dits « légers ». A la suite de diverses revendications indiennes, la Commission des communautés européennes a proposé aux Etats membres de libérer l'importation en provenance de l'Inde des articles qui ne le sont pas encore (sacs et toiles à sac dits produits « lourds »). En accord avec la profession, la délégation française a admis le principe de cette libération qui vaudrait aussi pour le Pakistan, mais à la condition qu'elle soit assortie d'un accord d'autolimitation et non pas seulement, ainsi que le proposait la Commission, d'une clause de sauvegarde jugée insuffisante pour se prémunir contre des importations excessives ou anormales. Cette ligne de conduite répond aux objectifs tracés dans la résolution communautaire du 8 mars 1967 visant au maintien du niveau d'activité globale de l'industrie européenne du jute tout en assurant sa réorientation vers des fabrications plus élaborées et plus rentables. Eu égard à la spécificité du commerce des produits de jute les solutions retenues en ce domaine ne préjugent pas à celles applicables aux autres fibres.

Textiles.

15579. — M. d'Aillières attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les dangers que présente, pour les industries de l'habillement françaises, la politique actuellement suivie en matière de commerce extérieur par la C.E.E., en particulier vis-à-vis des pays d'Extrême-Orient. Une libéralisation totale des échanges dans ce domaine pourrait entraîner en France le licenciement de 60 à 70.000 personnes, ce qui, pour certaines régions, serait très grave. Il lui demande si ces craintes lui paraissent fondées et, dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour éviter une telle situation. (Question du 11 décembre 1970.)

Réponse. — Compte tenu de l'attention qu'elles portent à ces questions, les autorités françaises ont toujours veillé à ce que le régime des importations des produits textiles en provenance des pays à bas salaires reste compatible avec les intérêts des secteurs concernés de l'économie nationale et, plus particulièrement, ceux de l'industrie de l'habillement. 1° Sur la base de l'accord international sur le commerce des textiles de coton, la Communauté a conclu des accords d'autolimitation avec la quasi-totalité des pays asiatiques producteurs de ces fibres. Par ce moyen nous avons pu donner à nos restrictions une base contractuelle bien plus solide qu'un régime de contingentement unilatéral toujours sujet à érosion du fait des pressions qui peuvent s'exercer dans les organismes internationaux. En ce qui concerne les autres fibres la situation est plus complexe. En effet, dès la fin de 1969, les Etats-Unis se sont efforcés d'obtenir des producteurs asiatiques, et en particulier du Japon, qu'ils restreignent volontairement leurs ventes sur le marché américain. A la suite de l'échec de ses tentatives et du dépôt du projet de la loi Mills devant le Congrès, des conversations eurent lieu à Genève en juillet dernier entre la Communauté, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon. Il fut décidé à cette occasion de créer un groupe de travail sur les problèmes du commerce mondial des textiles dont il était clair, bien que cela ne fût pas mentionné, qu'il constituait un premier pas vers l'extension aux autres fibres de l'accord sur le coton. Les réserves japonaises n'ont pas encore permis à ce groupe de fonctionner. Au stade actuel, l'évolution de la situation dépend essentiellement de l'issue des négociations que Washington et Tokyo mènent sur les textiles, ainsi que de l'avenir du projet Mills après l'échec qu'il a subi en 1970 devant le Sénat américain. En tout état de cause, la Communauté a déclaré solennellement qu'elle ne resterait pas indifférente à l'adoption de la loi Mills et prendrait les mesures nécessaires à la défense de ses intérêts. Il va de soi que les autorités françaises suivent, pour leur part, cette question avec vigilance. 2° Si, contrairement à ce que les Etats-Unis ou le Royaume-Uni se proposent de faire, la Communauté n'a pas exclu les textiles de son offre de préférences généralisées, de sérieuses garanties ont été prises contre un éventuel « déferlement » sur le marché des Six d'importations en provenance des pays en voie de développement. Les importations préférentielles s'effectuent en effet dans le cadre de contingents tarifaires. Ceux-ci

sont égaux, pour une année donnée, au montant des importations en provenance des pays en voie de développement bénéficiaires durant l'année 1968, année de basse conjoncture en ce qui concerne les importations, auquel s'ajoutent 5 p. 100 des importations venues des autres pays durant l'année précédente. Ce système est renforcé par la règle selon laquelle aucun pays en voie de développement ne pourra fournir plus de 50 p. 100 des contingents tarifaires. De plus, il a été décidé que les préférences pour les produits de coton ne seraient accordées qu'aux pays participants ou à ceux qui prendraient à l'égard de la Communauté des engagements analogues à ceux qui existent dans le cadre de l'accord. Pour les produits les plus sensibles, le montant supplémentaire de 5 p. 100 ne sera pas retenu dans le calcul des plafonds et le « butoir » de 50 p. 100 sera abaissé.

Textiles.

15851. — M. Le Bault de la Morinière appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le danger que fait courir aux industries textiles et aux industries de l'habillement de l'ensemble des pays de la Communauté et, en particulier, à la France, la politique suivie en matière de commerce extérieur par la Communauté économique européenne, en particulier vis-à-vis des pays d'Extrême-Orient. Le 25 septembre 1970 à Amsterdam, les représentants des employeurs et des salariés de l'industrie textile de la C. E. E., après avoir rappelé leur souci de contribuer au développement économique et social des pays en voie de développement, ont cependant fait observer que la franchise tarifaire envisagée par la C. E. E. permettrait à ces pays d'éconler leurs produits textiles dans les pays de la Communauté, celle-ci étant seule parmi tous les pays industriels à adopter une position aussi libérale en faveur de ces pays. En ce qui concerne plus spécialement les pays d'Extrême-Orient, l'arrivée des articles textiles qui en proviennent, doit non seulement être préjudiciable aux pays d'Europe, mais également à l'ensemble des pays africains qui sont réellement en voie de développement. Ces articles à très bas prix leur interdisent pratiquement, en effet, la création d'une industrie de l'habillement valable, même pour leur propre consommation intérieure. Afin que l'industrie textile et l'industrie de l'habillement françaises puissent être confrontées à armes égales avec la concurrence internationale, il apparaît nécessaire, en cas d'impossibilité de revenir sur l'offre faite par la conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (C. N. U. C. E. D.) d'en limiter les conséquences par la fixation de plafonds par grandes catégories ne défavorisant pas les industries textile et de l'habillement par rapport à d'autres secteurs industriels et comportant, en outre, une répartition équitable entre les articles de tous les pays importateurs et sévèrement contrôlés, en particulier en ce qui concerne les circuits de distribution. Compte tenu des graves conséquences sociales que peuvent avoir pour les industries en cause les mesures envisagées, il lui demande s'il entend prendre des mesures pour que l'industrie textile française ne soit pas soumise à une concurrence anormale, alors que les Etats-Unis (sans parler de la Grande-Bretagne et du Canada), face à cette concurrence, prennent les mesures de protection les plus énergiques. Il souhaiterait que le Gouvernement définisse d'une façon plus précise les méthodes propres à assurer l'avenir de ces industries. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — En déposant son offre de préférences généralisées à la C. N. U. C. E. D., en novembre 1969, la Communauté n'a sans doute pas suivi l'exemple des Etats-Unis qui accordent l'entrée de leur territoire en franchise et sans limitation de quantités aux produits manufacturés et semi-manufacturés, venant des pays en voie de développement mais qui exceptent de leur offre des produits comme les textiles. Elle a pris cette décision parce qu'elle a mis au point un système qui lui permet de réaliser un double objectif : d'une part, répondre à l'attente des pays en voie de développement mais, d'autre part, protéger l'ensemble de l'industrie communautaire contre les risques que lui ferait courir une ouverture sans contrôle des frontières. Ce système est celui des plafonds fixés par avance pour chaque grande catégorie de produits et dans la limite desquels s'effectueraient les importations préférentielles ; les plafonds pour une année donnée seront égaux au total des importations venant des pays en voie de développement bénéficiaires durant l'année 1968, choisie comme année de référence, auxquels s'ajouteront 5 p. 100 des importations en provenance des pays industrialisés. De plus, il a été prévu qu'un seul pays en voie de développement ne pourrait absorber à lui seul plus de 50 p. 100 du contingent tarifaire ainsi ouvert. Dans le cadre de ce système, la Communauté a estimé qu'elle ne pouvait créer d'exceptions et que cela était d'ailleurs inutile. Dans ces conditions, l'offre communautaire ouvre aux pays en voie de développement la perspective d'un accroissement régulier de leurs exportations vers la Communauté, mais en même temps tous les secteurs de l'industrie communautaire seront protégés contre le risque d'importations soudaines et massives qui désorganiserait le marché. De plus, le Gouvernement français s'est constamment préoccupé d'assurer, dans

le cadre du système préférentiel défini par la Communauté, la protection particulière de l'industrie du textile et de l'habillement dont la sensibilité est certaine. Les experts textiles des Six mettent en ce moment à Bruxelles la dernière main à des mesures destinées à remplir cet objectif. La plus importante serait sans doute de lier les préférences communautaires sur les produits de coton à l'accord à long terme de Genève et de prévoir que les préférences sur les importations de ces produits ne seraient accordées qu'aux pays ayant signé ce document ou qui donneraient à la Communauté des garanties de régulation du marché équivalentes à celles que prévoit ce texte. Dans le même temps, les experts se préoccupent d'assurer entre les pays en voie de développement un certain équilibre dans le partage des préférences sur ces produits et comptent y arriver, notamment par la modulation du « butoir » général de 50 p. 100 qui pourrait, selon les cas, être fixé à des niveaux différents. Dans ces conditions, le futur système de préférences généralisées ne doit pas aboutir à l'ouverture sans limites et sans contrôle des frontières de la Communauté aux importations de produits textiles en provenance du tiers-monde, et l'offre communautaire, dans ses lignes générales comme dans le détail, est conçue pour éviter ce danger.

AGRICULTURE

Fonds national de solidarité.

14662. — M. Henri Lucas rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'institution de l'indemnité viagère de départ, prévue par l'article 27 de la loi du 8 août 1967, a connu deux régimes : celui institué par le décret du 6 mai 1963 et celui du décret du 26 avril 1968. Dans le premier de ces deux régimes le montant de l'indemnité viagère de départ était composé : d'un élément fixe de 750 francs puis, par un décret du 5 août 1964, de 1.000 francs et d'un élément mobile de 750 francs puis de 1.000 francs au maximum. Soit au total 1.500 francs, puis de la période mai 1963 à août 1964, puis 2.000 francs jusqu'en 1968. Dans ce régime, seul l'élément fixe de l'I. V. D. n'entrait pas dans le calcul du plafond des ressources ouvrant droit au bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. A la fin de 1968, 138.186 indemnités viagères de départ avaient été attribuées dans ces conditions. La prise en compte de l'élément mobile pour le calcul du plafond des ressources a privé un certain nombre d'attributaires de l'I. V. D. du bénéfice de l'allocation supplémentaire, le total de leurs ressources dépassant alors le plafond de 2.900 francs par an pour une personne seule et de 4.400 francs pour un ménage (décret du 6 septembre 1963). Le décret du 26 avril 1968 a procédé à une refonte du régime précédant en instituant une indemnité viagère de départ forfaitaire au taux de 1.250 francs et une indemnité viagère de départ majorée au taux de 2.700 francs. L'article 4 de ce décret précisait que ces I. V. D. n'étaient pas prises en compte pour le calcul du plafond des ressources ouvrant droit au bénéfice de l'allocation supplémentaire. Un décret du 17 novembre 1969 porta le taux de l'I. V. D. à 1.500 francs à laquelle pouvait venir s'ajouter une indemnité complémentaire de reconstruction de 1.500 francs, soit alors un total de 3.000 francs par an. L'article 23 de ce dernier décret rappelle qu'il n'est pas tenu compte de ces sommes pour le calcul du montant des ressources des bénéficiaires. Naturellement, il n'est pas question de tirer de ce rappel la conclusion que les exploitants âgés percevant leur retraite, plus éventuellement ces indemnités viagères de départ, ont des revenus trop importants. Par contre, il convient de souligner qu'il y a maintenant deux catégories de titulaires d'une indemnité viagère de départ. Il y a, d'une part, ceux du régime du décret du 6 mai 1963 qui peuvent percevoir une I. V. D. maximum de 2.000 francs plus deux majorations, l'une de 4 p. 100 prévue par le décret du 26 avril 1968, l'autre de 10 p. 100 instituée par le décret du 26 février 1969, soit au plus à peine 2.300 francs par an. D'autre part, il y a les bénéficiaires d'une I. V. D. du régime du décret du 26 avril 1968 puis du décret du 17 novembre 1969. Mais dans le premier cas, l'inclusion de l'élément mobile de l'I. V. D. dans le calcul du plafond des ressources a exclu un certain nombre de titulaires du bénéfice de l'allocation supplémentaire (1.250 francs par an) ; dans le second cas, avec une I. V. D. forfaitaire d'un montant supérieur, la perception de l'allocation supplémentaire reste possible ; d'autant plus que le plafond des ressources a été heureusement relevé à 4.700 francs par an pour une personne seule et à 6.600 francs pour un ménage contre, respectivement, 3.100 francs et 4.700 francs au 1^{er} janvier 1964. Ainsi, pour des personnes âgées ayant eu au départ une situation identique ou voisine, le montant de leurs ressources peut varier de quelque 2.000 francs par an, en plus ou en moins, sans autre raison que celle d'un changement de la réglementation. Il conviendrait par conséquent de rétablir une situation plus équitable entre les titulaires d'une I. V. D. du régime du 6 mai 1963 et celui du décret du 26 avril 1968. Il lui demande, en présence de la situation si injuste faite à certaines catégories de bénéficiaires d'une indemnité viagère de départ, quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour y mettre un terme. (Question du 5 novembre 1970.)

Réponse. — La question posée a déjà été évoquée à plusieurs reprises au cours de l'année 1970. Il y a été répondu de façon détaillée et complète. L'honorable parlementaire est prié de bien vouloir se reporter aux réponses faites à la question écrite n° 11365 de M. Roucaute au Journal officiel n° 65 (Débats A. N. du 19 juin 1970), à la question écrite n° 12622 de Mme Aymé de la Chevrolière au Journal officiel n° 66 (Débats A. N. du 1^{er} août 1970) et n° 12796 de M. Miossec au Journal officiel n° 70 (Débats A. N. du 5 septembre 1970).

Prix agricoles.

15430. — M. Philibert demande à M. le ministre de l'agriculture s'il peut lui faire connaître : 1° la somme totale distribuée par son ministère au titre du soutien des prix en 1969 ; 2° sa répartition par région. (Question du 4 décembre 1970.)

Réponse. — Les dépenses de soutien des marchés ne font pas partie du budget du ministère de l'agriculture, mais des charges communes. Elles sont versées sous formes de subvention budgétaire aux organismes d'intervention qui sont chargés de l'application des mesures d'intervention décidées soit sur le plan communautaire lorsqu'il s'agit de produits soumis à une organisation commune de marché, soit sur le plan national dans les autres cas ; ces derniers sont d'ailleurs de moins en moins nombreux. Les organismes d'intervention sont les suivants : office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) ; fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) ; société interprofessionnelle des oléagineux (S. I. D. O.) ; fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (F. I. R. S.). Le tableau ci-dessous indique le décompte des dépenses par produit et par organisme. Il n'est pas possible de connaître la répartition des dépenses par région, la comptabilité de ces organismes ne faisant apparaître que les différents types de produits et non leur origine régionale :

Coût du soutien des marchés agricoles.

Dépenses des organismes d'intervention. (Années 1969-1970.)

Organismes, produits :

F. O. R. M. A. :

Dépenses (charges brutes) :	Résultats de la gestion en millions de francs.
Produits laitiers	1.760,63
Viandes	114,52
Aviculture	12,71
Fruits et légumes	135,76
Pailles de terre	46,05
Vins	26,62
Textiles	30,09
Produits divers	17,69
Produits des D. O. M.	3,86
Dépenses communes et diverses (propagande, publicité, études, recherche de débouchés, amélioration des structures, etc.)	82,43
Totaux	2.230,36

F. I. R. S. :

Sucres, mélasses et produits sucrés :	
Dépenses (charges brutes)	408,1

S. I. D. O. :

Graines et produits oléagineux :	
Dépenses :	
Colza et tournesol	349,2
Huile d'olive	5
Totaux	354,2

Campagne 1969-1970
en millions de francs.

O. N. I. C. :

Dépenses :	
Blé tendre	1.160
Blé dur	62
Orge	483
Maïs	247
Riz	22,5
Autres céréales	16
Aides économiques	75
Totaux	2.065,5

Ces dépenses constituent, pour l'essentiel, pour tous les produits dont le marché est régi par une réglementation communautaire d'organisation de marché une simple avance du budget français au fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie, auquel il incombe de rembourser à la France les dépenses éligibles au terme des règlements communautaires.

Eau.

15670. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'agriculture que l'avancement des réalisations en matière d'adduction d'eau diffère considérablement suivant les départements. Il lui signale que, dans de nombreux cas, ces différences proviennent du fait que dans certains départements les conseillers généraux ont doublé le montant des subventions allouées par l'Etat. Il lui demande si, dans le cadre de l'intention manifestée par ses services de rattraper les retards en cette matière en vue d'obtenir à la fin du VI^e Plan un pourcentage de réalisations identiques pour toutes les communes de France, il ne devrait pas être tenu compte de l'effort financier accompli par certains départements, afin de ne pas pénaliser ceux d'entre eux qui ont consenti des sacrifices financiers pour la modernisation des campagnes. (Question du 11 décembre 1970.)

Réponse. — Les dispositions prises par le ministre de l'agriculture en matière d'adduction d'eau potable tendent toujours à concilier l'effort nécessaire en faveur des départements en retard dans cet équipement et le souci de ne pas pénaliser pour autant ceux que, par l'appel à leurs ressources propres, ont su améliorer eux-mêmes la situation de leur équipement. C'est ainsi que les directives récemment données pour la répartition des crédits de 1971 recommandent aux préfets de région de tenir compte des majorations prévues dans les dotations régionales au bénéfice des départements où les conseils généraux consentent des efforts importants pour assurer le financement de programmes complétant ceux de l'Etat.

Indemnité viagère de départ.

15783. — M. Pierre Buron demande à M. le ministre de l'agriculture si une personne exploitant déjà des terres pour l'élevage de chevaux de demi-sang (trotteurs) et l'entraînement des chevaux produits de son élevage à la qualité d'agriculteur, nécessaire pour permettre au fermier sortant des terres qu'il veut reprendre en exploitation d'avoir droit au bénéfice de l'indemnité viagère de départ. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — Une personne exploitant des terres pour l'élevage de chevaux de demi-sang (trotteurs) et l'entraînement des chevaux produits de son élevage peut être considérée comme ayant la qualité d'« exploitant agricole à titre principal » dans la mesure où elle est inscrite comme telle sur les contrôles de la mutualité sociale agricole et tire de son élevage l'essentiel des moyens d'existence de son ménage. Dans l'affirmative, elle répond aux critères fixés pour les cessionnaires des terres qui conservent leur utilisation agricole par l'article 8 du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969 et peut, en reprenant les terres libérées par un fermier demandeur de l'indemnité viagère de départ, permettre à ce dernier d'obtenir l'avantage en cause, si toutes les autres conditions exigées par la réglementation en vigueur sont, bien entendu, remplies.

Vin.

15827. — M. Jean-Pierre Roux rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le règlement n° 2005-70 de la commission de la C. E. E. du 6 octobre 1970, prévoit le classement de certains cépages autorisés d'après les normes françaises en cépages recommandés. Il lui demande si le règlement susvisé est devenu exécutoire dans chacun des pays de la Communauté. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — Le règlement n° 2005-70 de la commission des communautés européennes du 6 octobre 1970 établit un classement communautaire des variétés de vignes. Ce règlement est entré en vigueur le 13 octobre 1970, conformément à l'article 2 de ce texte, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives aux variétés de raisins de table, qui ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} septembre 1971. Cependant, ce classement comporte certaines anomalies qu'il a été demandé à la commission de rectifier; mais ces corrections ne sauraient en rien porter atteinte au classement des variétés établi dans chacun des départements.

Aviculture.

15881. — M. Lebas demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact qu'il soit envisagé de créer dans la province du Luxembourg belge une entreprise géante d'aviculture financée par

des capitaux anglais, entreprise qui compterait initialement un million de poules pondeuses, chiffre qui serait porté en quelques années à quatre millions d'unités. Il souhaiterait savoir, si cette information est exacte, si les autorités belges envisagent, en vue de promouvoir l'emploi, d'accorder à cette entreprise une subvention d'investissement de 98 millions de francs belges. Si ces deux questions comportent une réponse positive, il lui demande s'il n'estime pas qu'en matière d'aides accordées par les pouvoirs publics, en vue d'accroître le volume de l'emploi, aucune distinction ne peut être faite entre les investissements Industriels et les investissements agricoles et s'il ne considère pas que l'emploi par le Gouvernement belge d'une subvention destinée à encourager l'implantation de cette entreprise peut entraîner une perturbation des conditions de concurrence, en particulier dans les régions françaises proches du Luxembourg belge. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Le projet d'installation dans le royaume de Belgique d'une firme britannique de production d'œufs de consommation de très grande capacité, l'élevage de poules pondeuses Eastwood, qui a soulevé depuis plusieurs mois une certaine émotion dans les milieux avicoles français, belges et néerlandais concerne au premier chef le Gouvernement belge. D'après les dernières informations obtenues, celui-ci n'aurait encore, à cet égard, pris aucune décision. Il est bien évident que l'implantation de la firme en cause pourrait avoir des conséquences graves sur un marché européen des œufs déjà excédentaire et que cette affaire ne peut laisser indifférentes les pouvoirs publics. La commission de la Communauté économique européenne et le conseil qui dès le mois d'avril 1970 ont été saisis du problème devront apprécier, dans l'hypothèse où l'opération se réaliserait, si celle-ci est compatible avec les exigences du traité de Rome, et notamment avec les articles 92 à 94 concernant les aides. En tout état de cause, notre représentant permanent à Bruxelles a été chargé de rester en liaison avec la commission pour connaître la position qu'elle aura jugé bon d'adopter, notamment en cas de demande d'aide auprès du F. E. O. G. A., demande qui jusqu'à présent n'a pas été confirmée.

Eau.

15905. — M. Alloncle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation extrêmement regrettable dans laquelle se trouvent de nombreuses communes rurales, en raison de l'insuffisance des crédits affectés aux travaux d'adduction d'eau et d'assainissement. Sans doute une réponse récente faite à un sénateur (question écrite n° 9764, Journal officiel, Débats Sénat du 4 novembre 1970, p. 1736) indiquait-elle que le dernier inventaire des équipements et des besoins en matière d'adduction d'eau a fait ressortir que 75 p. 100 de la population totale rurale était desservie. Il n'en demeure pas moins que les syndicats intercommunaux d'adduction d'eau du département de la Charente, et sans doute cela est-il vrai dans les autres départements, ne disposent pas des ressources nécessaires pour effectuer les travaux envisagés. C'est ainsi qu'un syndicat intercommunal d'adduction d'eau de ce département, dans le cadre des prévisions normales d'équipement, devait bénéficier pour une opération déterminée d'une subvention de 250.000 francs qui se trouve réduite en fait à 150.000 francs. Il s'agit d'amener l'eau dans une commune où elle manque chaque année. Le coût des travaux étant de 192.000 francs, ce syndicat devra parfaire le financement en puisant 42.000 francs dans ses fonds propres. Pour achever les travaux envisagés par le syndicat en cause, il lui faudrait disposer de 500.000 francs, les attributions annuelles ne permettant donc l'achèvement des travaux prévus qu'au bout de cinq ou six ans. D'après une circulaire de M. le ministre de l'économie et des finances en date du 9 novembre 1967, les syndicats d'A. E. P., comme les entreprises commerciales et industrielles, sont tenus d'assurer leur équilibre financier. Il est évident qu'une telle exigence est irréalisable lorsqu'ils s'agit de payer des kilomètres de canalisations pour amener l'eau à une ferme isolée. Une telle opération ne peut en aucun cas être rentable. Ces syndicats mènent plus une action sociale qu'ils ne font œuvre d'entreprise commerciale, ce qui explique le déficit d'exploitation que connaissent beaucoup d'entre eux. Pour résorber ces déficits, ils sont amenés à demander une augmentation du prix de l'eau, bien que celle-ci soit déjà trop chère pour les besoins agricoles. Ils doivent aussi faire appel à une participation accrue des communes qui, souvent, ne peuvent l'accorder. C'est pourquoi il lui demande s'il peut faire procéder à un réexamen des besoins en matière d'adduction d'eau, afin que puissent être dégagées les ressources budgétaires nécessaires pour que ceux-ci soient satisfaits dans des conditions plus normales et avec une plus grande rapidité. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Les besoins globaux en moyens de financement pour la desserte des populations rurales en réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement sont suivis avec suffisamment de précision pour qu'il n'y ait pas à attendre de nouvelles études une solution au problème posé. Ces besoins sont connus par département et les modalités de répartition des crédits budgétaires tiennent

essentiellement compte de cette connaissance. Déjà il faut noter pour 1971 une amélioration des dotations par rapport à celles des années précédentes. Au surplus, les dispositions ont été prises pour qu'une provision exceptionnellement importante soit déléguée dès le premier trimestre. Il reste cependant que ces mesures ne permettent pas de régler avec toute la célérité souhaitable l'équipement total du pays, puisqu'aussi bien les progrès mêmes de cet équipement expliquent l'impatience croissante des habitants non encore desservis. En toute hypothèse et quelle que puisse être la formule de financement retenue par le Gouvernement, la question se ramène à dégager au profit de ce type d'équipement une ressource provenant de l'épargne, de l'impôt ou de la tarification.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Déportés et internés.

15766. — M. Dumortier attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur le fait que les anciens déportés du camp de Rawa-Ruska et de ses commandos ne sont pas inscrits sur la liste A. 160. Il lui demande s'il ne juge pas hautement souhaitable que les rescapés ou les ayants droit bénéficient des mêmes avantages que les déportés résistants et les ayants droit. (Question du 26 décembre 1970.)

Réponse. — Aux termes de l'article R. 288 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, si la déportation a eu lieu dans un camp ou une prison ne figurant pas sur la liste visée à l'article A 160 dudit code, le titre de déporté ne peut être attribué qu'après avis de la commission nationale des déportés et internés résistants. Compte tenu de ces dispositions, la commission nationale des déportés et internés résistants a été saisie à différentes reprises de la question de la reconnaissance du camp de Rawa-Ruska comme lieu de déportation. Elle a toujours formulé un avis défavorable à la prise en considération de cette requête. A l'issue de sa dernière consultation, une décision administrative de rejet a été prise le 24 septembre 1962. Attaquée devant le Conseil d'Etat, cette décision fut annulée pour vice de forme par arrêt du 30 octobre 1964. La commission nationale accepta alors, à la demande de l'association « Ceux de Rawa-Ruska » à l'initiative de laquelle ladite consultation avait eu lieu, le principe d'un complément d'information concernant les conditions de l'internement dans le camp de Rawa-Ruska. C'est ainsi qu'un rapport du comité international de la Croix-Rouge et un rapport médical établi par les médecins du camp en ce qui concerne les séquelles du régime imposé aux prisonniers de guerre à Rawa-Ruska ont fait l'objet d'une étude approfondie par une sous-commission de travail composée de membres de la commission nationale des déportés et internés résistants et constituée spécialement pour cette étude. Ces éléments d'information n'ont convaincu ni la sous-commission ni la commission nationale du bien-fondé de la requête présentée. L'association « Ceux de Rawa-Ruska » a fait connaître au ministre qu'elle s'employait à réunir des précisions complémentaires.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

15857. — M. Pierre Villon expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'un mutilé de guerre des Côtes-du-Nord est décédé l'an dernier des suites de l'affection pensionnée. Pour tenter de le sauver, son médecin traitant, qui a attesté que le transport par ambulance était indispensable vu l'état de santé du malade, l'a adressé à la consultation d'un pneumo-physiologiste. Le transport par ambulance s'est monté à 32,71 francs. La sécurité sociale a refusé de rembourser ce transport indispensable au motif que le défunt était soigné dans le cadre de son affection pensionnée. La direction interdépartementale de Rennes a remboursé la consultation de pneumo-physiologue mais a refusé le remboursement de l'ambulance au motif qu'il n'y a avait pas eu hospitalisation alors que le pensionné était revenu chez lui pour y mourir. Il lui demande s'il n'estime pas que s'agissant d'une somme aussi faible, il serait opportun de demander à l'administration une attitude moins inhumaine en prenant par exemple les dispositions nécessaires pour que le transport en ambulance soit remboursé sur les fonds d'aide sociale du service départemental. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — D'après les renseignements communiqués il semble que la prise en charge du transport en ambulance aurait pu être assurée par l'Etat au titre de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Toutefois, il n'est pas possible de donner une réponse précise sans examen du dossier. Il est donc suggéré à l'honorable parlementaire de bien vouloir faire connaître l'état civil de la personne évoquée dans sa question écrite.

DEFENSE NATIONALE

Officiers.

15786. — M. Zimmermann expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'à la suite de l'arrêt prononcé par le Conseil d'Etat le 27 février 1970 ayant abrogé l'arrêté ministériel du 22 mai 1967, il devait être procédé à un nouvel examen de l'ensemble des questions posées par le maintien à sa disposition des officiers de réserve concernés par les dispositions relatives à la limite d'âge visée à l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959, remplacé par la loi n° 66-470 du 5 juillet 1966. Il lui expose que certains officiers de réserve se voient privés de leur affectation de mobilisation, malgré leur intense activité dans les réserves et leur assiduité à l'instruction, de telle sorte qu'en dépit de l'arrêt du 27 février 1970 des officiers de réserve sont encore mis hors cadres par référence à l'arrêt annulé du 27 février 1970, sans modification ni publication préalables. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre la réintégration effective dans les cadres des officiers de réserve frappés par l'application de l'arrêté ministériel du 27 février 1970 dont on peut penser qu'il n'a plus de valeur légale. (Question du 2 janvier 1971.)

Officiers.

15885. — M. Leroy-Beaulieu rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le décret n° 87-393 du 28 avril 1967 et l'arrêté du ministre des armées du 22 mai 1967 avaient fixé une limite d'âge pour le maintien dans les cadres des officiers de réserve. L'article 2 du décret et l'arrêté dans sa totalité ont été annulés par un arrêt de l'Assemblée de contentieux du Conseil d'Etat en date du 27 février 1970. Les officiers de réserve se sont unanimement félicités de cette décision qui devait mettre fin à une situation pénible et injuste contre laquelle ils avaient protesté. Ils attendaient de la part des services compétents que leur soient communiquées les instructions nécessaires pour la régularisation de leur situation, conformément au nouvel état de droit créé par la décision de la haute assemblée. Or, les délais dans lesquels les officiers de réserve pouvaient présenter leurs demandes ont été dans la plupart des cas si limités, et l'information des intéressés si défectueuse, que l'on peut, semble-t-il, se demander si l'on a bien entendu tirer toutes les conséquences de l'arrêt précité du 27 février 1970. En conséquence, il lui demande s'il peut envisager de relever les officiers de réserve des fermetures qu'ils ont encourues du fait d'une information insuffisante et d'accorder à tous un nouveau délai, au minimum d'un mois, pour présenter leurs dossiers à compter de la notification qui serait faite aux commandants d'armes et aux associations. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Le projet de loi n° 1597 portant code du service national, déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 18 décembre 1970 et qui viendra en discussion devant le Parlement au cours de la prochaine session, répond, notamment par ses articles 67 et 69, aux préoccupations des honorables parlementaires en ce qui concerne la limite d'âge des officiers de réserve.

Service national

15929. — M. Emile Didier signale à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le recensement des classes, par tranches trimestrielles, en vue du service national, va créer des difficultés accrues aux services municipaux. Il semble que les décisions portant réforme du recensement annuel n'ont pas été étudiées à l'échelon communal où s'effectue le travail matériel le plus important. Il demande si, dans un but de simplification et de rationalisation des tâches assurées par les mairies pour le compte de l'Etat, l'ensemble des jeunes gens d'une classe ne pourrait pas continuer à être recensé en une seule fois, dans les délais impartis, à charge par les préfetures d'assurer l'exploitation et l'envoi des notices des conscrits, chaque trimestre, conformément aux dispositions des circulaires et instruction du 20 octobre et 3 novembre 1970. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Le nouveau système de recensement trimestriel des classes est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1971, certaines dispositions de la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 sur le service national ayant rendu nécessaire l'abandon du système de recensement annuel. En effet, cette loi stipule que les jeunes gens peuvent être appelés à accomplir leurs obligations de service national actif dès l'âge de dix-neuf ans, ce qui implique que leur prise en compte ainsi que les opérations préparatoires à leur appel soient effectuées auparavant ; or, les délais incompressibles nécessaires pour accomplir ces travaux exigent que les résultats du recensement des premiers mois de naissance d'une classe soient connus de l'autorité militaire

au début du mois de mai de l'année du recensement, ce que ne permettait pas le recensement annuel. D'autre part, c'est lors de l'accomplissement de l'obligation légale de recensement que les jeunes gens devront désormais formuler leurs demandes éventuelles de dispense et qu'il est souhaitable de les voir exercer le choix que leur offre la loi quant au moment de leur appel (appel anticipé, report d'incorporation). Il devenait donc nécessaire qu'au moment de leur recensement ils soient placés dans des conditions d'âge sensiblement identiques se situant au plus près de leurs dix-huit ans. Le maintien d'un recensement annuel n'aurait pas permis l'étalement du dépôt des demandes de dispense puisque celles-ci auraient été déposées au même moment pour l'ensemble de la classe; elles n'auraient pu alors, vu leur nombre, être instruites en même temps et beaucoup de jeunes gens auraient attendu plus longtemps une décision. Enfin, le recensement trimestriel offre l'avantage appréciable de permettre une régularisation plus rapide de la situation de certaines catégories de personnels, omis ou naturalisés par exemple. Quant à l'inquiétude exprimée par l'honorable parlementaire au sujet de l'accroissement éventuel des charges et des difficultés au niveau des mairies, elle n'est pas unanimement partagée. Il résulte en effet des sondages effectués que le recensement trimestriel, par l'étalement des travaux qu'il procure, est ressenti plutôt comme un avantage par les préfetures et les mairies de quelque importance. Quant aux petites communes, l'accroissement de travail qui peut résulter de ce système ne peut qu'être minime, étant donné leur petit nombre de recensés. D'ailleurs, dans cet ordre d'idées, il convient de souligner que la liste de recensement établie par les mairies a été considérablement simplifiée et que l'ensemble des tâches effectuées aux niveaux départemental et communal au titre du service national a été réduite par la suppression du conseil de révision.

Service national.

15976. — M. Ribes rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la loi du 31 mars 1928 a institué la préparation militaire supérieure. D'autre part, la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 prévoit, dans son article 2, que les jeunes gens préparant les concours des grandes écoles peuvent bénéficier d'un report d'incorporation jusqu'à l'achèvement de leur concours. Compte tenu de la réduction du temps de service national à un an, du besoin des armées en cadres issus du contingent, de la charge de travail des candidats aux grandes écoles, une réforme de la préparation supérieure et la création de préparation militaire élémentaire visant à la préformation de sous-officiers, paraissent nécessaires. Il lui demande s'il peut lui indiquer sa position au regard de cette suggestion, ainsi que les mesures qu'il envisage de prendre pour résoudre ces problèmes. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale fait connaître à l'honorable parlementaire qu'une réforme de la préparation militaire est actuellement à l'étude. Elle comportera : 1° la remise en vigueur de la préparation militaire élémentaire; les jeunes gens qui en seraient issus auraient une priorité d'accès aux pelotons d'élèves gradés. Une expérimentation sera lancée en 1971; 2° la transformation de l'actuelle préparation militaire supérieure afin de l'adapter aux dispositions de la loi du 9 juillet 1970.

Anciens combattants

(engagés volontaires sur les territoires d'opérations extérieurs).

15985. — M. Voilquin expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les engagés volontaires affectés sur leur demande à un théâtre d'opérations extérieur n'ont pas, lorsqu'ils sont l'objet de séquelles de blessures de guerre ou de maladies coloniales contractées en service armé, de possibilités de soins aussi étendues que celles dont bénéficient les anciens combattants régulièrement appelés sous les armes. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que l'actuelle réglementation en la matière soit modifiée, afin que soit supprimée une choquante disparité de traitement qui irrite légitimement ceux qui volontairement sont allés servir outre-mer. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Aux termes de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, tel qu'il résulte de l'intervention de l'article 3 de l'ordonnance n° 59-261 du 4 février 1959 « l'Etat doit gratuitement aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre de ce code, les prestations médicales, paramédicales, chirurgicales et pharmaceutiques nécessitées par les infirmités qui donnent lieu à pension, en ce qui concerne exclusivement les accidents et complications résultant de la blessure ou de la maladie qui ouvre droit à pension ». Pour permettre de répondre en toute connaissance de cause sur les cas d'espèce auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, il lui est demandé de bien vouloir, s'il le juge utile, apporter toutes précisions concernant la situation des intéressés.

Mensualisation des salaires.

16098. — M. Pierre Villon attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le mécontentement du personnel ouvrier du C. E. A. T./E. N. 1. C. A. (Toulouse) à la suite des propositions prises unilatéralement par son ministère en ce qui concerne la mensualisation et l'uniformisation des statuts de ce personnel. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas revenir sur ces décisions et reprendre le dialogue avec l'ensemble des représentants des organisations syndicales, afin d'arriver à un accord donnant satisfaction à ces personnels. (Question du 23 janvier 1971.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite à la question écrite n° 15119 posée par M. Gaudin (Journal officiel, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale n° 3 du 16 janvier 1971, p. 141).

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Accidents du travail.

13599. — M. Marcellin Berthelot appelle l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur le fait que la chaleur est génératrice de maladies professionnelles. C'est particulièrement vrai pour les travailleurs dans les mines de potasse qui doivent travailler dans des chantiers où la température est très élevée, provoquant des crampes et des maladies dont les conséquences peuvent être graves sur le plan physique. Par ailleurs il est prouvé que les risques d'accidents augmentent dans la chaleur. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que l'ensemble des affections dues au travail dans la chaleur soient inscrites au tableau des maladies professionnelles et pour que les crampes de chaleur soient indemnisées à titre d'accidents du travail. Il lui demande, en outre, les mesures qu'il compte prendre pour réaliser les solutions proposées par la C. G. T. et les délégués mineurs, et notamment pour : a) que l'exploitant s'engage formellement à rechercher et mettre en œuvre des moyens techniques permettant d'améliorer sans cesse les conditions de travail dans les chantiers chauds; b) que la commission d'étude continue de se réunir périodiquement en vue de faire respecter cet engagement; c) que le temps de présence dans les chantiers chauds soit réduit en fonction de l'augmentation de la température résultante sur la base d'un critère net et précis; d) que les températures soient relevées à l'emplacement de l'ouvrier C à D à front de taille et non dans les entrées et sorties d'air; e) que ces mêmes températures soient portées à la connaissance des membres des commissions paritaires locales qui pourront jouer dans ce cas l'organe de contrôle; f) que les appareils de mesure nécessaires soient mis à la disposition des délégués mineurs (exemple: appareils de mesure Draeger, etc.); g) que des chambres acclimatées soient installées à proximité des chantiers chauds pour permettre au personnel de récupérer dans de bonnes conditions; h) que le personnel puisse remonter au jour au cas où la direction serait dans l'impossibilité de faire ces installations en prenant en considération les 28^e résultats; i) que les quatre jours de repos supplémentaires en prévision pour l'année 1971 soient ajoutés au calendrier des jours de repos 1970 afin d'accélérer le retour à la semaine de quarante heures sans perte de salaires; j) que le salaire effectif soit garanti à tout mineur déplacé à cause de son état défaillant dans la chaleur. (Question du 22 août 1970.)

Réponse. — La constatation, chez des travailleurs occupés dans les conditions mentionnées par l'honorable parlementaire, de phénomènes pathologiques désignés par l'expression « crampes de chaleur », a déjà retenu l'attention des départements ministériels intéressés. Cette question a donc été soumise à la commission d'hygiène industrielle, dont l'avis est requis avant toute modification ou extension des tableaux de maladies professionnelles annexés au décret n° 2959 du 31 décembre 1946 relatif à l'application du livre IV du code de la sécurité sociale. La sous-commission des maladies professionnelles instituée au sein de la commission d'hygiène industrielle a chargé l'un des groupes de travail qu'elle a constitués de procéder à une étude de cette question afin de lui permettre de se prononcer en connaissance de cause. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ne manquera pas, en fonction des conclusions qui se dégageront des travaux en cours, de proposer les mesures qui apparaîtront justifiées. Pour ce qui concerne la prévention des crampes de chaleur dans les mines de potasse d'Alsace, seule exploitation minière où elles aient été signalées, une commission d'étude du travail dans les chantiers chauds a été constituée au sein de l'entreprise avec la participation des représentants du personnel. Dès la conclusion des travaux de cette commission, la direction des M. D. P. A. a pris, le 4 mars 1969, une consigne pour l'application des dispositions de l'article 150

du décret n° 59-285 du 27 janvier 1959 sur l'exploitation des mines autres que de combustibles minéraux solides. Aux termes de cette consigne, la durée effective du travail dans les chantiers chauds est réduite à raison de 30 minutes par degré au-dessus d'une température résultante de 28° et de 45 minutes par degré au-dessus d'une température résultante de 32°. Les mesures de température sont effectuées mensuellement par le personnel d'encadrement, en présence du délégué mineur qui peut demander des mesures supplémentaires en cours de mois ; les repos dont bénéficient ainsi le personnel sont pris en un lieu spécialement désigné par l'ingénieur de la fosse. Il apparaît que le contrôle dévolu réglementairement à la fois aux délégués mineurs et au service des mines s'exerce efficacement en la matière. Si des difficultés surgissaient à cet égard ou si des adaptations du système de prévention s'avéraient nécessaires, l'étude des mesures indispensables serait évidemment reprise avec le concours de toutes les parties intéressées. Mais il ne semble pas qu'on puisse, en tout état de cause, confier un rôle de contrôle aux commissions paritaires locales de discipline et de conciliation dont ce n'est nullement la mission. Enfin, il est remarquable que la mise en vigueur de la consigne a entraîné une très importante diminution des cas de « crampes de chaleur », puisqu'au cours de la première année de son application, les cas relevés ont été cinq ou six fois moins nombreux qu'au cours des années précédentes. Il est signalé par ailleurs à l'honorable parlementaire que le plan de réduction progressive de la durée de travail au bénéfice de l'ensemble du personnel des mines de potasse d'Alsace aura son plein effet dès l'année 1971, puisqu'aux termes du contrat salarial du 10 avril 1970 conclu entre les M. D. P. A. et des organisations syndicales représentatives, quatre nouveaux jours de repos seront accordés cette année. Ainsi, ce personnel bénéficiera, en dehors des accords annuels payés, de quarante-huit journées de repos indemnisées.

Recherche spatiale.

15134. — M. Rocard demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique quelle est la politique gouvernementale à l'égard du centre national d'études spatiales, il désire savoir en particulier : 1° si l'objectif du Gouvernement est de décourager les meilleurs spécialistes pour les inciter à quitter le C. N. E. S. Après les démissions intervenues en 1969 et qui ont touché, semble-t-il, 10 p. 100 des effectifs, le Gouvernement vient de refuser, malgré une longue grève, des augmentations de salaires pourtant modestes. Il ne peut ignorer que cette attitude va décourager de nombreux travailleurs et les pousser à entrer dans le secteur privé. Est-ce le but recherché par le Gouvernement ; 2° la grève des travailleurs de Brétigny (91) ayant eu pour objectif d'obtenir des augmentations de salaires sur lesquelles la direction du C. N. E. S. et les représentants du personnel s'étaient mis d'accord au printemps 1970, mais qui ont été refusées au mois d'août par les « autorités de tutelle ». Cette formule employée par le directeur général du C. N. E. S., semble désigner à la fois le ministère de l'économie et des finances et celui du développement industriel et scientifique, s'il faut considérer que c'est là un exemple de la façon dont seront appliquées ultérieurement les mesures de déconcentration annoncées au même moment par le Gouvernement ; 3° une partie des travailleurs de Brétigny devant être décentralisée à Toulouse en juillet 1971 c'est aussi par une mesure de décentralisation que des centres du C. E. A. ont été implantés à Marcoule, Pierrelatte, Cadarache : à ceux qui sont licenciés de ces centres, le Gouvernement répond qu'il est impossible de leur trouver un emploi sur place, puisque par définition, il n'y a pas d'autre industrie, quelles mesures ont été prises pour éviter que dans quelques mois, une réponse identique soit faite aux travailleurs qui devraient quitter le C. S. T. ; 4° si des négociations ont été effectivement engagées sur ce point, à quel stade elles sont parvenues, quels motifs peuvent justifier ces projets et quelles autres utilisations sont-elles prévues pour la base de Guyane, la presse ayant annoncé que la base de lancement de Kourou pourrait être louée à la N. A. S. A. ; 5° selon quelles procédures on a choisi le constructeur du satellite D 2 A et quels sont les critères qui ont conduit à en confier la réalisation à la firme choisie. (Question du 24 novembre 1970.)

Réponse. — 1° Les mouvements de personnels constatés au C. N. E. S. ne sont pas déséquilibrés. C'est ainsi qu'en 1969, les 121 départs, toutes causes confondues, mentionnés par l'honorable parlementaire, sont presque compensés par 105 recrutements. Les revendications salariales qui sont à l'origine de la grève suivie, en octobre 1970 par le personnel d'une des divisions du C. N. E. S., comportaient une augmentation générale de salaire de 6 p. 100 et des mesures caractéristiques dont le coût, en année pleine, s'élevait à 4 p. 100 de la masse salariale, ces mesures s'ajoutant aux majorations déjà intervenues au titre de 1970. La circonstance que ces revendications n'aient été que partiellement accueillies par la direction du C. N. E. S. ne fait que traduire les nécessaires limites d'une politique salariale raisonnable qui ne démentent en aucune manière l'intérêt

et la priorité que le Gouvernement attache à l'effort spatial français ; 2° aucun accord n'a été conclu en avril 1970 entre la direction du C. N. E. S. et les représentants du personnel du centre de Brétigny sur les augmentations salariales objet des revendications mentionnées ci-dessus. A cette époque, la direction a élaboré des propositions concernant les mesures salariales 1970, propositions qui ont été ensuite examinées conformément aux prescriptions du décret du 9 août 1963. Pour 1971, il est envisagé d'élaborer, dans le cadre de la réglementation existante, et dans l'esprit même de la procédure contractuelle appliquée progressivement au secteur public, des modalités qui permettent de déterminer les mesures salariales de l'année par accord négocié entre la direction et les représentants du personnel ; 3° il paraît difficile d'affirmer dans le cas de Toulouse que, « par définition il n'y a pas d'autre industrie » que celle qu'amènera la décentralisation d'une partie des travailleurs de Brétigny. L'implantation en région toulousaine d'une part très importante de l'industrie aéronautique française date, en effet, de la III^e République. Cette vocation aéronautique de la région toulousaine a été confirmée récemment par la décentralisation d'une partie des établissements de Sud-Aviation (250 emplois nouveaux créés en 1967) et de Bréguet (250 emplois nouveaux créés en 1970). A cette vocation aéronautique est venue s'ajouter récemment une vocation électronique du fait notamment de l'implantation à Toulouse avec le soutien des pouvoirs publics : de Motorola (1.000 emplois créés en 1966 et 1.000 emplois créés en 1970) ; de la C. I. I. (1.250 emplois créés en 1968-1969) ; de Cannon Electric (200 emplois créés en 1967). Parallèlement, le Gouvernement a, par délibération en date du 31 juillet 1963 du comité interministériel à l'aménagement du territoire, décidé la création d'un complexe aérospatial de recherche et d'enseignement à Toulouse-Lespinet. Il en est résulté le transfert à Toulouse non seulement d'une partie des établissements du C. N. E. S. mais encore de l'école nationale supérieure d'aéronautique et de l'école nationale d'aviation civile. Dans toutes les spécialités qui correspondent à leurs aptitudes, les ingénieurs et techniciens du C. N. E. S. devraient donc nécessairement trouver des emplois sur place au cas où ils devraient quitter le C. N. E. S. Mais il faut rappeler que l'article 6 du protocole en date du 27 novembre 1970 conclu entre la direction du C. N. E. S. et trois organisations syndicales représentatives précise que les transferts « n'entraîneront, à l'échelle de l'ensemble du C. N. E. S., ni suppression de postes, ni diminution du potentiel technique de l'établissement ». En outre on peut rappeler que, en ce qui concerne les personnels du C. N. E. S., des mesures ont été prises pour faciliter éventuellement le retour en région parisienne des agents qui le souhaiteraient. Il est notamment prévu que ces personnels peuvent, pendant la période de un an suivant leur arrivée à Toulouse, solliciter leur retour dans la région parisienne et celui de leur famille en bénéficiant du remboursement des frais de voyage et des frais de transport du mobilier. De façon générale d'ailleurs, l'article 56 du règlement du personnel du C. N. E. S. dispose que « en cas de licenciement intervenant dans les cinq ans suivant la mutation et ne résultant pas d'une faute grave ou d'une faute lourde, le collaborateur déplacé a droit au remboursement de ses frais de déménagement ». On observera enfin, que le parallélisme tracé par le texte de la question posée, entre l'implantation du C. S. T. à Toulouse et l'existence des centres du C. E. A. à Pierrelatte, Marcoule et Cadarache, ne se justifie pas. Ces trois établissements du C. E. A. résultent en effet de créations nouvelles, et non de mesures de décentralisation d'installations existantes. De plus, aucun licenciement n'a été prononcé dans ces trois centres. La diminution des effectifs de Pierrelatte et de Marcoule résulte uniquement de départs volontaires ; 4° le plan de charge du centre spatial guyanais dans la prochaine décennie retient tout l'intérêt du C. N. E. S. Dans le cadre du programme national proprement dit, le C. N. E. S. tirera au cours du VI^e Plan entre 10 et 20 fusées-sondes par an ainsi que 2 satellites à mettre en orbite par Diamant B. Sur le plan européen, le C. E. C. L. E. S.-E. L. D. O. abandonne le champ de tir de Woomera pour s'installer en Guyane. Les installations de tir sont prêtes et l'organisation effectuera un ou deux tirs par an. Le C. E. R. S.-E. S. R. O. envisage pour sa part de venir à Kourou pour mettre en orbite des satellites scientifiques. Sur le plan international plus général, il a été convenu que la N. A. S. A. viendrait effectuer deux campagnes de lancement de fusées-sondes au cours de l'année 1971. Il est possible que d'autres pays prennent la même attitude. Compte tenu de l'excellent emplacement du champ de tir et de la qualité de ses installations, le plan de charge ne devrait pas susciter d'inquiétudes. Le champ de tir n'est pas « loué » à la N. A. S. A. et il ne s'agit pas de location mais de prestation de service ; 5° le satellite D 2 j a été réalisé comme les satellites D 1 A, C, D sous maîtrise d'œuvre C. N. E. S. Ce satellite a donc fait l'objet, non pas d'un contrat industriel, mais de 20 contrats concernant le développement et la réalisation des différents sous-ensembles nécessaires à la réalisation du satellite. Certains de ces contrats ont été négociés de gré à gré car ils faisaient suite à des expériences similaires sur les satellites D 1, mais la plupart d'entre eux, notamment en ce qui concerne les sous-ensembles télémétrie, télécommande, structure et stabilisation,

ont fait suite à des consultations auprès de plusieurs industriels. Les critères de choix ont été principalement : techniques ; technologiques (fiabilité) ; prix. Les principaux contrats ont été passés aux industriels suivants : Compagnie des compteurs (C. D. C.), Crouzet-Ducellier-Bendix, Air équipement (D. B. A.), Electronique Marcel Dassault (E. M. D.), Impression enregistrement de résultats (I. E. R.), Intertechnique, Laboratoire central de télécommunications (L. C. T.), Société des accumulateurs fixes et de traction (S. A. F. T.), Société anonyme de télécommunications (S. A. T.), Société nationale industrielle aérospatiale (S. N. I. A. S.), Thomson compagnie générale de télégraphie sans fil (T. H. C. S. F.).

Recherche scientifique.

15424. — M. Moron attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la désaffection, le désintérêt dont souffre la recherche fondamentale en France auprès du grand public. Ce désintérêt met les jours mêmes de la recherche fondamentale en danger. Seule une diffusion par voie d'information télévisée permettrait de sensibiliser l'opinion à des travaux dont une grande nation moderne ne saurait se passer. Il lui demande s'il ne serait pas possible de multiplier dans ce but des émissions conçues d'une manière simple et moderne. (Question du 4 décembre 1970).

Réponse. — La communication des informations scientifiques n'est pas en France le fait de la seule presse spécialisée. La diffusion de la culture scientifique auprès du public est faite par certains journaux, quotidiens ou hebdomadaires, qui rendent compte régulièrement des efforts accomplis et des résultats obtenus dans le domaine des sciences et des techniques. La télévision de son côté consacre à ces questions quatre émissions mensuelles, deux sur la première chaîne (« Euréka » et une émission médicale) et deux sur la seconde (« portrait de l'Univers », « le Futur »). Il reste que ces efforts sont encore insuffisants, et n'assurent qu'imparfaitement l'information et la formation du grand public. Cette situation n'a pas échappé aux divers responsables, qu'il s'agisse des organismes publics ou privés compétents, des chercheurs ou des journalistes eux-mêmes. Les moyens d'y remédier ont été étudiés, notamment à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu à Nice en décembre 1969, sous l'égide de l'association des journalistes scientifiques de la presse d'information. L'organisation des relations entre la recherche et la presse est apparue comme la condition première de l'information du public sur les activités scientifiques : seule la mise en place de structures permanentes du type « service de presse » permettra de modifier progressivement les relations avec les milieux de l'information écrite, parlée ou télévisée. C'est ainsi que le C. N. R. S., principal organisme français de recherche fondamentale, vient de se doter d'une division des relations extérieures comportant notamment un bureau de relations publiques qui s'attache à créer et à entretenir avec l'O. R. T. F. tous les contacts utiles. Les émissions récemment consacrées à M. Louis Neel, prix Nobel de physique 1970, démontrent au demeurant que la télévision peut intéresser l'opinion aux savants et à leurs travaux.

Electricité de France.

15543. — M. Gilbert Faure indique à M. le ministre du développement industriel et scientifique que la consommation d'énergie électrique double tous les dix ans, et les besoins futurs de consommation ne pourront être couverts que par l'installation de nouvelles centrales thermiques nucléaires. Il lui fait observer que les produits énergétiques nécessaires à l'alimentation de ces centrales devraient être de plus en plus importés, et qu'il convient d'exploiter au mieux toutes les ressources du gisement hydro-électrique national. Or, l'équipement actuel des sites hydro-électriques de l'E. D. F. ne permet que de couvrir 40 p. 100 des besoins, ce qui explique que les lois du 8 avril 1946 et du 2 août 1949, complétées par le décret du 20 mai 1965, ont incité les personnes privées à développer les équipements d'une puissance inférieure à 8 kVA. Mais ces aménagements privés sont loin d'être réalisés au mieux de leurs possibilités, bien que de nombreux départements, et notamment l'Ariège, possèdent encore beaucoup de ressources naturelles inexploitées, mais qui ne pourront l'être par des personnes privées que si l'exploitation leur assure une rémunération suffisante. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il compte prendre pour actualiser, notamment sur le plan financier, les réalisations contractuelles entre l'E. D. F. et les productions autonomes, afin de faciliter l'exploitation de ces richesses, ce qui permettrait en particulier l'exploitation des ressources des collectivités locales (Question du 10 décembre 1970).

Réponse. — La loi du 8 avril 1946, modifiée par la loi du 2 août 1949, a laissé subsister un secteur libre de production d'électricité permettant ainsi à l'industrie privée de réaliser des aménagements de faible puissance. Cette production autonome d'énergie électrique ne saurait concourir que pour une part très faible aux besoins de la

consommation, sans pouvoir même limiter les importations de combustibles destinés aux centrales thermiques et nucléaires. Sa contribution plus modeste consiste en la mise en valeur du potentiel hydro-électrique national en permettant à des particuliers et à des sociétés d'orienter leurs efforts vers de petits aménagements auxquels Electricité de France ne peut guère se consacrer. Au surplus, le législateur qui, soucieux de l'intérêt général, a laissé un champ d'activité aux producteurs autonomes n'a nullement souhaité que l'énergie produite par le secteur non nationalisé se révèle plus onéreuse que celle fournie par Electricité de France et contribue par là même à une augmentation du prix de vente aux consommateurs. C'est pourquoi, l'arrêté du 7 mai 1968, pris en application du décret du 20 mai 1965 réglant les rapports entre Electricité de France et les producteurs autonomes d'énergie électrique, a limité la garantie de placement d'énergie faite aux producteurs autonomes aux installations qui, compte tenu des modalités de livraison de cette énergie au service national, se présentent dans des conditions économiques satisfaisantes, eu égard aux autres moyens dont il dispose pour faire face à la demande d'énergie de ses clients au lieu de livraison. Il est possible, par exemple, que, localement, l'énergie injectée sur le réseau par un producteur autonome et qui trouve son emploi dans la région puisse être d'un prix de revient sensiblement égal, voire inférieur, à celui de l'énergie dont pourrait disposer Electricité de France en recourant à d'autres moyens de production plus lointains. Ainsi la réglementation en vigueur en la matière est suffisante pour permettre aux producteurs autonomes d'énergie électrique d'équiper des ouvrages d'une puissance inférieure à 8.000 kVA, dès lors qu'ils se présentent dans des conditions économiques satisfaisantes et qu'ils ne portent pas gravement préjudice à l'environnement.

Recherche scientifique.

15774. — M. Cermolacce demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique s'il ne lui paraît pas aberrant, à une époque où une véritable décentralisation politique et économique s'avère absolument nécessaire, que la direction du centre national de la recherche scientifique envisage la dissolution, à compter du mois de janvier 1971, du centre de calcul de Marseille-Luminy. Il lui fait observer que ce centre, installé dans le complexe universitaire Sud de Marseille, est utilisé par plus de 70 laboratoires de l'académie Aix-Marseille. Il souligne que 14 collaborateurs, techniciens du C. N. R. S. sont employés sur les travaux de 330 chercheurs programmeurs répartis entre Aix-en-Provence, Avignon et Marseille. Son existence ne peut être mise en balance avec le projet de création d'un centre inter-universitaire. Par son implantation, son importance est considérable sur le plan de recherches économiques, sociales et scientifiques pour la région Provence-Côte d'Azur. Le report de son activité sur le centre de calcul C. N. R. S. du chemin Joseph-Aiguier, à Marseille — qui n'est d'ailleurs qu'un terminal de l'ordinateur d'Orsay à Paris — ne peut compenser le préjudice que causerait sa suppression. Le centre de calcul Marseille-Luminy est utilisé par des instituts aussi spécialisés que ceux de la mécanique de la turbulence et la station marine d'Endoume. Il lui demande en conséquence : 1° s'il est exact que la location de l'ordinateur I. B. M. 360/44 du centre de calcul Marseille-Luminy par le C. N. R. S. ne sera pas renouvelée pour 1971 ; 2° où en est l'étude de création de centres de calculs inter-universitaires (C. C. I. U.) dans le cadre du VI^e Plan ; 3° s'il peut lui préciser si l'équipement des C. C. I. U. en machines calculs a été arrêté dans le temps et en moyens financiers et l'état des études de leur statut ; 4° la création des C. C. I. U. ne devant pas motiver la suppression du centre de calcul de Marseille-Luminy, s'il entend, dans l'immédiat, que soit renouvelé le contrat de location de l'ordinateur utilisé par le centre, afin que soient poursuivis les travaux entrepris pour les laboratoires et instituts de recherches de l'académie Aix-Marseille. (Question du 26 décembre 1970.)

Réponse. — Les chercheurs universitaires de la région de Marseille disposent actuellement pour l'exécution de leurs travaux de calcul, de deux installations mises à leur disposition par le C. N. R. S. L'une au centre de calcul de Luminy qui est équipée d'un ordinateur I. B. M. 360/44. L'autre au groupe de laboratoires du C. N. R. S., rue Joseph-Aiguier, à Marseille, dans le centre de physique théorique, qui exploite un terminal lui-même branché sur un ordinateur Univac 1108 installé à Orsay. Conscient des besoins croissants en calculs de la communauté scientifique de la région de Marseille et soucieux d'obtenir une exploitation optimale des moyens qu'elle prend en charge, la direction du C. N. R. S. est maintenant amenée à un réexamen de sa politique d'investissement et de gestion des ordinateurs. Cette politique doit, au premier chef, tenir compte des besoins réels des utilisateurs : c'est pourquoi, quelle que soit la solution adoptée, elle devra conduire au maintien et, de préférence, à l'augmentation des facilités actuellement offertes. D'autre part, à Marseille comme dans tous les grands ensembles universitaires, l'enseignement supérieur et le C. N. R. S. doivent harmoniser leurs

actions et les principes généraux du partage de compétences en matière de moyens de calcul, conduisant à confier au C. N. R. S. les installations non banalisées ou localisées dans les groupes du C. N. R. S., et à l'enseignement supérieur les installations banalisées (exception faite pour le centre interrégional de calcul électronique d'Orsay qui, par sa taille et sa vocation, présente un caractère très particulier) destinées à couvrir les besoins de recherche et d'enseignement d'une université ou d'un groupe d'universités d'une académie. Il est clair que, selon ces principes, le centre de calcul de Marseille-Luminy devrait relever de la compétence des enseignements supérieurs. Une des solutions envisagées est donc le transfert du centre du C. N. R. S. à l'enseignement supérieur, dans des conditions telles qu'il n'y ait aucune interruption de service par les utilisateurs. Une autre solution consiste, pour le C. N. R. S., à installer un ordinateur dans son groupe de laboratoires et à continuer à bénéficier dans de très bonnes conditions de rendement, de la connection avec Orsay. L'ensemble des scientifiques de la région de Marseille disposerait ainsi d'un important potentiel. Les besoins de recherche étant satisfaits de cette manière, les besoins propres à l'enseignement seraient alors couverts par l'installation dans les locaux de l'université d'un terminal branché sur l'ordinateur installé rue Joseph-Aiglier. Une combinaison des deux solutions peut également être envisagée et elle est à l'étude. Le directeur du C. N. R. S. a récemment débattu de cette question et a demandé à la direction de définir et de mettre en œuvre la solution qui conduise dans les conditions économiques et scientifiques les meilleurs à la satisfaction des besoins en calculs de l'importante communauté scientifique de la région marseillaise.

Energie nucléaire.

15828. — M. Rocard demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique : 1° si une décision est intervenue, comme cela avait été annoncé, quant à l'opportunité de construire en France une centrale nucléaire modérée à l'eau lourde de 600 MWe (EL 600) ; 2° dans l'affirmative, quelle est cette décision ? 3° par quelle autorité a-t-elle été prise ? 4° quels en ont été les motifs ? (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — Aucune décision n'est intervenue pour la réalisation en France d'une centrale à eau lourde. Il est rappelé que le rapport sur les principales options du VI^e Plan, approuvé par la loi n° 70-588 du 9 juillet 1970, indiquait : « Il ne sera possible de se prononcer sur l'intérêt de recourir à la filière à eau lourde qu'ultérieurement, en fonction du résultat des études en cours et lorsque aura pu être appréciée l'opportunité de s'affranchir des problèmes d'uranium enrichi ». La commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire a présenté récemment le rapport qui lui avait été demandé sur le choix du programme de centrales nucléo-électriques pour le VI^e Plan. Ce document examine en particulier les problèmes relatifs à la filière à eau lourde. Bien qu'une décision définitive n'ait pas encore été prise par le Gouvernement, il peut être indiqué que la commission n'estime pas opportun, dans l'état actuel du dossier, de donner une suite favorable au projet de centrale qui a été étudié au cours de l'année 1970.

Textiles.

15863. — M. Barberot expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que la politique de libre-échange, dans laquelle s'engage la Communauté économique européenne, en matière de commerce international des textiles et de l'habillement, au moment où l'on assiste à la négociation d'accords limitatifs des échanges de la part des autres pays industrialisés, risque d'avoir les effets les plus néfastes sur la situation de l'industrie de l'habillement de l'ensemble des pays de la Communauté, et en particulier de la France, et sur le niveau de l'emploi dans ces pays. Les concessions faites par l'Europe des six — en acceptant d'étendre les préférences tarifaires accordées aux pays en voie de développement à l'ensemble des secteurs du textile et de l'habillement, alors que les U. S. A., le Royaume-Uni, le Japon, notamment, ont, à des titres divers, exclu tout ou partie des produits textiles desdites préférences — auront pour effet d'orienter vers elle et vers elle seule, les importations de produits provenant de pays fortement industrialisés, tels que : Hong-Kong, Formose, Macao, d'une part, les pays à commerce d'Etat et la Yougoslavie, d'autre part, ces produits étant vendus dans des conditions anormales de formation de prix soit en raison du faible niveau des salaires, soit par suite du caractère artificiel des prix à l'exportation. Les professionnels de l'habillement estiment que, pour les six pays de la C. E. E., une libération totale des échanges avec l'Extrême-Orient entraînerait, au niveau de l'industrie de l'habillement, une réduction du quart de l'effectif global des travailleurs employés dans cette industrie — soit 200.000 à 250.000 personnes pour la première année — cette réduction

pouvant être pour la France de l'ordre de 60.000 à 70.000 personnes. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que le Gouvernement français intervienne auprès de la commission exécutive de la C. E. E. afin de souligner les dangers d'une telle politique et d'obtenir que le bénéfice des préférences tarifaires soit réservé aux pays où régions véritablement en voie de développement, et ne soit plus accordé aux régions déjà suréquipées et surindustrialisées en matière de textiles et d'habillement. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Les orientations suivies par la Communauté économique européenne en matière de préférences tarifaires en faveur des pays en voie de développement font l'objet d'une attention toute particulière de la part du ministre du développement industriel et scientifique. Dans les négociations qui se poursuivent à Bruxelles, la délégation française s'efforce d'obtenir, dans toute la mesure du possible, que les mesures envisagées soient infléchies dans un sens favorable aux industries textiles de la Communauté et ne soient accordées qu'au pays réellement en voie de développement. Ces mesures devraient être progressives et s'inscrire dans un cadre ordonné tel que l'accord international sur les textiles de coton. A cet effet, le ministre s'efforce notamment d'obtenir que l'octroi et la durée des concessions concernant les principaux produits de substitution au coton soient subordonnés, comme pour les produits cotonniers eux-mêmes, au maintien en vigueur de l'accord de Genève sur les textiles de coton. Par ailleurs, le ministre s'attache à faire admettre que les offres de la C. E. E. dans les secteurs « laine » et « textiles artificiels et synthétiques » soient accompagnées de la conclusion d'un arrangement international assurant le développement ordonné et harmonieux du commerce mondial. Le comité interministériel de politique industrielle a d'ailleurs récemment examiné la situation d'ensemble des industries textiles dans le contexte national et international. Il a confirmé les orientations ci-dessus en matière de commerce extérieur et défini un programme d'action en faveur de ces industries dans les domaines des investissements, de la formation professionnelle et de la recherche.

Automobile.

15892. — M. Bonnel fait part à M. le ministre du développement industriel et scientifique des difficultés que rencontrent les automobilistes pour se procurer des pneus. Il lui demande s'il n'estime pas que la pénurie constatée en la matière est de nature à mettre de nombreux automobilistes dans l'embarras et à les faire tomber sous le coup des mesures décidées par le Gouvernement pour la lutte contre la trop fréquente utilisation des pneus lisses qui sont à l'origine de nombreux accidents de la circulation. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Il est exact que certaines difficultés d'approvisionnement se sont manifestées sur le marché des pneumatiques dans le courant de l'année 1970. Ces difficultés, qui n'ont jamais eu le caractère de pénurie, ont été essentiellement limitées à quelques dimensions, généralement peu courantes, de pneumatiques français à carcasse radiale. Grace aux très importants investissements des manufacturiers de pneumatiques en cours depuis deux ans, tant pour l'extension d'unités anciennes que pour la création d'usines nouvelles, cette situation paraît désormais maîtrisée et l'approvisionnement du marché devrait, dès maintenant, se normaliser.

ECONOMIE ET FINANCES

Emprunts.

1826. — M. Frys attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les exonérations particulières spécialement attractives et les avantages exceptionnellement exorbitants d'exemption fiscale générale dont sont assortis les emprunts 3,5 p. 100 1952 et 1958. Il demande quelles mesures il compte prendre pour arrêter certains trafics, lors d'inconvenantes prévisions de décès, ayant pour effet d'échapper aux droits de succession et pour en assurer la moralisation en réservant les avantages exceptionnels qui furent accordés en fonction d'un contexte psychologique exceptionnel au seuls détenteurs de ces titres achetés au moins deux ans avant le décès. (Question du 22 octobre 1970.)

Réponse. — Les faits signalés par l'honorable parlementaire sont connus du département et l'administration ne manque pas d'engager des procédures de redressement chaque fois qu'elle s'estime en mesure d'apporter la preuve d'un abus de droit.

I. R. P. P.

8219. — M. Macquet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le paragraphe 1 de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 institue une exonération sous condition de emploi

en faveur des plus-values réalisées par les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices industriels et commerciaux à l'occasion de la cession d'immeubles qu'elles ont construits ou fait construire en vue de leur vente. Ces plus-values peuvent être exonérées à condition d'être réinvesties dans la construction. Le rempli doit obligatoirement revêtir l'une des formes prévues par le texte précité. Il lui demande si les dispositions qui viennent d'être rappelées ne pourraient être étendues de telle sorte que les plus-values réalisées sur la vente des terrains à bâtir par des particuliers ou des professionnels puissent être utilisées dans la construction de pavillons individuels localisés pendant un nombre d'années à déterminer. Si la possibilité d'investir le montant de ces plus-values dans la construction locative était admise, une telle solution permettrait d'augmenter l'activité des entreprises de construction, faciliterait l'édification de logements sociaux et procurerait à l'Etat et aux collectivités locales des ressources fiscales au titre de l'I. R. P. P. et de la contribution mobilière. (Question du 28 octobre 1969.)

Réponse. — L'exonération sous condition de rempli prévue à l'article 28-I de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, reproduit sous l'article 238 octies du code général des impôts, qui ne constitue d'ailleurs qu'un report d'imposition, présente un caractère exceptionnel. Elle est expressément réservée aux profits de constructions réalisées par les entreprises industrielles ou commerciales qui relèvent du bénéfice réel. L'extension de ce régime d'exception aux plus-values réalisées lors de la cession de terrains à bâtir par des marchands de biens ou des particuliers ne peut être envisagée. D'une part, en effet, l'octroi d'une exonération sous condition de rempli à tous les propriétaires qui vendent des terrains à bâtir n'avantagerait que les personnes qui ont la possibilité de réinvestir dans la construction le produit de la cession de leur terrain au détriment de celles qui réaliseraient leur patrimoine pour d'autres motifs, et notamment pour des motifs familiaux tels, par exemple, que la couverture de dépenses de maladie ou l'établissement d'un enfant. D'autre part, le système de rempli ne peut être véritablement pratiqué que s'il est possible de contrôler efficacement les modalités et le montant du réinvestissement. Cela suppose la tenue obligatoire de documents comptables que l'on ne saurait exiger de simples particuliers. Cela dit, il n'a pas échappé au Gouvernement que l'application rigoureuse du texte légal pourrait, dans certains cas, soulever des difficultés. Aussi a-t-il été admis, dans le cadre de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, un certain nombre de dérogations qui se traduisent en général par un sursis d'imposition accordé aux cédants, sursis qui ne constitue évidemment pas une déduction fiscale. Ces dérogations interviennent dans les trois situations suivantes : d'abord, dans le cas de cession de terrains à des collectivités publiques ; ensuite, lorsqu'il y a des apports de terrains à bâtir à des sociétés de construction, sociétés de construction-vente, sociétés transparentes ; enfin, lorsqu'il y a cession de terrains à bâtir rémunérée par la remise d'immeubles. Dans le premier cas, la plus-value réalisée peut être rattachée au revenu de l'année au cours de laquelle l'indemnité d'expropriation est versée. Dans les deux autres cas, le propriétaire qui, au moment de la cession ou de l'apport, peut ne pas disposer des sommes suffisantes pour acquitter l'impôt, est autorisé à différer le paiement pendant une période de cinq années. En outre, si, par suite de son apport, il devient l'associé de la société chargée de construire les immeubles, les profits de construction qu'il réalisera sous le couvert de la société pourront bénéficier d'un régime fiscal privilégié caractérisé par la perception d'un prélèvement de 25 p. 100 libératoire de tout autre impôt. L'ensemble de ce dispositif paraît cohérent et de nature à favoriser, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, la construction de logements.

Garages.

10977. — M. Herman expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un acquéreur d'immeuble à usage de garages ayant bénéficié pour l'enregistrement de son acte d'acquisition du régime de faveur de l'article 1372 du code général des impôts se voit réclamer par les services de l'enregistrement une partie des droits dont il a eu l'exonération et le droit supplémentaire prévu par l'article 1840 G quater du même code, pour « avoir loué certains de ces garages à des commerçants qui les utilisent pour y abriter un véhicule à usage commercial ». C'est là, semble-t-il, donner au texte de loi une portée qu'il ne paraît pas avoir. L'article 1372 A du code des impôts est, en effet, ainsi conçu : « Les dispositions de l'article 1372 sont applicables aux acquisitions de terrains ou de locaux à usage de garages à condition que l'acquéreur prenne l'engagement de ne pas affecter les terrains ou locaux, faisant l'objet de la mutation, à une exploitation à caractère commercial ou professionnel, pendant une durée minimale de trois ans... ». Il apparaît à la lecture de ce texte que l'affectation prosaïque doit être le fait du signataire de l'engagement lui-même puisque lui seul s'est engagé et que c'est par rapport à lui et non à un tiers,

qu'il faille se placer pour déterminer s'il y a exploitation à caractère commercial. Or, en matière de contributions directes, la location à des personnes privées en vue d'y garer leurs voitures particulières ou professionnelles, d'emplacements nus ou fermés, aménagés dans un bâtiment quelconque, ne peut être considérée comme une exploitation commerciale passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, que si elle comporte une prestation de services de la part du bailleur. Ce n'est pas le cas en l'espèce, les locations étant consenties sans matériel, ni mobilier ni prestation d'aucune sorte. Dans cet ordre d'idées, le simple gardiennage des locaux ainsi que la souscription par le bailleur d'une assurance collective contre l'incendie des véhicules ne sont même pas considérés par le service d'imposition comme des prestations susceptibles de conférer un caractère commercial à une telle location (R. M. F. 27 avril 1962, Ind. C. D. 2344). Ce n'est donc pas se livrer à une exploitation commerciale de la part de l'acquéreur d'un immeuble à usage de garages, que de louer certains de ces emplacements à des commerçants pour leur permettre d'y remiser la voiture qu'ils utilisent pour l'exercice de leur profession et en prendre prétexte pour considérer qu'il y a rupture de l'engagement pris semble contraire à l'esprit et à la lettre de l'article 2 de la loi du 22 décembre 1966 qui a été codifié sous l'article 1372 A du code général des impôts. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui faire connaître si cette interprétation est exacte. (Question du 28 mars 1970.)

Réponse. — Il résulte des dispositions de l'article 1840 G quater A du code général des impôts que la réduction du droit de mutation à titre onéreux d'immeuble édictée par l'article 1372 A du même code en faveur des acquisitions de terrains ou locaux à usage de garages ne bénéficie définitivement à l'acquéreur que si l'immeuble acquis ne se trouve à aucun moment du délai de trois ans à compter de l'acquisition affecté à une exploitation à caractère commercial ou professionnel. S'agissant de textes régissant l'exigibilité d'un impôt réel, il n'y a pas lieu de distinguer pour leur application selon qu'une telle affectation est le fait du bailleur ou du preneur. Par suite, lorsque, comme dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, des biens ainsi acquis sont donnés en location, il appartient à l'acquéreur de veiller à ce qu'ils ne reçoivent pas des preneurs une affectation à caractère commercial ou professionnel. Toutefois, à titre de règle pratique, il est admis qu'un garage affecté à l'abri d'un véhicule rangé dans la catégorie des voitures particulières au regard de la réglementation des immatriculations de véhicules automobiles est présumé, en principe, ne pas être utilisé à des fins professionnelles ou commerciales.

I. R. P. P.

11376. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il est dans ses intentions de proposer prochainement une réforme de l'I. R. P. P. Dans ce cas, il souhaiterait savoir quelles mesures il compte prendre pour que la répartition de l'impôt se fasse plus équitablement et pour que les forfaits des B. I. C. soient établis d'une manière moins arbitraire, mettant fin ainsi aux critiques justifiées que les professions concernées sont en droit de faire en raison des pratiques actuelles. (Question du 10 avril 1970.)

Réponse. — Le Gouvernement se préoccupe de rapprocher progressivement les conditions d'imposition des différentes catégories de revenus. Ce rapprochement s'est déjà concrétisé dans la loi de finances pour 1970 par la suppression totale de la taxe complémentaire à compter du 1^{er} janvier 1971. Complétant cet effort, la loi de finances pour 1971 prévoit que la réduction d'impôt de 5 p. 100 spéciale aux salariés sera étendue à l'ensemble des contribuables, par voie d'intégration dans le barème de l'impôt. Cette intégration sera réalisée en deux étapes. Les taux du barème sont réduits de deux points en 1971 ; une réduction complémentaire de trois points interviendra en 1972. Par ailleurs, en ce qui concerne les modalités d'imposition des commerçants et industriels un régime simplifié d'imposition a été institué par l'article 12 de la loi de finances pour 1970 dont l'organisation a été précisée par le décret du 5 octobre 1970. Ce régime simplifié permet aux petites et moyennes entreprises imposées d'après leur bénéfice et leur chiffre d'affaires réels de bénéficier de simplifications importantes pour l'établissement de leurs déclarations fiscales. Il permet, en outre, grâce à la définition de formalités très proches de celles du forfait, d'offrir aux redevables imposés selon ce régime la possibilité d'adopter un système d'imposition qui, du fait de son caractère réel, leur permet d'avoir une connaissance plus précise de leur gestion. Enfin, pour celles des entreprises qui entendent conserver le régime d'imposition forfaitaire, il est rappelé que les forfaits ne sont pas fixés unilatéralement par l'administration mais contradictoirement avec les contribuables. En effet, les évaluations faites par les services des impôts sont notifiées aux personnes concernées qui disposent d'un délai de trente jours pour faire parvenir leur acceptation ou leur refus en indiquant, dans cette dernière hypo-

thèse, le chiffre qu'elles seraient disposées à accepter. Si ce chiffre paraît à l'administration trop éloigné de ses propres estimations, une discussion s'engage, à son initiative, avec le contribuable en vue de rechercher les bases d'un accord. Toutefois, si aucun accord n'est possible, le différend est soumis à la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires — présidée par un magistrat du tribunal administratif et où siègent trois représentants de l'administration et quatre représentants qualifiés des contribuables — qui fixe le montant du forfait. Mais le contribuable dispose encore de la possibilité de contester ce montant en portant l'affaire, après la mise en recouvrement de son imposition, devant la juridiction contentieuse et en fournissant tous éléments, comptables et autres, de nature à permettre d'apprécier l'importance du bénéfice qu'il peut normalement réaliser. Ainsi, loin d'être arbitraire, la procédure de fixation des forfaits paraît, au contraire, comporter les garanties les plus sérieuses contre tout risque d'exagération des bases d'imposition.

Assurances sociales des travailleurs non-salariés non agricoles.

11495. — M. Radlus rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 40 de la loi n° 56-509 du 12 juillet 1966 les cotisations du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles sont admises dans les charges déductibles pour la détermination du revenu net global servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dans la mesure où elles ne sont pas prises en compte pour l'évaluation des revenus professionnels. Cette disposition correspond à celle, analogue, prévue en faveur des salariés affiliés au régime général de sécurité sociale. Il convient cependant d'observer, à cet égard, que les cotisations du régime général de sécurité sociale ouvrent droit à des prestations dont le montant représente, pour la plupart des affections, 70 à 80 p. 100 des frais médicaux ou pharmaceutiques engagés par le salarié, assuré social. Par contre, un non-salarié n'est couvert, en général, par le régime né de la loi du 12 juillet 1966 qu'à concurrence de 50 p. 100 des frais médicaux ou pharmaceutiques qu'il engage. Afin d'avoir une meilleure couverture sociale les salariés ou les non-salariés adhérent fréquemment à des mutuelles qui leur remboursent totalement ou partiellement une partie des frais médicaux et pharmaceutiques laissés à leur charge par le régime où ils sont affiliés. Les cotisations versées à ces mutuelles ne sont pas déductibles du revenu imposable à l'I. R. P. P. Pour que les non-salariés bénéficient à cet égard d'un régime fiscal aussi favorable que celui des salariés, il serait nécessaire qu'ils versent volontairement à une mutuelle. En effet, comme le régime obligatoire leur rembourse la moitié des frais engagés, si cette mutuelle rembourse l'autre moitié, la déductibilité de la moitié de la cotisation versée à la mutuelle qui leur permet d'avoir une couverture d'un même niveau que celui des salariés, leur assurerait un avantage fiscal d'un montant analogue à celui dont bénéficient les salariés. Une telle mesure serait d'autant plus normale que la loi du 6 janvier 1970 permet aux non-salariés qui étaient assujettis volontaires du régime général au 31 décembre 1968 d'opter entre leur retour à ce régime ou leur maintien à l'assurance obligatoire des non-salariés. Ceux qui opteront pour l'assurance volontaire du régime général bénéficieront d'une déductibilité fiscale beaucoup plus élevée que ceux qui seront maintenus au régime créé par la loi du 12 juillet 1966. Il lui demande s'il peut envisager des mesures prévoyant une déductibilité des cotisations obligatoires ou complémentaires du revenu imposable à l'I. R. P. P. qui soit d'un niveau identique, qu'il s'agisse du régime des salariés ou du régime des non-salariés. (Question du 15 avril 1970.)

Réponse. — Les cotisations versées à des mutuelles en vue de compléter les prestations servies au titre d'un régime obligatoire d'assurance maladie ou vieillesse présentent le caractère de dépenses personnelles pour les contribuables intéressés, sauf dans des cas où elles sont destinées à couvrir des risques de maladie ou d'accidents spécifiquement professionnels. Il en est ainsi aussi bien en ce qui concerne les salariés que les non-salariés. Certes, les cotisations de sécurité sociale sont admises en déduction du revenu passible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques mais cette disposition s'explique par les caractères propres à ce régime. Sa portée doit donc rester limitée et son existence ne saurait motiver une extension aux versements faits à des mutuelles. Il n'est pas possible, dans ces conditions, d'envisager la mesure souhaitée par l'honorable parlementaire.

Comptables.

12278. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'incohérence actuelle du calendrier des travaux des comptables agréés et des experts-comptables. En effet, le délai est fixé au 31 janvier pour tout ce qui concerne les opérations relatives aux salaires de l'année civile écoulée, la dénon-

ciation des forfaits et les options possibles. Il est fixé en février pour les déclarations d'ensemble des revenus des forfataires et l'arrêt des bilans des entreprises au bénéfice réel terminant leur exercice au 31 décembre. Ces délais, eu égard à l'évolution et à la complexité de la fiscalité, sont manifestement trop courts. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable que tout ce qui a pour base le 31 décembre fasse l'objet d'une déclaration au 31 mars, forfaits mis à part, que pour les entreprises au bénéfice réel, les sociétés et leurs dirigeants, il y ait possibilité de prorogation sur demande jusqu'au 30 avril. En outre, il semble possible de traiter le problème des forfaits d'avril à juin et d'allonger au-delà du 31 janvier la possibilité d'option. Le versement d'un troisième tiers provisionnel éviterait simultanément toute perturbation dans le recouvrement de l'impôt. Il lui demande ce qu'il estime pouvoir faire dans ce sens. (Question du 20 mai 1970.)

Réponse. — Le calendrier des déclarations fiscales doit, bien entendu, tenir compte des délais indispensables aux déclarants ainsi qu'aux experts comptables et comptables agréés pour s'acquitter de leurs obligations mais également de la nécessité, pour l'administration, d'assurer le contrôle des bases déclarées, de produire en temps opportun les renseignements indispensables à l'établissement des prévisions économiques et, enfin, d'assurer sans discontinuité la couverture des besoins du Trésor. Il s'agit d'un problème complexe dont l'étude a été entreprise en liaison avec les organisations professionnelles et qui ne saurait être réglée grâce à la simple création d'un acompte provisionnel supplémentaire en matière d'impôt sur le revenu. Un certain nombre de décisions ont cependant déjà été prises. C'est ainsi que la date limite de dépôt des déclarations incombant aux membres des professions industrielles et commerciales placés sous le régime du forfait a été reportée au 15 février inclus par l'article 11 de la loi n° 69-1161 du 24 décembre 1969. A titre d'expérience, un délai supplémentaire de deux mois vient d'être accordé aux contribuables dont les deux forfaits (bénéfices et chiffres d'affaires) ne viennent pas à renouvellement en 1971. De même, le délai dont bénéficient les membres des professions non commerciales placés sous le régime de l'évaluation administrative a été prolongé jusqu'au dernier jour du mois de février par l'article 8 de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970. D'autre part, il a été décidé, à titre permanent, que les personnes qui versent des produits de placements à revenu fixe seraient autorisées à déposer la déclaration de produits versés jusqu'au 15 février au lieu du 31 janvier. Ce délai a, en outre, été prorogé jusqu'à la date de souscription des déclarations de résultats en ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales bénéficiant, pour ces dernières, d'un délai expirant après le 15 février. Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et arrêtant leur exercice social le 31 décembre sont également autorisées, à titre expérimental, en 1971, à produire leurs déclarations de résultats jusqu'au 30 avril, au lieu du 31 mars, sous réserve qu'elles s'acquittent du solde de l'impôt dont elles sont redevables le 15 avril au plus tard. Il leur est certes nécessaire, pour satisfaire à cette obligation, d'avoir arrêté leur résultat avant le 15 avril, mais la mesure mentionnée leur permet de disposer de deux semaines de plus pour mettre les déclarations en forme. Des prorogations exceptionnelles de quelques jours ont enfin été accordées chaque fois que les circonstances les rendaient nécessaires. Conformément au désir exprimé par l'honorable parlementaire, cet effort de révision des délais de déclaration sera poursuivi dans l'avenir de manière à obtenir un étalement plus satisfaisant du dépôt des déclarations fiscales.

Vins.

12688. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le projet de loi portant simplifications fiscales, débattu à l'Assemblée nationale le 3 juin 1970, et appliqué spécialement, dans sa première partie, aux alcools et autres boissons, prévoit la possibilité d'utiliser comme titre de mouvement la « capsule-congé ». Ce qui est assurément un progrès, les recettes de régie, locales, étant fermées le samedi et le dimanche, jours pourtant consacrés au tourisme et aux loisirs, toutes circonstances pouvant favoriser les ventes de vin au détail. Mais, l'utilisation de ces « capsules-congés », est réservée aux viticulteurs assujettis à la T. V. A. Il lui demande s'il n'envisage pas de revenir sur cette restriction, soulignant que ce sont les petits viticulteurs qui, en fait, subissent les conséquences de cette discrimination, et seront ainsi défavorisés. (Question du 9 juin 1970.)

Réponse. — L'exposé général des motifs du projet de loi portant simplifications fiscales auquel se réfère l'honorable parlementaire indique que le Gouvernement se propose d'ouvrir à l'ensemble des viticulteurs la possibilité d'utiliser des capsules représentatives des droits sur les vins. Conformément à cet engagement un arrêté ministériel qui doit être publié prochainement, permettra : 1° aux récoltants assujettis à la T. V. A. et aux caves coopératives, qui satisfont en outre à certaines obligations de garantie et de contrôle,

de bénéficier de capsules fiscales personnalisées, dans les mêmes conditions que les négociants en gros; 2° aux récoltants individuels ne remplissant pas les conditions visées au 1° ci-dessus, d'employer en droits acquittés des capsules « banalisées », commandées et réparties par des syndicats viticoles agréés.

T. V. A.

12798. — M. Bisson fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que l'effort de mutation auquel le Gouvernement a maintes fois convié le petit et moyen commerce se trouve contrarié par les règles discriminatoires existant en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les investissements. Pour créer un nouveau point de vente, les chaînes de magasins disposent toujours d'un crédit suffisant pour se rendre propriétaires des murs, soit par acquisition directe, soit par l'intermédiaire d'un organisme de crédit-bail. Dans l'un comme dans l'autre cas, la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé l'investissement peut être déduite très rapidement de la taxe due sur les ventes du magasin: le prix de revient réel s'exprime en valeur hors taxe. Cet avantage considérable est refusé au commerce traditionnel dont l'implantation résulte presque toujours d'une prise à bail, à la fois en raison des contingences propres au milieu urbain ou semi-urbain qui est nécessairement le sien et à défaut de moyens financiers suffisants. Dans ce cas le bailleur, même s'il juge opportun d'opter pour l'assujettissement volontaire à la taxe sur la valeur ajoutée ne pourra récupérer la taxe ayant grevé son investissement qu'au prorata des loyers encaissés, donc sur une très longue période. Le loyer offert au commerçant est naturellement calculé sur la base du coût T. T. C. de la construction; toutes choses égales par ailleurs, il est 23 p. 100 plus cher que celui qu'auraient à supporter son collègue locataire d'un organisme de crédit-bail. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas que principe d'égalité devant l'impôt rejoigne l'opportunité politique pour rendre indispensable soit d'étendre à tous les bailleurs le droit jusqu'ici réservé aux sociétés de crédit-bail de transférer aux utilisateurs la taxe sur la valeur ajoutée dont elles ne peuvent assurer elles-mêmes l'imputation; soit, comme en Allemagne, de permettre le remboursement du crédit de taxe par le Trésor. (Question du 12 juin 1970.)

Réponse. — Les modalités particulières de déduction prévues en faveur des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée qui utilisent des biens constituant des immobilisations dont ils ne sont pas propriétaires ont été fixées par les articles 216 bis et suivants de l'annexe II au code général des impôts. Ces textes concernent notamment les immeubles faisant l'objet de locations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée et appartenant à des sociétés de crédit-bail, à des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie et aux sociétés civiles constituées entre ces organismes. Ils visent à faciliter la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé la construction de l'immeuble loué. Les avantages qui sont ainsi accordés aux sociétés financières susvisées s'expliquent à la fois par la nature particulière de leurs interventions et par les règles de tutelle et de contrôle auxquelles elles sont soumises. D'une part, en effet, les opérations de crédit-bail se dénouent le plus souvent par un transfert au locataire de la propriété de l'immeuble loué. Des dispositions particulières ont d'ailleurs été prévues par l'article 2 de l'ordonnance n° 67-837 du 28 septembre 1967 en vue de supprimer pour ces opérations la faculté de résiliation triennale prévue par l'article 3-1 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié et complété par la loi n° 65-356 du 12 mai 1965. Par leur nature et leur stabilité, les opérations de crédit-bail se distinguent donc des opérations courantes de location commerciale. Au surplus, les opérations de crédit-bail ne peuvent être faites à titre habituel que par des entreprises enregistrées comme établissements financiers ou inscrites sur la liste des banques et donc soumises au contrôle des autorités monétaires. Les sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie sont régies par la section II de l'ordonnance précitée n° 67-837 du 28 septembre 1967 et doivent en contrepartie des avantages fiscaux qui leur sont consentis, fonctionner conformément à ces statuts qui auront été préalablement approuvés par arrêté du ministre de l'économie et des finances. En tout état de cause, la mesure proposée par l'honorable parlementaire et qui consisterait à étendre le régime prévu par les articles 216 bis et suivants susvisés à l'ensemble des locations d'immeubles à usage industriel ou commercial, ne peut être envisagée dans la conjoncture actuelle, eu égard à ses incidences sur le niveau des recettes budgétaires. Pour les mêmes raisons, il s'avère impossible d'accorder aux loueurs d'immeubles le remboursement immédiat de leur crédit de taxe sur la valeur ajoutée non imputé. Toutefois, le Gouvernement se propose d'apporter par étapes, au cours des prochaines années, une solution satisfaisante aux problèmes posés aux entreprises par l'existence d'un tel crédit. Dans le cadre de cette politique les difficultés particulières des loueurs d'immeubles industriels ou commerciaux seront, le moment venu, examinées avec la plus grande attention. Il convient d'ajouter que le crédit-bail immobilier n'est pas réservé aux seules

grandes entreprises. Pour permettre aux autres entreprises de recourir plus facilement à ce mode de financement des investissements, la caisse nationale des marchés de l'Etat a d'ailleurs été autorisée depuis le début de l'année 1970 à intervenir, avec le concours de sociétés de caution mutuelle, en donnant sa garantie aux sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie qui consentent des opérations de crédit-bail immobilier au petit et moyen commerce.

Fiscalité immobilière.

12916. — M. Alduy expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963, sur l'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de la vente de terrains à bâtir, prévoie, dans son paragraphe III, que la plus-value est en mesure de bénéficier des dispositions de l'article 163 du code général des impôts. Cet article 163 permet l'étalement des revenus exceptionnels sur l'année de leur réalisation et sur les années non prescrites, c'est-à-dire en principe sur quatre années. Diverses difficultés se sont présentées au sujet du quotient familial pour chacune des quatre années soumises à l'étalement et diverses interprétations ont été adoptées. En effet, dans le cas de mariage récent, l'application du quotient familial conduit à des anomalies et à des injustices telles qu'elles annulent pratiquement l'avantage légal de l'étalement. En particulier, il résulte d'une réponse faite à M. Cousté par M. le ministre des finances (Journal officiel du 24 juin 1966, Débats A. N., p. 2313, n° 14548) que par mesure de tempérament, il a été admis qu'une veuve puisse être considérée comme fictivement imposée personnellement à l'impôt sur le revenu, pour la période antérieure au décès de son époux. Il est donc patent que des modifications et des mesures de tolérance ont été admises pour pallier l'application trop rigoureuse de la loi. Il attire son attention sur les points suivants: 1° un célibataire épouse, sous le régime de la séparation de biens, le 1^{er} septembre 1964, une célibataire qui possède des terrains à titre de biens propres. Un enfant naît en 1965. Au mois d'août 1965, l'épouse vend une partie de ses terrains ce qui entraîne une importante plus-value qui réunit toutes les conditions pour être étalée. La doctrine de l'administration conduit, une fois l'étalement calculé sur quatre ans à l'imposition ci-après: 1965, imposition au nom de l'époux, chef de famille, sur un quotient familial de 2,5 parts; 1964, imposition, au nom de l'époux, avec un quotient de deux parts; 1963-1962, imposition d'un quart de la plus-value, pour chacune de ces deux années, toujours au nom de celui qui deviendra l'époux, avec un quotient familial d'une part (célibataire). On maintient donc la fiction de chef de famille pour l'imposer, mais sur une seule part, parce que célibataire; 2° un autre exemple encore plus caractéristique: un célibataire ayant un petit revenu, épouse une veuve ayant quatre enfants mineurs. Une importante plus-value est réalisée, après le mariage, et dans l'année même du mariage, sur des biens appartenant en propre à l'épouse. L'époux, chef de famille, serait donc imposé, pour l'année de la vente, après l'étalement de la plus-value, avec un quotient familial de quatre parts, et pour chacune des trois années antérieures, avec un quotient familial de une part. La lecture du barème permet de constater, en raison de la progressivité de l'impôt, que ce mode de calcul supprime pratiquement l'intérêt de l'étalement. Or, si l'on impose, sur le plan fiscal, le chef de famille, il paraît injuste d'imposer celui-ci sur une plus-value que seule sa qualité d'homme marié lui fait supporter (puisque dans les deux exemples, il s'agit de plus-values sur les biens propres à l'épouse), et de taxer cependant ladite plus-value comme célibataire pour les années antérieures. Il semble logique et conforme à l'équité, que la même personne soit imposée avec le quotient familial constant, celui qu'elle avait lors de l'opération qui a donné naissance à la plus-value (ou, dans les années antérieures, d'imposer la propriétaire des biens vendus avec le quotient familial qu'elle avait alors, ce qui est peut-être plus difficile puisque cela entraînerait un changement dans le redevable de l'impôt). Il lui demande s'il n'estime pas devoir considérer que le quotient familial applicable est celui existant au jour du fait générateur, c'est-à-dire de la vente entraînant la plus-value, ainsi dans le premier cas on considérera que les quatre années de l'étalement seraient taxées avec un quotient familial de 2,5 parts et dans le second cas, l'imposition serait établie avec un quotient familial de quatre parts. (Question du 18 juin 1970.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 163 du code général des impôts, qui permettent, sous certaines conditions, d'étaler sur plusieurs années l'imposition des revenus exceptionnels ou différés, dérogent au principe fondamental d'après lequel les revenus d'un contribuable doivent être imposés au titre de l'année au cours de laquelle ils sont encaissés ou réalisés. En raison même de leur caractère dérogatoire ces dispositions ne peuvent donc avoir qu'une portée limitée. Sans doute l'administration s'est-elle efforcée de remédier aux inconvénients que pouvait présenter, dans certains cas — tel celui de la veuve, visé dans la question — la stricte application des textes. Mais la diversité des situations est telle qu'il n'est manifestement pas possible de prévoir une solution de

principe, de portée générale, susceptible de régler toutes les difficultés. Ainsi la mesure suggérée par l'honorable parlementaire, et qui consisterait à retenir la situation et les charges de famille à la date de réalisation du revenu exceptionnel conduirait à pénaliser les contribuables dont le quotient familial a diminué au cours de la période d'étalement: elle ne serait donc pas satisfaisante et ne peut être adoptée.

T. V. A.

13240. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés que connaissent en raison des différents taux de taxe sur la valeur ajoutée tous les agriculteurs et éleveurs. En effet, si presque tous les produits commercialisés par l'agriculture et l'élevage sont taxés à 7,50 p. 100, par contre, c'est la taxe sur la valeur ajoutée à 23 p. 100 qui frappe les investissements des intéressés: constructions, matériel, matériel de transport, matériel de bureau, agencement et aménagement. Si la plupart des matières premières sont frappées du taux de 7,50 p. 100, la taxe sur la valeur ajoutée à 23 p. 100 est applicable également sur: les produits vétérinaires, les emballages, les réparations de matériel de transport, les réparations diverses, les travaux et façons exécutés à l'extérieur, le petit matériel et l'outillage, les fournitures faites à l'entreprise (électricité, gaz, etc.), les transports sur achats, les transports sur ventes, la publicité, les fournitures de bureau. En raison de la disparité entre la taxe sur la valeur ajoutée payée et celle facturée, les éleveurs, surtout lorsqu'ils investissent, accumulent des crédits d'impôt de plus en plus lourds et impossible à résorber. Cette immobilisation permanente occasionne une gêne importante de trésorerie et provoque un blocage au point de vue des investissements. Il lui demande si des dispositions sont envisagées afin d'améliorer cette situation extrêmement regrettable. (Question du 11 juillet 1970.)

Réponse. — Les exploitants agricoles qui optent pour leur assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée sont soumis, en matière de déductions, au régime général de cette taxe; lorsqu'ils réalisent des investissements importants, ils peuvent effectivement se trouver dans l'impossibilité temporaire d'imputer la totalité des taxes déductibles. La législation actuelle ne permet pas le remboursement de ces excédents. Toutefois le Gouvernement, ainsi qu'il l'a exposé au Parlement lors du vote de la loi de finances pour 1971, entend apporter par étapes une solution à ce problème et la situation des exploitants agricoles assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sera étudiée dans le cadre de cette action.

Pensions de retraites civiles et militaires.

13290. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur un ensemble de propositions ayant fait l'objet d'une motion votée par la confédération nationale des retraités civils et militaires, propositions qui se classent en deux catégories, avec, pour chacune d'elles, l'ordre de priorité ci-après: 1° pension de réversion: a) extension du droit à pension de réversion à toutes les veuves réunissant les conditions fixées par le nouveau code des pensions, y compris celles devenues veuves avant le 1^{er} décembre 1964; b) augmentation du taux de réversion pour le porter progressivement de 50 à 60 ou 66 p. 100; c) extension du droit à pension de réversion à tous les veufs de femmes fonctionnaires dans les mêmes conditions qu'aux veuves. 2° Péréquation des pensions: a) continuation de l'indemnité de résidence à raison d'un minimum de deux points par an; b) imposition des pensions de retraite dans les mêmes conditions que les traitements ou les rentes viagères. Satisfaction à ces propositions serait accordée progressivement selon un calendrier officiel s'étalant sur un nombre d'années à déterminer, par exemple dans le cadre du VI^e Plan. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de ces propositions. (Question du 18 juillet 1970.)

Réponse. — 1° En ce qui concerne l'extension des dispositions du nouveau code des pensions, il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964, ces dispositions ne sont applicables qu'aux fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement à la date d'effet de ce texte, soit le 1^{er} décembre 1964. En conséquence les agents de l'Etat mis à la retraite avant le 1^{er} décembre 1964, ou leurs ayants cause en cas de décès avant cette date, demeurent tributaires du régime de retraite sous l'empire duquel leurs droits à pension se sont ouverts. Ce principe de non-rétroactivité a toujours été rigoureusement appliqué lors des précédentes réformes du régime de retraite des fonctionnaires intervenues en 1924 et 1948 et a été confirmé par une jurisprudence constante du Conseil d'Etat selon laquelle les droits des agents de l'Etat ou de leurs ayants cause doivent être

appréciés au regard du régime de retraite ou des dispositions en vigueur au moment de leur admission à la retraite, ou du décès, quand il s'agit des ayants cause, toute modification postérieure étant sans incidence sur la situation des intéressés. 2° Le taux de la pension de réversion servie à la veuve est fixé à 50 p. 100 de la pension du mari, non seulement dans le régime du code des pensions civiles et militaires de retraite, mais également dans tous les autres régimes de retraite du secteur public. Il en est de même dans le secteur privé pour le régime de base de l'assurance vieillesse de la sécurité sociale. Outre les charges supplémentaires très importantes qu'une élévation de ce taux entraînerait pour le régime de retraite de l'Etat, l'extension inévitable d'une telle mesure à d'autres régimes compromettrait l'équilibre financier de ces derniers. 3° La réversion de la pension d'une femme fonctionnaire au mari survivant ne peut être effectuée pour les raisons suivantes: à l'origine le droit de la veuve à pension de réversion repose incontestablement sur une inégalité de condition économique entre le mari et la femme. L'évolution sociale certes tend à l'atténuer; c'est d'ailleurs cette évolution qu'a consacré la loi sur l'autorité parentale, mais il serait prématuré et surtout injustifié d'en conclure, en se fondant sur un faux parallélisme, qu'il est loquable de refuser au veuf le droit à pension de réversion reconnu à la veuve. En effet, si un jour l'évolution combinée des mœurs et de l'économie conduisait à un alignement général des situations au sein du ménage, c'est le fondement même de la justification du droit de réversion qui devrait être remis en cause. Il est précisé que le droit actuel règle les cas sociaux les plus intéressants puisque le droit à pension de réversion est prévu pour le veuf lorsque l'intéressé est atteint d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler. Enfin, les autres autres régimes de pension, qu'il s'agisse du régime général de sécurité sociale ou des régimes spéciaux, prévoient des pensions de réversion pour les veuves, mais dans des conditions souvent moins avantageuses que celles du code des pensions et il n'existe pas dans ces différents régimes de pensions de veuf. C'est un motif de prudence supplémentaire dans ce domaine, car des répercussions dans ces autres secteurs seraient inévitables. Pour toutes ces raisons, il n'apparaît pas possible au Gouvernement de modifier le régime actuel dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire. 4° En ce qui concerne l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension, l'incorporation de deux points de l'indemnité de résidence dans le traitement de base servant au calcul de la pension décidée, en juin 1968, dans le cadre des mesures prises en faveur des agents de la fonction publique est intervenue le 1^{er} octobre 1968. Par ailleurs il est rappelé à l'honorable parlementaire que par décret en date du 12 mai 1970, le Gouvernement a décidé qu'un point supplémentaire de l'indemnité de résidence serait incorporé dans le traitement soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} avril 1970. Cette mesure qui entraîne une augmentation d'environ 0,9 p. 100 des pensions civiles et militaires de retraite et des pensions d'anciens combattants représente une dépense annuelle de 155 millions de francs. La conjoncture financière actuelle ne permet pas de prendre un engagement pour l'incorporation au traitement de deux points supplémentaires par an. 5° Comme les traitements et salaires, les pensions de retraite bénéficient déjà de la réduction de 20 p. 100 prévue par l'article 158-5 du code général des impôts. Dans ces conditions, l'harmonisation souhaitée par l'honorable parlementaire aboutirait, en pratique, à autoriser les retraités à opérer sur le montant brut des pensions, une déduction analogue à celle de 10 p. 100 allouée aux salariés pour couvrir leurs dépenses professionnelles. L'adoption d'un tel régime pour l'ensemble des retraités ne paraît pas possible. En effet, les dépenses que les intéressés peuvent être amenés à supporter du fait de leur âge constituent des dépenses d'ordre personnel. Il serait donc contraire aux principes mêmes qui régissent l'impôt sur le revenu d'en tenir compte pour l'établissement de cet impôt. Une telle mesure ne serait d'ailleurs pas satisfaisante compte tenu de la progressivité de l'impôt. Elle conduirait en effet à accorder aux retraités un avantage d'autant plus grand que leurs ressources seraient plus élevées. Le Gouvernement n'en est pas moins conscient des difficultés rencontrées par certains pensionnés; mais il estime nécessaire de réserver, en priorité, les allègements fiscaux aux contribuables de condition modeste. Renforçant les mesures déjà prises dans le passé, la loi de finances pour 1971 prévoit, à cet effet, d'importantes mesures en faveur des petits et moyens retraités. Sans attendre l'intégration de la totalité de la réduction de 5 p. 100 dans le barème de l'impôt, les retraités dont les caisses n'avaient pas opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 pourront, dès cette année, bénéficier de la réduction d'impôt qui était réservée, jusqu'à présent, aux adhérents des caisses acquittant cette taxe. Simultanément, les caisses de retraite qui avaient opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 sur les pensions seront dispensées de ce versement pour les arrérages servis à compter du 1^{er} janvier 1971. D'autre part, un régime spécifique s'appliquera aux contribuables ayant atteint l'âge normal de départ à la retraite. En effet, toutes les personnes âgées de plus

de soixante-cinq ans bénéficieront désormais d'une franchise et d'une décade plus élevées, alors que cet avantage était jusqu'alors réservé aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Il en résultera une amélioration sensible de la situation fiscale de toutes les personnes qui ont cessé leur activité professionnelle et dépassé l'âge de soixante-cinq ans, et qui ne jouissent que de modestes pensions. C'est ainsi, par exemple, qu'un ménage de retraités âgés de soixante-six ans est actuellement exonéré d'impôt si ses ressources annuelles n'excèdent pas 9.749 francs. Cette limite est relevée, en vertu des nouvelles dispositions, à 12.999 francs par an. Ce même ménage qui, pour une pension de 15.000 francs devait acquitter 663 francs d'impôt sur le revenu en 1970, n'en paiera que 319 francs en 1971. Ces dispositions qui concernent au total 730.000 personnes âgées paraissent de nature à répondre aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Vignette automobile.

13783. — M. Germain appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le contenu du communiqué en date du 22 juillet 1970 par lequel il rappelle que les recettes des impôts, locales et de Paris, sont habilitées à délivrer les vignettes constatant le paiement des taxes sur les véhicules à moteur. La fermeture desdites recettes toute la journée du samedi est une gêne considérable pour les usagers. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas de remédier d'une manière quelconque à cette gêne. Par ailleurs, il lui demande si, en cas d'achat d'une voiture neuve, il ne serait pas possible de faire délivrer la vignette comme la carte grise par le concessionnaire de voiture. (Question du 12 janvier 1970.)

Réponse. — Les postes comptables de la direction générale des impôts qui, outre leurs attributions traditionnelles, sont habilités à délivrer les vignettes constatant le paiement de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, sont fermés le samedi pour permettre aux fonctionnaires affectés dans ces services de bénéficier, comme les autres personnels de l'Etat, de la décision prise par le Gouvernement en 1968 de contracter sur cinq jours la semaine de travail, de manière que les agents disposent de deux jours de repos par semaine en principe consécutifs. L'instauration systématique d'une permanence le samedi — d'ailleurs inutile en période de renouvellement des vignettes puisque les débitants de tabac participent alors à leur vente — à la seule fin de délivrer les vignettes aux usagers ayant acquis un véhicule neuf et n'ayant pas la possibilité de se rendre dans une recette aux jours et heures d'ouverture au public, ne manquera pas d'affecter l'organisation des postes comptables, dans des proportions sans commune mesure avec le service rendu. Il n'est pas possible, par ailleurs, d'envisager d'autoriser les concessionnaires à délivrer eux-mêmes les vignettes car il s'agit de valeurs fiscales qui ne peuvent être confiées qu'à des comptables publics ou à des auxiliaires de l'administration qui, tels les débitants de tabac, sont soumis à des obligations comparables à celles des comptables. Au demeurant, dès lors que les services des préfectures sont habilités à délivrer, sur demande expresse des intéressés, les vignettes de la série normale afférentes aux véhicules qui font l'objet d'une première mise en circulation (cf. art. 121 M de l'annexe IV au code général des impôts) rien ne s'oppose, en pratique, à ce que les usagers se procurent les vignettes de ce type en même temps que les cartes grises par l'intermédiaire des concessionnaires.

I. R. P. P.

13791. — M. Germain appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'article 12 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 suivant lesquelles les déficits provenant d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le total des revenus nets provenant d'autres sources dont dispose le contribuable excède 40.000 francs. Il lui expose, à cet égard, le cas d'un contribuable ayant décidé de procéder, il y a une dizaine d'années, au boisement d'une superficie de 100 hectares environ, située en bordure du littoral de la Manche, ce boisement ayant été vivement encouragé par les autorités locales (préfecture, conseil général) en raison du caractère même de cette opération pouvant être considérée comme d'intérêt général et visant à la protection des sols contre l'érosion du vent, à la fixation des dunes et, d'un point de vue touristique, à l'amélioration de l'aspect des sites. Il s'agit, en conséquence, non d'une opération à caractère privé mais bien d'un apport individuel à une entreprise allant dans le sens de l'intérêt général de la collectivité. Remarque étant faite, en outre, que le dossier présenté par le contribuable intéressé à l'administration des eaux et forêts avait été refusé en son temps, en raison même de l'absence totale de rentabilité de plantations

d'arbres dans une zone située sur un sol pauvre et, par ailleurs, soumis à des vents importants et que l'exploitation, néanmoins entreprise a été largement déficitaire (plantation effective d'environ 10.000 conifères, devant être complétée par la plantation de plusieurs milliers d'arbres en vue d'obtenir un boisement présentant une consistance suffisante), il lui demande : 1° s'il ne pourrait pas envisager un assouplissement des dispositions de l'article 12 de la loi du 23 décembre 1964 précitée ; 2° si, au cas particulier, du déficit agricole provenant de l'opération susévoquée, c'est-à-dire boisement d'une superficie lorsque cette opération présente un caractère d'utilité publique, il n'estime pas devoir purement et simplement exclure ladite opération du champ d'application de l'article 12 en cause. (Question du 12 septembre 1970.)

Réponse. — 1° et 2° Les restrictions apportées aux modalités d'imputation sur le revenu global des déficits agricoles n'intéressent que les exploitants imposés d'après leur bénéfice réel. Elles ne concernent donc pas les propriétaires forestiers dont le bénéfice agricole est toujours évalué forfaitairement. Ce forfait ne peut jamais être négatif puisqu'en application d'une disposition expresse du code général des impôts il est d'une manière générale réputé égal au revenu cadastral des propriétés boisées. Toutefois, à l'égard des terrains nouvellement plantés en bois qui bénéficient de l'exemption trentenaire de contribution foncière des propriétés non bâties, le montant du bénéfice à comprendre dans les bases de l'impôt sur le revenu ne peut excéder, pendant une période variable en fonction de la nature des essences plantées, la plus faible des deux sommes constituées par, d'une part, le revenu cadastral des terrains avant l'exécution des plantations et, d'autre part, la moitié du revenu cadastral retenu à la suite des travaux. Ces dispositions très libérales répondent pour une large part aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Pensions de retraité.

13830. — M. Carpentier expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas des retraités, aujourd'hui domiciliés en France, ayant travaillé pour l'office chérifien des phosphates au Maroc, et percevant une pension de l'office. Cette pension supporte, outre les impôts marocains, un prélèvement dit « impôt de solidarité pour la reconstruction d'Agadir ». En outre, du fait de la dévaluation du franc français, ils subissent un préjudice certain car ils sont les seuls, parmi ceux qui ont travaillé au Maroc, à ne pas bénéficier de la nouvelle cotation du dirham. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une telle situation afin que les anciens employés de l'office chérifien des phosphates retrouvent pleinement leurs droits de retraités. (Question du 12 septembre 1970.)

Réponse. — Les difficultés que rencontrent les ressortissants français retraités de l'office chérifien des phosphates qui continuent de percevoir, en France, les arrérages de leur pension au taux auquel elle leur était réglée antérieurement à la dévaluation du franc, ne sont pas méconnues du Gouvernement français. A la demande du département, des démarches ont été entreprises, dès la fin de l'année 1969, auprès des responsables de l'office chérifien des phosphates, par l'intermédiaire de l'ambassade de France au Maroc. Mais, en dépit des assurances qui avaient été données, ces démarches n'ont pas encore abouti. Cependant, des renseignements qui viennent d'être transmis au ministère de l'économie et des finances, il semblerait que l'office chérifien s'apprêterait à modifier les conditions de rémunération de son personnel français en activité et l'on peut penser que, de nouvelles démarches devant être tentées, le taux de change appliqué aux pensions d'anciens agents retraités de cet organisme sera modifié. Quant à l'impôt de solidarité nationale créé provisoirement en vue d'alimenter un fonds destiné à la reconstruction d'Agadir, il a disparu en tant que tel depuis le 1^{er} janvier 1966 et a été incorporé au prélèvement sur les salaires, traitements, pensions et rentes viagères sous forme d'une augmentation des taux de cet impôt. Les retraités de l'office chérifien des phosphates résidant en France seront exonérés de tout impôt marocain sur leur pension dès que la convention fiscale franco-marocaine signée le 29 mai 1970 aura été ratifiée de part et d'autre.

I. R. P. P.

13864. — M. Bisson rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 196 du code général des impôts prévoit que, pour l'imposition sur le revenu des personnes physiques, les enfants qui justifient de la poursuite de leurs études peuvent être considérés à charge de leurs parents jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. Compte tenu de l'allongement de la durée des études, il lui demande si, à l'occasion de la réforme fiscale, il envisage de reculer la limite

d'âge jusqu'à laquelle les enfants étudiants sont considérés à charge. Etant donné que les enfants qui accomplissent leur service militaire après l'âge de vingt-cinq ans sont pendant leur incorporation considérés comme « enfants à charge », il paraîtrait normal que les étudiants soient considérés comme à charge jusqu'à l'expiration de leurs études et de la période d'incorporation y faisant suite. Le fait de ne pas reculer la limite d'âge est en effet susceptible d'inciter les enfants à reporter en fin d'études leur service militaire pour bénéficier plus longtemps de cet avantage ; on arrive d'ailleurs dans ce cas à une certaine anomalie puisque jusqu'à vingt-cinq ans l'enfant est considéré comme à charge ; il cesse de l'être postérieurement et le redevient pendant son service militaire. (Question du 19 septembre 1970.)

Réponse. — D'une manière générale, seuls les enfants âgés de moins de vingt et un ans peuvent être pris en compte au titre des charges de famille. La mesure prise en faveur des étudiants, qui permet de les considérer, sur le plan fiscal, comme étant à la charge de leurs parents jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, présente donc un caractère particulièrement libéral. Par suite, il ne peut être envisagé de reculer cette dernière limite d'âge, même à l'égard des jeunes gens qui ont provisoirement suspendu leurs études pour satisfaire à leurs obligations militaires.

Police (personnel retraité).

14011. — M. Philibert attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les revendications exprimées par le syndicat national des retraités de la police : 1° le maintien du pouvoir d'achat établi le 1^{er} juin 1968 et la participation des retraités au fruit de l'expansion économique ; 2° le relèvement de 5.000 francs de la tranche d'abattement qui sert au calcul de l'impôt sur le revenu et un abattement supplémentaire de 15 p. 100 au titre de « difficultés particulières d'existence » ; 3° l'intégration plus rapide de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; 4° le taux de la pension de réversion des veuves porté à 75 p. 100 ; 5° le paiement mensuel et d'avance de la pension de retraite ; 6° le bénéfice pour tous les retraités et sans aucune discrimination des lois du 26 décembre 1964 portant code des pensions et du 8 avril 1957 attribuant une bonification d'anciennetés aux fonctionnaires de police ; 7° une véritable réforme indiciaire pour tous les corps de police avec bénéfice intégral pour les retraités et la transformation en indices de toutes les indemnités attribuées aux personnels en activité ; 8° le bénéfice pour tous les titulaires de pensions garanties des indices de leurs homologues « métropolitains » à partir de la date d'option pour le régime général ; une révision indiciaire au bénéfice de tous les retraités de la police qui ont été frustrés des indices de leurs homologues « métropolitains » à partir de 1960, y compris ceux concernant les classes ou échelons exceptionnels ; la rente attribuée aux titulaires de la médaille d'honneur de la police portée à 200 F par an (20.000 anciens francs) ; la mise en place d'un véritable service social disposant de crédits suffisants, l'attribution de subventions aux œuvres sociales des syndicats, la participation des organisations de retraités à la gestion du service social. Il lui demande s'il peut lui indiquer les suites qu'il compte donner à ces revendications. (Question du 26 septembre 1970.)

Réponse. — Maintien du pouvoir d'achat établi au 1^{er} juin 1968 : Les pensions sont calculées selon un pourcentage du traitement indiciaire d'activité. Le relèvement périodique des rémunérations servies aux actifs se répercute donc automatiquement sur les pensions. Celles-ci progressent, en conséquence, à la même cadence que les traitements. C'est ainsi que du 1^{er} juin 1968 au 31 décembre 1970 les pensions de retraités ont, en taux cumulé, été majorées de plus de 24 p. 100. Pendant le même temps, l'indice des 259 articles aura augmenté d'un taux très nettement inférieur. Il en résulte que la situation des retraités est loin de s'être détériorée depuis le 1^{er} juin 1968. 2° Relèvement de l'abattement servant au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (I. R. P. P.) et octroi d'un abattement spécial de 15 p. 100 aux retraités : la mesure tendant à porter à 5.000 F par part de quotient familial la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu entraînerait des pertes de recettes qui interdiraient de l'envisager. Il convient, cependant, de remarquer que conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi de finances pour 1971, les différentes tranches du barème seront élargies de 5 p. 100 en moyenne, la première tranche, quant à elle, étant relevée de plus de 7 p. 100. Cette mesure, de portée générale, bénéficiera bien entendu à l'ensemble des retraités. Au surplus, le Gouvernement, conscient des difficultés rencontrées par les pensionnés de condition modeste, a entendu faire, cette année, un effort tout particulier en leur faveur. Renforcé les mesures déjà prises dans le passé, la loi de finances précitée prévoit à cet effet d'importantes mesures. Sans attendre l'intégration de la totalité de la réduction de 5 p. 100 dans le barème de l'impôt, les retraités dont les caisses

n'avaient pas opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 pourront, dès cette année, bénéficier de la réduction d'impôt qui était réservée, jusqu'à présent, aux adhérents des caisses acquittant cette taxe. Simultanément, les caisses de retraite qui avaient opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 sur les pensions seront dispensées de ce versement pour les arrérages servis à compter du 1^{er} janvier 1971. D'autre part, un régime spécifique s'appliquera aux contribuables ayant atteint l'âge normal de départ à la retraite. En effet, toutes les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans bénéficieront désormais d'une franchise et d'une décote plus élevées, alors que cet avantage était jusqu'alors réservé à celles âgées de plus de soixante-dix ans. Il en résultera une amélioration sensible de la situation fiscale de tous les contribuables qui ont dépassé l'âge de soixante-cinq ans et ne jouissent que de modestes pensions. C'est ainsi, par exemple, qu'un ménage de retraités âgés de soixante-six ans est actuellement exonéré d'impôt si ses ressources annuelles n'excèdent pas 9.749 francs. Cette limite est relevée, en vertu des nouvelles dispositions à 12.999 francs par an. Ce même ménage qui, pour une pension de 15.000 francs devait acquitter 663 francs d'impôt sur le revenu en 1970, ne paiera que 319 francs en 1971. Ces dispositions qui concernent au total 730.000 personnes âgées vont dans le sens des préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire. 3° Poursuite de l'intégration de l'indemnité de résidence : les mesures intervenues en 1968 (1) ainsi que celles retenues pour l'année 1970 (2) vont dans le sens de l'évolution souhaitée. 4° Relèvement du taux de la pension de réversion : le taux de la pension de réversion servie à la veuve est fixé à 50 p. 100 de la pension du mari non seulement dans le régime du code des pensions civiles et militaires de retraite, mais également dans tous les autres régimes de retraite du secteur public. Il en est de même dans le secteur privé pour le régime de base de la sécurité sociale. Outre les charges supplémentaires très importantes qu'une élévation de ce taux entraînerait pour le régime de retraite de l'Etat, l'extension inévitable d'une telle mesure à d'autres régimes compromettrait l'équilibre financier de ces derniers. 5° Paiement mensuel des pensions : la substitution du paiement mensuel des pensions au paiement trimestriel actuel entraînerait un accroissement du coût de paiement des pensions et, d'une façon plus générale, une augmentation des frais de gestion des services du Trésor, des services postaux et du réseau bancaire. Elle implique, en effet, un triplement du volume des opérations de paiements qui n'est pas compatible avec l'exécution du programme de mécanisation actuellement en cours et qui, au demeurant, provoquerait des dépenses supplémentaires pour l'Etat peu compatibles elles aussi avec les impératifs budgétaires du moment. Cette mesure n'est toutefois pas perdue de vue par le Gouvernement. 6° Bénéfice pour tous les retraités de la loi du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions et de la loi du 8 avril 1957 attribuant une bonification d'ancienneté aux fonctionnaires de police : l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964, en précisant que les dispositions incluses dans le nouveau code des pensions n'étaient applicables qu'aux fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause dont les droits résultant de la radiation des cadres ou du décès se sont ouverts à partir du 1^{er} décembre 1964, n'a fait que confirmer le principe, fondamental en matière de pensions, de la non-rétroactivité. Ce principe a été rigoureusement appliqué lors des précédentes réformes du régime de retraites des fonctionnaires et des militaires de l'Etat intervenues en 1924 et 1948. En conséquence, les agents mis à la retraite avant le 1^{er} décembre 1964, ou leurs ayants cause, demeurent tributaires du régime de retraite institué par la loi de 1948. Ces dispositions sont d'ailleurs confirmées par une jurisprudence constante du Conseil d'Etat selon laquelle les droits à pension des agents retraités ne peuvent être déterminés qu'en fonction de la législation qui leur était applicable au moment de leur admission à la retraite, toute modification postérieure de cette législation étant sans incidence sur la situation des intéressés. C'est en vertu du même principe de non-rétroactivité que la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 n'est applicable qu'aux agents radiés des cadres postérieurement à la promulgation de cette loi. 7° Véritable réforme indiciaire pour tous les corps de police et transformation en indice des indemnités attribuées aux personnels en activité : la loi du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale a été l'occasion d'une remise en ordre des différents corps sur la base du régime statutaire le plus favorable existant avant la réforme. Depuis cette date, cette révision de situation a été complétée en 1968 et 1970 par des mesures indiciaires et indemnitaires. Toutefois, le bénéfice intégral de ces mesures pour les personnels retraités, et notamment la transformation en indices de toutes les indemnités attribuées aux personnes en activité, ne saurait être retenu, sans aller à l'encontre des principes de la fonction publique en ce domaine et sans donner lieu à des demandes reconventionnelles de l'ensemble des catégories de fonctionnaires. 8° a) Pensions garanties : l'article 73 de la loi de finances pour 1969 a accordé à l'ensemble des personnels français appartenant aux anciens cadres tunisiens, marocains, algériens et de la

(1) Intégration de 2 points à compter du 1^{er} octobre 1968.

(2) Intégration de 1 point à compter du 1^{er} avril 1970.

France d'outre-mer, le bénéfice des mesures de péréquation consécutives aux modifications de structures et indiciaires de l'emploi métropolitain auquel ils ont été assimilés. Ce dispositif a répondu à la nécessité de régler, sans distinction d'origine, l'ensemble du problème posé par les pensions garanties. Aucun texte antérieur n'avait une portée aussi générale; b) création d'un service social ouvert aux retraités: les interventions des services sociaux des administrations publiques en faveur des agents de celles-ci intéressent essentiellement, par leur nature même (subventions aux restaurants administratifs, colonies de vacances, indemnités de crèche...), les personnels actifs. Les organismes consultatifs pour les œuvres sociales sont composés de représentants des organisations syndicales les plus représentatives qui groupent en leur sein les actifs et les retraités. Il va de soi que les organisations représentant plus particulièrement les retraités sont toujours consultées par l'administration sur les problèmes qui les intéressent directement; c) élévation du montant de la rente attribuée aux titulaires de la médaille d'honneur de la police: il a été décidé d'étendre aux retraités de la police la mesure prise en 1969 en faveur des personnels en activité. Progressivement la rente annuelle sera remplacée par une allocation forfaitaire de 100 francs. Mais il n'est pas envisagé de revaloriser de 2 francs à 200 francs le montant de la rente annuelle.

Trésor (personnel).

14065. — M. Poudevigne demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures il envisage de prendre, afin de remédier à l'insuffisance en nombre et en qualification des personnels affectés aux services du Trésor et notamment des agents d'encadrement dans les départements d'outre-mer, compte tenu des observations formulées par la Cour des comptes dans son rapport pour l'année 1968. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — Le problème soulevé par l'honorable parlementaire revient de longue date l'attention du département de l'économie et des finances et ne laisse pas de préoccuper les services de la direction de la comptabilité publique chargés de la gestion des personnels du Trésor. Malgré une amélioration progressive, le fonctionnement des services extérieurs du Trésor dans les départements d'outre-mer rencontre encore certaines difficultés qui ont conduit la direction de la comptabilité publique à prendre à leur profit un certain nombre de mesures exceptionnelles tendant à renforcer les moyens dont ils disposent. En matière d'effectifs, les départements d'outre-mer ont bénéficié d'un traitement prioritaire pour la répartition des emplois nouveaux inscrits à chacun des budgets des années 1968, 1969 et 1970: c'est ainsi que 131 emplois (23 de la catégorie B et 108 de la catégorie C) ont été implantés dans les quatre départements, ce qui représente 3.14 p. 100 du nombre total des emplois créés, alors que la population de ces départements atteint 2,15 p. 100 de l'ensemble de la population française totale. Parallèlement, un effort tout particulier a été fait pour pourvoir de titulaires les emplois créés dans les délais les plus rapides après leur mise en place. En ce qui concerne le personnel de direction, le nombre d'inspecteurs du Trésor affectés dans un poste des départements d'outre-mer, à l'occasion de leur première nomination, est en progression: c'est ainsi que sept nominations auront été faites entre le 16 septembre 1970 et le 1^{er} février 1971. Il est également fait appel, dans toute la mesure du possible, aux agents du Trésor de catégorie A accomplissant leur service national en qualité de volontaires de l'aide technique: en 1970, 13 agents ont participé, à ce titre, aux activités des postes comptables des départements d'outre-mer, et 11 issus de la dernière promotion de l'école nationale des services du Trésor doivent rejoindre, au début de février 1971, ces mêmes départements. Pour ce qui est de l'encadrement, 18 contrôleurs divisionnaires et contrôleurs ont, en 1970, reçu une affectation dans les départements d'outre-mer; le choix des candidats a fait l'objet d'une sélection minutieuse qui a permis de distinguer des agents tout particulièrement qualifiés. La mutation, vers les départements d'outre-mer, d'agents qui, en étant originaires, demandaient à y servir, la titularisation sur place des auxiliaires anciens et chevronnés, ont permis de pourvoir aussi la quasi-totalité des emplois d'exécution. Dans le cas particulier de la Guadeloupe, un renfort exceptionnel de quatre contrôleurs a été constitué et envoyé sur place, au début de l'année 1970, en vue de mettre en état d'examen les comptes de gestion anciens des collectivités locales, qui n'avaient pu être arrêtés et approuvés jusqu'ici. Les moyens ont aussi été recherchés d'améliorer, par la formation professionnelle, les capacités des agents en fonctions dans les départements d'outre-mer. Cette formation est d'abord dispensée, dans les mêmes conditions qu'en métropole, par le biais de préparations par correspondance et de stages professionnels organisés à l'occasion des concours. En Martinique, l'école des finances, association subventionnée, prépare aux concours administratifs donnant accès aux emplois des catégories B et C des services financiers; elle s'adresse plus particulièrement aux jeunes gens et jeunes filles ayant abandonné récemment leurs études et titulaires du baccalauréat, du brevet élémentaire ou du B.E.P.C., exerçant déjà des fonctions dans les administrations publiques ou dans le secteur privé, qui désirent assurer leur promotion sociale par la voie des concours administratifs; dans les autres départements d'outre-mer, les trésoriers-payeurs généraux organisent au profit des candidats aux concours du Trésor des séances de formation et des galops d'essai. En ce qui concerne le matériel, les postes comptables des départements d'outre-mer font également l'objet d'efforts particuliers. En 1970, l'allocation mise à la disposition des trésoriers-payeurs généraux de ces départements, au titre du renouvellement du mobilier, a été portée au double de l'allocation versée en France continentale. De même a été amélioré le parc des postes comptables en machines de bureau. C'est ainsi qu'ont été acquis: en Guadeloupe: 3 machines comptables, 6 machines à calculer, 6 machines à additionner; en Guyanne: 5 machines à calculer, 2 machines à écrire, 1 appareil de photocopie; en Martinique: 10 machines à calculer, 1 machine à additionner, 1 appareil de photocopie, 1 appareil duplicateur, 1 machine à compter la monnaie; à la Réunion: 6 machines à calculer, 6 machines à additionner. Les différentes mesures ainsi intervenues en matière d'effectifs et d'équipement ont déjà permis de résorber, en partie, les retards signalés par la Cour des comptes. Les efforts entrepris seront poursuivis, afin d'achever de redresser la situation dans les délais les meilleurs. Il convient d'ajouter, enfin, que, sous l'autorité et avec le soutien des trésoriers-payeurs généraux, les agents de tous grades en fonctions dans les départements d'outre-mer continuent de faire preuve d'un exceptionnel souci du service public, d'une compétence reconnue et d'un dévouement exemplaire.

Laboratoires.

14072. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'économie et des finances la dispersion des recettes et des dépenses effectuées par les différents laboratoires ou centres de recherche relevant du ministère de l'éducation nationale et l'enchevêtrement administratif et financier qui en résulte. Une des conséquences en est la multiplication d'association de façade chargées d'encaisser les sommes versées au titre des conventions de recherche et les produits des travaux d'analyse qui échappent à l'application des règles administratives normales. Une autre en est la difficulté d'appréciation et de contrôle de la situation financière des laboratoires. Il lui demande quelles mesures ont été prises pour regrouper toutes les recettes et dépenses des laboratoires et centres de recherche dans un compte unique annexé à celui de l'établissement public auquel ils sont rattachés, ainsi que l'avait préconisé la Cour des comptes dans son rapport sur l'année 1967. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — Pour remédier à l'excessive dispersion des recettes et des dépenses des laboratoires et centres de recherche, la Cour des comptes, dans son rapport sur l'année 1967, avait préconisé le regroupement, dans un compte unique annexé à celui de l'établissement auquel ils sont rattachés, de toutes les recettes et de toutes les dépenses des laboratoires et centres de recherche. A l'examen il est apparu que cette mesure générale ne pouvait s'appliquer à toutes les catégories d'établissement. De plus, difficile à mettre en œuvre, elle ne permettrait pas d'apprécier toujours avec précision la situation de chaque organisme de recherche dans la mesure notamment où certains personnels ou certains matériels spécifiques sont mis à la disposition d'un laboratoire par d'autres établissements qui en assurent le financement. C'est pourquoi il a en définitive été jugé préférable de suivre l'utilisation des fonds au niveau non du service affectataire, mais de l'exécution de chaque contrat, qui doit se retrouver intégralement retracée dans les comptes des établissements de rattachement et peut ainsi se trouver soumise à un contrôle *a posteriori* efficace. Des mesures spécifiques en ont été prises pour chacune des principales catégories de laboratoires en cause. 1^{er} En ce qui concerne les centres de recherche constitués en établissements publics n'ayant pas le caractère universitaire, il est souhaitable, comme le propose la Cour des comptes, de retracer dans un compte unique de l'établissement principal auquel est rattaché chaque laboratoire l'ensemble des recettes et des dépenses le concernant. Cette réforme est en cours de réalisation pour les dépenses propres des laboratoires donnant lieu à des subventions quasi permanentes, mais des difficultés demeurent pour la comptabilisation des ressources provenant de contrats de recherche, qui devra être améliorée. 2^o S'agissant des laboratoires du centre national de la recherche scientifique (C. N. R. S.), la comptabilité générale du centre, qui regroupe les dépenses selon leur nature, est progressivement complétée par un recensement plus précis qui analyse les dépenses selon leur destination; une comptabilité analytique simplifiée pour les dépenses de matériel et de missions a ainsi été mise en place le 1^{er} janvier 1969 pour chaque laboratoire et formule de recherche. Par ailleurs, les conventions de recherche passées par les laboratoires du C. N. R. S. avec les organismes extérieurs sont maintenant gérées par le C. N. R. S. lui-même, les recettes et les dépenses correspondantes figurant au budget de cet établissement. 3^o S'agissant des laboratoires et centres de recherche rattachés à

des établissements d'enseignement supérieur, un nouveau régime est entré en application à compter du 1^{er} janvier 1971 avec la mise en place sur le plan administratif et financier des nouvelles universités. La loi d'orientation de l'enseignement supérieur a en effet prévu en son article 13 une procédure particulière de répartition, et par là même d'analyse, des moyens de recherche à l'intérieur des universités en instituant expressément un conseil scientifique auquel cette tâche est confiée. L'article 43 du décret n° 69-612 du 14 juin 1969 relatif au budget et au régime financier des universités et autres établissements publics à caractère scientifique et culturel rend, d'autre part, systématique la production par ces établissements de comptes rendus d'utilisation de ces moyens. Aux termes de l'article 57 du décret précité, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et le conseil national de la comptabilité devront, avant approbation conjointe par les ministres de l'éducation nationale et de l'économie et des finances, connaître d'un plan comptable particulier aux établissements relevant de la loi d'orientation. L'intervention de cette approbation sera de toute évidence le préalable indispensable à l'adoption des documents de présentation des comptes financiers des établissements, et d'éventuels documents annexes, dans leur contenance et leur forme définitives. 4° Enfin, l'intervention des associations visées par l'honorable parlementaire est désormais réglementée et limitée. D'une part en effet un décret n° 67-1257 du 28 décembre 1967, qui continue à être appliqué, dispose que tout contrat passé avec une association doit être approuvé par le ministre de l'éducation nationale. D'autre part, s'agissant des laboratoires universitaires, la disparition pure et simple des associations parallèles a été expressément organisée par le décret du 19 juin 1969 relatif au budget et au régime financier des universités. L'article 38 de ce texte prévoit en effet que les conventions de recherche, essais ou analyse effectués pour le compte de tiers dans des laboratoires ou ensembles de recherche relevant de l'université ou des établissements qu'elle regroupe sont conclues par le président de l'université qui peut déléguer sa signature. Pour l'application de cette disposition, les articles 37 et 45 du même décret autorisent le président des nouvelles universités à prononcer lui-même sous certaines conditions la création de régies de recettes et de régies de dépenses et permettent ainsi aux laboratoires intéressés d'éviter de faire appel à des associations de recherche dans les conditions qui existaient jusqu'à présent.

Laboratoires.

14073. — M. Poudevigne souligne à M. le ministre de l'économie et des finances l'intérêt qu'il y aurait à assouplir dans les laboratoires et les centres de recherche les procédures de dépense des crédits de fonctionnement. Ces crédits devraient, pour les mêmes dépenses, être laissés à la libre disposition des responsables des laboratoires, à charge pour ceux-ci de faire connaître l'emploi qui en a été fait. Une plus grande souplesse permettrait une meilleure programmation et une régularité accrue des recherches. Il lui demande quelles mesures ont été prises à cet égard, compte tenu des observations formulées par la Cour des comptes. (Question du 2 octobre 1970.)

Réponse. — Les procédures d'utilisation des crédits de fonctionnement alloués aux laboratoires et centres de recherche obéissent aux règles générales édictées en matière de dépenses publiques. S'il peut apparaître souhaitable dans un souci de plus grande souplesse de rechercher un aménagement de ces règles, eu égard aux impératifs propres à cette catégorie de dépenses, il reste que le contrôle de l'exécution de la dépense, dans lequel la responsabilité de l'agent comptable de l'établissement est directement engagée, doit conserver toute son efficacité. Néanmoins, un certain nombre de possibilités sont offertes par la réglementation actuelle. Ainsi, le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 a prévu l'institution de régies d'avances, les articles 158 et 171 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 permettant la désignation de comptables secondaires et le paiement sans ordonnancement préalable de certaines catégories de dépenses déterminées par le ministre des finances. En ce qui concerne les laboratoires relevant d'établissements d'enseignement supérieur, une grande liberté dans la disposition des crédits de recherche leur est assurée dans le cadre de l'article 42 du décret n° 69-612 du 14 juin 1969 relatif au budget et au régime financier des universités. Celui-ci prévoit en effet la répartition des crédits « entre les différents laboratoires, groupes et équipes de recherche d'un même établissement public à caractère scientifique et culturel par le conseil scientifique ». En outre, la création de régies de recettes et de dépenses par le président de l'université (art. 37 et 45) apportera toute la souplesse nécessaire aux modalités de la gestion des laboratoires. En ce qui concerne les laboratoires rattachés au C. N. R. S., le décret n° 66-1070 du 30 décembre 1966 a déjà accordé, pour les actions spécifiques de recherches ayant fait l'objet de conventions de recherche, d'importantes dérogations aux textes réglementaires concernant les règles de

lement et de rémunération, les conditions d'attribution d'indemnités, la procédure de règlement des frais de déplacement, la réglementation des marchés de l'Etat, les règles de contrôle de l'engagement et de l'ordonnement des dépenses.

Calamités.

14453. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le 15 septembre 1970, sur la région d'Alès, et les 8 et 9 octobre 1970 sur l'ensemble de la région cévenole, de violents orages et des pluies diluviennes ont été à l'origine de sérieux dommages causés aux communes et aux particuliers, aussi bien dans le domaine public que privé. Des rivières ou ruisseaux comme le Grableux et le Bruèges, à Alès, la Ceze, l'Auzonnet, le Luech, la Gagnière, etc. ont débordé, causant d'importants dégâts. Un jeune garçon a été emporté par les eaux torrentielles du Grableux, de nombreux commerces, ateliers, logements et caves ont été inondés. Un grand nombre de localités ont été dépourvues de lumière et de téléphone. Des ouvrages d'art et des murs de soutènement ont été emportés ou endommagés, des chaussées affaissées, des chemins communaux et ruraux ravinés sont devenus quasiment impraticables. En présence de tels dégâts, qui se chiffrent à plusieurs millions de francs, il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour que la région d'Alès et des Cévennes soit déclarée zone sinistrée; 2° pour que soient indemnisées les victimes des inondations et des pluies diluviennes; 3° pour attribuer aux communes une aide exceptionnelle de l'Etat et des subventions leur permettant de réparer les dommages, dans les meilleurs délais; 4° pour faire bénéficier les sinistrés d'exonération ou de réduction de leurs impôts. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — Les aides qui peuvent être apportées, sur fonds publics, aux victimes des calamités naturelles dépendent, notamment de l'importance et de la nature des dégâts constatés. S'agissant de calamités agricoles, la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 a prévu un régime d'indemnisation des agriculteurs sinistrés. S'il ne s'agit pas d'une calamité agricole au sens de la loi précitée, les victimes peuvent, dans certains cas, bénéficier de l'intervention du « fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités » prévu par la loi n° 56-780 du 4 août 1956. Enfin certaines collectivités locales, appelées à faire face à des dépenses de remise en état de la voirie hors de proportion avec les possibilités de leur budget, peuvent recevoir une aide exceptionnelle. Par ailleurs l'aide financière susceptible d'être apportée aux personnes sinistrées par le fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités, compte spécial du Trésor, créé par l'article 75 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 et organisé par le décret n° 60-944 du 5 septembre 1960, ne peut intervenir qu'en ce qui concerne les dommages causés aux biens privés, et lorsque ces dommages ont pour cause un événement naturel ayant le caractère de calamité publique et présentant une certaine importance. Il s'agit en effet d'un acte de solidarité nationale qui se conjugue, en principe, avec un effort des collectivités locales envers leurs administrés. Au cas particulier signalé par l'honorable parlementaire, le préfet du Gard a signé deux arrêtés déclarant sinistrées les communes atteintes par cette calamité. Cette initiative permet l'accès des professionnels sinistrés à des prêts à taux réduits. C'est ainsi que les agriculteurs peuvent obtenir des caisses régionales de crédit agricole mutuel, et en vertu de l'article 675 du code rural, des prêts au taux de 3 p. 100 pour la réparation des dégâts causés à leurs récoltes, cultures et cheptels, mort ou vif, lorsque les dégâts atteignent 25 p. 100 au moins de la valeur de ces récoltes, cultures ou cheptels.

Les industriels, artisans et commerçants peuvent bénéficier des dispositions de l'article 63 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 qui leur permet de contracter des prêts à taux réduit (4,50 p. 100 l'an si la durée n'excède pas trois ans, 5,50 p. 100 l'an si la durée excède trois ans) consentis sur ressources du fonds de développement économique et social et mis en place par la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel. Ces prêts, d'un montant maximum de 80.000 francs ne peuvent être accordés aux sinistrés que pour la réparation des dommages causés aux stocks et matériels professionnels et à condition que ces biens aient subi des dégâts représentant 25 p. 100 au moins de leur valeur globale avant sinistre. D'autre part, le comité interministériel de coordination des secours aux sinistrés a décidé lors de sa réunion du 26 novembre 1970 l'octroi aux intéressés d'une somme de 116.000 francs au titre du Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités. Par ailleurs, le ministre de l'intérieur fait évaluer les dégâts en ce qui concerne notamment la voirie locale; le problème d'une aide exceptionnelle aux collectivités locales sera examiné par ses services. En ce qui concerne, enfin, les dommages agricoles, et dans l'hypothèse où l'enquête en cours justifierait l'intervention de la loi du 10 juillet 1964, le préfet ne manquerait pas de saisir le ministre de l'agriculture en vue de l'indemnisation des sinistrés. En matière fiscale, réserve faite des dégrèvements de droit auxquels certains des intéressés sont, le cas échéant, susceptibles de prétendre par application notamment des articles 1397

ou 1421 du code général des impôts relatifs aux destructions d'immeubles bâtis et aux pertes de récoltes sur pied par suite d'événements extraordinaires, c'est essentiellement dans le cadre de la juridiction gracieuse que peuvent être envisagés les allègements d'impôts souhaités par l'honorable parlementaire. Or, conformément aux dispositions de l'article 1930-2 du code, les remises gracieuses d'impôts directs sont réservées aux personnes qui se trouvent dans une situation de gêne les mettant hors d'état de se libérer envers le Trésor. Dans ces conditions et remarque étant faite que les dégâts provoqués par les orages visés dans la question n'intéressent qu'une zone assez réduite et que les dommages subis par les propriétés privées sont d'importance très variable, il n'est pas possible d'envisager un allègement systématique des cotisations réclamées aux contribuables sinistrés. Toutefois l'administration examinera avec bienveillance les demandes présentées par ceux des intéressés qui ne pourraient réellement s'acquitter des sommes dont ils sont redevables.

Groupements d'intérêt économique.

14717. — M. Rossi expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un groupement d'intérêt économique institué, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967, par des négociants en matériaux et dont le but est de permettre aux intéressés de procéder à des achats en commun de matériaux et, d'une manière générale, d'améliorer leurs conditions de travail. Les marchandises commandées par les membres du groupement sont livrées à l'un d'entre eux qui se charge d'en assurer la répartition à ses collègues. Les factures sont adressées au siège du groupement qui refacture à prix coûtant sans bénéfice. Une cotisation mensuelle payée par les membres permet de couvrir les frais généraux : loyer du local, frais de secrétariat, de téléphone. Les statuts du groupement lui interdisent de revendre les marchandises à des commerçants non membres ou à des clients non commerçants. Bien que ne faisant aucun acte de commerce, ce groupement est assujéti au paiement de la contribution des patentes. Il lui demande si, en vue d'encourager les négociants qui, répondant à l'appel des pouvoirs publics, s'efforcent d'améliorer les conditions de la distribution en constituant des groupements d'intérêt économique, il n'estime pas indispensable d'introduire, dans la législation relative à la contribution des patentes, une disposition exonérant de cet impôt de tels groupements. (Question du 28 octobre 1970.)

Réponse. — Bien qu'ils réalisent leurs opérations avec leurs seuls membres, les groupements d'intérêt économique formés entre négociants en vue de se procurer les marchandises qu'ils vendent, n'en ont pas moins une activité commerciale et sont donc passibles de la contribution des patentes conformément au droit commun. A cet égard, leur situation est la même que celle des autres organismes d'achats en commun constitués entre commerçants ou industriels qui sont soumis à cette contribution. Il ne serait donc pas justifié d'envisager à leur profit une exonération de patente. Au surplus, une telle mesure devrait, si elle était adoptée, être étendue à tous les groupements d'intérêt économique et aux organismes similaires ; il en résulterait une perte de ressources importante pour les collectivités locales au moment où la plupart d'entre elles rencontrent les plus grandes difficultés pour équilibrer leur budget. Elle trait, enfin, à l'encontre des recommandations de la commission d'étude de la patente visant à réduire le nombre des exonérations. Pour tous ces motifs, il n'est pas possible de réserver une suite favorable à la suggestion de l'honorable parlementaire.

Assurances sociales (régime général).

14744. — M. Sanglier expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un contribuable qui, alors qu'il était titulaire d'une rente d'accident du travail, a contracté une affection qui lui a occasionné une invalidité distincte. Considérée isolément, celle-ci ne réduisait pas des deux tiers la capacité de travail de l'intéressé, mais sa combinaison avec l'invalidité qu'indemnise la rente susvisée met le contribuable en cause hors d'état d'exercer une quelconque profession et lui a donc ouvert droit, conformément à l'article L. 304 du code de la sécurité sociale, à une pension d'invalidité au titre du régime général des assurances sociales. Certes, les pensions de l'espèce ne bénéficient pas de l'affranchissement de l'impôt sur le revenu qu'accorde l'article 81 (8°) du code général des impôts aux rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail. Les conséquences de l'application de cette règle au cas qui vient d'être exposé s'avèreraient cependant sévères car il est indéniable que l'accident du travail a contribué à l'ouverture du droit à la pension d'invalidité. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire connaître si les arrérages de cette pension peuvent, en tout ou partie, être affranchis de l'impôt sur le revenu, étant donné les circonstances particulières de l'affaire. (Question du 30 octobre 1970.)

Réponse. — Les pensions d'invalidité versées au titre du régime général de la sécurité sociale entrent dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu quelles que soient les conditions dans lesquelles elles sont attribuées. Aussi, sans méconnaître la situation digne d'intérêt à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire, n'est-il pas possible d'envisager une exception destinée à tenir compte des conditions d'octroi de la pension d'invalidité.

Etablissements scolaires.

14766. — A. Lebon demande à M. le ministre de l'économie et des finances si l'indemnité de gestion et de responsabilité attribuée aux gestionnaires des établissements d'enseignement public (lycées et collèges) est considérée comme un revenu et doit être déclarée à l'administration des impôts. (Question du 3 novembre 1970.)

Réponse. — L'indemnité de gestion et de responsabilité attribuée aux gestionnaires des établissements publics visés dans la question posée par l'honorable parlementaire ne présente pas le caractère d'une allocation spéciale pour frais d'emploi, au sens des dispositions de l'article 81-1° du code général des impôts, mais constitue pour les bénéficiaires un élément de rémunération passible de l'impôt sur le revenu. Les établissements considérés doivent, bien entendu, porter les indemnités en question sur les bulletins de déclarations qu'ils sont tenus d'adresser à l'administration fiscale.

Carburants.

14782. — M. Charles Privat rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le prix du fuel domestique qu'utilisent les agriculteurs comme carburant a subi, depuis le 1^{er} octobre 1970, une augmentation de 5 centimes par litre, soit une progression de 30 p. 100 environ. Il lui demande si, à une époque où le pouvoir d'achat des agriculteurs ne cesse de se dégrader, où le Gouvernement prétend vouloir maintenir la stabilité des prix, cette politique de hausse de produits industriels est compatible avec les déclarations gouvernementales. (Question du 3 novembre 1970.)

Réponse. — Les prix homologués pour le fuel-oil domestique n'ont subi aucune hausse entre le 1^{er} octobre et le 3 novembre 1970 ; ils ont été relevés de 0,90 franc par hectolitre (environ 4 p. 100) le 5 novembre 1970. La hausse signalée par l'honorable parlementaire ne peut résulter que de la diminution des rabais bénévolement consentis par les sociétés pétrolières aux revendeurs ou aux utilisateurs, en raison de l'âpre concurrence qui a joué pendant plusieurs années. Divers facteurs ont concouru à provoquer une certaine tension sur le marché des combustibles : la forte croissance de la demande d'énergie, non seulement en France, mais dans l'ensemble des pays industrialisés ; la réduction des disponibilités en pétrole brut par suite de la fermeture du pipeline golfe Persique-Sidon et de la diminution des livraisons de la Lybie ; la hausse des taux des frets maritimes pour l'acheminement du pétrole vers les raffineries européennes et enfin, les relèvements de prix imposés par les gouvernements d'un certain nombre de pays producteurs de pétrole brut. L'augmentation du prix de revient qui a accompagné cette tension a incité les sociétés pétrolières à réduire, ou même supprimer, les rabais et ristournes qu'elles avaient librement consenties, et dont de très nombreux utilisateurs de fuel-oils ont bénéficié pendant plusieurs années.

Départements d'outre-mer.

14894. — M. Fontaine signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il est très surpris de constater, dans la note de synthèse émanant de la direction du Trésor portant le numéro 10.70/5 et traitant de l'aide de la France aux pays en voie de développement, que les départements d'outre-mer sont compris parmi ces pays au même titre que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Il lui demande en conséquence s'il envisage de modifier la présentation de cette note d'information pour qu'aucune équivoque ne puisse subsister quant à l'appartenance des départements d'outre-mer à la nation française. En outre et dans le dessein de faire ressortir avec plus de précision et plus de netteté l'importance de l'aide que la France apporte à ses départements les plus lointains il lui demande s'il n'est pas possible de distinguer le montant des sommes mises à la disposition des départements d'outre-mer et celles revenant aux territoires d'outre-mer. (Question du 7 novembre 1970.)

Réponse. — Le mémorandum relatif à l'aide française au développement que le Gouvernement adresse chaque année au comité d'aide au développement (C. A. D.) de l'O. C. D. E. décrit l'effort global consenti par la France en faveur du tiers-monde. D. O. M. et T. O. M. compris. L'inclusion des départements et territoires d'outre-mer dans les statistiques d'aide française n'entraîne aucune équivoque sur l'appartenance des départements d'outre-mer à la

nation française. Le critère retenu par l'O. C. D. E. et qui est appliqué aux mémorandums de tous les pays membres est, en effet, d'ordre strictement économique et est fondé sur le niveau de vie moyen des populations considérées. C'est ainsi que d'autres Etats membres du C. A. D. — le Portugal, le Pays-Bas, le Royaume-Uni et les Etats-Unis notamment — complaisaient dans leurs statistiques d'aide les dépenses effectuées dans des régions d'outre-mer ressortissant à leur souveraineté. La note de synthèse relative à l'aide établie par le service de l'information du ministère des finances est un résumé de notre mémorandum au C. A. D. Il est normal, dans ces conditions, que les chiffres qui y sont cités fassent état de notre effort financier en faveur des départements et territoires d'outre-mer. Les éliminer donnerait une image inexacte de notre effort financier réel et rendrait plus difficiles les comparaisons internationales. En ce qui concerne la distinction qui devrait être faite entre dépenses effectuées dans les départements d'outre-mer et dépenses effectuées dans les territoires d'outre-mer, la remarque de l'honorable parlementaire paraît tout à fait fondée. Il est toutefois rappelé que dans le mémorandum adressé au C. A. D., qui est publié chaque année intégralement dans la revue *Statistiques et études financières*, cette distinction existe. Il sera fait en sorte, à l'avenir, qu'il en soit de même dans la note de synthèse publiée par le service de l'information.

I. R. P. P.

14915. — M. Vancalster expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un contribuable placé sous le régime de l'évaluation administrative qui, pour les besoins de sa profession, est tenu obligatoirement de se déplacer en voiture et de stationner très fréquemment dans des parkings où le stationnement est payant. Pour l'année 1969, ces frais de stationnement se sont élevés à plus de 2.000 francs actuels. Or, il ne peut rapporter la preuve de cette dépense, pourtant effective, puisque la délivrance d'un reçu n'est pas prévue par les appareils mis en place. D'autre part, il s'agit bien de dépenses professionnelles dont la déduction devrait être admise sans discussion et entrer en ligne de compte pour l'évaluation de son résultat net. Il lui demande : 1° s'il peut lui confirmer que ces frais sont bien déductibles et qu'un inspecteur des impôts n'est pas en droit d'en refuser la prise en compte au motif que ces dépenses ne seraient pas prouvées par des pièces justificatives ; 2° dans le cas contraire, comment peut-il et doit-il obtenir la déduction de ces frais effectifs ; 3° s'il ne pourrait pas envisager la délivrance d'une pièce justificative destinée à supprimer les contestations éventuelles. (Question du 9 novembre 1970.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 93 du code général des impôts, le bénéfice non commercial à retenir dans les bases de l'impôt sur le revenu est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Ces dépenses ne peuvent donc être prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable que s'il en est justifié. Dans le régime de l'évaluation administrative, ces justifications sont toutefois examinées avec largeur de vue. L'administration ne se refuse pas notamment à tenir compte des dépenses dont la justification précise s'avère difficile, voire impossible, dès lors que celles-ci correspondent manifestement aux obligations professionnelles des contribuables et qu'elles ne sont pas exagérées. Tel peut être le cas des frais de stationnement et de parking, lorsque leur paiement ne donne pas lieu à la délivrance d'un reçu. Mais le point de savoir dans quelle mesure ceux exposés par le contribuable visé dans la question peuvent être admis en déduction est une question de fait à laquelle il ne pourrait être répondu que sous réserve d'un examen plus approfondi du cas particulier évoqué.

Fiscalité immobilière.

14977. — M. Collette rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963, les plus-values dégagées par des mutations portant sur les « terrains à bâtir » effectuées par certains contribuables ne sont en définitive imposables que si la mutation entre dans le champ d'application de la T. V. A. immobilière. Dans cette hypothèse, l'imposition de la plus-value, laquelle est à la charge du vendeur, dépend des agissements de l'acquéreur. L'administration a toujours décidé que si la décision de bâtir était prise par l'acquéreur postérieurement à la cession, la plus-value devenait rétroactivement imposable, du moins dans les limites de la prescription fiscale. Mais jusqu'à une époque récente, l'administration admettait, symétriquement, que dans le cas où l'acquéreur abandonnerait son projet de construction, la plus-value cessait d'être imposable et l'impôt effectivement perçu devait même être restitué, toujours dans les limites de la prescription fiscale. Cette seconde solution résultait d'une réponse faite à M. Herman (B. O. C. D. 69-II-4603). Ce système était entièrement logique avec lui-même. Or, à la suite d'une décision rendue par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 17 décembre 1969, l'administration considère maintenant que les plus-values ne cesseraient pas d'être imposables, quand bien même

l'acquéreur abandonnerait son projet de construction (Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat précité, B. O. du 25 mai 1970, 8 C-2-70, et réponse à la question écrite de M. Chauvet, député, n° 1114, faite le 18 juillet 1970, *Journal officiel*, Débats A. N. n° 64.) L'administration n'a pas réformé pour autant la première des solutions ci-dessus indiquées : celle selon laquelle les plus-values dégagées par la mutation deviennent rétroactivement imposables lorsque l'acquéreur prend la décision de bâtir postérieurement à ladite mutation. Il souligne que les positions prises par l'administration pour les cas où l'acquéreur, postérieurement à la mutation, prend la décision soit de bâtir, soit au contraire d'abandonner son projet de construction, paraissent manquer d'uniformité. Si l'on admet, avec le Conseil d'Etat, que l'abandon du projet de construction postérieurement à la cession reste sans influence sur l'imposition des plus-values, la logique voudrait que, systématiquement, la décision de bâtir prise par l'acquéreur à la même époque reste aussi sans influence sur la même imposition. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir l'harmonie du système. (Question du 17 novembre 1970.)

Réponse. — Les commentaires auxquels se réfère l'honorable parlementaire (B. O. 8 C-2-70) se bornent à tirer les conséquences pratiques du principe, retenu par le Conseil d'Etat, dans l'arrêt du 17 décembre 1969, suivant lequel la vocation d'un terrain à la construction s'apprécie à la date de la mutation qui l'affecte. C'est donc à cette date qu'il convient de se placer pour déterminer si la cession entre, ou non, dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article 257-7° du code général des impôts. Or, la circonstance que l'acquéreur ne prenne pas, dans l'acte, l'engagement de construire dans un délai de quatre ans n'implique nullement que la cession se trouve placée, *ipso facto*, hors du champ d'application de la taxe. Cet engagement n'a d'autre effet que d'exonérer l'acquéreur de l'impôt de mutation. L'administration se trouve donc fondée à remettre en cause le régime fiscal appliqué à l'opération, tant en ce qui concerne l'acquéreur que le vendeur, s'il est établi que celui-ci était, en fait, dès l'origine destinée à la production ou que, avant l'expiration du délai de quatre ans, une construction est édictée sur le terrain cédé. Il est logique, dans cette hypothèse, que l'administration ait la possibilité de soumettre la plus-value réalisée par le cédant à l'impôt sur le revenu, dans les conditions prévues à l'article 150 ter du code général précité. Mais cette taxation n'a pas, pour autant, un caractère systématique et le cédant pourrait faire échec à l'imposition en apportant la preuve que le changement d'affectation conféré au bien par l'acquéreur n'était pas prévisible au moment de la cession. Cette solution n'est donc pas en contradiction avec la position retenue dans l'hypothèse où la cession est placée, initialement, dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, puisque, dans les deux cas, c'est bien au moment de la mutation que l'on se place pour déterminer le régime applicable à l'opération.

Produits alimentaires (T. V. A.).

14998. — M. Phillbert expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à partir du 1^{er} janvier 1971 certains produits qui jusqu'à présent étaient soumis au taux intermédiaire de 17,60 p. 100 passeront au taux réduit de 7,50 p. 100. Il s'agit des farines, des pains spéciaux, des biscuits, des glaces, des crèmes glacées et des sorbets. La pâtisserie, les produits de confiserie et de chocolaterie, le café et le thé ne figurent pas sur cette liste limitative. La distinction faite entre les produits de même catégorie soumis au taux réduit et ceux assujettis au taux intermédiaire n'est pas compréhensible. D'autant plus que le syndicat des patrons confiseurs, pâtisseries, chocolatiers, glaciers et pâtisseries-boulangers a fait savoir qu'il répercuterait intégralement auprès du consommateur, par une baisse des prix proportionnée à la discrimination de la taxe sur la valeur ajoutée, les aménagements fiscaux consentis. Il lui demande s'il n'estime pas devoir en conséquence, étendre le taux réduit à l'ensemble des produits de même catégorie. (Question du 17 novembre 1970.)

Réponse. — L'article 14 de la loi de finances pour 1971, n° 70-1199 du 21 décembre 1970, étend l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes à emporter, d'une part de produits composés de céréales ou de produits dérivés de céréales, à l'exception de la pâtisserie fraîche, telle qu'elle a été définie par arrêté, et de la confiserie, d'autre part des crèmes glacées, sorbets et autres glaces alimentaires et des préparations dans la composition desquelles entrent ces produits. Le décret n° 71-38 du 15 janvier 1971, pris en application de l'article 15 de la loi précitée, a accordé le bénéfice de la même mesure, à compter du 18 janvier 1971, aux ventes à emporter de café, de thé et de chicorée et de leur succédanés. Le Gouvernement, notamment en prenant ce dernier texte, a montré qu'il pratiquait en la matière une politique générale d'allègement et de simplification de la fiscalité indirecte. Il poursuivra cette politique au profit des produits alimentaires solides encore soumis au taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée, en fonction des possibilités budgétaires.

Épargne.

15003. — M. Chazalon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il s'est engagé à plusieurs reprises, devant le Parlement, à réunir dans une table ronde les représentants des différents organismes collecteurs d'épargne, en vue de mettre au point les grandes lignes d'une politique d'ensemble de l'épargne en France, permettant d'assurer la coexistence des différents établissements auxquels s'adressent les épargnants, dans un climat de sécurité et de liberté. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que les engagements, pris en ce sens, seront mis à exécution dans un avenir assez prochain. (Question du 17 novembre 1970.)

Réponse. — Le ministère de l'économie et des finances a entrepris différentes études sur les problèmes que pose le développement de l'épargne nécessaire au financement des investissements et sur les moyens de collecte de cette épargne par les différents circuits financiers. Ces différentes études, nécessairement complexes, devraient normalement parvenir à leur terme au cours des prochains mois et permettre ainsi aux pouvoirs publics de disposer de tous les éléments utiles leur permettant de préparer éventuellement les mesures auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire.

I. R. P. P.

15004. — M. Chazalon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'administration fiscale considère que les subsides qu'un père de famille fournit à son enfant majeur, âgé de plus de vingt-cinq ans, à seule fin de lui permettre de poursuivre des études supérieures, ne présentent pas le caractère d'une pension servie à titre obligatoire et que leur montant ne peut, dès lors, être admis en déduction en vue de l'établissement de l'impôt. Il lui fait observer qu'il semble anormal de considérer de telles sommes comme ayant le caractère de simples « libéralités », alors que l'aide familiale demeure indispensable à de nombreux étudiants qui sont encore en cours d'études au-delà de vingt-cinq ans et qui, n'ayant plus droit au bénéfice d'une bourse, ne pourraient absolument pas vivre sans recevoir des subsides de leurs parents. Pour qu'un étudiant de cet âge puisse obtenir une chambre dans une cité universitaire, il faut d'ailleurs qu'il fournisse des indications sur la situation financière de sa famille. Il y a ainsi une obligation « morale », sinon juridique qui s'impose au chef de famille, lequel ne peut refuser de subvenir aux besoins de son enfant étudiant, et il semble anormal de considérer les charges ainsi versées comme ne rentrant pas dans la catégorie des « charges déductibles » du revenu global pour l'établissement de l'impôt sur le revenu. Il lui demande s'il n'envisage pas de revoir ce problème à l'occasion de la réforme de l'impôt sur le revenu qui est actuellement à l'étude, en vue d'autoriser les contribuables, chefs de famille, à déduire de leur revenu global les sommes versées à leurs enfants étudiants, âgés de plus de vingt-cinq ans, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures. (Question du 17 novembre 1970.)

Réponse. — Il est rappelé tout d'abord que les étudiants de plus de vingt-cinq ans ne sont pas écartés, du fait de leur âge, du bénéfice des bourses d'enseignement supérieur. Ces dernières sont accordées compte tenu des ressources de la famille de l'étudiant et à la condition que celui-ci ait satisfait à la sanction normale de la scolarité. Cela dit, les frais supportés par les parents pour permettre à leurs enfants de poursuivre des études supérieures présentent le caractère non pas d'une charge du revenu mais bien d'un véritable emploi de ce dernier. Ils ne peuvent, dès lors, être admis en déduction du revenu imposable. Ce principe ne souffre de dérogation que dans le cas, sans doute assez rare, où un étudiant serait en situation d'obtenir de ses parents le versement d'une pension alimentaire en application des articles 205 et suivants du code civil. Il ne peut être envisagé d'enlever à cette dérogation son caractère exceptionnel et d'admettre dans tous les cas la déduction des dépenses en cause. Il convient d'ailleurs de rappeler que les dispositions prises en matière de quotient familial en faveur des parents dont les enfants poursuivent leurs études sont particulièrement libérales, puisque l'article 196-1^{er} du code général des impôts fixe à vingt-cinq ans, au lieu de vingt et un, la limite d'âge jusqu'à laquelle ces enfants peuvent être considérés comme étant à la charge de leurs parents. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager une mesure de la nature de celle souhaitée par l'honorable parlementaire.

Sociétés de développement régional.

15009. — Mme Aymé de la Chevellerie rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à compter du 1^{er} août 1969 il fut décidé de suspendre pour une durée indéterminée l'approbation de nouvelles demandes de prêts sur les produits d'emprunts

groupés à émettre par les sociétés de développement régional. En mai dernier, la direction du Trésor annonça aux sociétés de développement régional qu'il était possible de reprendre les procédures d'agrèments relatives à leurs interventions en prêts à long terme. Cependant une sélection des dossiers était demandée afin que la priorité fût accordée: 1^o aux entreprises Industrielles qui fournissent un effort important de vente à l'exportation ou qui procèdent à des investissements leur permettant d'aboutir à des gains de productivité; 2^o aux commerçants indépendants souhaitant accéder aux formes les plus modernes de commerce. Par ailleurs, une circulaire du ministère de l'économie et des finances stipulait que les agréments de la direction du Trésor sur les dossiers de prêts à long terme des sociétés de développement régional ne seraient provisoirement donnés que dans la limite d'un contingent fixé globalement à 402 millions de francs pour l'année 1970, en laissant à la diligence des sociétés concernées la répartition entre elles du volume autorisé. Cette répartition a soulevé des difficultés et le barème établi, satisfaisant le plus grand nombre, présente cependant l'inconvénient majeur de pénaliser les régions sous-industrialisées dont les besoins en crédits ont crû à une vitesse rapide au cours de la dernière décennie. Tel est le cas de la zone d'action de la Société pour le développement économique du Centre et du Centre-Ouest, zone qui correspond à quatre régions de programme: Auvergne, Centre, Limousin, Poitou-Charentes. Cette société (Sodecco) s'est vu en effet attribuer un quota de 8,10 p. 100 du contingent global, ce qui paraît nettement insuffisant puisque la totalité, soit 100 p. 100, correspond à vingt régions. Il n'apparaît pas normal que des attributions de crédits visant à faciliter le développement des régions défavorisées soient soumises, par le jeu de discussions entre sociétés privées, à la prise de position de représentants d'autres régions. C'est pour cette raison qu'elle lui demande s'il peut, en accord avec son collègue le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, envisager une modification des quotas de répartition tels qu'ils ont été déterminés. Cette modification est indispensable car la répartition actuelle est d'autant plus regrettable que les régions correspondant à la zone d'action de la Sodecco figurent parmi celles qui ont le plus besoin d'investissements industriels dont les moyens de financement constituent la condition indispensable. (Question du 18 novembre 1970.)

Réponse. — L'insuffisance des ressources du marché financier au regard du volume des demandes d'émission de l'ensemble des S. D. R. a en effet conduit le département de l'économie et des finances à inviter les responsables de ces sociétés à réserver leurs interventions à des investissements répondant à des priorités définies en ce qui concerne le développement industriel et la modernisation du commerce. Il leur a également demandé de procéder entre eux, dans le cadre de leur concertation coutumière, à une répartition de ces possibilités d'émission. Il eût été en effet contraire aux principes qui régissent l'accès du marché financier de procéder à une répartition autoritaire de ces quotas. Au surplus, un partage décidé entre les S. D. R. elles-mêmes de ces ressources offrirait les plus grandes garanties d'une consommation totale alors qu'une répartition différente aurait risqué d'aboutir à une moindre utilisation dans la mesure où les S. D. R. bénéficiaires n'auraient peut-être pas toutes disposé d'un volume suffisant de dossiers prioritaires en état d'être financés. Bien évidemment, comme toute méthode de répartition, celle-ci ne peut que très difficilement recueillir une approbation unanime. Par rapport à d'autres, elle présente cependant l'avantage d'avoir été arrêtée par les intéressés eux-mêmes. Il va de soi que les services du ministère de l'économie et des finances, et notamment les commissaires du Gouvernement placés auprès des S. D. R., sont particulièrement attentifs aux résultats des répartitions effectuées. Ils ne manqueraient pas d'intervenir auprès des présidents de S. D. R. si les partages opérés risquaient de contredire les orientations du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire.

Emprunts.

15029. — M. Moron demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui expliquer comment il se fait que l'augmentation du taux de l'escompte entraîne des augmentations des mensualités des contrats d'emprunt, alors que l'abaissement du taux n'entraîne aucune diminution des versements. (Question du 18 novembre 1970.)

Réponse. — Les pouvoirs publics souhaitent que le niveau des taux d'intérêt s'abaisse dans toute la mesure du possible, conformément à la tendance généralement observée et marquée par les baisses successives du taux d'escompte de la Banque de France. C'est ainsi que le taux des crédits à moyen terme mobilisables à la construction nouvellement consentis est inférieur à celui qui

était pratiqué au mois d'août de 1,50 point, en raison des baisses successives du taux de l'escompte et de la réduction à partir du 8 janvier de 0,25 p. 100 à 0,15 p. 100 de la commission d'engagement perçue par le Crédit foncier de France. D'une façon générale, les conditions de banque sont librement débattues entre les banques et leurs clients : en conséquence, les contrats font la loi entre les parties, notamment en ce qui concerne les modalités selon lesquelles un lien est établi entre le taux du crédit et le taux d'escompte de la Banque de France ou des organismes réescompteurs (Crédit national ou Crédit foncier). Il semble que dans les cas où les clauses d'un contrat prévoyaient une indexation du taux d'intérêt suivant les variations de l'un de ces taux de référence, les modifications, en hausse comme en baisse, aient été appliquées comme prévu. Il convient de remarquer à cet égard que le taux de mobilisation des crédits à moyen terme à la construction, consentis avec l'accord du Crédit foncier de France antérieurement au 13 juin 1969, n'a pas été modifié lorsque le taux d'escompte de la Banque de France est passé de 6 p. 100 à 8 p. 100, à la suite des hausses de juin et d'octobre 1969. Même après les trois baisses du taux de l'escompte intervenues en août et octobre 1970 et en janvier 1971, le taux de mobilisation du Crédit foncier de France, demeure fixé, pour ces crédits, à 6,20 p. 100 et reste donc inférieur au taux réel de l'institut d'émission. Cette stabilité du taux de mobilisation du Crédit foncier pour les crédits antérieurs au 13 juin 1969 explique que depuis cette date le montant des mensualités prévues pour le remboursement de ces crédits n'ait été modifié, ni en hausse, ni en baisse.

Lotissements.

15062. — M. Grandsart expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en l'état actuel de la législation, est considéré comme lotisseur tout propriétaire qui divise en deux un terrain destiné à la construction. Cette réglementation a pour conséquence : 1° d'obliger le propriétaire à la constitution d'un dossier de lotissement, constitution longue et compliquée même sous la procédure dite « simplifiée ». Dans des cas simples de division, cette formalité semble s'ajouter inutilement à celle du permis de construire ; 2° l'assujettissement du propriétaire aux plus-values immobilières sans abattement (sauf exception concernant les lotissements simplifiés de terrains d'origine successorale). Un projet de réforme annoncé en 1968 devait consister à restreindre la notion de lotissement pour ne l'appliquer qu'aux divisions comportant un nombre de lots supérieur à cinq. Une telle réforme serait fort souhaitable pour le développement de nombreuses régions en cours d'expansion. Il lui demande s'il peut lui indiquer où en est l'étude du projet de réforme précité. (Question du 19 novembre 1970.)

Réponse. — Il est exact que le régime fiscal applicable aux lotisseurs dépend, en partie, de la procédure adoptée pour effectuer le lotissement. C'est ainsi, notamment, que les opérations réalisées selon la procédure simplifiée (art. 7 du décret n° 59898 du 28 juillet 1959) bénéficient, dans tous les cas, de mesures particulières d'imposition. Lorsque, compte tenu de l'origine de propriété du terrain, le lotisseur ne peut revendiquer le régime d'imposition des plus-values de cession de terrains à bâtir (art. 150 ter du code général des impôts), il a néanmoins la possibilité de majorer et de réévaluer le prix de revient ou la valeur des biens lots dans les conditions prévues par ce dernier article. Certes, la réforme des procédures de lotissement, actuellement en cours, pourrait être de nature à modifier les modalités d'imposition actuelles. Mais, le département de l'économie et des finances ne saurait se prononcer sur les délais dans lesquels interviendra cette réforme, cette question relevant directement de la compétence du ministère de l'équipement et du logement.

Impôt sur les sociétés.

15065. — M. Beucler demande à M. le ministre de l'économie et des finances si une société assujettie à l'impôt sur les sociétés peut ne pas comprendre dans son bénéfice imposable une remise de dette à elle consentie par un particulier non commerçant sur le montant d'un prêt sans intérêt, dès lors que ce particulier ne pourra pas déduire de son revenu imposable ladite remise de dette, et que celle-ci est destinée à absorber des déficits afférents à des exercices prescrits. (Question du 19 novembre 1970.)

Réponse. — Conformément aux dispositions combinées des articles 38-2 et 209 du code général des impôts, le bénéfice à retenir pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, l'actif net s'entendant de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées. Or, l'abandon par le créancier d'une société de la totalité ou d'une partie de sa créance entraîne

nécessairement une diminution du passif de la société débitrice et, par suite, à due concurrence, une augmentation de son actif net. Il s'ensuit que la remise de dette consentie en faveur de la société visée dans la question constitue un profit social dont il y a lieu de tenir compte, pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés, quelles que soient, par ailleurs, la situation du créancier et ses relations avec la société.

Fonds de commerce.

15139. — M. Bérard expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 1684-3° du code général des impôts « le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant de cette entreprise, des impôts directs établis en raison de l'exploitation de ce fonds ». Par ailleurs, la loi n° 56-277 du 20 mars 1956, en son article 8, dispose notamment que « jusqu'à la publicité du contrat de location-gérance et pendant un délai de six mois à compter du jour de cette publication, le loueur du fonds est solidairement responsable avec le locataire-gérant des dettes contractées par celui-ci à l'occasion de l'exploitation du fonds ». Il lui demande si la limitation de temps introduite par cette loi qui modifiait le régime instauré antérieurement par un décret du 22 septembre 1953 ne pourrait pas s'appliquer, en ce qui concerne le paiement des impôts directs éventuellement dus par le gérant, les dispositions de l'article 1684-3° du code général des impôts paraissant être en contradiction avec la volonté du législateur de 1956. Il lui demande, en outre, s'il peut lui préciser son point de vue en ce qui concerne ce problème et les mesures qu'il envisage éventuellement de prendre afin de remédier à cet état de choses. (Question du 24 novembre 1970.)

Réponse. — L'article 1684-3° du code général des impôts, qui résulte d'un décret-loi du 2 mai 1938, précise que « le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant de cette entreprise des impôts directs établis à raison de l'exploitation de ce fonds ». Par ailleurs, l'article 8 de la loi n° 56-277 du 20 mars 1956 dispose que : « jusqu'à la publication du contrat de location-gérance et pendant un délai de six mois à compter de cette publication, le loueur du fonds est solidairement responsable avec le locataire-gérant des dettes contractées par celui-ci à l'occasion de l'exploitation du fonds ». L'autonomie de la loi fiscale s'oppose à ce que la limite de temps prévue par la loi du 20 mars 1956, pour l'exercice de la responsabilité du propriétaire-loueur de fonds de commerce quant aux dettes d'exploitation du locataire-gérant, s'applique à la responsabilité mise par l'article 1684-3° du code général des impôts à la charge du propriétaire pour le paiement des dettes fiscales de l'exploitant. Les conditions d'exercice de la responsabilité fiscale du propriétaire de fonds de commerce ont été définies par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Un arrêt du 22 mai 1953 précise que la responsabilité du propriétaire de fonds de commerce au titre de l'article 1684-3° s'étend non seulement aux impôts assis au cours de l'exploitation du fonds, mais aussi aux impôts mis en recouvrement après la cessation de l'exploitation, pourvu qu'ils atteignent des bénéfices réalisés pendant l'exploitation du fonds. Ainsi, aucun délai n'est imparté à l'administration pour engager la responsabilité du propriétaire du fonds de commerce. D'autre part, des arrêts des 13 juin 1952 et 10 avril 1959 ont posé en principe qu'il suffit, pour que le propriétaire d'un fonds de commerce soit responsable des impôts établis au nom d'une tierce personne à raison de l'exploitation de ce fonds, que celui-ci ait été sa propriété pendant la période retenue pour l'établissement des impôts et que, pendant cette période, le fonds ait été exploité par une personne autre que lui-même. On observera, enfin, que l'article 1684-3° du code général des impôts vise tout exploitant du fonds autre que le propriétaire, alors que la loi du 20 mars 1956 vise plus précisément le locataire-gérant ; du point de vue de la nature des rapports entre propriétaire et exploitant, la loi fiscale est donc plus large que la loi commerciale. Pour conclure, il est cependant indiqué que l'administration admet que les tiers mis en demeure de payer l'impôt en l'acquit des contribuables inscrits aux rôles peuvent présenter des demandes gracieuses tendant à être dispensés de leurs obligations légales. Dans le cas particulier des propriétaires non exploitants de fonds de commerce, les demandes présentées sont examinées dans un esprit bienveillant lorsque les propriétaires peuvent établir qu'ils ont de bonne foi pris toutes dispositions pour assurer et surveiller l'exécution par l'exploitant de ses obligations fiscales et qu'ils ont été victimes de manœuvres accomplies par celui-ci pour éluder le paiement de ses dettes.

T. V. A.

15152. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi du 9 juillet 1970, en son article 1°, ainsi que les décrets n° 70-693 et 70-694 du 31 juillet 1970 et

la note administrative du 26 août 1970 faisant une distinction entre producteurs et fabricants semblent devoir être interprétés comme excluant les agriculteurs du bénéfice du remboursement de leur crédit de taxe sur la valeur ajoutée. Selon ces textes, les fabricants de produits soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit de 7,50 p. 100 ont désormais la possibilité d'obtenir le remboursement direct du crédit de taxe sur la valeur ajoutée, qu'ils sont dans l'incapacité d'imputer en raison du butoir auquel très souvent ils se heurtent de manière permanente, mesure susceptible de bénéficier, avec effet du 1^{er} janvier 1970, aux entreprises fabricant des produits alimentaires, aux fabricants de produits autres qu'alimentaires soumis au taux réduit : engrais, produits antiparasitaires... Il lui demande s'il est prévu d'exclure les agriculteurs et viticulteurs du bénéfice de ces réglementations et, dans l'affirmative, les raisons de cette différence qui, aux yeux de certains, pourrait apparaître comme une discrimination au détriment de l'agriculture. (Question du 24 novembre 1970.)

Réponse. — La loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 et les décrets d'application n° 70-693 et 70-694 du 31 juillet 1970 prévoient le remboursement, sous certaines conditions, de l'excédent de taxes déductibles dont peuvent disposer les entreprises qui réalisent des affaires portant sur la fabrication de produits soumis au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée. Cette notion de fabrication exclut effectivement, comme l'estime l'honorable parlementaire, les opérations de production effectuées par les exploitants agricoles. L'article 15 de la loi de finances pour 1971 permet au Gouvernement d'aménager les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1970 susvisée et d'en étendre l'application à d'autres secteurs d'activités. Des études sont en cours en vue de déterminer les catégories de redevables susceptibles de bénéficier d'une extension du régime de remboursement, étant précisé que la portée de cette extension sera fonction des disponibilités budgétaires en cours d'année 1971.

Débts de tabac.

15164. — M. Deliaune expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a eu connaissance de la suppression de certaines recettes ruralistes rurales. Ces suppressions paraissent d'autant moins justifiées dans un département comme celui de la Gironde que toute expédition de vin soit en gros, soit au détail, ne peut s'effectuer sans pièce de régie exigeant elle-même le dépôt d'une soumission. Par ailleurs, les services de la viticulture exigent des démarches compliquées pour les arrachages de vignes et les plantations. Les suppressions envisagées imposeraient à tous les usagers de ces recettes ruralistes des déplacements longs et coûteux et par là même des pertes de temps inutiles. Il lui demande pour quelles raisons ces suppressions sont envisagées. Il souhaiterait connaître en particulier les recettes qui doivent être supprimées et insiste tout spécialement pour qu'elles soient maintenues. (Question du 25 novembre 1970.)

Réponse. — La direction générale des impôts a entrepris une réorganisation de ses services extérieurs sur l'ensemble du territoire, qui s'est traduit notamment par la création, au 1^{er} janvier 1970, de recettes fusionnées des impôts dans lesquelles ont été regroupées les attributions traditionnelles des recettes de l'enregistrement et des contributions indirectes. En outre, l'administration procède, mais de façon très progressive, à la création d'un nouveau type de recettes locales des impôts dont la circonscription recouvrira, en règle générale, le canton et qui seront tenues par des agents ayant la qualité de fonctionnaire. Cette nouvelle cellule, chargée de la perception des droits indirects et de certains droits recouverts précédemment par les recettes de l'enregistrement, ainsi que d'une mission générale de renseignement fiscal élémentaire, doit constituer le premier échelon du réseau comptable de la direction générale des impôts en contact avec le public. La mise en place de ces bureaux s'accompagne, en principe, de la fermeture des recettes auxiliaires vacantes et des bureaux auxiliaires implantés dans leur circonscription d'exercice, dont la faible activité ne justifie pas le maintien. En raison des sujétions particulières incombant aux viticulteurs et en attendant que les réglementations des impôts indirects aient été entièrement adaptées aux nouvelles structures, de façon à occasionner le moins de gêne possible aux usagers, celles-ci ont été introduites dans les secteurs viticoles avec la plus grande circonspection. C'est ainsi que dans le département de la Gironde, deux recettes locales à compétence élargie seulement viennent d'être mises en place : l'une à Castillon-la-Bataille et l'autre à Coutras, cependant qu'une troisième est prévue à Lesparre-Médoc. Pour l'instant, l'implantation des deux premières recettes locales ne s'est accompagnée que de la suppression d'un seul bureau auxiliaire, celui de Moullets, d'importance réduite, situé à proximité immédiate de Castillon-la-Bataille. Indépendamment de ces opérations de réorganisation, cinq bureaux ont dû être fermés en 1970 dans le département de la Gironde, à la suite de la démission du gestionnaire et en raison de l'impossibilité de trouver un autre candidat pour

assurer la tenue des registres de régie. Il s'agit là de la recette auxiliaire de Saillans dont les usagers, en accord avec la municipalité de cette agglomération, ont été rattachés à la recette auxiliaire de Fronsac, ainsi que des quatre bureaux auxiliaires de Samonac, Saint-Aignan, Saint-Morillon et Civrac-Médoc, dont l'activité était faible. D'autre part, la recette auxiliaire de Paulliac-Saint-Lambert vient également d'être supprimée à la suite de la démission de son titulaire ; ses redevables ont été pris en compte par la recette locale voisine de Paulliac-Ville, le secteur de Paulliac restant encore desservi par la recette auxiliaire de Paulliac-Pouyalet. Aucune nouvelle fermeture de bureau de déclarations n'est envisagée pour l'instant.

Infirmes (aveugles civils).

15331. — M. Jean Favre expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les aveugles civils ne peuvent bénéficier des avantages accordés aux aveugles pensionnés de guerre ou du travail. Il lui demande si l'administration ne pourrait pas envisager pour eux les mêmes avantages fiscaux, généralement très substantiels, concernant l'impôt sur le revenu. (Question du 1^{er} décembre 1970.)

Réponse. — Les pensions militaires d'invalidité servies en vertu de la loi du 31 mars 1919 ainsi que les rentes allouées aux victimes d'accidents du travail, présentent, comme l'ensemble des pensions d'invalidité, le caractère d'un revenu. Elles entrent, par suite, dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu. Sans doute, les pensions militaires et les rentes précitées sont-elles exonérées de cet impôt en vertu de l'article 81 du code général des impôts. Mais cette exonération, qui ne trouve pas son fondement dans des considérations d'ordre juridique, s'explique uniquement par la volonté du législateur d'accorder un régime de faveur aux victimes de la guerre et du travail. Une telle mesure — dont le bénéfice est accordé, non pas à raison de la nature de l'infirmité, mais des circonstances dans lesquelles celle-ci est intervenue — doit nécessairement conserver un caractère exceptionnel et ne peut, dès lors, être étendue aux autres pensions d'invalidité. Il est rappelé, toutefois, que les pensions d'invalidité servies par la sécurité sociale échappent à l'impôt lorsque leur montant n'excède pas celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et que les revenus imposables du bénéficiaire ne dépassent pas le maximum prévu pour l'attribution de ladite allocation. De même, il a été admis que les allocations versées aux aveugles et aux grands infirmes en application des articles 170 et suivants du code de la famille et de l'aide sociale n'ont pas à être prises en compte pour l'établissement de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, il va sans dire que les aveugles civils peuvent se prévaloir de toutes les mesures prises en faveur des invalides. Lorsqu'ils sont célibataires, divorcés ou veufs et n'ont pas d'enfant à leur charge, ils bénéficient pour le calcul de l'impôt sur le revenu d'une demi-part supplémentaire s'ils sont titulaires, soit d'une pension d'invalidité d'au moins 40 p. 100, soit de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Enfin, deux dispositions de la loi de finances pour 1971 apportent d'importants avantages aux invalides mariés. La première de ces dispositions accorde aux foyers dans lesquels un des époux, quel que soit son âge, remplit l'une des conditions visées à l'article 195-1 c, d et d bis du code général des impôts, le bénéfice des limites d'exonération et de décade applicables aux personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans. La deuxième mesure consiste à accorder une demi-part supplémentaire pour la détermination du quotient familial aux contribuables invalides mariés, lorsque chacun des époux remplit l'une des conditions fixées à l'article précité. Ces dispositions permettent d'alléger sensiblement la charge fiscale des invalides les plus dignes d'intérêt. Au demeurant, l'administration examine avec toute l'attention désirable les demandes en remise ou en modération qui lui sont adressées par ceux des intéressés qui, du fait de leur infirmité, se trouveraient réellement hors d'état d'acquiescer tout ou partie des cotisations d'impôt sur le revenu mises à leur charge. Ces indications paraissent de nature à répondre, du moins pour partie, aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Pensions de retraite (I. R. P. P.).

15379. — M. Sanglier se permet d'appeler l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le sentiment d'injustice qu'éprouvent les contribuables parvenus à l'âge de la retraite en constatant que leurs pensions sont imposées plus rigoureusement que ne l'étaient leurs traitements ou leurs salaires. Ces rémunérations faisaient, en effet, l'objet pour la détermination du revenu imposable, d'une déduction de 10 p. 100. Celle-ci est actuellement refusée aux retraités parce qu'elle dispenserait des frais professionnels que ne supportent plus les contribuables qui ont cessé d'exercer une activité rémunérée. Cette manière de voir semble ignorer que le

passage de l'activité à la retraite s'accompagne d'une chute du pouvoir d'achat et que les personnes du troisième âge doivent faire face à des frais qui, pour ne plus avoir un caractère professionnel, n'en sont pas moins lourds, en raison notamment de l'état de santé des intéressés. L'article 131-1 du code général des impôts ne peut pas davantage venir au soutien de la thèse qui dénie aux retraités le droit à l'abattement de 10 p. 100 accordé aux salariés. Certes, cet article stipule que sont seules déductibles du revenu imposable les dépenses nécessaires pour l'acquisition ou la conservation du revenu, mais la justification qu'en tire la doctrine administrative ne serait pleinement convaincante que dans la mesure où il serait établi qu'aucune différence de nature n'existe, au regard de la fiscalité, entre les pensions de retraite et les traitements ou les salaires. Or, les dispositions en vigueur opèrent, sur certains points, une discrimination entre ces éléments puisqu'elles exonèrent de l'impôt, jusqu'à concurrence de 10.000 francs les indemnités qui sont susceptibles d'être servies à des salariés au moment de leur départ à la retraite, en assimilant ces avantages à des compléments de pensions et non à des majorations de traitements. Il n'apparaît pas, dans ces conditions, que des motifs irréductibles puissent s'opposer à ce que les contribuables retraités bénéficient, pour le calcul de leurs revenus imposables, d'une déduction analogue à celle qui est présentement accordée aux seuls salariés. D'incontestables avantages sont déjà accordés ou en voie de l'être, notamment pour la franchise et la décade, aux contribuables âgés. Il s'agit d'aménagements de portée limitée qui ne sauraient, par conséquent, faire double emploi avec l'adoption du régime de déduction ci-dessus évoqué d'autant que la réduction d'impôt de 5 p. 100 appliquée aux salariés se cumule intégralement avec l'abattement de 10 p. 100 dont font l'objet les traitements et les salaires. Il lui demande s'il compte réexaminer cette question afin qu'elle puisse connaître une issue favorable dès que la conjoncture permettra de passer à une nouvelle phase de la réforme qui a été engagée pour rendre plus équitable l'impôt sur le revenu. (Question du 3 décembre 1970).

Réponse. — L'indemnité allouée à un salarié, lors de son départ à la retraite, trouve manifestement son origine dans le contrat de travail qui le lie à son employeur. Elle présente, de ce fait, le caractère d'une véritable rémunération qui doit être soumise à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que le salaire proprement dit. Certes, une décision ministérielle en date du 10 octobre 1957 exonère ces indemnités à concurrence de 10.000 francs; mais il s'agissait à l'époque de pallier les insuffisances de certains régimes de retraite ou de prévoyance. Cette exonération n'a donc pas le caractère d'une déduction répondant aux conditions de l'article 131-1 du code général des impôts. Au surplus, elle ne trouve à s'appliquer, en fait, qu'une seule fois à l'égard du même contribuable. Cette mesure de tempérament ne saurait, dès lors, être invoquée pour justifier l'application d'une déduction forfaitaire et permanente sur le montant des retraites à comprendre dans les bases de l'impôt sur le revenu. Au demeurant, une telle mesure ne serait pas satisfaisante au plan de l'équité, car elle conduirait à accorder aux retraités un avantage d'autant plus grand que leurs ressources seraient plus élevées. Le Gouvernement n'en est pas moins conscient des difficultés rencontrées par certains pensionnés; mais il estime nécessaire de réserver, en priorité, les allègements fiscaux aux contribuables de condition modeste. Ces préoccupations viennent d'être traduites d'une manière concrète dans la loi de finances pour 1971 qui comporte, à cet égard, d'importantes mesures en faveur des petits et moyens retraités. C'est ainsi que, sans attendre l'intégration de la totalité de la réduction de 5 p. 100 dans le barème de l'impôt, les retraités dont les caisses n'avaient pas opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 peuvent, dès cette année, bénéficier de la réduction d'impôt qui était réservée, jusqu'à présent, aux adhérents des caisses acquittant cette taxe. Simultanément, les caisses de retraite qui avaient opté pour le paiement de la taxe de 3 p. 100 sur les pensions sont dispensées de ce versement pour les arrérages servis à compter du 1^{er} janvier 1971. D'autre part, un régime spécifique s'appliquera aux contribuables ayant atteint l'âge normal de départ à la retraite. En effet, toutes les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans bénéficieront désormais d'une franchise et d'une décade plus élevées, alors que cet avantage était jusqu'alors réservé aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Il en résultera une amélioration sensible de la situation fiscale de toutes les personnes qui ont cessé leur activité professionnelle et dépassé l'âge de soixante-cinq ans et qui ne jouissent que de modestes pensions. C'est ainsi, par exemple, qu'un ménage de retraités âgés de soixante-six ans était, en 1970, exonéré d'impôt si ses ressources annuelles n'excédaient pas 9.749 francs. Cette limite a été relevée, en vertu des nouvelles dispositions, à 12.999 francs par an. Ce même ménage qui, pour une pension de 15.000 francs devait acquitter 663 francs d'impôt sur le revenu en 1970, n'en paiera que 319 francs en 1971. L'importance de ces mesures, qui concernent au total 730.000 personnes âgées montre, s'il en est besoin, que le Gouvernement n'a pas entendu procéder à des aménagements de portée limitée, mais, au contraire, apporter une solution au problème qui préoccupe, à juste titre, l'honorable parlementaire.

Spectacles.

15441. — M. Dronne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'extension de la taxe sur la valeur ajoutée aux entreprises de spectacles, prévue dans la loi de finances pour 1971, suscite des inquiétudes parmi les animateurs bénévoles de comités et associations privés qui, dans les villes et les villages, organisent des fêtes et manifestations à caractère philanthropique et qui participent ainsi à l'animation indispensable des secteurs ruraux et urbains. Ceux-ci se heurtent déjà à de nombreux problèmes d'organisation, de publicité, de réglementation et de rentabilité. Si leurs charges fiscales doivent être augmentées par suite de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à leurs manifestations, beaucoup seront contraints d'abandonner leurs activités. Il lui demande s'il peut leur donner l'assurance que: 1° à défaut d'une exonération totale pour toutes les manifestations à caractère philanthropique, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à cette catégorie de spectacles sera le taux réduit; 2° le montant de la taxe sur la valeur ajoutée incluse dans les factures des fournisseurs et des prestataires de services pourra être déduit du montant de la taxe sur la valeur ajoutée due sur les recettes. (Question du 4 décembre 1970.)

Réponse. — Les dégrèvements prévus, en matière d'impôt sur les spectacles, en faveur des associations légalement constituées agissant sans but lucratif, avaient une portée strictement limitée. En effet, l'exonération de l'impôt sur les spectacles ne leur était applicable que jusqu'à concurrence de 5.000 francs de recettes par séance et seulement pour les quatre premières manifestations annuelles. Au-delà de 5.000 francs de recettes par séance et dans la limite de quatre séances annuelles, il était fait application du demi-tarif d'imposition. Cela dit, ces dispositions étaient généralement suffisantes pour permettre à la plupart des manifestations de bienfaisance de faible importance organisées par les associations locales d'échapper en totalité à l'impôt sur les spectacles. En revanche, les manifestations importantes supportaient à ce titre des charges parfois élevées. Mais, dans les deux situations, les associations en cause n'avaient pas la possibilité d'opérer la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée afférente à leurs achats de biens et services, qui restaient donc à leur charge. Le premier effet des mesures d'extension, à compter du 1^{er} janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée aux spectacles est de leur offrir cette possibilité, ce qui répond au vœu exprimé par l'honorable parlementaire. En outre, il résulte de l'article 12 de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970, qui a été adopté en vue d'apporter une solution au problème de l'imposition des organismes désintéressés présentant des spectacles passibles de la taxe sur la valeur ajoutée, que les associations constituées et déclarées selon les règles fixées par la loi du 1^{er} juillet 1901 peuvent être imposées forfaitairement et ainsi bénéficier du régime de la franchise et de la décade générale prévue en faveur des petites entreprises. Or, l'octroi de la franchise aboutit à une remise complète de la taxe sur la valeur ajoutée normalement due lorsque son montant annuel n'exécède pas 1.200 francs. Par ailleurs, l'application de la décade se traduit par une imposition atténuée lorsque ce montant est compris entre 1.200 francs et 4.800 francs. Ces dispositions doivent permettre aux associations en cause de retrouver, selon les modalités propres à la taxe sur la valeur ajoutée, des avantages fiscaux pratiquement équivalents à ceux dont elles bénéficiaient en matière d'impôt sur les spectacles, sans qu'il soit nécessaire de prévoir un taux particulier en leur faveur.

Papier et papeterie.

15444. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les inquiétudes éprouvées par les producteurs de pâtes à papier à la suite de certaines informations concernant un relèvement éventuel des prix des transports routiers qui se traduirait pour les transports de bois par une augmentation de 30 à 35 p. 100. Dans une telle éventualité, le coût du bois utilisé par les fabricants de pâtes à papier, et qui représente la moitié du prix de revient de la pâte, subirait un accroissement qui serait absolument insupportable pour cette industrie dont les prix de vente sont sévèrement limités par la direction des prix. Il lui demande s'il peut préciser ses intentions en ce qui concerne la solution qui pourrait être apportée, le cas échéant, à ces difficultés. (Question du 4 décembre 1970.)

Réponse. — Les majorations des prix de transport dont fait état l'honorable parlementaire ont trait aux incidences qu'aurait pu comporter la mise en vigueur du projet de réforme de la tarification routière tel qu'il a été proposé par le comité national routier. Les premières études effectuées ont permis de constater l'extrême diversité des variations du niveau tarifaire résultant de ce projet. Ces variations sont effectivement orientées dans le sens de la hausse dans une proportion très notable, que le département de l'économie et des finances n'a pas cru pouvoir admettre. Il est

souhaitable, en raison de sa particulière complexité et de sa mauvaise adaptation au mode de transport, qu'elle concerne, que la tarification routière actuelle fasse l'objet d'une réforme tendant notamment à sa simplification mais il doit y être procédé avec précaution — en tenant le plus grand compte possible des observations des usagers — afin de ne pas provoquer de trop sensibles variations des tarifs existants. En conséquence, la décision prise par le ministre des transports, en accord avec le département de l'économie et des finances, et publiée au *Journal officiel* du 2 décembre 1970, approuve, dans son principe, la proposition du comité national routier sous réserve de l'acceptation par celui-ci des conditions qui lui ont été précisées par ailleurs et spécifie que la date de mise en vigueur de la tarification aménagée sera fixée ultérieurement. Ces conditions concernent, pour l'essentiel, la neutralité de la réforme en niveau tarifaire moyen et la limitation par désignation générique, à un taux déterminé par les deux départements ministériels intéressés, de l'amplitude des écarts tarifaires dus à ladite réforme. La réalisation de telles conditions puis l'examen approfondi d'un projet remanié plus conforme aux objectifs de la politique des prix conduisant à différer la mise en œuvre d'une réforme tarifaire et rendent ainsi sans objet les craintes exprimées par certains usagers des transports routiers de marchandises.

Femmes (I.R.P.P.).

15675. — **M. Christian Bonnet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le Gouvernement, dans le texte du projet de loi concernant l'allocation-orphelins, a, dans un louable souci d'équité, étendu le bénéfice de cette prestation aux enfants des mères célibataires. Il lui demande si, par voie d'analogie, il ne lui paraît pas équitable de proposer au Parlement l'alignement des conditions faites, en matière de quotient familial, aux veuves et aux célibataires chargées d'enfants, celles-ci étant actuellement pénalisées d'une demi-part. (*Question du 17 décembre 1970.*)

Réponse. — Les dispositions de l'article 194 du code général des impôts qui accordent aux contribuables veufs ayant un ou plusieurs enfants à charge le même quotient familial qu'aux contribuables mariés ayant le même nombre d'enfants ont pour objet d'éviter qu'un contribuable ayant des charges de famille et dont le conjoint vient à décéder ne se trouve privé, du seul fait de ce malheur, d'une partie des avantages fiscaux qui lui étaient accordés du vivant de son époux. Ce motif ne se retrouve pas dans le cas des mères de famille célibataires. Il ne serait donc pas justifié de les admettre à un régime qui déroge aux règles de droit commun et dont la portée doit rester limitée. Il convient d'ailleurs de noter que les intéressés bénéficient, lors de la naissance de leur premier enfant, d'une part supplémentaire pour le calcul de l'impôt dont elles sont redevables alors que l'avantage accordé, en pareil cas, aux contribuables mariés est seulement d'une demi-part. Dans ces conditions, il n'est pas envisagé de modifier la législation dans le sens suggéré par l'honorable parlementaire.

I. R. P. P.

15678. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lorsqu'un contribuable règle ses impôts postérieurement à la date impartie, les sommes réglées avec retard subissent, conformément à la législation, une majoration de 10 p. 100 susceptible de faire l'objet de remise intégrale prononcée par le service du recouvrement. Il lui soumet le cas d'un contribuable ayant, durant un exercice donné, sollicité des délais de règlement de son imposition; un délai d'un mois lui fut accordé et la majoration de 10 p. 100 appliquée fut, suite à une requête présentée après règlement du principal, entièrement remise; l'exercice suivant, en égard à la charge excessive que constituait le règlement de l'impôt, le contribuable concerné sollicita à nouveau un délai de règlement qui entraîna le même processus que celui décrit ci-avant, toutefois la requête en annulation de la majoration laissa cette fois subsister un reliquat de majoration à charge du contribuable; étant souligné que, mis à part ce délai de règlement sollicité pour l'acquiescement de son impôt sur le revenu, ce même contribuable s'acquitta ponctuellement de ses impositions, il lui demande s'il est exact que la direction de la comptabilité publique a diffusé des instructions desquelles il résulte qu'une demande de délais de règlement *bis repetita* prive alors du bénéfice de la remise intégrale de la majoration; dans l'affirmative, il souhaiterait connaître la teneur des instructions diffusées à ce sujet. (*Question du 17 décembre 1970.*)

Réponse. — En application de la législation en vigueur, l'impôt doit être acquitté en totalité, au plus tard, à la date d'application de la majoration de 10 p. 100 prévue par l'article 1761 du code

général des impôts, date qui est précisée sur les avertissements. Mais, les comptables directs du Trésor peuvent, sous leur responsabilité pécuniaire personnelle, accorder aux contribuables de bonne foi, justifiant de difficultés financières certaines, des délais supplémentaires de paiement adaptés à leur situation particulière. Conformément à la loi, la majoration de 10 p. 100 est nécessairement liquidable; mais, après règlement du principal, des remises ou des modérations peuvent être accordées. Dans le cadre des directives générales qu'ils ont reçues, les comptables disposent d'une assez large liberté d'appréciation pour décider, dans les limites de leur compétence, de la suite à donner aux demandes en remise de majoration dont ils sont saisis. Les instructions ne comportent pas de disposition prévoyant expressément que le contribuable qui, une année, a obtenu une remise totale de majoration de 10 p. 100, ne pourra plus obtenir une remise totale l'année suivante: il est bien clair, toutefois, que, sauf à aboutir à une situation inéquitable à l'égard des contribuables qui s'acquittent aux dates réglementaires, les remises de majoration ne peuvent pas se renouveler systématiquement.

Assurance-vie.

15755. — **M. Cressard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un officier actuellement en retraite a souscrit le 20 septembre 1956 auprès de l'association générale de prévoyance militaire une assurance décès-invalidité pour un capital de un million de francs (10.000 nouveaux francs). Le 1^{er} juin 1966 il a adhéré auprès du même organisme à la formule indexée à bonifications pour ancienneté pour un capital de 20.000 francs. Conformément aux statuts de l'association il a à soixante ans d'âge choisi l'option soixante-quinze ans lui permettant de conserver jusqu'au 31 décembre précédant son soixante-seizième anniversaire la garantie décès-invalidité. Lors de l'établissement de la déclaration de ses revenus de l'année 1969 il a défalqué de son revenu imposable le montant des primes versées en 1969, soit la somme de 612,80 francs. Il a été tenu compte de cette défalcation dans l'établissement de ses impôts au titre de l'année 1969. Mais par la suite il a reçu de l'inspecteur des impôts une demande de renseignements sur son contrat à laquelle il a répondu en reproduisant les indications ci-dessus exposées. Puis il a reçu une notification de redressement en matière d'impôts directs stipulant « Votre contrat d'assurance-vie ne garantissant pas un capital en cas de vie de l'assuré, la prime n'est pas admise en déduction » et envisageant d'augmenter de la somme correspondant aux primes le montant du revenu imposable déclaré. L'intéressé s'était basé, pour déduire de son revenu imposable, le montant des primes versées en 1969, sur un document spécifiant que « sont déductibles les primes afférentes à des contrats d'assurance-vie conclus ou ayant fait l'objet d'un avenant entre le 1^{er} janvier 1950 et le 1^{er} janvier 1957 ou entre le 1^{er} juillet 1957 et le 31 décembre 1958, dont l'exécution dépend de la vie humaine ou qui garantissent en cas de décès le versement des capitaux au conjoint, aux ascendants ou descendants de l'assuré. Tel était bien son cas puisqu'en cas de décès le capital garanti serait versé à son épouse et que son contrat datait du 20 septembre 1956. Il est précisé que le montant de la prime déduite n'atteint pas le plafond de 10 p. 100 du revenu mais dépasse la somme de 400 francs (il n'y a pas d'enfant à charge). Il lui demande si dans la situation exposée le contribuable en cause pouvait déduire de ses revenus imposables: 1^o la totalité des primes versées en 1969; 2^o une partie seulement et, dans cette hypothèse, quel montant. (*Question du 26 décembre 1970.*)

Réponse. — La question posée étant motivée par l'existence d'une difficulté particulière, il ne serait possible de répondre utilement à l'honorable parlementaire que s'il voulait bien faire connaître à l'administration le nom et l'adresse du contribuable intéressé. A cette occasion, la nature du contrat souscrit en 1966 pourrait être précisée. Dans l'hypothèse d'un contrat nouveau, la prime ne serait pas déductible. S'il s'agissait au contraire d'un simple avenant au contrat de 1956, la prime pourrait faire l'objet d'une ventilation (seule la partie relative à la police de 1966 donnant alors lieu à déduction). De toutes façons, le montant déductible ne saurait dépasser le maximum de 400 francs.

Handicapés.

15778. — **M. Hubert Martin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible que les parents ayant la charge d'enfants handicapés âgés de plus ou moins de vingt ans, ne pouvant trouver du travail ou être placés dans des ateliers protégés en raison de l'infrastructure insuffisante dans notre pays, puissent bénéficier dans la déduction de leurs impôts d'une part au lieu d'une demi-part actuellement accordée. Il semble que cette solution serait de stricte justice et n'entraînerait pas pour les finances, une perte très importante. (*Question du 26 décembre 1970.*)

Réponse. — Dès l'instant que les enfants handicapés sont titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, ils ouvrent droit, conformément aux dispositions de l'article 195-2 du code général des impôts, au bénéfice d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour le calcul de l'impôt sur le revenu dû par le chef de famille. Cette disposition répond aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Retraites complémentaires.

16043. — M. Jean Masse appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le cas des personnes exclues du bénéfice d'une retraite complémentaire. C'est ainsi qu'une employée d'un cabinet d'avocat, par exemple, perçoit pour toute retraite la somme de 400 francs par mois après quarante années de vie professionnelle. Des cas semblables existent dans de nombreuses professions. Il existe deux catégories de salariés, en ce qui concerne la retraite, l'une qui perçoit la retraite complémentaire et l'autre qui en est privée. Il lui demande quelle politique il compte suivre à cet égard et s'il n'envisage pas de prendre des mesures de nature à généraliser le système de la retraite complémentaire. (Question du 23 janvier 1971.)

Réponse. — Les régimes de retraite complémentaire trouvent leur origine dans la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et dans l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 1961 pour les salariés non cadres. Les deux régimes sont donc essentiellement des régimes contractuels définis par des accords entre organisations d'employeurs et organisations de salariés, et les partenaires sociaux parties à ces accords sont très attachés à cette caractéristique de leurs régimes. La modification du champ d'application professionnel de ces régimes ne peut intervenir que par voie d'avenants soit à la convention collective nationale du 14 mars 1947, soit à l'accord du 8 décembre 1961. Le Gouvernement ne peut pas prendre d'initiative dans ce domaine; il ne peut qu'agréer par arrêté un avenant déjà signé de façon à le rendre obligatoire pour tous les employeurs du secteur professionnel considéré, même s'ils ne sont pas adhérents à l'une des organisations signataires.

Retraites complémentaires.

16158. — M. Charret expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 a créé un régime de retraite complémentaire des assurances sociales pour certaines catégories d'agents de l'Etat et des collectivités locales non titulaires (I. G. R. A. N. T. E.) et que, d'autre part, la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales prend en charge la retraite des agents titulaires des collectivités locales. Il lui demande les raisons pour lesquelles un agent des collectivités locales âgé de plus de soixante-cinq ans, secrétaire de mairie titulaire, ayant exercé ses fonctions du 21 novembre 1935 au 27 août 1939, d'une part, et du 1^{er} juillet 1945 au 31 mars 1946, d'autre part, ne peut être pris en charge par aucun organisme si ce n'est bien entendu, le régime vieillesse de sécurité sociale. Il apparaît donc que les titulaires sont pénalisés par rapport aux auxiliaires, qui bénéficient normalement du régime complémentaire de l'I. G. R. A. N. T. E. (Question du 30 janvier 1971.)

Réponse. — Depuis le 1^{er} janvier 1971 le régime de retraite complémentaire applicable aux agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales est celui du décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 qui a réuni en un seul régime (I. R. C. A. N. T. E. C.) les deux régimes antérieurs (I. P. A. C. T. E. et I. G. R. A. N. T. E.) Un agent des collectivités locales qui a exercé des fonctions de titulaire du 21 novembre 1935 au 27 août 1939 d'une part et du 1^{er} juillet 1945 au 31 mars 1946, d'autre part, ne peut bénéficier d'une retraite de la caisse nationale de retraite des agents titulaires des collectivités locales puisqu'il ne remplit pas la condition de quinze ans de fonctions prévue par la réglementation régissant cette institution. Il est précisé à l'honorable parlementaire que l'intéressé ne pouvait pas ignorer, lorsqu'il a cessé ses fonctions, que sa démission lui faisait perdre ses droits éventuels à retraite et que c'est donc en toute connaissance de cause qu'il a pris sa décision après avoir apprécié les avantages et les inconvénients qu'elle comportait. Il ne peut donc se considérer comme pénalisé par rapport aux auxiliaires qui bénéficient du régime de retraite complémentaire I. R. C. A. N. T. E. C. puisque, bénéficiant d'un statut plus favorable que celui de ces derniers, il y a renoncé de sa propre initiative.

EDUCATION NATIONALE

Etudiants.

14871. — M. Fortault rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que, chaque année, se pose le problème du logement des étudiants venant passer une ou plusieurs années dans une grande ville. Les cités universitaires refusent du monde et les chambres louées par des particuliers le sont souvent à des prix trop élevés. De nombreux locaux disposant de « chambres de bonne » laissent celles-ci inoccupées car ils pensent à tort que la location de ces chambres peut entraîner une augmentation de leur loyer. Or, la loi n° 69-2 du 3 janvier 1969 a modifié et complété la loi n° 54-581 du 2 août 1954 et la loi du 1^{er} septembre 1948, ainsi que diverses autres dispositions, en vue de faciliter le logement des personnes seules et des étudiants. Il lui demande s'il n'estime pas que ce texte, souvent ignoré, devrait être porté à la connaissance du public grâce à une campagne de presse et de radio afin que tous les locaux disposant de telles chambres sachent qu'ils peuvent les louer à des étudiants, sans que cette location risque d'entraîner pour eux des difficultés particulières avec leur propriétaire ou une majoration de leur loyer. (Question du 6 novembre 1970.)

Réponse. — Les préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire correspondent très largement à celles du ministre de l'éducation nationale et à celles du Centre national des œuvres universitaires, établissement public sous sa tutelle. La loi du 3 janvier 1969 a fait l'objet de plusieurs circulaires du Centre national des œuvres, soulignant l'intérêt de ces textes et prescrivant aux centres régionaux d'entreprendre une large action d'information. C'est ce qui a déjà été fait, la presse écrite et radiodiffusée se faisant largement l'écho auprès du public de cet effort d'information. Il ne manquera pas d'être poursuivi et renforcé dans l'avenir. Il est cependant nécessaire que cette action soit décentralisée au niveau de chaque centre régional, compte tenu des disparités qui existent dans les différentes villes universitaires quant aux possibilités de logement des étudiants.

Etablissements scolaires.

15084. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'éducation nationale quels motifs réels ont conduit à la fermeture du lycée technique d'Etat et du collège d'enseignement technique de Saint-Hilaire-du-Harcouët. Il lui demande s'il peut lui préciser: 1° si des fautes administratives sont à l'origine de la crise; 2° si elles ont pu être relevées; 3° si les plaintes des élèves sont justifiées; 4° s'il en avait été informé antérieurement à la grève et comment les parents d'élèves ont été avisés de la décision de fermeture. S'agissant d'un lycée et d'un collège à recrutement national, il lui demande au cas où la responsabilité administrative serait établie, si les familles des enfants qui habitent à des distances parfois très éloignées de leur domicile familial seront indemnisées des frais élevés et imprévus engagés par elles soit pour assurer le retour de leurs enfants, soit pour assurer leur subsistance au restaurant. (Question du 20 novembre 1970.)

Réponse. — Arguant d'une mauvaise préparation des mets qui leur étaient servis, le dimanche 15 novembre 1970 au repas du soir, les internes du lycée technique et du collège d'enseignement technique de Saint-Hilaire-du-Harcouët ont déclenché une grève de la faim. Conformément aux instructions ministérielles (circulaire du 31 mars 1969) applicables en pareilles circonstances, les élèves concernés ont été avisés des conséquences possibles de leur acte. Devant leur refus d'entendre raison, les familles ont été informées du renvoi de leurs enfants et les établissements provisoirement fermés. L'enquête administrative qui a été ordonnée et menée par l'inspection générale a démontré qu'aucune faute grave ou caractérisée n'était à l'origine des faits constatés. Les mesures de détails qui ont été prises ont permis d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du service de bouche de l'établissement. En outre, il est apparu que si par la voie de leurs délégués, les élèves ont toujours eu la possibilité de se faire entendre, ils ne semblent pas avoir utilisé ce moyen pour exposer, en temps utile aux autorités collégiales, leurs griefs, réclamations ou préoccupations.

Etablissements scolaires.

15085. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'éducation nationale si la grève de la faim déclenchée par les élèves du lycée technique de Saint-Hilaire-du-Harcouët a des origines politiques. Il lui demande s'il est exact qu'un gaspillage considérable des denrées alimentaires a été observé et quelles sanctions seraient prises dans l'un et l'autre cas contre les auteurs de ce mouvement et de ce gaspillage. (Question du 20 novembre 1970.)

Réponse. — La grève de la faim déclenchée au lycée technique et au collège d'enseignement technique de Sainl-Hilaire-du-Harcouët le 15 novembre 1970 au soir et le lendemain 16 n'a eu d'autres mobiles que la qualité de la nourriture servie aux élèves. Le gaspillage dont fait état l'honorable parlementaire n'a été qu'occasionnel et limité aux repas préparés et refusés par les élèves, durant leur mouvement revendicatif. L'enquête administrative ordonnée n'a révélé aucune faute grave ou caractérisée en ce qui concerne la gestion. En revanche, elle a montré la nécessité de prendre des mesures de détails pour améliorer le fonctionnement et la surveillance du service de bouche, mesures qui ont été appliquées dès la réouverture des établissements.

Médecine scolaire.

15214. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des assistantes sociales de santé scolaire et plus spécialement celles de la Haute-Garonne. Ces assistantes sociales appartiennent au service de la santé scolaire depuis 1955 (loi de fonctionnarisation de ce service au sein du ministère de l'éducation nationale du 9 avril 1955). Elles ont dû, à la suite du décret d'application de cette loi d'octobre 1955 (art. 6, décret n° 59-1182 et arrêté du 24 septembre 1959, pour application du décret), passer un concours afin d'être titularisées au sein de ce même ministère. Le concours passé, elles ont reçu leur titularisation le 31 octobre 1963 par arrêté du ministère de l'éducation nationale. En mars 1964, leur service a été rattaché au ministère des affaires sociales, sans que leur avis ait été sollicité. Ces assistantes sociales souhaitent conserver leur rattachement à l'éducation nationale et ne comprennent pas la nécessité pour elles de repasser un concours de recrutement au sein du ministère de l'éducation nationale conformément aux dispositions parues au *Bulletin officiel* n° 31 du 30 juillet 1970, d'autant qu'elles continuent à exercer leur service à l'intérieur d'établissements scolaires et que, de surcroît, même si elles passaient avec succès ces épreuves, leur traitement indiciaire redeviendrait celui d'une assistante stagiaire. Il lui demande qu'elle est sa position à ce sujet. (Question du 26 novembre 1970.)

Réponse. — Le rattachement des services de santé scolaire au ministère de la santé publique et de la population (aujourd'hui ministère de la santé publique et de la sécurité sociale) a été décidé en 1964 pour permettre le regroupement sous la même autorité de l'ensemble des services médico-sociaux. Les fonctionnaires titulaires ou contractuels relevant de ce service ont, de ce fait, été alors rattachés à ce même ministère de la santé publique. Un certain nombre d'entre eux étant toutefois remis aussitôt à la disposition du département de l'éducation nationale pour assurer des tâches restant de sa compétence. L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que les assistantes sociales de santé scolaire, si elles souhaitent exercer leurs fonctions au sein du ministère de l'éducation nationale, peuvent sans doute se présenter aux concours ouverts pour le recrutement d'assistants et assistantes sociales des services sociaux, mais qu'elles peuvent également user d'un autre droit: le détachement dans des emplois de service social inscrits au budget de l'éducation nationale, entraînant ultérieurement leur intégration dans les cadres de ce même département ministériel. Des mesures de cet ordre sont prononcées chaque année par le ministère de l'éducation nationale, en accord avec le département de la santé publique et de la sécurité sociale.

Orientation scolaire.

15218. — **M. David Rousset** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un certain nombre de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle anciens instituteurs sont sortis de l'Institut de formation des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle alors n'avaient pas encore effectué leur service militaire. L'un d'eux, qui se trouvait dans cette situation, n'a été reclassé que dix-huit mois plus tard. Par la suite, il fut recommandé aux autres promoteurs d'effectuer d'abord leur année de stage avant d'accomplir leur service national et les intéressés purent être reclassés, parfois avant ceux appartenant à une promotion antérieure. Il est évidemment anormal que ceux qui remplirent dans les conditions précitées leurs obligations militaires aient été pénalisés de dix-huit mois et plus d'ancienneté dans leur nouveau corps de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle alors que ceux qui étaient réformés, non seulement étaient salariés, mais ont bénéficié d'une avance tant au niveau du traitement que de la carrière. Dans les mois à venir, un nouveau reclassement des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle doit intervenir. Il lui demande de bien vouloir faire procéder à une étude des situations qu'il vient de lui exposer afin de prendre à l'égard de ceux qui en furent victimes des décisions plus équitables. (Question du 26 novembre 1970.)

Réponse. — La situation des instituteurs accédant au corps des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle régi par le décret n° 56-356 du 6 avril 1956 n'est pas différente en ce domaine de celle des autres catégories de fonctionnaires reclassés dans un nouveau corps à l'échelon doté d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien grade. Conformément aux dispositions de la circulaire n° 978/FP 3 du 4 novembre 1968 prise pour l'application de l'article 44, 2^e alinéa, de la loi n° 65-530 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national et des bonifications d'ancienneté, les instituteurs nommés conseillers d'orientation et n'ayant pas effectué de service national par suite de réforme ou d'exemption ne peuvent bénéficier d'un avantage de carrière sur leurs collègues qui ont été appelés pour une durée qui n'a pas été inférieure à un an, puisque les bonifications afférentes à ce service sont prises en compte pour l'octroi des avancements d'échelon dans le grade qu'ils détenaient au moment de leur incorporation. Les délais nécessaires pour le reclassement dans le corps des conseillers d'orientation sont inévitables puisque la date d'effet de ces bonifications ne peut être que celle à laquelle les intéressés ont repris leurs fonctions. En tout état de cause, les intéressés ne peuvent subir, de ce fait, aucun préjudice.

Programmes scolaires.

15619. — **M. Verkindère** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les programmes de mathématiques ont été modifiés en septembre 1969 pour les classes de seconde, en septembre 1970 pour les classes de première, et qu'ils le seront en septembre 1971 pour les classes terminales. Il lui signale la situation des élèves, actuellement en classe terminale, qui seront ajournés au baccalauréat en juin 1971: s'ils veulent redoubler, ils vont acquérir des notions nouvelles en mathématiques en se trouvant en compétition avec des élèves ayant deux ans d'avance sur eux. Il lui demande donc s'il ne conviendrait pas, dans l'intérêt de ces élèves, de prévoir pour eux: 1° à la session de juin 1972, des épreuves de mathématiques portant sur le programme 1970-1971; 2° pendant l'année scolaire 1971-1972, dans chaque académie, quelques classes terminales d'accueil qui travailleraient sur le programme de mathématiques 1970-1971. Il lui demande aussi, si de telles mesures peuvent être envisagées, s'il envisage de l'annoncer avant juin 1971 pour que les familles concernées puissent préparer la rentrée scolaire en connaissance de cause. (Question du 16 décembre 1970.)

Réponse. — De nouveaux programmes de mathématiques sont entrés en vigueur à la rentrée de 1969 et à la rentrée de 1970 dans les classes de seconde et de première. La réforme se poursuivra à la rentrée 1971 dans les classes de terminale. Ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, ces modifications peuvent soulever des difficultés d'adaptation pour les élèves qui, ayant échoué au baccalauréat et redoublant une classe de terminale à la prochaine rentrée, aborderont l'étude de nouveaux programmes, sans y avoir été préparés antérieurement. Afin de leur permettre de se réadapter plus aisément, un certain nombre de mesures sont à l'étude. L'une d'entre elles, qui concernait tous les élèves mais plus particulièrement les redoublants, se traduirait par une mise en place progressive des nouveaux programmes pendant une période de deux ans, en particulier ceux des classes de terminale C et E. Ce n'est qu'à compter de la rentrée de 1972 que ces programmes seraient appliqués dans leur intégralité. En outre, il est envisagé d'offrir aux redoublants une heure d'enseignement supplémentaire en mathématiques pendant le premier semestre de la prochaine année scolaire. Ces mesures devraient être suffisantes pour permettre à ces élèves de combler leur handicap, d'autant plus que les nouveaux programmes de terminale sont plus voisins des anciens que ne l'étaient ceux de seconde et de première des programmes qui étaient en vigueur avant les dernières modifications opérées dans ces classes. La tâche des élèves redoublant les classes de terminale sera en outre facilitée par le fait que les professeurs de ces classes ont souvent déjà adapté leur propre enseignement. Dans ces conditions, il ne semble pas utile d'envisager la possibilité pour les redoublants de subir lors du baccalauréat 1972 des épreuves de mathématiques portant sur les programmes actuels. De plus, une telle mesure pénaliserait ceux de ces élèves qui souhaiteraient, en particulier, poursuivre leur scolarité dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Pour ceux-là, il y aurait uniquement report du handicap d'une année sur l'autre. Pour les mêmes raisons, il n'est pas souhaitable de prévoir dans chaque académie quelques classes d'accueil qui travailleraient sur le programme de mathématiques 1970-1971. En outre, une telle éventualité poserait d'importants problèmes d'organisation matérielle (déplacement, internat). En tout état de cause, les mesures envisagées pour remédier aux difficultés que ces modifications de programme peuvent présenter pour les redoublants seront portées à la connaissance de tous les intéressés dès qu'elles seront arrêtées, et très probablement avant le 1^{er} juin 1971.

Bourse d'enseignement.

15674. — M. de Poulpique attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le critère, nettement insuffisant, qui fixe les conditions d'attribution des bourses dans l'enseignement secondaire, technique et surtout supérieur. Il semble que dans ce domaine, ce soit une régression : en effet, dans des familles où la situation est sans changement, les enfants qui avaient bénéficié de bourses jusqu'en terminale, se les voient supprimer en enseignement supérieur et sont, de ce fait, dans une situation difficile. Il lui demande s'il ne pense pas, avant l'année scolaire prochaine, modifier les conditions d'attribution des bourses ou, à défaut, accorder des prêts d'honneur valables aux étudiants. (Question du 17 décembre 1970.)

Réponse. — Depuis l'année scolaire 1969-1970 des barèmes nationaux fixent de manière objective les critères selon lesquels les bourses d'enseignement supérieur aussi bien que les bourses d'études du second degré sont attribuées. Ces barèmes, qui tiennent compte des ressources et des charges des familles, font chaque année l'objet d'une large diffusion. La comparaison des deux barèmes fait apparaître que, pour une situation familiale déterminée, le plafond des ressources retenu pour l'octroi d'une bourse d'enseignement supérieur est supérieur à celui fixé par le barème des bourses nationales d'études. Il convient cependant de remarquer que les étudiants bénéficient en outre, quel que soit le niveau des revenus de leur famille, d'avantages spécifiques tels que le prix réduit des repas dans les restaurants universitaires (1,75 franc depuis le 1^{er} octobre 1970) et des redevances mensuelles modestes pour leur hébergement dans les résidences universitaires ; les tarifs sont, en effet, actuellement fixés à environ 100 francs par mois en province et 150 francs dans l'académie de Paris. En outre, le taux moyen des bourses de l'enseignement supérieur est beaucoup plus élevé que celui des bourses de l'enseignement du second degré pour tenir compte des conditions particulières de vie de l'étudiant par rapport à celles de l'élève. Quant aux prêts d'honneur auxquels fait allusion l'honorable parlementaire, ils existent et bénéficient d'un crédit inscrit au chapitre 43-71, article 7, du budget du ministère de l'éducation nationale. Il serait, d'ailleurs, souhaitable de développer une formule de prêt pour apporter une aide complémentaire à certaines catégories d'étudiants. Enfin, pour mieux tenir compte des charges qu'ont à supporter les familles, les barèmes d'attribution de bourses ont été améliorés : un point de charge supplémentaire a été alloué dans l'hypothèse d'un père ou d'une mère élevant seul un ou plusieurs enfants, et un point de charge a été créé en faveur des étudiants pour tenir compte de l'éloignement entre le domicile des parents et la ville universitaire où l'étudiant poursuit ses études.

Médecine (enseignement de la).

15696. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'éducation nationale dans quelles conditions il a été amené, compte tenu de l'intérêt qu'il porte à l'enseignement de l'hydrologie, à prendre les mesures qui, aux termes de l'article 5 de l'arrêté du 24 juillet 1970 portant création d'un deuxième cycle des études médicales, soustraient la mention d'hydrologie de l'enseignement obligatoire de ce deuxième cycle. Cette disposition risque d'entraîner la disparition de l'enseignement de l'hydrologie et de compromettre à plus ou moins long terme l'avenir du thermalisme français. Il lui demande, en conséquence, s'il peut ajouter à la mention thérapeutique les mentions d'hydrologie, de réadaptation fonctionnelle et de réanimation qui constituent l'ensemble des disciplines réunies dans la quarante-deuxième section de la deuxième sous-section du comité consultatif des universités. (Question du 17 décembre 1970.)

Réponse. — La liste des matières énumérées à l'article 5-1 de l'arrêté du 24 juillet 1970 doit être considérée comme représentant l'ensemble des connaissances de base, présentées par grandes fonctions, à dispenser obligatoirement aux étudiants au cours du deuxième cycle des études médicales. Mais, en raison de l'autonomie pédagogique qui a été accordée aux universités, conformément aux dispositions de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, il n'a pas été fait mention dans ce texte de toutes les disciplines concourant à l'enseignement de ces connaissances. Ces disciplines peuvent être, soit intégrées aux certificats obligatoires, lorsque l'enseignement est organisé par certificats, soit faire l'objet d'un enseignement individualisé lorsque l'enseignement est organisé par ensembles annuels. C'est ainsi que la mention de la thérapeutique, à laquelle l'honorable parlementaire propose d'ajouter les mentions d'hydrologie, de réadaptation fonctionnelle et de réanimation, ne figure pas dans la liste prévue à l'article 5, alors qu'elle sera bien entendu incluse dans l'enseignement. Dans le cadre général qui a été tracé par l'arrêté du 24 juillet 1970, c'est aux autorités universitaires responsables qu'il appartient d'organiser les enseignements en vue de la meilleure formation possible des futurs médecins.

Etablissements scolaires et universitaires.

15731. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui faire connaître combien il y a eu de nominations dans des emplois de direction pour l'année scolaire 1970-1971, jusqu'à la date du 1^{er} décembre 1970, en application des dispositions du décret n° 69-494 du 30 mai 1969, titre III, article 9 et en particulier aux postes : 1° de censeurs des études, en vertu des dispositions du paragraphe 4° ; 2° de censeurs de lycée technique, en application des dispositions : a) du paragraphe 5° ; b) du paragraphe 6° ; 3° de directrices et de principaux de collège d'enseignement secondaire, en application des dispositions du paragraphe 4° de l'article 16, titre III. (Question du 25 décembre 1970.)

Réponse. — Les nominations aux emplois de censeur prononcées au titre de l'année scolaire 1970-1971, en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 69-494 du 30 mai 1969, se répartissent ainsi qu'il suit : candidats répondant aux conditions fixées aux paragraphes : a) 1, 2 et 3 : 160 ; b) 4 : 8 ; c) 5 : 1 ; d) 6 : 4. Les nominations aux emplois de principal de collège d'enseignement secondaire (art. 16 du décret précité) se répartissent ainsi qu'il suit : candidat répondant aux conditions fixées aux paragraphes : a) 1, 2 et 3 : 509 ; b) 4 : 51.

Enseignement privé.

15745. — M. Chazalon expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à la suite des promesses qui leur avaient été faites par des représentants du Gouvernement, les établissements d'enseignement privé, placé sous le régime du contrat simple, espéraient que le nouveau texte, qui doit se substituer à la loi du 31 décembre 1959, les déchargerait entièrement du paiement des charges sociales et fiscales afférentes aux rémunérations perçues par le personnel enseignant agréé et contiendrait une disposition permettant de régler le problème des sommes dues pour le passé au titre de ces mêmes charges. Ils espéraient, en même temps, qu'en attendant la publication de ce texte, le recouvrement des sommes, correspondant à la moitié des charges, ne serait pas introduit. Forts de ces assurances, les établissements, dans leur très grande majorité, n'ont pas versé la part des charges sociales et fiscales qui, d'après le contrat, leur incombe encore. Dans un grand nombre de départements d'ailleurs, la procédure de recouvrement n'a pas été engagée. Par contre, dans d'autres et notamment dans le département de la Loire, à la suite de la publication du décret n° 70-796 du 9 septembre 1970, les sommes dues au titre de l'année 1968 ont été mises en recouvrement. Etant donné que les organismes de gestion ne disposent pas des ressources nécessaires pour répondre aux ordres de paiement qui leur sont adressés, il lui demande si, en attendant le vote de la loi qui doit résoudre entièrement ce problème, il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles afin que de longs délais de versement soient accordés et que l'envoi de nouveaux ordres de versement soit suspendu. (Question du 26 décembre 1970.)

Réponse. — Aux termes de l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 1970, n° 70-1283, du 31 décembre 1970 (*Journal officiel* du 31 décembre 1970, p. 12275), il est fait remise aux établissements d'enseignement privés de leurs dettes relatives au remboursement à l'Etat de leur quote-part des charges sociales et fiscales afférentes à la rémunération des maîtres agréés enseignant dans les classes placées sous le régime du contrat simple et qui ne sont pas encore réglées au 31 décembre 1970, date de publication de cette loi. De même, les sommes non encore liquidées à ce titre, à cette même date, ne seront pas mises en recouvrement.

Enseignement supérieur.

15776. — M. de Montesquiou expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les élections universitaires ont montré, d'une manière générale, que la participation des étudiants était faible et se situait parfois en dessous du quorum de 60 p. 100 fixé par la loi. Il lui demande s'il n'estime pas utile et nécessaire de prendre l'initiative du dépôt d'un projet de loi modifiant sur ce point le texte actuel de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. (Question du 26 décembre 1970.)

Réponse. — Il est de fait, comme le constate l'honorable parlementaire, que la participation des étudiants se situe parfois très au dessous du quorum de 60 p. 100. Cette éventualité avait été envisagée au cours du débat intervenu le 9 octobre 1968 à l'Assemblée nationale. Les dispositions actuellement en vigueur avaient été préférées au vote obligatoire des étudiants et avaient été regardées comme les plus susceptibles d'inciter ces derniers à voter. Les raisons qui avaient alors convaincu l'Assemblée nationale n'ont rien

perdu de leur valeur. D'autre part, la disposition relative au quorum reflète les intentions du législateur, qui étaient de voir la présence des étudiants dans les unités d'enseignement et de recherche proportionnellement à leur nombre. Il est porté par eux aux élections. Cette disposition permet d'atteindre le résultat recherché, sans pour autant priver les étudiants de leur représentation. Il ne paraît donc pas nécessaire de modifier le texte actuel sur ce point.

Educution nationale (instructeurs).

15785. — M. Pierre Lucas rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que différents décrets, du 17 août 1956, du 28 juin 1961, du 20 août 1963 et du 12 janvier 1967, ont créé le corps des instructeurs de l'enseignement public. Malgré ces divers textes, l'appartenance catégorielle de ce corps n'a pas été officiellement déterminée. L'absence de reclassement dans l'une des catégories définies par l'article 17 de l'ordonnance du 4 février 1959 prive des enseignants du bénéfice des mesures de revalorisation indiciaire qui interviennent périodiquement dans la fonction publique. Il semblerait normal que les enseignants en cause soient classés en catégorie B car ils ont un niveau indiciaire très supérieur aux indices de la catégorie C et très voisin de ceux de la catégorie B. D'autre part, le décret n° 66-619 du 10 août 1966 relatif aux remboursements des frais de déplacement et l'arrêté du même jour font figurer dans le groupe II (fonctionnaires de la catégorie B) les instructeurs du plan de scolarisation en Algérie. Il lui demande pour ces raisons si une décision de classement ne va pas être prise et si ce corps de fonctionnaires ne sera pas classé en catégorie B. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale connaît bien la situation des instructeurs et n'a cessé d'être attentif aux problèmes particuliers de cette catégorie de fonctionnaires. Les instructeurs ont ainsi bénéficié, avec le décret n° 67-54 du 12 janvier 1967 et l'arrêté du même jour, de sensibles améliorations dans la rémunération des premiers échelons du grade et dans le déroulement de leur carrière. Par ailleurs, des débouchés leur ont été ménagés vers d'autres corps de fonctionnaires : instituteurs, secrétaires d'administration universitaire et récemment conseillers d'éducation. Par ailleurs, ces personnels ne sont pas plus éloignés, en ce qui concerne leur classement indiciaire, de la catégorie C que de la catégorie B-type sur laquelle il ne peut être envisagé, dans ces conditions, de les aligner. Toutefois, différentes mesures sont actuellement à l'étude et viennent d'être soumises à l'examen des départements ministériels intéressés.

Etablissements scolaires et universitaires (personnel de direction).

16022. — M. Jacques Sanglier ne doute pas que M. le ministre de l'éducation nationale soit parfaitement informé du sentiment d'amertume qu'éprouvent les directrices et directeurs de collèges d'enseignement technique en constatant le déclassement dont ils font l'objet sur le plan des traitements au sein de l'organisation générale des carrières des personnels enseignants. Le décret n° 69-494 du 30 mai 1969 qui fixe les conditions de nomination, d'avancement et de rémunération afférentes à certains emplois de direction des établissements d'enseignement a aggravé cette discrimination puisque les directrices et directeurs de collèges d'enseignement technique continuent, actuellement, à se voir refuser, pour la détermination de leurs indices de rémunération, le bénéfice de l'assimilation aux professeurs certifiés qui a été accordé aux censeurs et aux principaux de collèges d'enseignement secondaire non certifiés. Cette situation ne saurait demeurer en l'état et il résulte d'ailleurs de déclarations faites lors des récents débats budgétaires, que des mesures destinées à la normaliser sont en cours d'élaboration. Il souhaiterait donc savoir à quel stade sont parvenues ces études et à quelle date il peut être permis d'espérer qu'elles se traduiront par la publication de dispositions qui replaceront les directrices et directeurs de collèges d'enseignement technique, pour l'application des échelles indiciaires de traitement, sur un pied d'égalité avec les personnels enseignants assumant des charges et des responsabilités comparables. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Le principe général sur lequel est fondé le régime de rémunération des chefs d'établissements consiste à attribuer aux intéressés une bonification indiciaire, de caractère fonctionnel, s'ajoutant au traitement du corps d'origine. Les seules exceptions prévues dans le statut concernent les personnels ayant déjà exercé des fonctions de direction, pour lesquels ont été instituées, dans un souci de promotion interne, des possibilités de nomination dérogeant aux conditions normales de recrutement. C'est ainsi que les directeurs de C. E. G. et sous-directeurs de C. E. S. non licenciés qui, dans la limite de 10 p. 100 des emplois, peuvent être nommés principaux de C. E. S., emplois normalement pourvus par des certifiés, bénéficient alors d'une assimilation indiciaire à ces derniers. De même, les directeurs de C. E. T. non licenciés qui, dans la limite de 10 p. 100 des

nominations, peuvent être nommés censeurs de lycée technique, emplois normalement ouverts aux professeurs certifiés, sont assimilés indicialement à ces professeurs. Enfin, s'ils sont licenciés, c'est sans limitation qu'ils peuvent être nommés principaux de C. E. S. ou censeurs de lycée technique. Ils bénéficient alors de la même assimilation.

Bourses d'enseignement.

16111. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la réglementation relative à l'attribution des bourses nationales d'enseignement aux élèves des établissements du second degré prévoit la suppression de la bourse en cas de redoublement de classe si, à l'issue du premier trimestre de l'année de redoublement, les résultats ne sont pas satisfaisants, l'élève n'ayant pas obtenu la moyenne pour l'ensemble des notes. Cette réglementation suscite de sérieuses difficultés dans les familles qui sont, d'autre part, dans l'obligation de maintenir leurs enfants en état de scolarisation jusqu'à seize ans dans l'établissement vers lequel ils sont orientés. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, en vue de mettre un terme à ces difficultés, d'assouplir les règles ainsi fixées et de prévoir la possibilité de maintenir les bourses pendant un certain délai, afin de laisser aux élèves le temps nécessaire pour améliorer leurs résultats scolaires, sans que les familles aient à supporter des charges qui dépassent leurs possibilités. (Question du 23 janvier 1971.)

Réponse. — Le décret n° 59-39 du 2 janvier 1959 prévoit que les bourses nationales d'études du second degré sont accordées pour la durée normale de la scolarité et que ce n'est qu'à titre exceptionnel, notamment pour raison de santé, qu'un élève boursier peut être autorisé à redoubler une classe sans perdre le bénéfice de sa bourse. Toutefois, les instructions adressées chaque année concernant les modalités d'attribution des bourses ont précisé à plusieurs reprises que le doublement d'une classe par un élève boursier, pour une raison autre que la santé, ne devait pas avoir pour conséquence automatique le retrait de la bourse. Dans chaque cas, le chef d'établissement et le conseil de classe doivent être consultés et un examen du dossier de l'élève effectué afin de rechercher les causes de l'échec scolaire et d'apprécier la mesure dans laquelle le doublement de la classe permettrait d'espérer des résultats sensiblement améliorés. Dans l'intérêt des familles et par mesure de bienveillance, la bourse d'études est, dans certains cas, maintenue pendant le premier trimestre de l'année de redoublement pour permettre d'apprécier les progrès réalisés et le profit retiré du doublement de la classe par l'élève. Après constatation des résultats scolaires du boursier, le maintien ou le retrait de la bourse est prononcé avec effet du premier janvier suivant. En définitive, le pourcentage important des boursiers qui, tout en doublant leur classe conservent le bénéfice de leur bourse, témoigne de la compréhension avec laquelle les instructions sont appliquées.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Ports de plaisance.

15568. — M. Icort attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur l'efficacité de la procédure d'instruction des dossiers et des mesures de contrôle édictées par la circulaire interministérielle du 29 décembre 1965, préalables à l'octroi des concessions d'outillage public pour la création des ports de plaisance, au regard de la protection esthétique du littoral, et particulièrement du littoral Provence-Côte d'Azur. La création d'un port de plaisance étant généralement assortie de vastes opérations d'équipement, telles que digues, remblaiements, constructions immobilières, il lui demande dans quelle mesure son département est appelé à connaître de l'ensemble du projet d'aménagement réalisé tant sur le domaine public maritime que sur la zone contiguë, frappée par la loi du 28 novembre 1963 d'une servitude de non oedificandi, lors de l'octroi de la concession. Conscient des nécessités de développer le tourisme et les activités de la navigation de plaisance, il lui demande également si ces concessions ne sont pas toutefois trop largement accordées au détriment d'autres impératifs, à savoir la protection des sites ou l'utilisation de la mer et des rivages par le public, notamment pour les baignades. En raison, dans certains cas, des risques de pollution de la mer et de la dégradation esthétique du littoral que suscite la prolifération des ports de plaisance et des ensembles immobiliers qui leur sont joints, il lui demande enfin si des mesures de protection renforcée ne paraissent pas s'imposer dans le cadre du programme pour l'environnement. (Question du 11 décembre 1970.)

Réponse. — La procédure d'instruction des dossiers de concessions de ports de plaisance est définie par la circulaire interministérielle du 29 décembre 1965 et par le décret n° 69-140 du 6 février 1969 qui s'est substitué aux articles 36 à 39 du code des ports

maritimes. Les projets d'aménagement des ports de plaisance font l'objet d'un dossier comprenant le plan d'ensemble des installations projetées avec, le cas échéant, l'indication des aménagements immobiliers prévus à l'intérieur du domaine portuaire ou à proximité immédiate. Ces dossiers doivent, en outre, être accompagnés d'une note exposant la conformité ou la compatibilité des dispositions projetées avec les règles d'urbanisme locales. Actuellement ces projets d'aménagement de ports de plaisance sont soumis, avant prise en considération, à l'examen conjoint de la direction des ports maritimes et des voies navigables, de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme et du commissariat au tourisme. Ces services précèdent les modalités de réalisation des opérations portuaires et immobilières situées en bordure de la mer et s'attachent à rechercher toutes solutions propres à renforcer, dans l'esprit de la loi du 23 novembre 1963, la protection du domaine public maritime. Ainsi, le ministre de l'équipement et du logement veille-t-il tout particulièrement à ce que, dans tous les projets de création de port de plaisance qui lui sont présentés pour prise en considération, soit sauvegardé le libre accès du public en bordure de la mer, grâce à la présence d'une bande de terrain située en bordure des plans d'eau, avec une largeur suffisante pour permettre un accès continu à la mer; cette disposition est d'ailleurs nécessaire pour garantir la sécurité des usagers des ports, dont les postes doivent pouvoir être desservis à tout instant par un véhicule de secours contre l'incendie ou une ambulance. Par ailleurs, la création d'un port de plaisance accompagnée d'une opération immobilière d'une certaine ampleur, fait désormais de façon quasi systématique l'objet d'une zone d'aménagement concerté. Cette procédure largement déconcentrée présente l'avantage d'instaurer une collaboration de nature contractuelle entre l'Etat, la collectivité locale concernée par l'aménagement et le promoteur, qui se traduit par l'établissement d'un plan d'aménagement de l'ensemble de la zone concernée et par une répartition équitable des charges d'équipement. Aussi bien dans le cadre d'une ZAC que dans une opération classique, il est systématiquement prescrit au promoteur — public ou privé — de reconstituer une surface de plage équivalente à celle supprimée par la réalisation du port; il est même souvent demandé de reconstituer une superficie de plage supérieure à la situation naturelle. Après prise en considération du projet et en application des articles 3 et 4 du décret n° 69-150 du 6 février 1969, les services et administrations intéressés sont appelés à formuler leur avis. Il est procédé, en outre, à l'initiative du préfet, à la consultation de la commission départementale des sites, perspectives et paysages. Cette commission qui est obligatoirement saisie lorsqu'il s'agit d'un site ayant fait l'objet d'une mesure de classement ou d'une inscription à l'inventaire, est également consultée dès lors que le projet d'aménagement pourrait mettre en cause la protection esthétique du littoral. S'il s'agit d'un site classé le projet est obligatoirement soumis au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles. Dans le cadre des mesures à intervenir en application du décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 portant déconcentration des décisions en matière d'investissements publics, l'ensemble des pouvoirs de décision en matière de création des ports de plaisance, de concessions à charge d'endigage et de concessions de plages artificielles, hormis certains aménagements d'importance exceptionnelle, seront transférés aux préfets des départements. Ainsi la réglementation en vigueur jusqu'alors, comme celle qui résulte des mesures de déconcentration décidées par le Gouvernement, permettent d'affirmer qu'en aucun cas le souci de préserver les sites et de permettre au public d'utiliser, conformément à sa destination, le domaine public maritime et, notamment les plages, n'est sacrifié à la réalisation d'équipements destinés à la navigation de plaisance. Dans tous les cas, les collectivités locales, non pétitionnaires, sont appelées, avant l'octroi d'une concession de port de plaisance ou d'endigage, à exercer leur droit de préférence conformément aux prescriptions de la loi du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime. Aucune opération portuaire et immobilière située en bordure de la mer n'a été réalisée sans l'avis favorable des collectivités publiques intéressées. En revanche, le ministère de l'équipement et du logement a souvent été amené à refuser des opérations qui, bien qu'acceptées par les collectivités locales, étaient d'une ampleur et d'une conception incompatibles avec la sauvegarde du littoral. Corrélativement, le ministère de l'équipement et du logement auquel incombe la mission de protéger et de gérer le domaine public maritime, a été amené à prendre un certain nombre de mesures qui vont dans le sens des préoccupations exposées par l'honorable parlementaire et dont les principales sont les suivantes: recensement des plages enclavées; augmentation du potentiel balnéaire par la création de plages artificielles; mesures de réservation de terrains susceptibles d'être acquis par l'Etat pour favoriser l'accès au rivage, en application de l'article 4 de la loi du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime; lutte contre la pollution par la création de nouveaux moyens techniques et administratifs de nature à améliorer les conditions d'hygiène et de propreté des ports de plaisance. D'autre part, un schéma d'aménagement du littoral Provence - Côte d'Azur est en cours de mise au point, en colla-

boration avec les collectivités locales et les autres départements ministériels intéressés; ce schéma, qui servira de référence aux prises de décision concernant les divers projets soumis à l'administration, précisera notamment les zones présentant un intérêt exceptionnel et où devront s'appliquer des mesures de sauvegarde très strictes; une attention particulière sera apportée à faire respecter les cohérences entre la capacité du littoral et le développement de l'urbanisation.

Routes.

15592. — M. Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la nette insuffisance de l'infrastructure routière et autoroutière de l'Aquitaine en général et du département de la Gironde en particulier. Dans le cadre du schéma directeur des routes établi par le ministère de l'équipement et la commission nationale d'aménagement du territoire, il ressort en effet que l'Aquitaine ne recevra aucune part des 400 kilomètres d'autoroutes annuels prévus. Or, 11 kilomètres de routes nationales ont été construits en dix ans en Gironde quand le nombre des véhicules passait dans le même temps de 140.000 à plus de 300.000. Devant cette situation préjudiciable pour l'avenir de la région Aquitaine, il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour remédier à celle-ci de toute urgence; 2° s'il n'estime pas de son devoir de mettre tout en œuvre pour que soit réalisé d'ici à deux ans le prolongement de l'autoroute Bordeaux—La Grave-d'Ambarès, qui doit aller au-delà de la commune de Saint-André-de-Cubzac et qui comprend la construction d'un pont sur la Dordogne. (Question du 15 décembre 1970.)

Réponse. — Le schéma directeur du réseau routier national ne représente que des liaisons, et non leurs caractéristiques techniques. Il ne saurait donc faire la distinction a priori en Aquitaine, non plus qu'ailleurs, entre les grands projets autoroutiers et les routes ordinaires. Les principales opérations routières intéressant la région Aquitaine et qui seront entreprises au VI^e Plan sont les suivantes: l'autoroute de la Côte Basque, de la frontière à Tarnos, pour laquelle un concours vient d'être lancé; l'autoroute Bordeaux—Narbonne, pour laquelle un concours sera lancé avant mai 1971 afin de désigner un concessionnaire avant la fin de l'année et de permettre le démarrage des travaux l'an prochain; le doublement de la R. N. 10 au Sud de Bordeaux, pour lequel un premier crédit a été inscrit au budget de 1971; l'autoroute La Grave-d'Ambarès—Saint-André-de-Cubzac, qui sera engagée dès 1972 dans sa totalité, y compris le pont sur la Dordogne; l'autoroute Tarbes—Orthez, dont une première tranche sera dotée au titre du budget de 1972; la liaison Bordeaux—Facture se scindant ensuite en deux branches, l'une vers Arcachon, l'autre vers la R. N. 10 (Le Muret), qui sera engagée en partie sous forme autoroutière et en partie sous forme de voie express à une chaussée intégrable à une autoroute future. L'importance de ce programme montre bien que l'Aquitaine en général, et le département de la Gironde en particulier, bénéficient largement de l'effort décidé par le Gouvernement en vue de moderniser le réseau routier. Les réalisations ainsi entreprises constitueront un atout particulièrement favorable au développement économique de cette région, et notamment à son industrialisation.

Taxe locale d'équipement.

15864. — 5 janvier 1971. — M. Rossi expose à M. le ministre de l'équipement et du logement le cas d'un particulier qui, ayant une entreprise commerciale située dans un immeuble dont l'accès donne sur une place publique, a été contraint, à la suite des travaux de relèvement effectués sur cette place (le niveau de celle-ci a été relevé de 70 centimètres), de procéder à une reconstruction de son local, afin de ne pas être obligé de faire poser un escalier pour relier la place à son local commercial — ce qui aurait été une solution anticommerciale. Pour effectuer ces travaux, l'intéressé n'a demandé aucune indemnité à la commune. Or, le service des impôts (enregistrement) lui réclame le paiement d'une somme de 2.503 francs au titre de la taxe locale d'équipement. Il lui demande si, étant donné que l'opération de reconstruction a été imposée à ce contribuable, en raison des travaux effectués sur la place publique, il n'estime pas que l'intéressé doit bénéficier, à titre exceptionnel, d'un dégrèvement de ladite taxe. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, il n'est pas possible d'accorder l'exonération de la taxe locale d'équipement, au cas signalé par l'honorable parlementaire; en effet, les dispositions de l'article 62 de la loi d'orientation foncière prévoient que la taxe est applicable sur la reconstruction des bâtiments, quel que soit le motif qui a entraîné cette reconstruction.

Habitations à loyer modéré.

15894. — **M. de Poulpiquet** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** s'il ne pense pas qu'il serait opportun, compte tenu de l'augmentation de la construction de pavillons individuels, d'augmenter les crédits aux sociétés civiles d'H. L. M. ou sociétés anonymes d'H. L. M. ou de crédit immobilier, même s'il faut pour cela réduire les crédits pour les collectifs destinés à la location. (*Question du 9 janvier 1971.*)

Réponse. — La promotion du logement individuel, en secteur social, est une des préoccupations du ministre de l'équipement et du logement. Il a spécialement appelé, sur ce point, l'attention des autorités responsables des régions, dans la circulaire n° 70-135 du 18 décembre 1970 qui donne des directives précises sur la programmation des crédits H. L. M. en 1971. La circulaire susvisée invite les préfets à considérer qu'en règle générale les ensembles de logements individuels groupés, de qualité et de prix comparables à ceux atteints à l'occasion du concours de la maison individuelle, doivent constituer le mode de construction dans les zones rurales et les villes de faible importance. Elle insiste également sur l'opportunité de réaliser des logements individuels dans le secteur des H. L. M. locatives. En ce qui concerne plus spécialement l'accession à la propriété, il est rappelé que l'arrêté du 20 mars 1970 a instauré un régime, dont les conditions financières sont très avantageuses, en faveur des ménages disposant de revenus modestes. Dans le cadre de la dotation globale de la caisse de prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré, une part de crédits plus importante est consacrée en 1971 à l'accession à la propriété selon le nouveau régime, puisque le nombre des logements financés passera de 17.500 en 1970 à 20.000 en 1971. Par ailleurs, le nombre des logements en accession à la propriété financés au moyen de prêts bonifiés des caisses d'épargne est passé de 12.227 en 1969 à 26.000 en 1970, ce qui représente plus qu'un doublement.

Construction.

15896. — **M. de Poulpiquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation alarmante du département du Finistère face au manque de crédits pour la construction d'appartements et de pavillons. La situation du financement de la construction peut se résumer comme suit au 1^{er} octobre : 1^{er} Primes avec prêt spécial du Crédit foncier : il y a en instance 1.591 demandes dont : 1.156 pour les constructions individuelles et 435 pour les collectifs. Les crédits sont épuisés. Ils ont permis de financer les demandes déposées avant le 15 juin 1969. Le retard sera donc de dix-huit mois à la fin de l'année et vraisemblablement de vingt et un mois au moment où la première dotation de crédits sera notifiée au département. 2^{es} Primes avec prêt différé du Crédit foncier : en instance : 2.803 demandes dont 450 pour des constructions individuelles et 2.353 pour des collectifs. Les crédits sont également épuisés. La dotation a permis d'honorer en individuelle les demandes déposées avant le 31 décembre 1969. Le retard sera d'un an à la fin de l'année. 3^{es} Primes sans prêt : 5.288 dossiers sont en instance. La dotation de 1970 a permis de financer les dossiers déposés avant le 1^{er} avril 1968. Le retard sera de trente-trois mois à la fin de l'année. En outre, il faudra, au moment de la répartition des crédits de 1971, tenir compte des possesseurs d'attestation de livret d'épargne-logement (ce qui aura pour effet de consommer à peu près toute la dotation du premier trimestre), puis de la nécessité de financer les dossiers de maisons individuelles pour que le retard ne s'aggrave pas encore. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait opportun d'augmenter momentanément la dotation de primes au département du Finistère, afin que le chômage ne s'accroisse pas, le bâtiment étant la seule industrie de cette région. (*Question du 6 janvier 1971.*)

Réponse. — Les dotations régionales ont été notifiées aux autorités responsables de la région en annexe à la circulaire 70-135 du 18 décembre 1970. En application des mesures de déconcentration décidées par le Gouvernement, les autorités régionales et départementales sont désormais compétentes pour désigner les opérations à inscrire au programme dans la limite du contingent régional notifié.

INTERIEUR*Sapeurs-pompiers.*

12680. — **M. Bolo** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la position exprimée par le Gouvernement au cours de la commission nationale paritaire du 6 mai 1970, position visant à refuser aux sapeurs-pompiers professionnels leur assimilation intégrale aux emplois communaux, assimilation pourtant acquise depuis 1968. Ce refus intervient à l'occasion de la réforme des catégories C et D de la fonction publique. Les positions syndicales tendaient au

le groupe VI, des sergents et adjoints en hors catégorie C. Les reclassement des sapeurs dans le groupe V, des caporaux dans Intéressés, qui se déclarent prêts à abandonner les appellations militaires de leur hiérarchie pour celles d'agents communaux, souhaitent être considérés totalement comme tels. C'est pourquoi il lui demande s'il ne pense pas que la discussion de l'application aux sapeurs-pompiers professionnels de la réforme des catégories C et D devrait être reprise, celle-ci devant tenir compte des exigences de leur profession. (*Question du 9 juin 1970.*)

Réponse. — Le reclassement des sapeurs-pompiers professionnels communaux des catégories C et D dans les nouveaux groupes de rémunération a fait l'objet des arrêtés du 3 décembre 1970, publiés au *Journal officiel* du 9 décembre 1970. Ces textes fixent les nouvelles échelles indiciaires des sapeurs-pompiers jusqu'au grade d'adjudant inclus. Il n'a pas été possible de faire bénéficier du surclassement accordé aux ouvriers professionnels les sapeurs-pompiers de 2^e classe, 2^e catégorie et de 1^{re} classe, parce que cet avantage supplémentaire n'a été accordé qu'aux ouvriers professionnels et non aux personnels dont les échelles de rémunération avaient été fixées précédemment par référence aux leurs. Le Gouvernement a cependant tenu compte de la situation particulière des sapeurs-pompiers concernés et a pris en leur faveur deux mesures importantes : a) doublement de la proportion des caporaux et caporaux-chefs par rapport à l'effectif total des corps de sapeurs-pompiers. Cette proportion est donc portée de un cinquième à deux cinquièmes de l'effectif. b) une indemnité mensuelle non hiérarchisée, et cumulable, de 100 francs a été accordée aux sapeurs de 2^e classe, 2^e catégorie et de 1^{re} classe, titulaires du brevet national de secourisme avec la mention « spécialiste en ramification ». Cette mesure, compense largement, sur le plan de l'avantage financier immédiat, celle qui aurait consisté à reclasser les sapeurs concernés dans les groupes IV et V. En outre, les arrêtés susvisés apportent à ces sapeurs-pompiers comme à leurs collègues, jusqu'au grade d'adjudant inclus, des relèvements de salaires analogues à ceux dont bénéficient les personnels de l'Etat de niveau correspondant, relèvements échelonnés du 1^{er} janvier 1970 au 1^{er} janvier 1974, avec effet du 1^{er} janvier 1970.

Sapeurs-pompiers.

12816. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le vif mécontentement des sapeurs-pompiers professionnels communaux, en raison de la mise en cause par le Gouvernement de leur assimilation, acquise depuis plusieurs années, aux emplois d'ouvriers professionnels de 1^{re} et 2^e catégorie des autres agents communaux. Ce personnel désirant voir confirmer ces assimilations dans le cadre de la réforme des catégories C et D, il lui demande s'il envisage, d'une part, l'application rapide de cette réforme qui devrait tenir compte de la nécessité d'une étude permettant un reclassement dans le respect de la hiérarchie et, d'autre part, de raccourcir les délais d'application de cette réforme, notamment par le règlement de la moitié du reclassement au 1^{er} janvier 1970. (*Question du 12 juin 1970.*)

Réponse. — Le reclassement des sapeurs-pompiers professionnels communaux des catégories C et D dans les nouveaux groupes de rémunération a fait l'objet des arrêtés du 3 décembre 1970, publiés au *Journal officiel* du 9 décembre 1970. Ces textes fixent les nouvelles échelles indiciaires des sapeurs-pompiers jusqu'au grade d'adjudant inclus. Il n'a pas été possible de faire bénéficier du surclassement accordé aux ouvriers professionnels, les sapeurs-pompiers de 2^e classe, 2^e catégorie et de 1^{re} classe, parce que cet avantage supplémentaire n'a été accordé qu'aux ouvriers professionnels dont les échelles de rémunération avaient été fixées précédemment par référence aux leurs. De même, le raccourcissement des délais d'application de la réforme aux sapeurs-pompiers professionnels, souhaité par l'honorable parlementaire, ne pouvait être retenu, l'étalement de ces mesures jusqu'au 1^{er} janvier 1974 ayant été décidé pour l'ensemble de la fonction publique. Le Gouvernement a cependant tenu compte de la situation particulière des sapeurs-pompiers concernés et a pris en leur faveur deux mesures importantes : a) doublement de la proportion des caporaux et caporaux-chefs, par rapport à l'effectif total des corps de sapeurs-pompiers. Cette proportion est donc portée de un cinquième à deux cinquièmes de l'effectif ; b) une indemnité mensuelle non hiérarchisée, et cumulable, de 100 francs, a été accordée aux sapeurs de 2^e classe, 2^e catégorie, et de 1^{re} classe, titulaires du brevet national de secourisme, avec la mention « spécialiste en ramification ». Cette mesure compense largement, sur le plan de l'avantage financier immédiat, celle qui aurait consisté à classer les sapeurs concernés dans les groupes IV et V. En outre, les arrêtés susvisés apportent à ces sapeurs-pompiers comme à leurs collègues, jusqu'au grade d'adjudant inclus, des relèvements de salaires analogues à ceux dont bénéficient les personnels de l'Etat de niveau correspondant, relèvement échelonné du 1^{er} janvier 1970 au 1^{er} janvier 1974, avec effet du 1^{er} janvier 1970.

Communes (personnel).

13183. — M. Bolo appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les dispositions de l'arrêté du 25 mai 1970 instituant différentes échelles de rémunération et relatif à l'organisation des carrières pour certains emplois communaux. Il lui fait observer, à ce sujet, que certains agents occupant des emplois spécifiquement communaux se trouvent déclassés et que leur parité avec les ouvriers professionnels et les commis n'est plus assurée. Il lui fait remarquer que cet avantage avait été accordé pour tenir compte des sujétions d'emplois. Ainsi les chauffeurs poids lourds et les égoutiers avaient les mêmes indices que les O. P. 2 ; les éboueurs, les fossoyeurs, les agents d'enquête, les téléphonistes, les mêmes indices que les O. P. 1. C'est aussi le cas des sapeurs-pompiers dont les emplois étaient assimilés à ceux d'ouvriers professionnels. Il lui demande s'il peut envisager une modification du texte en cause, afin que soient rétablis les avantages ainsi supprimés. (Question du 11 juillet 1970.)

Réponse. — Lors de l'examen par la commission paritaire communale des projets de textes qui sont devenus les arrêtés des 25 mai 1970 et 25 juin 1970, il a été décidé de les faire paraître dans leur état, afin de ne pas retarder l'application de la réforme des cadres C et D aux agents communaux, l'étude du reclassement éventuel des emplois spécifiques ayant été réservé pour des séances ultérieures, jusqu'à ce qu'aient pu être précisées les mesures comparables à prendre pour les personnels d'autres administrations. Il est apparu néanmoins, d'ores et déjà, que certaines équivalences de classement hiérarchique, qui existaient auparavant aussi bien pour les personnels d'Etat que pour les agents communaux (chauffeurs poids lourds et O. P. de 2^e niveau, téléphonistes et O. P. de 1^{er} niveau) n'ayant pas été maintenues en ce qui concerne les premiers par le décret n° 70-78 du 27 janvier 1970, il n'est pas possible d'envisager pour l'instant leur rétablissement pour les seuls agents communaux. Le reclassement des sapeurs-pompiers professionnels communaux des catégories C et D dans les nouveaux groupes de rémunération, a donc fait l'objet des arrêtés du 3 décembre 1970, publiés au Journal officiel du 9 décembre 1970. Ces textes fixent les nouvelles échelles indiciaires des sapeurs-pompiers jusqu'au grade d'adjudant inclus. Il n'a pas été possible de faire bénéficier du surclassement accordé aux ouvriers professionnels, les sapeurs-pompiers de 2^e classe, 2^e catégorie et de 1^{re} classe, parce que cet avantage supplémentaire n'a été accordé qu'aux ouvriers professionnels et non aux personnels dont les échelles de rémunération avaient été fixées précédemment par référence aux leurs. Le Gouvernement a cependant tenu compte de la situation particulière des sapeurs-pompiers concernés et a pris en leur faveur deux mesures importantes : a) doublement de la proportion des caporaux et caporaux-chefs par rapport à l'effectif total des corps de sapeurs-pompiers. Cette proportion est donc portée de un cinquième à deux cinquièmes de l'effectif ; b) une indemnité mensuelle non hiérarchisée et cumulable, de 100 francs, a été accordée aux sapeurs de 2^e classe, 2^e catégorie et de 1^{re} classe, titulaires du brevet national de secourisme avec la mention « spécialiste en ramination ». Cette mesure compense largement, sur le plan de l'avantage financier immédiat, celle qui aurait consisté à reclasser les sapeurs concernés dans les groupes IV et V. En outre, les arrêtés susvisés apportent à ces sapeurs-pompiers comme à leurs collègues, jusqu'au grade d'adjudant inclus, des relèvements de salaires analogues à ceux dont bénéficient les personnels de l'Etat de niveau correspondant, relèvement échelonnés du 1^{er} janvier 1970 au 1^{er} janvier 1971 avec effet du 1^{er} janvier 1970.

Spectacles.

14005. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur l'importance de plus en plus grande que prennent les spectacles réalisés par les « cascadeurs ». C'est ainsi que récemment dans une ville de la banlieue parisienne des cascadeurs ont détruit 30 voitures. Pendant 3 heures, le spectacle a été constitué par : des séries de tonneaux violents, des dérapages sur deux roues, des percussions avec mise à feu, des sauts de la mort. A ces divertissements assiste un nombre de plus en plus grand d'enfants et d'adolescents. Il est évident que de tels spectacles constituent des actes de violence susceptibles de perlerber les jeunes et de leur donner l'envie de jeux analogues réalisés même dans la réalité. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une réglementation devrait au moins interdire la part de ces spectacles qui peut traumatiser de jeunes esprits. (Question du 26 septembre 1970.)

Réponse. — Contrairement à ce que paraît penser l'honorable parlementaire et d'après les renseignements en la possession du ministre de l'Intérieur, il ne semble pas que les spectacles dits de « curiosité » réalisés par des « cascadeurs » représentent une part très importante des spectacles régis par l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 sur la matière. C'est ainsi qu'en ce qui concerne

la région parisienne et pour les années 1968, 1969 et 1970, aucune manifestation de ce genre n'a été autorisée sur le territoire de la ville de Paris et que pour les départements limitrophes cinq autorisations ont été accordées et une refusée. Le ministre de l'Intérieur signale d'autre part qu'aucune protestation émanant, soit de particuliers, soit de groupements éducatifs ou familiaux n'est jusqu'ici parvenue concernant cette forme de spectacle. Les exhibitions en cause entrant dans la catégorie des spectacles forains tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er} de l'ordonnance précitée, sont soumis à autorisation municipale. Il appartient en conséquence aux magistrats municipaux ou au préfet de police dans son ressort d'apprécier dans chaque cas d'espèce l'opportunité de l'octroi ou du refus de l'autorisation sollicitée. Il appartient aussi le cas échéant aux parents ou personnes responsables des mineurs, d'user de leur autorité pour leur interdire d'assister à de tels spectacles s'ils les jugent traumatisants.

Stationnement.

14927. — M. Lebon expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'à l'instar de Paris, les villes ont recruté des « contractuels » chargés en particulier de vérifier les disques des automobiles stationnées en zone bleue ; il lui demande s'il peut lui fournir les renseignements suivants : a) nom des villes ayant créé un service de contractuels au 1^{er} octobre 1970, avec pour chacune des villes la longueur des rues en zone bleue et le nombre de contractuels ; b) les dépenses supportées par chacune de ces villes ; c) les sommes rapportées ainsi au Trésor. (Question du 10 novembre 1970.)

Réponse. — La création des zones bleues relevant de la seule initiative des communes, et les services du ministère de l'Intérieur n'assurant, ni à l'échelon central ni à l'échelon départemental, la gestion du personnel communal, il n'est pas possible dans l'immédiat de fournir les renseignements demandés. Une enquête a donc été lancée auprès des préfets, et une réponse sera faite à l'honorable parlementaire dès que toutes les indications nécessaires auront pu être réunies.

Incendie.

15207. — M. Pierre Cornet expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'après la terrible catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont, un maire de son département lui a présenté des suggestions intéressantes qui pourraient être retenues dans le cadre d'une éventuelle modification de la réglementation concernant la sécurité des lieux ouverts au public. Ce maire, d'après son expérience personnelle, dit qu'il n'a jamais vu une manœuvre de sauvetage effectuée par les pompiers ou autres agents de sécurité dans des salles pouvant contenir de 50 à 1.000 personnes. Des manœuvres de sauvetage sont faites dans des établissements publics ou privés, des hôpitaux, des maisons de retraite, certaines usines ; par contre, il semble qu'il n'en soit pas de même dans les salles de spectacle privées, les maisons de jeunes, les salles de réunions communales ou privées, les dancing, etc. Par ailleurs, il a été dit à propos de la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont que certaines issues de secours étaient fermées, car les propriétaires de l'établissement craignaient qu'elles ne soient utilisées par des jeunes gens désirant entrer sans payer. Le même magistrat municipal suggère que les portes de secours devraient être remplacées par des panneaux de secours, c'est-à-dire qu'une partie des murs pourrait être obstruée par des panneaux isothermes retenus par un système fixe. Ces panneaux en matériaux relativement légers pourraient être enfoncés par une forte pression, par exemple celle de deux hommes y appliquant leurs efforts. On pourrait d'ailleurs imaginer que ces panneaux fixes seraient doublés à l'extérieur par des portes mobiles ouvertes lorsque le public aurait accès aux salles en cause. Ce système protégerait l'entrée de l'établissement lorsqu'il est fermé et ne permettrait pas, aux heures d'ouverture, l'entrée de ceux qui désirent s'affranchir de tout droit d'entrée. Après lui avoir exposé ces deux suggestions simples et pratiques, il lui demande si elles ne pourraient pas être retenues en vue d'une amélioration de la réglementation sur la sécurité des lieux publics. (Question du 26 novembre 1970.)

Réponse. — La sécurité contre les risques d'incendie et de panique, dans les établissements recevant du public, fait l'objet du décret n° 54-856 du 13 août 1954 et du règlement de sécurité du 23 mars 1965, modifié par l'arrêté du 3 mars 1969. Ces textes définissent, au plan général, et aussi de façon détaillée, par types d'établissements, les règles à observer pour le calcul des dimensions et la disposition des issues permettant l'évacuation rapide du public, en cas d'incendie. En ce qui concerne les issues de secours, il est bien évident qu'elles doivent, au maximum, toujours pouvoir être ouvertes très aisément de l'intérieur, avec un gardien chargé de s'opposer aux entrées clandestines, si le propriétaire l'estime nécessaire. Cette prescription, d'ailleurs élémentaire, sera, néanmoins, rappelée dans une instruction en préparation. De plus, la suggestion, faite à l'ho-

norale parlementaire, tendant à remplacer les portes de secours par des panneaux légers susceptibles d'être enfoncés facilement, sera mise à l'étude. A priori, ce genre de dispositif pourrait non point remplacer les issues de secours, mais s'y ajouter, à titre de mesure de précaution supplémentaire. La solution « mixte », également suggérée, consistant à combiner pour une même issue, porte et panneau, en laissant la première ouverte pendant les heures d'exploitation, sera également examinée. En ce qui concerne les exercices pratiques d'évacuation, il est exact, qu'en raison de la gêne qu'ils causent aux exploitants de salles de spectacles notamment, et aussi des risques de panique comme d'accidents, qu'ils sont parfois susceptibles d'engendrer, ils ne sont obligatoires *stricto sensu*, que pour les établissements d'enseignement. Toutefois, en fait, les services départementaux d'incendie et de secours ou les commissions de sécurité incitent très généralement à l'organisation de tels exercices dans certains locaux recevant du public, particulièrement dans les salles de spectacles, lorsque ces locaux présentent un danger caractérisé. Il apparaît cependant, que l'on ne saurait, tout bien considéré, maintenir, sur ce point, les errements en vigueur; la généralisation des exercices d'évacuation obligatoires a donc été également mise à l'étude.

Chasse.

15650. — M. Emile Didier expose à M. le ministre de l'Intérieur que depuis plusieurs années les mairies sont appelées à délivrer, au lieu et place des préfectures, les permis de chasse des citoyens français. La délivrance de ces titres donne lieu à la tenue d'un registre où sont inscrites toutes les précisions d'identité, de profession, de domicile, nature, numéro du permis et références de la police d'assurance concernant les chasseurs. Il est, d'autre part, demandé aux services municipaux d'adresser aux préfectures un état où doivent, à nouveau, être portées toutes les indications précitées, ce qui, en quelque sorte, fait double emploi avec le registre sur lequel sont généralement effectués tous les contrôles administratifs et de police en cours d'année. Dans un but de simplifications administratives, il semble que les mairies devraient être dispensées du travail supplémentaire que demande la préparation de tels états dont l'utilité n'apparaît pas indispensable à l'autorité de tutelle. (Question du 16 décembre 1970.)

Réponse. — Les conditions de délivrance des permis de chasse sont définies par l'article 366 bis du code rural, le décret n° 69-616 du 13 juin 1969 et l'arrêté du 16 juin 1969. Selon ces dispositions, la responsabilité de la délivrance et de la prorogation de ces documents incombe aux mairies pour les citoyens français, et aux préfets pour les ressortissants étrangers. Mais les sous-préfets et les préfets pour l'arrondissement chef-lieu disposent, en outre, en application de l'article 366 bis du code rural, d'un pouvoir propre de réformation qui s'exerce, dans certaines hypothèses, à l'égard des décisions d'octroi ou de refus prises par les mairies. Pour l'exercice de ces compétences, il est indispensable que les services préfectoraux soient informés de manière régulière et précise du nombre et des caractéristiques des permis de chasse délivrés dans les mairies. Le ministre de l'Intérieur reste très favorable à toute initiative visant à alléger la tâche administrative des municipalités; mais il lui semble difficile, au cas particulier, de supprimer une formalité qui, contrairement à ce que paraît considérer l'honorable parlementaire, n'est pas superflue, mais constitue au contraire une nécessaire information. Cependant, rien ne s'oppose à ce que les mairies utilisent tous moyens de duplication de nature à leur éviter le travail supplémentaire que constitue la confection des états récapitulatifs périodiques destinés aux préfets.

Sapeurs-pompiers.

15875. — M. Cressard appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le problème de la durée de temps de travail et de présence exigée des sapeurs-pompiers professionnels. Il lui expose, en effet, qu'actuellement le personnel logé doit 112 heures de présence par semaine, le personnel non-logé 84 heures. Or, cet horaire semble excessif, en raison des tâches difficiles et souvent dangereuses dont doivent s'acquitter les intéressés; c'est pourquoi il lui demande si, dans des agglomérations urbaines où les problèmes de sécurité deviennent de plus en plus complexes, il n'estime pas devoir procéder à une réduction du temps de travail, avec une augmentation corrélative des effectifs. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — L'article 131 du décret n° 53-170 du 7 mars 1953 portant statut des sapeurs-pompiers communaux, dispose que « la durée du service est déterminée par le conseil d'administration dans les conditions et limites fixées par un arrêté du ministre de l'Intérieur, pris sur l'avis du conseil supérieur de la protection civile ». Le régime de travail des sapeurs-pompiers professionnels est donc fixé par le maire, dans le cadre des dispositions législatives

générales et d'un arrêté du ministre de l'Intérieur. L'Etat, par un arrêté du ministre de l'Intérieur fixe le maximum de la durée du service ininterrompu et la durée de travail effectif en caserne par jour ouvrable. L'arrêté ministériel du 6 juin 1968, actuellement en vigueur fixe à 48 heures pour les pompiers logés et à 24 heures pour les non-logés le maximum de la durée du service ininterrompu, le travail effectif en caserne étant, pour tous, de 8 heures par jour de service ouvrable. Les sapeurs-pompiers professionnels logés ont ainsi un régime de 48 heures de service (permanences comprises) pour 24 heures de repos; les non-logés 24 heures de service pour 24 heures de repos. Toutefois, ce texte ne précise pas la répartition des temps de travail effectif en caserne et les permanences au cours de la journée, ni la durée hebdomadaire de ces permanences. Le maire a toute latitude pour fixer ces durées en fonction notamment des besoins du corps de sapeurs-pompiers, de ses effectifs et du nombre des logés et des non-logés, nombres très variables d'une ville à une autre. La principale difficulté provient de l'insuffisance des effectifs qui ne permettent pas en général de donner satisfaction au personnel et d'assurer en même temps le maintien d'un potentiel suffisant pour accomplir les gardes et les missions d'intervention. Mais le ministre de l'Intérieur est disposé à rechercher une solution en accord avec les représentants des personnels et des maires. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu depuis le début de l'année à ce sujet avec les représentants des organisations syndicales et de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers. Les échanges de vue seront poursuivis par ailleurs avec les représentants des maires.

Etat civil.

15928. — M. Emile Didier attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la taxe perçue au profit des communes sur les actes de l'état civil (droits d'expédition). Cette taxe, improductive pour les communes (taux dérisoires), est particulièrement vexatoire et coûteuse pour les citoyens. Sa perception, lourde et compliquée (impression des vignettes à l'échelon national, mise en place dans les trésoreries, dans les perceptions, dans les régies de recettes, prise en charge par les C. C. P., etc.), permet à l'administration des postes d'encaisser 2,80 francs pour la délivrance d'un extrait d'acte de naissance (coût du mandat lettre et des timbres aller-retour), alors que la mairie ne percevra qu'un franc. Il souhaite qu'une étude attentive de cette question conduise à une réforme ou à la suppression pure et simple des droits en cause, les intérêts des greffiers des tribunaux n'étant plus compromis depuis leur étatisation. Il lui demande quelles sont ses intentions à ce sujet. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Ainsi que le ministre de l'Intérieur a déjà eu l'occasion de l'indiquer dans une réponse n° 6313 publiée au Journal officiel (Débats parlementaires, Assemblée nationale, p. 3620, 13 novembre 1969) le recouvrement des droits d'expédition des actes de l'état civil s'accompagne nécessairement, pour ceux qui demandent des expéditions comme pour les administrations communales et pour celles de l'Etat, de frais hors de mesure avec le montant des sommes à récupérer. En conséquence, le ministre de l'Intérieur envisagerait favorablement la délivrance gratuite des extraits et des copies des actes de l'état civil, l'opération se traduisant en définitive par une économie pour toutes les parties en présence. Une telle mesure trouverait sa place dans un ensemble plus large, dans lequel seraient traitées toutes les questions qui intéressent le fonctionnement, les compétences et les finances des communes.

Lotissements.

15955. — M. Fossé demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il peut lui faire connaître quelles sont les conditions requises afin qu'une association syndicale de propriétaires puisse céder à une commune les voies du lotissement où sont implantés terrains et habitations des membres de l'association. Il lui demande également qui doit prendre en charge l'installation de bouches ou poteaux d'incendie et le numérotage des immeubles dans les rues du lotissement. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concerne un lotissement dont les ouvrages et aménagements d'intérêt collectif sont gérés par une association syndicale de propriétaires. Le cahier des charges des lotissements de cette nature comporte généralement une clause réglant le sort des voies existantes en stipulant que l'association sera tenue de faire remise gratuitement à la commune de ses droits sur les voies et ouvrages d'intérêt collectif. L'incorporation dans la voirie communale est soumise à une délibération du conseil municipal, lequel peut subordonner le classement à la remise d'une voirie en bon état d'entretien et d'équipement, et répondant aux caractéristiques techniques définies par le décret du 14 mars 1964, notamment en ce qui concerne la

largeur. Le conseil municipal peut estimer préférable de surseoir au transfert dans le cas où le lotissement ne serait pas équilibré des installations de lutte contre l'incendie. Si le cahier des charges ne comporte aucune clause sur le transfert à la commune de la voirie du lotissement, ce transfert n'en demeure pas moins une faculté dont peut user la commune ou le syndicat. Lorsque la demande de classement est présentée par le syndicat, l'opération se règle dans les conditions ci-dessus exposées (délibération du conseil municipal, gratuité du transfert, possibilité pour la commune d'exiger que les voies soient en état d'entretien). Lorsque l'initiative émane de la commune, il va de soi que celle-ci pourra se montrer moins exigeante sur le chapitre de la qualité de l'entretien des biens transférés. S'il s'agit de voies ouvertes à la circulation publique, le classement dans la voirie communale peut résulter de la procédure prévue à l'article 4 de la loi du 29 juin 1965. En cas de refus des propriétaires, l'incorporation des voies du lotissement est réalisée par le moyen de l'expropriation ou par celui prévu à l'article 4 de la loi du 15 mai 1930, pour autant que cette loi ait été, par décret, déclarée applicable à la commune considérée et que les voies privées du lotissement soient livrées à la circulation publique. En ce qui concerne la dénomination des rues et le numérotage des immeubles, l'intérêt bien compris de la commune est de s'en tenir à la situation existante au moment du transfert. Toutefois, devenue propriétaire des voies, la commune est libre d'en décider autrement.

Incendies.

15957. — M. Médecin demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il ne compte pas donner toutes instructions utiles pour que soient plus largement affichées les consignes en cas d'incendie dans tous les lieux publics et plus particulièrement par l'apposition de plaques émaillées aux abords des forêts où cette signalisation est trop souvent absente ou insuffisante. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, approuvé par l'arrêté du 23 mars 1965, prévoit, dans son article MS 43, que « des consignes précises, judicieusement affichées, doivent indiquer la mission du service de surveillance, en cas de sinistre, pour ce qui concerne notamment : l'alerte aux sapeurs-pompiers, les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel, la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers ». Il ne semble pas, qu'il y ait lieu de compléter ces dispositions, sur lesquelles l'attention des commissions de sécurité et des services de police pourra, par contre, être à nouveau appelée. Quant à la suggestion de l'honorable parlementaire tendant à l'apposition de plaques émaillées aux abords des forêts, elle concerne, au premier chef, M. le ministre de l'Agriculture, à qui cette suggestion a, par conséquent, été transmise.

Elections municipales.

16427. — M. Raymond Barbet appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le fait qu'un certain nombre d'électeurs et d'électrices risquent d'être empêchés de voter lors des élections municipales du 14 mars, car ils peuvent se trouver en congés d'hiver et avoir retenu, très souvent, par groupes, des locations dans les hôtels des stations de ski ; les locations ont été bien souvent arrêtées avant que soit connue la date précise des élections municipales. Or le vote par correspondance est réglementé et s'applique à des catégories bien déterminées et il en est de même pour le vote par procuration. Compte tenu de cette situation, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour que le vote par correspondance soit étendu à toutes les personnes qui présenteront une attestation de leur employeur mentionnant qu'elles seront en congé d'hiver le jour des élections municipales, soit le 14 mars, soit le 21, en cas de deuxième tour. (Question du 6 février 1971.)

Réponse. — Compte tenu des dispositions législatives qui énumèrent limitativement les catégories d'électeurs habilités à utiliser le vote par correspondance, il n'est pas possible par simple décision administrative d'étendre ce procédé de vote aux personnes se trouvant en vacances à la date du scrutin. Par contre, de tels électeurs peuvent être admis à voter par procuration au titre d'une disposition de caractère général concernant « les citoyens qui établissent que d'impérieuses raisons professionnelles ou familiales les placent dans l'impossibilité d'être présents le jour du scrutin » (cf. art. L. 71-9° du code électoral). Par une circulaire du 4 juin 1969, le ministre de la justice a signalé aux juges d'instance, qui ont compétence pour dresser les procurations de vote, que cette disposition pouvait notamment s'appliquer aux électeurs se trouvant en vacances au moment d'une élection. Dans

les cas signalés par l'honorable parlementaire, les intéressés ont donc la possibilité, pour délivrer procuration de vote, de se présenter devant le juge d'instance du lieu où ils résident. Bien entendu, il appartient à ce magistrat d'apprécier les justifications produites par les demandeurs.

JUSTICE

Commissaires aux comptes.

15815. — M. Stehlin, se référant aux dispositions de l'article 218 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, fait observer à M. le ministre de la justice qu'en vertu des dispositions de cet article, bien qu'elles soient inscrites au tableau de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, ce qui indique qu'elles répondent aux mêmes règles de compétence et de discipline, toutes les sociétés actuellement inscrites au tableau de l'ordre ne sont pas égales devant la loi. Celles qui étaient inscrites au tableau à la date de promulgation de la loi du 24 juillet 1966 peuvent exercer les fonctions de commissaires aux comptes, quelle que soit leur forme. Par contre, celles qui ont été inscrites au tableau après cette date ne peuvent exercer lesdites fonctions que si elles ont la forme de sociétés civiles professionnelles. Il lui demande pour quelles raisons une telle discrimination a été établie et si ces raisons ne lui paraissent pas suffisantes, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation actuelle. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — En vertu de l'article 218 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées par des personnes physiques ou des sociétés civiles professionnelles. Toutefois, le législateur a établi une exception aux principes en précisant que les sociétés inscrites à la date de la promulgation de la loi de 1966, au tableau de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, peuvent, quelle que soit leur forme, être commissaires aux comptes dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 219 (art. 218 alinéa 3). En vertu de ce texte (art. 7 du décret n° 69-810 du 12 août 1969), les sociétés d'experts comptables dont il s'agit peuvent être inscrites sur la liste si trois quarts au moins des membres de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés qui composent ces sociétés sont inscrits sur la liste des commissaires aux comptes. Il résulte des débats parlementaires que le législateur n'a pas voulu introduire une dérogation en faveur de toutes les sociétés d'experts comptables, mais a simplement tenu compte de l'existence de sociétés d'experts comptables dont la majorité des membres exerçaient les fonctions de commissaires aux comptes avant l'entrée en vigueur de la loi de 1966 (réponse ministre de la justice à question écrite de M. Charles Durand, sénateur, *Journal officiel*, Débats Sénat 20 mai 1970). Il paraît peu souhaitable d'étendre cette dérogation aux autres sociétés d'expertise comptable, la forme de société civile professionnelle de commissaire aux comptes paraissant être un cadre mieux adapté pour l'exercice du commissariat aux comptes en groupe.

Régimes pénitentiaires.

16495. — M. Mitterrand rappelle à M. le ministre de la justice les interventions répétées qu'il a faites auprès de lui sur les conditions d'application du régime dit spécial aux détenus condamnés pour des faits reliés à leur activité politique. Il regrette de n'avoir pas obtenu de réponse suffisamment claire et il lui demande avec insistance s'il n'estime pas devoir se dégager d'une conception purement formelle de l'infraction de droit commun qui le conduit à soumettre à un système répressif inadmissible des hommes et des femmes dont les actes, fussent-ils critiquables, n'en relèvent pas moins d'un choix idéologique ; il s'inquiète du renvoi devant une commission de décisions qui, en la matière, restent du seul ressort du ministre compétent et du Gouvernement ; enfin il souhaite que le Gouvernement comprenne l'urgence d'une prise de position conforme à l'équité. (Question du 13 février 1971.)

Réponse. — La commission instituée par arrêté du 10 février 1971 n'a pas pour objet de statuer sur les demandes d'admission au régime pénitentiaire spécial par des décisions individuelles qui ne relèvent que du ministre de la justice en application des prescriptions de l'article D. 490 du code de procédure pénale. Elle a été chargée d'étudier et de définir les critères d'attribution de ce régime. Un tel problème a toujours été reconnu comme fort complexe, et, dans le silence des textes, il est très difficile d'apprécier si les infractions telles que des violences contre les personnes ou les biens, ou des transports d'armes ou d'explosifs, doivent avoir un caractère politique ou de droit commun. C'est afin de clarifier ce problème et de déterminer les conditions dans lesquelles le régime spécial pourrait être accordé ou refusé sans

risque ni suspicion d'arbitraire qu'il a paru nécessaire de demander les avis de la commission. Au demeurant, ce n'est pas le système pénitentiaire français, répondant aux recommandations formulées en 1957 par les Nations Unies, qui est inadmissible, mais bien les actes commis.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications (personnel).

15946. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation difficile de la maîtrise (chefs de district et chefs de secteur) et du personnel des lignes des télécommunications. Il lui expose que les intéressés subissent en effet depuis de longues années un déclassement catégoriel certain, alors qu'ils doivent faire face à des tâches nouvelles et à des responsabilités de plus en plus lourdes, en raison des exigences du progrès technique et de la qualification de plus en plus grande dont ils doivent faire la preuve. Il lui rappelle, en outre, que dans la situation actuelle du téléphone en France et compte tenu des objectifs du VI^e Plan, la maîtrise des lignes a un rôle important à jouer puisque de ses efforts dépend, pour une large part, la résorption du retard et une normalisation de cet important secteur. C'est pourquoi il lui demande : 1^o s'il n'estime pas devoir accorder aux personnels de la maîtrise des lignes l'indice le plus élevé du cadre B, soit 645, étant rappelé que le plafond actuel se situe à l'indice 545 ; 2^o si une intégration de ces personnels dans le cadre A ne pourrait être envisagée lors de la prochaine réforme du service des télécommunications. Remarque étant faite que lors de la discussion des crédits de son ministère le 29 octobre dernier, il avait lui-même admis la nécessité de reconnaître la haute qualification technique des agents en cause, il lui demande instamment si satisfaction ne sera pas donnée à ceux-ci dans les meilleurs délais. (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — 1^o et 2^o : les questions posées par une réforme du service des lignes sont étudiées en liaison avec les organisations syndicales, mais la réalisation d'une telle réforme pose des problèmes nombreux et délicats tant au sein de l'administration des postes et télécommunications que sur le plan général de la fonction publique. L'état actuel de cette affaire ne permet pas encore de donner des précisions sur les mesures susceptibles d'être proposées à l'agrément du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique. L'administration des postes et télécommunications a toutefois la ferme intention de tout mettre en œuvre pour aboutir rapidement à une solution.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Ambulances.

15611. — M. Zimmermann expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les assurés sociaux transportés par l'ambulance des sapeurs-pompiers de Mulhouse se voient refuser le remboursement de ces frais par la caisse primaire d'assurance maladie de Mulhouse et que, jusqu'au 1^{er} octobre 1969, ces transports, pour autant que l'assuré ouvrait droit aux prestations, étaient remboursés. A partir de cette date, cet organisme, se fondant sur les dispositions d'une ordonnance royale de 1759, confirmée par la loi du 2 février 1966 établissant la gratuité des interventions des sapeurs-pompiers, a arrêté ses paiements. Il lui rappelle que si effectivement aucune contribution pécuniaire ne peut être demandée à la victime d'un sinistre, ni pour une intervention des pompiers, ni même pour le règlement de l'eau utilisée pour éteindre l'incendie (cass. civ. 9 janvier 1866, Chaussant D. P. 66-1-74), et qu'il si d'autres arrêtés de la Cour de cassation insistent sur la gratuité des services d'incendie, tous se rapportent à des sinistres pour incendie. Il lui souligne que l'ordonnance royale susmentionnée à laquelle se réfère la caisse primaire d'assurance maladie n'a donc trait qu'à des incendies, et non au ramassage des blessés individuels, l'accident de la route et l'accident de travail ne pourront être considérés comme une atteinte portée à la sécurité publique. Il rappelle enfin que la caisse primaire d'assurance maladie est donc la première bénéficiaire de l'intervention des sapeurs-pompiers puisque ces assurés, blessés, sont ramassés dans des conditions optimales de rapidité et de compétence par un personnel hautement qualifié, titulaire du brevet de secouriste de la protection civile avec spécialité de réanimation et qu'il est illogique et inconcevable qu'un blessé transporté par les sapeurs-pompiers ne soit pas remboursé par la caisse primaire d'assurance maladie alors qu'il l'est s'il est transporté par une ambulance de la Croix-Rouge française ou par une ambulance privée. Il lui demande en conséquence, quelle mesure il entend prendre pour interdire ou modifier les dispositions légales invoquées par la caisse primaire d'assurance maladie pour refuser le remboursement des frais de transport par les ambulances des sapeurs-pompiers en cas d'accident. (Question du 15 décembre 1970.)

Réponse. — Le principe de la gratuité des frais de transport par les ambulances des sapeurs-pompiers résulte effectivement, ainsi qu'il l'a été indiqué à l'honorable parlementaire, de l'ordonnance royale de 1759 et reste toujours valable ; tant que ce principe demeure, les organismes de sécurité sociale ne peuvent prendre en charge les frais qui viendraient à être facturés pour de tels déplacements. Cependant, le ministère de l'intérieur a signalé que, si le service communal ou départemental de protection contre l'incendie ne peut exiger une contrepartie pécuniaire à ses missions obligatoires, il y a lieu de dissocier de celles-ci les interventions qui trouvent leur raison d'être dans une notion extensive du service public. Dans cette optique, le ministère de l'intérieur a été amené à préciser, dans une circulaire n° 79, du 5 février 1962, que « les ambulances des centres de secours des sapeurs-pompiers n'ont pas à effectuer de transports ou d'évacuations de malades. Ces transports ou ces évacuations sont du ressort des ambulances hospitalières, des ambulances municipales ou des ambulances privées. Ce n'est qu'en cas d'urgence ou absolue nécessité, notamment lorsque les autres moyens de transports spécialisés publics ou privés font défaut, que l'intervention des ambulances des services d'incendie ou de secours peut se justifier. Cette intervention restera, par conséquent, l'exception ». Ceci étant posé, il a pu être admis récemment, après nouvel examen de la question, que les caisses primaires d'assurance maladie remboursent les frais exposés pour des déplacements d'assurés sociaux effectués dans des ambulances des sapeurs-pompiers, lorsque ces transports revêtent un caractère d'urgence et qu'il n'est pas contesté que les autres moyens publics ou privés font défaut. Mais il conviendra, bien entendu, dans ces hypothèses, que les intéressés ouvrent droit aux prestations de l'assurance maladie et qu'ils se trouvent dans l'un des cas de remboursement prévus par les dispositions de l'arrêté du 2 septembre 1955, c'est-à-dire, notamment, qu'il y ait hospitalisation du malade ou du blessé.

Allocation de logement.

15814. — M. Barberot rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les bases de calcul de l'allocation de logement n'ont pas fait l'objet d'une révision depuis le 1^{er} juillet 1968. C'est ainsi, notamment, que le plafond de loyer mensuel retenu pour la détermination du montant de l'allocation est demeuré fixé depuis cette date à 300 F pour les familles de un ou deux enfants, en cas de location d'un local non soumis aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948, ou d'accession à la propriété dans un local construit après le 1^{er} juillet 1966. Il lui demande quelles mesures sont envisagées en vue de permettre une augmentation normale de cette allocation en fonction des majorations du prix des loyers et des charges d'accession à la propriété supportées par les familles et s'il n'estime pas indispensable, notamment, de relever les plafonds mensuels de loyers dans une proportion correspondant à l'évolution des prix des loyers et des charges d'accession à la propriété constatée depuis 1966. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — L'augmentation des plafonds de loyer mensuel pris en compte pour le calcul de l'allocation de logement due respectivement aux locaux dont le loyer est fixé librement et aux accédants à la propriété d'immeubles édifiés après le 1^{er} juillet 1966 ne pourra être envisagée que si les études actuellement poursuivies en matière d'aide au logement, au niveau, tant des départements ministériels intéressés, que du commissariat général au Plan, amènent à la double conclusion qu'une telle mesure s'impose et que les disponibilités financières ne font pas obstacle à sa réalisation. En l'état actuel des travaux en cours, il est permis de penser que le taux de croissance de l'allocation de logement constaté pendant la durée du V^e Plan pourra être maintenu durant celle du VI^e Plan. Une orientation se dessine également dans le sens d'une aide accrue en faveur des familles nombreuses et des familles à ressources modestes qui ressentent plus particulièrement les difficultés de logement. La proposition de l'honorable parlementaire s'inscrit donc dans cet ensemble de préoccupations mais il est prématuré de définir les priorités qui seront retenues dans le choix des actions qui seront entreprises dans ce domaine.

Sécurité sociale (femmes chargées de famille).

15846. — M. de Poupiquet attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le cas des femmes veuves, ayant la charge de jeunes enfants quelquefois malades et qui sont dans l'obligation de travailler pour bénéficier de la sécurité sociale. Il lui demande s'il ne serait pas normal de permettre à ces femmes d'élever leurs enfants, sans travailler à l'extérieur, tout en jouissant du régime de la sécurité sociale. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — La situation, au regard de l'assurance maladie, des veuves chargées de famille n'a pas échappé aux préoccupations du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. Un décret n° 69-677 du 19 juin 1969 a, en effet, porté de six mois à un an la durée de la période au cours de laquelle les ayants droit d'un assuré obligatoire décédé qui remplissait au jour de son décès, les conditions d'ouverture des droits, peuvent obtenir le bénéfice des prestations en nature. Au surplus, et en application de l'article L. 323 du code de la sécurité sociale, la veuve âgée de moins de soixante ans d'un assuré, qui est elle-même, atteinte d'une invalidité permanente susceptible de réduire de deux tiers au moins sa capacité de travail ou de gain, a droit à une pension de veuve, à condition de ne pas être, personnellement, bénéficiaire ou susceptible de bénéficier d'un avantage de vieillesse. L'attribution de cette pension entraîne le droit aux prestations en nature de l'assurance maladie, pour elle-même et ses ayants droit. Enfin, les veuves qui n'exercent pas d'activité professionnelle les faisant relever d'un régime obligatoire de sécurité sociale, peuvent demander le bénéfice de l'assurance volontaire instituée dans le cadre du risque maladie. La couverture des prestations en nature de l'assurance maladie est assurée par des cotisations personnelles des assurés volontaires, calculées sur les bases forfaitaires tenant compte, notamment, des ressources des intéressés. Toutefois, le texte dispose qu'en cas d'insuffisance de ressources tenant compte, notamment, à l'incapacité de se livrer à une activité professionnelle rémunératrice, la cotisation peut être prise en charge, en totalité ou en partie, par le service départemental d'aide sociale, conformément aux règles fixées par le titre III du code de la famille et de l'aide sociale.

Assurances sociales (coordination des régimes.)

15858. — M. Roger expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le cas suivant : un commerçant fait exploiter son fonds de commerce par son gendre, lequel est de ce fait le salarié de son beau-père et bénéficie du régime de la sécurité sociale. Le commerçant propriétaire du fonds est, également, lui-même, salarié d'une entreprise régionale. Sa position de salarié dans cette entreprise le rend bénéficiaire du régime de la sécurité sociale. La caisse d'assurance maladie des commerçants veut actuellement immatriculer le commerçant à son régime d'assurance maladie et le priver du régime de la sécurité sociale, sous prétexte que l'activité commerciale de l'intéressé est son activité principale. Or, le commerçant est imposé : 1° pour un forfait B. I. C. annuel de 24.000 francs ; 2° pour des salaires nets perçus de 24.167 francs ; 3° pour des revenus de valeur mobilière de 3.785 francs. La caisse d'assurance maladie soutient que le chiffre des salaires doit être considéré avec un abattement de 10 p. 100, ce qui les ramène évidemment à la somme de 21.750 francs. En conséquence, il lui demande : a) s'il est normal que la caisse d'assurance maladie procède de cette façon ; et s'il y a un texte qui le précise ; b) si le commerçant est réellement tenu d'adhérer au régime d'assurance maladie des commerçants, que deviennent les cotisations de sécurité sociale qu'il paie et qui lui sont retenues sur ses salaires ; c) dans le cas d'un arrêt de travail par suite de maladie ou d'accident du travail dans sa profession salariée, le commerçant se voyant refuser le bénéfice des indemnités journalières par la caisse d'assurance maladie qui n'en donne pas, il y a un texte qui permette à ce commerçant de parler à cette grave éventualité. Ce commerçant, salarié, d'autre part, ne peut en aucune façon mettre le commerce au nom de sa femme puisqu'il est divorcé. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Les personnes qui exercent plusieurs activités, dont l'une relève de l'assurance obligatoire des travailleurs non salariés, sont affiliées simultanément aux régimes dont relèvent ces activités, l'affiliation ne comportant obligation de cotiser et droit aux prestations que dans le régime correspondant à l'activité principale. Conformément aux dispositions inscrites dans la loi du 12 juillet 1966 et dans le décret n° 67-1091 du 15 décembre 1967, pris pour son application, au cas d'exercice conjoint de plusieurs activités de natures différentes, l'activité non salariée est toujours présumée principale. Cette présomption ne peut être renversée que si le travailleur intéressé apporte la preuve qu'il a accompli, au cours de l'année civile de référence, au moins 1.200 heures de travail salarié lui ayant procuré un revenu au moins égal à celui qu'il a retiré de son activité non salariée. Hors la réalisation simultanée de ces deux conditions, l'activité salariée ne peut être réputée principale : a) les revenus professionnels pris en considération, pour la détermination de l'activité principale, sont les revenus nets imposables. Or, le revenu net professionnel des salariés s'obtient en déduisant des gains acquis 10 p. 100 pour frais professionnels. Le revenu ainsi calculé subit alors l'abattement de 20 p. 100 applicable aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères constituées à titre gratuit. Le cumul des deux déductions correspond à 23 p. 100 du revenu brut. Il a cependant été admis que, pour la comparaison des revenus, il n'y a lieu de déduire du revenu

salarial que les seuls frais professionnels à l'exclusion de l'abattement de 20 p. 100 ; b) dans l'hypothèse où l'activité non salariée est ainsi reconnue comme étant l'activité principale, le travailleur doit obligatoirement être affilié au régime des non-salariés, auquel il est tenu de verser sa cotisation et qui lui servira les prestations. En revanche, il est dispensé du versement, au régime général de la sécurité sociale, de sa cotisation personnelle d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès. Seules la part de l'employeur et, éventuellement, la cotisation de l'assuré au titre de l'assurance vieillesse (celle-ci n'étant exigible que si l'assuré est âgé de moins de soixante-cinq ans) continuent d'être dues au régime général ; c) le régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles n'assure aucun service d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail, mais essentiellement des prestations en nature consistant dans la couverture des frais médicaux et pharmaceutiques, d'hospitalisation ou de traitement, de maternité, etc. Il est à noter que le régime des non-salariés couvre les accidents de la vie professionnelle au même titre et dans les mêmes conditions que la maladie. Les assurés ont la possibilité de parfaire les prestations ou la part des dépenses non garanties par le régime obligatoire en contractant une assurance, à cette fin, dans le cadre de la prévoyance privée. Mais s'agissant d'un travailleur non salarié qui exerce, à titre accessoire, une activité salariée, il convient d'observer que l'intéressé doit bénéficier, en tout état de cause, auprès du régime général, des dispositions relatives à la réparation des accidents du travail survenus par le fait ou à l'occasion de cette activité salariée. La cotisation patronale, seule due en l'espèce, continue, du reste, d'être versée.

Prestations familiales.

15863. — M. Lebas rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la cotisation des allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants est due par toute personne physique exerçant, même à titre accessoire, une activité non salariée. La réglementation applicable en ce domaine exige que l'activité non salariée soit source de revenus immédiats permettant d'assurer normalement les charges de la vie et exclut une activité créatrice de richesse dont l'exploitation par le travail procurera ultérieurement des revenus de beaucoup plus importants. Le revenu minimum défini à l'article premier de l'arrêté prévu par l'article 153 du décret en Conseil d'Etat du 8 juin 1946 a été fixé, pour l'exercice 1963-1969, à 4.116 francs, et pour l'exercice 1969-1970, à 4.332 francs. Lorsque le bénéfice fiscal d'un non-salarié est, soit nul, soit inférieur au minimum exigé, l'intéressé est considéré comme ne tirant pas de son activité professionnelle des ressources suffisantes pour assurer des moyens normaux d'existence, et ne peut, en conséquence, bénéficier des prestations familiales. Cette réglementation apparaît comme particulièrement regrettable puisque les non salariés qui ne réalisent aucun bénéfice et qui, même, sont en déficit, le sont sans aucun doute contre leur gré. La suppression des prestations familiales, dont ils sont alors victimes, apparaît comme injustifiée. Il lui demande les raisons qui peuvent motiver cette réglementation car elle constitue manifestement une pénalisation à l'égard des travailleurs non salariés les plus défavorisés. (Question du 9 janvier 1971.)

Réponse. — Ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, selon les dispositions de l'article L 513 du code de la sécurité sociale, les prestations familiales sont accordées à la personne qui exerce une activité professionnelle ou est en mesure de justifier l'impossibilité d'exercer une telle activité. Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 462080 du 10 décembre 1946 portant règlement d'administration publique « est considérée comme exerçant une activité professionnelle toute personne qui consacre à cette activité le temps moyen qu'elle requiert et en tire des moyens normaux d'existence ». Depuis longtemps, la réglementation des prestations familiales, et notamment l'arrêté du 24 juillet 1958, a établi une corrélation entre le revenu professionnel tel qu'il résulte évidemment des déclarations fiscales et de la comptabilité de l'entreprise qui sert de base aux cotisations d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et le revenu qui, en tant qu'élément d'appréciation des moyens d'existence, est pris en considération pour la détermination du droit aux prestations. On ne peut à la fois échapper à l'obligation de cotiser en démontrant l'insuffisance de revenus professionnels par rapport à un certain seuil d'assujettissement et bénéficier des prestations familiales dont le droit n'est ouvert qu'à partir du même seuil de revenus tirés d'une activité professionnelle. L'article 3 du règlement intérieur des caisses d'allocations familiales, fixé par arrêté du 24 juillet 1958, précise que sont présumés ne pas avoir eu une activité professionnelle suffisante les travailleurs indépendants ou les employeurs dont le revenu professionnel est inférieur au minimum défini par l'article 1^{er} de l'arrêté prévu par l'article 153 modifié du décret du 8 juin 1946 qui détermine le montant de la cotisation d'allocations familiales. Ce revenu a été fixé à 4.530 francs à compter du 1^{er} juillet 1970. Cette position a d'ailleurs été confirmée par la cour de cassation, notamment dans un arrêt du 1^{er} décembre 1966, ainsi que par la cour d'appel de

Lyon, le 24 octobre 1966, et plus récemment par la cour d'appel de Nîmes, le 14 janvier 1967. Toutefois, les employeurs et travailleurs indépendants, qui disposent d'un revenu professionnel annuel inférieur au chiffre visé ci-dessus, ne sont pas nécessairement privés des prestations familiales si la commission départementale prévue à l'article 3 du décret du 10 décembre 1946 les reconnaît dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle normale. Il peut en être ainsi notamment lorsqu'il s'agit de la première année d'exercice de l'activité ou lorsqu'ayant disposé, pendant plusieurs années, de revenus professionnels normaux, ils déclarent de façon occasionnelle un déficit fiscal et ce, pour des raisons pleinement justifiées. Mais, dans l'hypothèse où cette situation se prolongerait plus d'une année, la commission départementale est fondée à émettre un avis défavorable au maintien des prestations familiales. En effet, il serait contraire à l'esprit même de la législation sur les prestations familiales d'attribuer le bénéfice des prestations à des chefs de famille qui, pendant une longue période et sans être dans l'impossibilité de travailler, n'auraient pas retiré d'une activité professionnelle des moyens normaux d'existence. J'ajoute que, pour justifiée qu'elle soit sur le plan des principes, la règle énoncée précédemment peut paraître parfois assez rigoureuse dans le cas où, par suite de circonstances exceptionnelles, et l'intéressé étant de bonne foi, le délai d'une année précité, pendant lequel les prestations familiales sont versées sans contrepartie de cotisations, peut paraître trop court. Aussi n'est-il pas exclu que certains assouplissements puissent être apportés, sur ce point, à la réglementation en vigueur à l'occasion d'une nouvelle définition des personnes qui, en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967, sont considérées comme dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle normale.

Assurances sociales (régime général) : ticket modérateur.

15937. — M. Michel Doratour rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, par questions écrites n° 9254 et 13399, il a appelé son attention sur les problèmes auxquels donne lieu l'application des décrets n° 69-132 et 69-133 du 6 février 1969 qui fixent les conditions dans lesquelles l'exonération du ticket modérateur est accordée dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 de l'article 286-1, paragraphe I, du code de la sécurité sociale, et notamment sur les graves difficultés qui résultent de la fixation arbitraire à 50 francs par mois du coût résiduel au-dessous duquel une thérapeutique ne peut être considérée comme « particulièrement » coûteuse. D'après les réponses ministérielles (*Journal officiel*, Débats A. N. du 14 février 1970 et du 29 août 1970) aux questions écrites susvisées, cette règle a été ainsi fixée en tenant compte du montant du ticket modérateur dont l'assuré se trouve exonéré de droit en vertu d'autres dispositions, par exemple en cas d'acte affecté à la nomenclature générale d'un coefficient égal ou supérieur à 50. Il lui fait observer qu'une telle assimilation ne se justifie en aucune manière. D'autre part, il est exact qu'en vertu de l'article L. 258 du code de la sécurité sociale, le médecin traitant doit observer la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement. Mais il convient de se demander comment le contrôle médical pourra établir qu'un traitement, dont le coût résiduel est de 50 francs par mois, aurait pu être remplacé par un autre traitement dont le coût serait inférieur, et comment un médecin contrôleur pourrait imposer un remède moins coûteux si le médecin traitant juge que l'efficacité du traitement exige le remède ordonné. La fixation de cette limite de 50 francs apparaît d'ailleurs totalement illogique si l'on considère que, dans le calcul du S. M. I. C. les frais médicaux et pharmaceutiques entrent pour 30 1.000 du montant total des dépenses. Compte tenu de la valeur actuelle du S. M. I. C. — soit 7.280 francs par an — ce pourcentage correspond à une somme de 18,20 francs par mois. Il semblerait normal que le seuil, au-dessus duquel une thérapeutique est considérée comme particulièrement coûteuse, soit ainsi fixé à 18,20 francs environ et non à 50 francs. Il lui demande s'il n'envisage pas de reviser cette réglementation, qui soulève dans tous les départements des difficultés sérieuses et donne lieu à un contentieux de plus en plus onéreux et de la remplacer par des règles plus souples, laissant aux caisses d'assurance maladie de plus larges possibilités d'appréciation. (*Question du 16 janvier 1971.*)

Réponse. — Ainsi qu'il a été exposé en réponse aux questions écrites n° 9254 et 13399, auxquelles se réfère l'honorable parlementaire, les difficultés soulevées par l'application des décrets n° 69-132 et 69-133 du 6 février 1969 font l'objet d'une étude approfondie. Au vu des résultats de cette étude, et compte tenu notamment de la jurisprudence qui ne manquera pas de se dégager à la suite des litiges nés de l'application des dispositions actuelles, il sera procédé à l'examen des aménagements qui pourraient éventuellement être apportés à ces dispositions.

Accidents du travail et maladies professionnelles.

15972. — M. de la Malène rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le législateur de 1954 a exclu du bénéfice de la revalorisation les rentes d'accidents du travail correspondant à un taux d'incapacité permanente inférieur à 10 p. 100. Une telle position, forcément arbitraire, peut donner certainement lieu à critique. Pour s'efforcer de réduire celle-ci, il lui demande s'il ne pourrait être envisagé une modification législative qui permettrait une revalorisation de ces rentes entre 5 et 10 p. 100, par exemple, à partir du moment où l'accidenté est parvenu à l'âge de la retraite. (*Question du 16 janvier 1971.*)

Réponse. — En vertu des dispositions de la loi du 2 septembre 1954 et de celles de l'article L. 455 du code de la sécurité sociale, seules les rentes d'accidents du travail correspondant à un taux d'incapacité permanente d'au moins 10 p. 100 ainsi que les rentes d'ayants droit de la victime d'un accident mortel, font l'objet de l'application des coefficients de revalorisation fixés en exécution de l'article L. 313 dudit code. L'article 1^{er} de la loi du 18 juin 1966 modifiée dispose également que l'allocation d'avant-loi ne peut être attribuée à la victime que lorsque, par suite d'un ou de plusieurs accidents du travail ou maladies professionnelles, le taux d'incapacité permanente est au moins égal à 10 p. 100. Ces dispositions concordantes témoignent de la volonté du législateur de réserver aux catégories susvisées le bénéfice des revalorisations. La victime dont l'incapacité permanente n'atteint pas un taux de 10 p. 100 est, en général, en mesure d'exercer une activité normale sans que sa rémunération subisse de réduction et peut ainsi se procurer une pension de vieillesse normale. L'extension des mesures de revalorisation aux nombreuses rentes correspondant à des taux d'incapacité inférieurs à 10 p. 100 entraînerait un accroissement injustifié des charges de la branche « accidents du travail et maladies professionnelles ». Elle ne peut être envisagée.

Prestations familiales.

16033. — M. Santoni appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les exonérations de cotisations d'allocations familiales qui ne sont possibles pour les travailleurs indépendants que s'ils remplissent deux des trois conditions suivantes : 1° avoir élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans au moins neuf années ; 2° avoir eu au cours de l'année antérieure un revenu professionnel qui ne dépasse pas la moitié du salaire de base dans le département de la Seine ; 3° être âgé d'au moins soixante-cinq ans (ou de soixante ans s'il s'agit d'une femme seule). Or, il existe de nombreux cas n'entrant pas dans le cadre de ces conditions d'exonération, par exemple celui des remariages avec ces conjoints ayant déjà des enfants d'un premier lit, d'un âge juvénile, et qui doivent être élevés avec le même amour et la même sollicitude que ceux nés du fruit d'une nouvelle union. Il lui cite à ce sujet la situation d'une veuve commerçante ayant élevé quatre enfants dont ceux d'un premier mariage de son mari et qui n'ouvre pas droit à l'exonération de la cotisation familiale parce que lesdits enfants avaient sept et huit ans lors de son mariage. Ces enfants lui ont coûté les mêmes efforts et elle a dû assumer pour les élever les mêmes sacrifices financiers inhérents à leur âge : lorsque les enfants se développent et grandissent ils posent à leur famille des problèmes vestimentaires et occasionnent des dépenses importantes d'ordre scolaire. Il lui demande en conséquence si, compte tenu de telles situations, particulièrement dignes d'intérêt, il n'estime pas devoir apporter à la réglementation actuelle tous assouplissements souhaitables, par exemple en ne retenant que la seule condition d'avoir élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans. (*Question du 23 janvier 1971.*)

Réponse. — Aux termes de l'article 153 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié, la dispense du versement des cotisations d'allocations familiales dues par les travailleurs indépendants est subordonnée à la double condition d'être âgé d'au moins soixante-cinq ans (soixante ans pour les veuves) et d'avoir assumé la charge d'au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans. Pour l'application de cette dernière disposition, le texte précise qu'il faut justifier avoir assumé pendant au moins neuf années, avant leur quatorzième anniversaire, la charge de chacun des enfants. Or, dans le cas signalé par la question de l'honorable parlementaire, l'intéressé n'a effectivement eu à sa charge les deux enfants nés du premier mariage de son conjoint que respectivement pendant sept et huit ans. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale reconnaît que l'exigence posée par le texte peut, à la limite, exclure du droit au bénéfice de la dispense du versement des cotisations d'allocations familiales, des personnes qui, effectivement, ont élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans et au-delà, même si en fait, elles n'ont pas eu à en assumer les frais dès la naissance.

Néanmoins, il ne lui paraît pas possible de revenir sur l'interprétation déjà libérale, faite par le texte et qui assimile aux enfants élevés jusqu'à l'âge de quatorze ans ceux qui n'ont, à cet âge, été à charge que pendant neuf années. Il faut souligner, au surplus, que les enfants dont il s'agit, ont ouvert droit au bénéfice des allocations familiales jusqu'à l'âge de seize ans, cet âge étant prolongé jusqu'à dix-huit ans pour ceux qui sont en apprentissage et à vingt ans pour ceux qui poursuivent des études secondaires.

TRANSPORTS

Transports en commun.

14454. — M. Ducoloné attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des personnes âgées qui ne peuvent utiliser les transports en commun du fait du prix trop élevé de ceux-ci, compte tenu de leurs modestes ressources. En effet, les tarifs des transports publics augmentent périodiquement, alors que les pensions des personnes âgées ne suivent pas le même rythme. C'est pourquoi, il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures qui s'imposent afin : 1° d'attribuer gratuitement la carte « Vermeil » à tous les retraités dont le montant des revenus n'atteint par le S. M. I. C. ; 2° de faire bénéficier cette catégorie d'usagers d'une réduction de 50 p. 100 sur le prix des transports applicables également aux transports urbains et notamment à la R. A. T. P. Ces mesures de simple humanité permettraient aux personnes âgées dont le sort est reconnu difficile par tous, y compris par le Gouvernement, de visiter leurs familles et leurs amis. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — 1° La S. N. C. F. a créé, au bénéfice des personnes d'un certain âge, un tarif réduit, dit tarif « carte Vermeil », dont elle a fixé librement les dispositions et qu'elle peut seule modifier, si elle l'estime nécessaire. En effet, c'est à titre commercial que la Société nationale a institué cette tarification pour laquelle elle ne reçoit pas de subvention de l'Etat ; consultée à ce sujet, elle n'a pas jugé possible de renoncer à la perception du prix d'achat de la carte « Vermeil », soit 20 francs pour une personne et 30 francs pour un couple voyageant en 2^e classe, non plus que de porter de 30 à 50 p. 100 la réduction afférente à ladite carte. Les réductions attachées à la carte « Vermeil » ne sont pas appliquées au réseau de banlieue de la S. N. C. F. en région parisienne. Dans l'hypothèse d'une extension à ce réseau de la réduction au taux de 50 p. 100, la perte de recette subie par la S. N. C. F. serait de l'ordre de 17 millions de francs. Cette somme devrait être supportée par l'Etat ou par la collectivité locale qui en ferait la demande, en application du décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié. Pour la France entière, le montant des compensations qui seraient à verser par l'Etat serait très élevé, compte tenu du niveau correspondant de la perte de recette estimée pour la région parisienne. En tout état de cause, le tarif carte « Vermeil » de création récente, en est à la période d'essai et ce n'est qu'à la lumière des résultats obtenus à la fin d'une première année d'application, que des aménagements éventuels pourraient être envisagés par le chemin de fer. Indépendamment de ces dispositions, les pensionnés et retraités d'un régime de sécurité sociale continuent à bénéficier d'une réduction de 30 p. 100 pour un voyage aller et retour ou circulaire annuel. La perte de recette qui résulte de cette mesure pour la S. N. C. F. lui est remboursée par le budget de l'Etat, en application de l'article 20 bis de la convention du 31 août 1937. 2° La Régie autonome des transports parisiens, consultée, a fait connaître qu'elle n'était pas en mesure, pour sa part, d'envisager, en raison de sa situation financière, l'institution, à titre commercial, de réductions analogues à celles accordées par la S. N. C. F. aux personnes âgées et, *a fortiori*, si la réduction atteignait 50 p. 100. Si cette mesure devait être étendue à des catégories nouvelles, l'Etat ou la collectivité qui en ferait la demande supporterait intégralement les conséquences financières, en vertu du décret n° 59-157 du 7 janvier 1959. Or, dans les circonstances présentes, l'Etat ne peut envisager d'accroître la charge fort lourde que fait peser sur les contribuables la couverture des insuffisances d'exploitation des transports parisiens. Il y a d'ailleurs lieu de rappeler que, conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1960, les personnes âgées qui sont titulaires de la carte sociale économiquement faible, bénéficient déjà actuellement d'une réduction tarifaire de 50 p. 100 sur les réseaux de la R. A. T. P. L'examen de la situation des personnes âgées a fait apparaître qu'une solution devrait être recherchée de préférence pour les personnes dont les ressources sont modiques, non pas dans une mesure d'ordre général, dont l'application uniforme ne permettrait pas de tenir compte des cas particulièrement dignes d'intérêt, mais au niveau de l'aide sociale dispensée par les collectivités locales. C'est ainsi qu'à la suite d'une décision du conseil de Paris, les bureaux d'aide sociale procèdent à des remises de titres de transport gratuits aux personnes âgées dont les moyens sont limités. Il en résulte une aide à la fois plus efficace et mieux répartie en fonction de la situation de chacun.

Pêches maritimes.

15339. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des transports qu'en dépit des exigences de conditions d'accès analogues à celles qui peuvent exister par ailleurs pour des emplois de ce type, les aides techniques attachées à l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ne peuvent espérer bénéficier du rang de « technicien supérieur » dans le cours de leur carrière, puisqu'aussi bien cette catégorie d'agent n'est pas prévue dans les statuts de l'I. S. T. P. M. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de porter rapidement remède à un état de choses qui conduit les meilleurs éléments à abandonner l'I. S. T. P. M. entre trente-neuf et quarante ans. (Question du 1^{er} décembre 1970.)

Réponse. — Il est exact que dans les statuts actuels des personnels de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes il n'est pas prévu dans le déroulement de carrière des aides techniques la possibilité pour ces agents de bénéficier d'un classement catégoriel en tant que « technicien supérieur ». Sans inconvénient à l'origine, alors que la majorité du personnel recruté sous le régime des nouveaux statuts de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes était constituée d'éléments jeunes en début de carrière, cette absence de débouché constituera effectivement pour l'avenir un handicap pour le corps des aides techniques. Ce problème n'a pas échappé aux services compétents et une modification des dispositions statutaires actuelles va être proposée pour le résoudre.

Pêches maritimes.

15340. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des transports que les chercheurs attachés à l'institut scientifique et technique des pêches maritimes sont apparemment les seuls à ne pas bénéficier, en sus de leur traitement, de la prime dite de recherche, alors que les exigences de diplômes auxquelles ils doivent satisfaire sont analogues à celles imposées par les autres organismes ou établissements de ce type. Il lui demande s'il n'estime pas urgent de mettre un terme à un état de choses qui prive l'I. S. T. P. M. du personnel confirmé dont il a le plus grand besoin. (Question du 1^{er} décembre 1970.)

Réponse. — Le problème de l'attribution de la prime de participation à la recherche aux personnels de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes, par assimilation aux personnels techniques d'autres organismes comparables, ne se posait pas au moment où ont été élaborés les nouveaux statuts de cet institut. En effet, les conditions de diplôme exigées en la matière ne se trouvaient pas remplies à l'époque par les personnels qui auraient pu en être les éventuels bénéficiaires et, en conséquence, si aucune exclusion de principe n'a, à cette époque, été prononcée, les mesures statutaires et budgétaires correspondantes n'avaient pas à être prises. Il en va différemment à l'heure actuelle et, en conséquence, les dispositions nécessaires vont être prises sur ces deux plans. Les préoccupations du ministre de tutelle sur cette question vont donc tout à fait dans le sens préconisé par l'honorable parlementaire dans son intervention.

Transports routiers.

15597. — M. Neuwirth rappelle à M. le ministre des transports qu'au cours du mois d'octobre il a déclaré que l'arrêté autorisant la circulation des ensembles routiers de 38 tonnes allait être prochainement signé. D'ailleurs, le taux de la taxe à l'essieu pour ces véhicules figure déjà dans le projet de loi de finances pour 1971. Il lui demande quand sera publié l'arrêté en cause. (Question du 15 décembre 1970.)

Réponse. — Le Gouvernement a accepté l'amendement tendant à insérer dans l'article 29 de la loi de finances pour 1971, relatif à la taxe spéciale sur certains véhicules routiers de transport de marchandises, les taux qui seront applicables aux véhicules dont le poids total en charge autorisé dépassera 35 tonnes dans les conditions prévues au code de la route. Une telle décision, cependant, ne préjuge pas la date d'autorisation de mise en circulation de ces ensembles routiers, date qui doit être fixée par un arrêté conjoint du ministre de l'équipement et du logement et du ministre des transports. L'introduction de véhicules d'un poids total roulant compris entre 35 et 38 tonnes ne présente un intérêt pour l'économie générale que si l'égalité des conditions de concurrence entre les divers modes de transport, d'une part, et entre les transporteurs routiers eux-mêmes, d'autre part, se trouve réalisée. Cette égalité est notamment subordonnée à une imputation économiquement satisfaisante des charges d'usage des infrastructures. L'article 29 de la loi de finances pour 1971 doit permettre d'y parvenir, puisque les taux de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers coïncident exactement avec ceux proposés par la commission des coûts d'infrastructure. Toutefois, et afin d'éviter de perturber trop gravement le marché des transports routiers par l'application, pour certaines

catégories de véhicules, de taux nettement plus élevés que ceux en vigueur jusqu'ici, plusieurs étapes ont été retenues pour parvenir progressivement à l'application des taux définitifs. C'est seulement à partir du 1^{er} janvier 1974 que certains véhicules routiers supporteront, pour l'usage des infrastructures, une charge d'un niveau économiquement équivalent à celle supportée par l'ensemble des autres véhicules routiers, par le chemin de fer et par la navigation intérieure.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Vacances.

13762. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que la concentration anormale des congés sur une très courte période conduit, dans de très nombreux cas, à des horaires de travail qui n'ont que de lointains rapports avec les textes en vigueur en la matière. Compte tenu de l'extrême gravité d'une telle transgression lorsqu'il s'agit d'adolescents, et de l'impossibilité d'une contrôle efficace, tant du fait de la multiplicité des points d'infraction que de la fréquente complexité des parents, il lui demande s'il n'estime pas de son devoir de participer activement à la promotion d'une véritable politique d'étalement des vacances. (Question du 5 septembre 1970.)

Réponse. — Le problème de l'étalement des congés annuels est l'objet des préoccupations du Gouvernement. C'est en vue de lui rechercher des solutions qu'avait été créé le C. A. T. R. A. L., Comité pour l'étude et l'aménagement des horaires de travail et des temps de loisirs dans la région parisienne (qui est la plus concernée par le problème), dont l'activité est consacrée pour une part appréciable à l'examen de la question dont il s'agit. Tout récemment, le Premier ministre a chargé M. de Chalendard d'une mission approfondie, dont les conclusions ont fait l'objet d'un rapport. Ainsi que le montre ce document, le problème est extrêmement complexe car il touche un nombre considérable d'activités et il est lié à divers facteurs tant économiques que sociaux. Le Gouvernement est fermement décidé à tout mettre en œuvre pour parvenir à une situation plus normale, en s'appuyant sur les conclusions de ce rapport. Il souhaite parvenir à ce que les habitudes soient progressivement transformées, mais il est conscient de ce que, pour ce faire, un certain nombre d'initiatives lui appartiennent. Un récent comité interministériel restreint a été consacré à l'examen de ces initiatives des pouvoirs publics. Des mesures sont actuellement à l'étude, que le Gouvernement, pour plusieurs d'entre elles, est déterminé à prendre dans un très court délai.

Emploi.

14509. — M. Fontaine signale à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que le 21 mars 1969, il posait à son prédécesseur une question écrite l'invitant à lui faire connaître s'il envisageait d'étendre aux départements d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi. N'ayant reçu aucune réponse à ce jour, il serait particulièrement désireux de connaître quel est son avis sur cette importante affaire. (Question du 20 octobre 1970.)

Réponse. — Les problèmes posés par l'extension aux départements d'outre-mer des dispositions de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967, relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi ont fait l'objet d'une étude concertée entre les services du ministère du travail, de l'emploi et de la population et les services du ministère des départements et territoires d'outre-mer. Il est apparu que, compte tenu de la situation économique dans les départements d'outre-mer, il importait de développer dans ces régions les modalités actuelles d'aide aux travailleurs privés d'emploi, c'est-à-dire l'organisation des chantiers de chômage pour lesquels des crédits importants ont été inscrits aux budgets de 1970 et 1971, soit 20 millions de francs, contre 18 millions de francs en 1969, 14 millions de francs en 1968, 7.172.332 francs en 1967 et 7.400.000 francs en 1966. D'autre part, en vue de faciliter le placement des travailleurs, le principe de l'implantation de l'Agence nationale pour l'emploi dans les départements d'outre-mer a été admis. Ainsi que cela a été précisé à l'honorable parlementaire au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 16 novembre 1970 consacrée à la discussion du budget du ministère du travail, de l'emploi et de la population pour 1971, les modalités particulières de cette implantation seront déterminées après une étude sur place effectuée par l'inspection générale des affaires sociales.

Aménagement du territoire.

14946. — M. André Beauguilte expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que la situation économique n'a pas permis de développer dans le département de la Meuse, ni même

de maintenir, la garantie de l'emploi aux travailleurs. C'est ainsi que, d'après les statistiques, quatre-vingt-deux licenciements ont eu récemment lieu et que le nombre de chômeurs a, depuis un certain temps, augmenté de près de 50 p. 100. En raison de la conjoncture actuelle, il lui demande s'il envisage de prendre des dispositions afin de pallier les licenciements et de promouvoir des implantations d'industries appelées à se décentraliser, ce qui permettrait de donner des moyens d'existence à une population laborieuse et de maintenir une activité économique dans un secteur déjà fortement éprouvé. (Question du 13 novembre 1970.)

Deuxième réponse. — L'évolution de la situation de l'emploi dans le département de la Meuse ne peut être appréciée indépendamment de la structure économique du département. Ainsi la légère diminution de la population active totale entre les recensements de 1962 et 1968 résulte d'une réduction sensible du nombre des actifs du secteur primaire, qui n'a pas été totalement compensée par la croissance des effectifs dans l'industrie et dans le commerce. En 1969, les effectifs salariés de ces deux secteurs ont augmenté, dans la Meuse, d'après les sources statistiques disponibles, de 2,3 p. 100. En 1970, par contre, le ralentissement d'activité dans les secteurs de la production industrielle proches de la consommation a entraîné une stabilisation et même des régressions localisées de l'emploi. Dans la Meuse, les branches d'activité les plus touchées ont été le textile, l'habillement et le travail des étoffes, le caoutchouc et les matières plastiques. Plusieurs entreprises de ces branches ont été contraintes de réduire leurs effectifs ou de pratiquer des horaires de travail réduits. Les licenciements intervenus ont contribué à l'augmentation du nombre des chômeurs secourus, passés de 224 en décembre 1969 à 373 en décembre 1970. Dans le même sens, l'accroissement du nombre des demandes d'emploi non satisfaites durant la même période (de 766 à 1.148) reflète les difficultés conjoncturelles. Il faut observer toutefois que les chômeurs secourus représentent moins du tiers des demandes non satisfaites. D'autre part, l'accroissement important de ces dernières s'explique aussi, pour partie, par la propension plus marquée des jeunes à s'inscrire dans les services de l'Agence nationale pour l'emploi, effectivement implantée dans le département depuis le dernier trimestre de 1969. De récents calculs, conduits à l'échelon national par l'Institut national de la statistique et des études économiques, ont en effet abouti à la conclusion que la moitié de l'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites est imputable à une meilleure pénétration de l'Agence sur le marché du travail. Pour combattre les effets de cette évolution conjoncturelle, le Gouvernement a pris un certain nombre de décisions en matière de desserrement du crédit et de relance de la consommation intérieure, qui doivent entraîner rapidement une reprise de l'activité économique et contribuer ainsi à l'amélioration de la situation de l'emploi dans les départements les plus touchés. D'autre part, et en vue d'assurer un meilleur ajustement entre les offres d'emploi qui se maintiennent à un niveau élevé, et les demandes, le Gouvernement a procédé à une mobilisation des moyens de formation que constituent le dispositif public, d'une part, l'appareil des conventions du Fonds national de l'emploi et de la loi du 3 décembre 1966, d'autre part, dans 26 départements, dont celui de la Meuse. L'attention des autorités départementales compétentes a été tout particulièrement appelée sur cette opération qui devrait se traduire par une amélioration de l'équilibre qualitatif de l'emploi. Dans le plus long terme, la politique gouvernementale tend à favoriser le développement industriel du département. Il y a lieu de rappeler, dans cette optique, que, depuis 1960, 40 entreprises ont bénéficié des aides du Fonds de développement économique et social à l'occasion de leur implantation ou de leur extension dans le département de la Meuse.

Handicapés.

15399. — M. Houël expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, la situation lamentable et intolérable dans laquelle se trouvent les stagiaires du centre de formation professionnelle des handicapés physiques de la rue Challamel-Lacour, à Lyon (7^e). Ces stagiaires, dont nombre sont chargés de familles, victimes de guerre ou victimes du travail, restent des mois à attendre les allocations qui leur sont dues. C'est ainsi que les premiers paiements seront effectués début décembre, pour la période qui s'étend de la rentrée de septembre au 15 octobre. Il semble même qu'en ce qui concerne la période du 16 octobre au 30 novembre, les indemnités ne seront mandatées que fin janvier 1971, sous réserve que les crédits soient en place. Cette situation anormale, qui a provoqué, après de multiples démarches restées vaines, une cessation des cours par les élèves, actions soutenues par les professeurs, aurait pour cause à la fois un désaccord d'interprétation des textes entre les services de la main-d'œuvre et de la caisse de sécurité sociale, et d'autre part, l'incroyable complexité et l'amoncèlement des formalités administratives, en ce qui concerne l'acheminement des dossiers dans les différents services de la main-d'œuvre de la préfecture et de la Trésorerie générale.

Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de donner des instructions précises aux différents ministères intéressés pour que cesse ce scandale qui fait que des personnes diminuées physiquement et se rééduquant professionnellement sont privées pendant des semaines, alors qu'elles en ont besoin plus que d'autres, des modestes indemnités qui leur sont attribuées, et si dans cette attente on ne pourrait pas instituer, pour ces catégories sociales défavorisées, sur le plan national, une régie d'avance, ce qui permettrait des règlements plus rapides. (Question du 3 décembre 1970)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire porte sur les difficultés rencontrées pour l'application aux stagiaires handicapés des centres de rééducation professionnelle et, en particulier, aux stagiaires assurés sociaux du nouveau régime de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle institué par la loi n° 68-1249 du 31 décembre 1968. Les difficultés dont il s'agit concernent, pour l'essentiel, les points ci-après : information du service liquidateur sur les ressources attribuées aux stagiaires par les organismes de prise en charge pendant la rééducation, imputations pratiquées en application du décret n° 69-604 du 14 juin 1969, prélèvement opéré au titre de l'aide sociale, pour les stagiaires relevant de ce régime, couverture sociale, décompte des absences, antériorité des salaires pris en considération pour le calcul des rémunérations servies pendant le stage. Des décisions ont déjà été prises dans certains de ces domaines et, en particulier, en ce qui concerne « l'actualisation » des salaires de référence antérieurs. Ces décisions prendront effet dans le cadre de décrets modifiant ceux du 14 juin 1969. D'autre part, des réunions interministérielles sont organisées en vue de provoquer de nouvelles décisions destinées à faciliter l'application des textes existants et leur coordination avec ceux prévus par les régimes de prise en charge. Il y a lieu d'ajouter, dans le cas particulier du centre de Lyon, que les rémunérations dues aux stagiaires leur ont été effectivement versées au titre du dernier trimestre de l'année 1970. Après la mise au point inhérente à l'entrée en vigueur du nouveau régime (qui ne s'était pas appliqué au cours de l'année précédente en raison de la date d'entrée en formation des stagiaires), les opérations de mandatement s'effectuent donc dans des délais normaux. Un raccourcissement de ces délais pourrait éventuellement intervenir, dans la mesure où une régie d'avances pourrait être instituée dans le centre considéré. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, dont relève ce centre, procède actuellement, en liaison avec le ministère du travail, de l'emploi et de la population, à l'étude des implications d'une telle mesure qui n'était antérieurement pas apparue compatible avec la structure centralisée de l'Office

Handicapés.

15808. — M. Saint-Paul appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation anormale dans laquelle se trouvent les élèves stagiaires de l'école de rééducation professionnelle de Gerland : 1° les revenus que percevront les élèves sont très différents sans doute en raison de la disparité des organismes de prise en charge ; 2° des délais de paiement énormes existent entre le mandatement des salaires par la direction départementale du travail et de l'emploi et le moment où le compte des élèves est crédité (de trente à quarante-cinq jours). Ces délais pourraient être réduits par la mise à la disposition de la direction de l'école d'une régie d'avance ; 3° après trois mois de stage, une partie des élèves n'a pas reçu la fiche de salaire afférente à la première période de ce stage (1^{er} septembre-15 octobre). Cette lacune semble imputable aux différentes caisses de sécurité sociale qui semblent ne pas toujours fournir les attestations nécessaires en temps voulu ; 4° certains élèves ont été induits en erreur par différents organismes de prise en charge en ce sens que, pour certains d'entre eux, il a été fait des promesses de salaire qui n'ont pas été confirmées à la réception des bulletins de paye. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre aux quatre préoccupations précitées. (Question du 2 janvier 1971.)

Réponse. — Les stagiaires handicapés en rééducation professionnelle bénéficient, au même titre que l'ensemble des stagiaires de conversion, de la formation professionnelle, suivant des stages conventionnés ou agréés, du nouveau régime de rémunération institué par la loi n° 68-1249 du 31 décembre 1968. La rémunération qui leur est accordée est notamment fonction de leur rémunération antérieure, des conditions de la cessation de leur emploi et de leur âge. Toutefois, ceux entrés en formation avant le 1^{er} octobre 1969, date d'application du nouveau régime, continuent de percevoir jusqu'à leur départ du centre de rééducation dont ils relèvent, les rémunérations antérieurement servies. La première question soulevée par l'honorable parlementaire vise la diversité des ressources qui sont attribuées par les organismes de prise en charge aux stagiaires en rééducation. Cette diversité incontestable

est fonction de la catégorie des stagiaires (accidentés du travail, malades, invalides, mutilés de guerre, ressortissants de l'aide sociale, etc.), de la nature des formations suivies et de la localisation des organismes de prise en charge. On doit cependant observer que la loi du 31 décembre 1968, qui prévoit une imputation de ces ressources sur la rémunération liquidée selon les dispositions de droit commun, contribue à réduire ces disparités et améliore, en particulier, la situation des plus défavorisés. Les trois autres questions soulevées portent sur les difficultés surgies à l'occasion de l'application du nouveau régime. Il est incontestable que ces difficultés ont été à l'origine des retards survenus. Des mesures ont déjà été prises pour régler certains des problèmes en suspens. D'autres font actuellement l'objet de réunions interministérielles et devraient aboutir, à brève échéance, à des décisions qui amélioreront la situation matérielle des stagiaires et contribueront à réduire les délais excessifs de liquidation et de paiement. Il y a lieu d'ajouter, dans le cas particulier de Lyon-Gerland, que les rémunérations dues aux stagiaires leur ont été effectivement versées au titre du dernier trimestre de l'année 1970. Après la mise au point inhérente à l'entrée en vigueur du nouveau régime (qui ne s'était pas appliquée au cours de l'année précédente en raison de la date d'entrée en formation des stagiaires), les opérations de mandatement s'effectuent donc dans des délais normaux. Un raccourcissement de ces délais pourrait éventuellement intervenir, dans la mesure où une régie d'avances pourrait être instituée dans le centre considéré. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre dont il relève procède actuellement, en liaison avec le ministère du travail, de l'emploi et de la population, à l'étude des implications d'une telle mesure, qui n'était antérieurement pas apparue compatible avec la structure centralisée de l'Office.

Nationalité française.

15927. — M. Emile Didier expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que, sauf opposition du Gouvernement, la femme étrangère qui épouse un Français devient française six mois après en avoir exprimé le désir et déposé dans les services préfectoraux une copie de son acte de mariage. Il semble que, dès cette formalité accomplie l'intéressée devient titulaire d'une carte nationale de Française et c'est pourquoi il lui demande : 1° si la délivrance de ce titre, avant l'expiration du délai précité, n'est pas susceptible de donner lieu à des abus et d'induire certaines administrations en erreur sur une personne dont la nationalité n'est pas établie de façon indiscutable et définitive ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il envisage pour éviter de tels abus et méprises (Question du 16 janvier 1971.)

Réponse. — Avant l'expiration du délai de six mois à dater du dépôt à la préfecture de l'acte de mariage de l'étrangère avec un Français celle-ci ne peut détenir qu'un certificat provisoire de nationalité française dont la validité ne peut excéder six mois. L'acquisition de la nationalité française s'opère rétroactivement à la date du mariage et en raison de celui-ci. Mais du fait que le Gouvernement possède pendant six mois le pouvoir de s'opposer à cette acquisition, le certificat provisoire remis à l'intéressée lors du dépôt de son acte de mariage ne saurait comporter les mêmes effets juridiques que le certificat de nationalité française proprement dit. Ainsi en est-il de la délivrance de la carte nationale d'identité qui est subordonnée à la production d'un titre définitif. J'ajoute que dans plusieurs hypothèses la femme mariée n'acquiert pas la nationalité française du mari. Il en est ainsi lorsqu'elle marque sa volonté de conserver exclusivement sa nationalité d'origine, cette volonté s'exprimant par une déclaration antérieure au mariage souscrite devant le juge d'instance. D'autre part, l'acquisition de la nationalité française par la femme étrangère peut faire l'objet d'un décret d'opposition du Gouvernement. Dans ces hypothèses la femme mariée est réputée n'avoir jamais cessé d'être étrangère. Pour éviter que des erreurs soient commises les juges d'instance doivent procéder à diverses vérifications. C'est ainsi qu'ils doivent s'assurer au préalable de l'absence de déclaration en vue de décliner la nationalité française et vérifier les titres de séjour, ou de circulation, de l'intéressée suivant qu'elle réside en France ou à l'étranger. Des directives leur ont d'ailleurs été données par la Chancellerie. Lorsqu'il est fait une application rigoureuse des prescriptions contenues dans l'instruction du garde des sceaux, en date du 20 avril 1959 les tentatives de fraude paraissent vouées à l'échec. Néanmoins, si l'honorable parlementaire a eu connaissance d'erreurs ou d'abus commis dans le déroulement de la procédure, il est prié de vouloir bien fournir au ministre du travail, de l'emploi et de la population, toutes informations utiles à ce sujet afin que les administrations concernées soient alertées et que de pareils errements ne puissent se renouveler. Si la carte d'identité de Française avait été délivrée par erreur elle serait retirée à la personne qui s'en prévendrait indûment.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 (alinéas 2 et 6) du règlement.)

Constructions scolaires.

15566. — 11 décembre 1970. — **M. Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation difficile de l'enseignement secondaire de Concarneau en ce qui concerne les constructions scolaires. En effet, on compte dans cette ville un lycée (le lycée Pierre Guéguin) avec un C. E. T. et un C. E. S. annexés, bâtiments neufs ouverts il y a quatre ans pour le C. E. S. et deux ans pour le lycée. Ces deux établissements sont trop petits, des baraques sont déjà montées. Ils sont insuffisamment équipés et rien n'a été prévu dans leur périmètre pour les installations sportives. Lycée, C. E. S. et C. E. T. groupent 1.441 élèves (garçons et filles). En septembre 1959 on a dû ouvrir rapidement un second C. E. S. en utilisant les vieux locaux de l'ancien lycée du centre ville, abandonnés parce que vétustes et trop petits. La municipalité y a effectué des aménagements. Ce C. E. S. a doublé ses effectifs, il compte actuellement 230 élèves dont 60 internes. Depuis deux ans l'A. P. E. demande la création d'un C. E. S. neuf, correspondant aux besoins véritables de la population. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les crédits nécessaires à la construction de ce C. E. S. qui devrait recevoir 600 élèves soient débloqués, afin que l'avenir des enfants de cette ville ne soit pas compromis.

Etablissements scolaires.

15567. — 11 décembre 1970. — **M. Fernand Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation scolaire désastreuse des villes nouvelles. En effet, la ville de Ulis (Orsay) qui atteint aujourd'hui 6.000 habitants en comptera 13.000 en septembre 1971 et 38.000 en 1973. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° débloquer les crédits nécessaires à la création des constructions scolaires indispensables (maternelle, primaire, C. E. S., C. E. T., lycée); 2° créer sans retard tous les postes d'enseignants qualifiés et reconnus nécessaires par l'arrivée continue des tranches de population; 3° assurer le financement matériel pédagogique du premier C. E. S. des Ulis avant la fin de l'année 1970; 4° ouvrir les classes avec des effectifs réduits afin d'absorber les enfants au fur et à mesure de leur arrivée, ce qui limiterait le remaniement perpétuel des classes et le changement d'enseignants.

Etablissements scolaires (chefs d'établissements).

15585. — 11 décembre 1970. — **M. Emile Didier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les conditions de rémunération dans certains emplois de direction d'établissements de l'éducation nationale viennent d'être précisées par la circulaire n° 70-375 du 23 septembre 1970. Cette circulaire indique que les établissements ont été classés « en recourant à un certain nombre de critères objectifs et notamment à celui des effectifs d'élèves ». Il lui demande sur quel barème ces critères ont permis de classer les établissements en 1°, 2°, 3° ou 4° catégorie. Plus précisément, s'il est attribué un certain nombre de points en fonction de l'importance des responsabilités confiées aux chefs d'établissements et quelle est la répartition de ces points selon les catégories. La circulaire citée ci-dessus indique également : « les aménagements qui seront apportés au classement ne pourront tenir compte que des créations de nouveaux établissements ou de modifications importantes survenues dans la situation des effectifs, à la suite, par exemple, de la transformation en C. E. S. d'un premier cycle de lycée ». De telles transformations ont été réalisées en plaçant le C. E. S. sous tutelle administrative et financière du lycée, tout en maintenant les élèves du C. E. S. dans les bâtiments du lycée. Dans ces conditions, quelles sont les modalités de classement du chef d'établissement principal. Il lui demande, en d'autres termes, si cette modification de structure entraîne le classement de l'établissement principal dans une catégorie inférieure, pénalisant ainsi le chef d'établissement, alors que ses responsabilités demeurent.

Circulation routière.

15591. — 15 décembre 1970. — **M. Jean-Paul Palewski** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° si la signalisation routière des forêts domaniales apposée par les services des eaux et forêts doit

être respectée de même que celle des voies qui relèvent des services des ponts et chaussées, et notamment si l'adjonction de marquer l'arrêt y est impérative à l'instar du stop; 2° s'il existe entre les voles frontalières des deux réseaux une coordination des deux modes de signalisation; 3° au cas où, dans ces zones, il y aurait apparence de contradiction entre les deux systèmes de signalisation; si l'interprétation qui doit être retenue ne doit pas être celle qui les concilie de préférence à celle qui les oppose.

Constructions scolaires.

15598. — 15 décembre 1970. — **M. Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation qui sera faite aux élèves du premier cycle du second degré à la rentrée de septembre 1971 à Saint-Martin-d'Hères (38). Déjà, la rentrée de septembre dernier n'a été possible que grâce à l'utilisation de 18 classes préfabriquées (7 dans l'enceinte du C. E. S. H. Wallon de 600 places; 11 à proximité du C. E. S. Fernand-Léger de 1.200 places). La population scolaire de la ville, qui dépasse 9.000 élèves, comprend actuellement 731 élèves enseignés dans les cours moyens 2^e année et 131 élèves qui, actuellement en CM 1, seront atteints par la limite d'âge, puisque nés en 1957, 1958 et 1959. C'est donc, au total, 862 élèves qui sont justiciables du 1^{er} cycle. Les départs (élèves des classes de 3^e, compte non tenu des redoublements) seront au nombre maximum de 240. Il reste donc à accueillir 622 élèves. Le troisième C. E. S. dont la municipalité de Saint-Martin-d'Hères réclame la construction depuis plus d'un an est indispensable. Le terrain d'assiette de l'établissement a été agréé par décision de M. le préfet de région en date du 12 octobre 1970. Seule fait défaut l'autorisation ministérielle de financement. Il apparaît que ce financement est possible immédiatement, en le prélevant soit sur le reliquat de programmation, liste P1, soit sur les fonds d'action conjoncturelle. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le 3^e C. E. S., indispensable à l'accueil des enfants de Saint-Martin-d'Hères, soit construit en 1971 et prêt pour la rentrée de septembre, comme le demandent les municipalités, les associations des parents d'élèves, le comité de liaison des associations de parents d'élèves, le syndicat national des instituteurs, la fédération de l'éducation nationale, les délégués départementaux de l'éducation nationale, l'union de quartier Gabriel-Péri, l'union de quartier du Village, l'union du quartier Sud, l'amicale laïque.

Lait et produits laitiers.

15602. — 15 décembre 1970. — **M. Benoist** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la législation actuelle qui ne semble pas accorder aux producteurs de lait la possibilité de faire agréer leurs groupes professionnels comme groupements de producteurs. Il semblerait impérieux que, quelle que soit la forme juridique adoptée par les producteurs de lait pour s'organiser, ces derniers puissent avoir la possibilité de déposer un dossier dans les formes légales pour obtenir cet agrément. Les conditions économiques actuelles tant nationales qu'euro-péennes imposent les impératifs suivants : discipline de production et dans les choix à faire tant en amont qu'en aval de celle-ci; concertation des producteurs entre eux afin de déterminer une politique à long terme et régionalisée de la production laitière; détermination d'une structuration des prix en fonction des facteurs de commercialisation; aide technico-économique spécialisée et adaptée aux producteurs de lait; obligation que toutes les décisions soient le reflet des besoins exprimés par les producteurs eux-mêmes dans le cadre de groupements spécialisés efficaces et dynamiques. Considérant que l'efficacité et le dynamisme doivent être les critères essentiels pour une reconnaissance de groupements de producteurs, il lui demande s'il n'estime pas devoir apporter des modifications à la réglementation actuelle, pour une ouverture réelle permettant de dégager les impératifs suivants : 1° responsabilité, solidarité, participation et concertation des producteurs; 2° économie contractuelle

Etablissements scolaires et universitaires.

15621. — 16 décembre 1970. — **M. Verkindere** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, d'après le décret du 16 septembre 1969, le conseil d'administration d'un établissement scolaire « peut donner son avis ou émettre des vœux sur tous les problèmes intéressant l'organisation pédagogique et la vie de l'établissement » et que, d'après l'arrêté du 16 septembre 1969, il donne son avis « sur l'organisation pédagogique et morale de l'établissement, et en particulier en ce qui concerne les créations et suppressions de sections et d'options ». Il lui demande s'il ne conviendrait pas, lorsque les chefs d'établissement sont invités à adresser à la commission académique de la carte scolaire leurs propositions de créations ou de

suppressions de sections et d'options, de leur demander de joindre à leurs propositions l'avis du conseil d'administration. Cette procédure favoriserait la politique de concertation dans l'établissement, en imposant une discussion avant que les propositions soient formulées.

Enseignants.

15628. — 16 décembre 1970. — **M. Dumortier** a l'honneur d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la pénurie de postes de titulaires dans l'académie de Lille et, en particulier, dans le département du Pas-de-Calais. Les données démographiques et statistiques mettent en évidence une densité de population nettement supérieure à la moyenne nationale, l'académie de Lille étant après celle de Paris la plus peuplée de France et le département du Pas-de-Calais occupant le deuxième rang sur le plan départemental. Il lui demande s'il n'envisage pas : 1° une attribution prioritaire pour l'académie de Lille des postes créés au budget 1971 ; 2° des nominations de fonctionnaires nettement plus nombreuses dans la région du Nord que dans les régions autres, et ceci qu'il s'agisse des personnels enseignants, d'administration, d'intendance ou de service. Ces éventuelles décisions rétabliraient un peu plus de justice entre les diverses régions françaises.

Presse et publications.

15630. — 16 décembre 1970. — **M. Chazal** expose à **M. le Premier ministre** que la commission paritaire des publications et agences de presse, à l'occasion d'une révision générale des certificats d'inscription, a fait savoir, à certaines associations amicales d'anciens élèves d'établissements scolaires, que leur bulletin trimestriel était assimilable aux publications visées au paragraphe 6°, e et f de l'article 72 de l'annexe III au code général des impôts et, qu'en conséquence, elle avait décidé de leur retirer le numéro d'inscription qui leur avait été précédemment délivré. Cette décision fait perdre aux dites associations le bénéfice des avantages attachés à l'inscription concernant les exonérations fiscales et le tarif postal préférentiel. Il lui demande s'il ne serait pas possible de maintenir, aux bulletins édités par les associations amicales d'anciens élèves des établissements scolaires, le bénéfice de ces avantages et tout au moins celui de la dispense de timbrage pour l'expédition de leur bulletin.

Enseignement supérieur.

15632. — 16 décembre 1970. — **M. de Montesquiou** se référant à la réponse donnée par **M. le ministre de l'éducation nationale** à la question écrite n° 9780 (*Journal officiel*, débats A. N., du 14 mars 1970, p. 598) lui expose qu'à ce jour, la faculté des lettres de Nanterre n'a encore communiqué aucun des résultats de l'activité universitaire concernant l'année 1968. Quant à la faculté des lettres de Paris, elle n'a fait connaître ni le nombre, ni la ventilation des licences d'enseignement délivrées en 1968. En ce qui concerne 1969 aucune statistique d'ensemble n'a pu être établie, certains établissements d'enseignement supérieur n'ayant pas encore répondu à l'enquête prescrite — ce qui est, notamment, le cas de la faculté des lettres de Paris. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cet état de choses et s'il n'estime pas que les universités doivent être tenues de publier les résultats complets des examens dans les quinze jours suivant chaque session ainsi que cela est la règle en ce qui concerne les sessions du baccalauréat.

Etablissements scolaires et universitaires.

15633. — 16 décembre 1970. — **M. de Montesquiou** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de lui faire connaître les résultats complets de l'enquête statistique à laquelle il a été procédé au cours de l'année scolaire 1969-1970, concernant la présence des représentants des parents d'élèves et des délégués des élèves, lors de l'examen des cas individuels, dans les conseils de classes des établissements d'enseignement du second degré, ces statistiques devant être présentées autant que possible : 1° par académie, et à l'intérieur de chaque académie, par catégorie d'établissements scolaires (C. E. G., C. E. S., C. E. T., lycées classiques, modernes et techniques) en indiquant, d'une part, le nombre d'établissements qui, dans chacune des catégories et chacune des académies, ont accepté la présence des représentants des parents et des élèves pendant les délibérations et le pourcentage que représentent ces établissements par rapport à l'ensemble de l'académie ; 2° pour l'ensemble de la France, selon le plan indiqué au paragraphe précédent, avec une récapitulation pour l'ensemble des établissements et par catégorie d'établissements.

Instituteurs.

15644. — 16 décembre 1970. — **M. Ducoloné** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 instituait une indemnité spéciale de 1.800 francs annuels aux professeurs d'enseignement général et de collège ainsi qu'aux instituteurs en fonction dans les C. E. G. et les C. E. S. Les termes mêmes du décret soulignent qu'en ce qui concerne les professeurs d'enseignement général et de collège il n'est pas question de l'établissement dans lequel ils enseignent. C'est ainsi que les professeurs exerçant dans les groupes d'observation dispersés ont dès le 1^{er} octobre 1969 perçu cette indemnité spéciale. Mais, par suite de la circulaire ministérielle du 26 janvier 1970, cette indemnité leur a été supprimée. Mieux même, il est réclamé aux intéressés le remboursement des sommes perçues. Si l'on tient compte que les instituteurs percevaient auparavant une indemnité de logement, leur passage dans le premier cycle de l'enseignement secondaire se traduit par une diminution de leur traitement. Aussi, il lui demande : 1° de modifier la circulaire du 26 janvier 1970 en vue de faire bénéficier les enseignants qui exercent dans les groupes d'observation dispersés de l'indemnité spéciale prévue dans le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 ; 2° d'arrêter les mises en recouvrement des sommes perçues par ces enseignants avant l'application de la circulaire ministérielle.

Armes nucléaires.

15657. — 17 décembre 1970. — **M. Rocard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** s'il peut lui préciser : 1. quelle est la doctrine d'utilisation de la force nucléaire stratégique, si le Gouvernement envisage dans certaines hypothèses, de l'employer avant qu'un adversaire éventuel ait lui-même fait usage d'armes nucléaires et, dans l'affirmative, quelles sont ces hypothèses ; 2. quels sont actuellement les résultats des essais pour la mise au point des fusées qui seront embarquées à bord des S. N. L. E. (M. S. B. S.) ; 3. les raisons stratégiques qui, selon le Gouvernement, exigent que la France possède des bombes thermonucléaires ; 4. s'il est exact que les dernières explosions réalisées dans le Pacifique n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait ; 5. les raisons des délais de réalisation d'une arme thermonucléaire opérationnelle et pourquoi ces délais sont très supérieurs à ceux qui ont été observés dans les autres Etats « nucléaires » ; 6. les éléments de comparaison entre la puissance des armements conventionnels en France et dans les pays qui l'entourent (R. F. A., Italie, Suisse, Espagne) ; 7. selon quels critères seront choisies les personnalités civiles qui seront appelées à donner une formation civique aux soldats du contingent ; 8. quel rôle il entend confier à la D. O. T. et en particulier s'il considère que les troupes qui la composent puissent être appelés à intervenir en cas de troubles intérieurs ; 9. s'il est exact — comme le rapporte le journal *Ouest-France* du 9 octobre 1970 — que des manœuvres ont été récemment effectuées à Belle sur le thème « l'armée intervient pour rétablir le pouvoir » ; 1. les raisons d'ordre stratégique qui, selon le Gouvernement, justifient que la France ne signe pas le traité de non-prolifération.

Régions.

15661. — 17 décembre 1970. — **M. Douzans** expose à **M. le Premier ministre** que le manifeste de **M. Servan-Schreiber** sur la nécessité de substituer à l'omnipotence de l'Etat un pouvoir régional s'appuyant sur une assemblée de région élue au suffrage universel, l'effacement de nos trois couleurs au profit de l'emblème régional lorrain, et du drapeau de la petite Europe, aux récentes assises radicales de Nancy, ont suscité dans tout le Sud-Ouest le réveil des mouvements autonomistes, parti séparatiste catalan, parti national occitan, etc. La première chaîne de télévision n'a pas laissé passer cette occasion pour publier une longue séquence sur l'entraînement des commandos de choc de l'Euzkadi Eilat Azkatasuna, dit E. T. A. (Pays basque et liberté), qui a pour objectif l'autogestion du Pays basque unifié, comprenant les quatre provinces espagnoles et les trois provinces françaises du Labourd, de la Soule et de la Haute Navarre. Dans le journal *Sud-Ouest* du 14 décembre 1970, les dirigeants de l'E. T. A. déclarent que « le peuple basque des provinces françaises souffre d'une oppression stérile et sournoise qui l'a endormi ». Dans *Le Monde* du 16 décembre 1970, ces mêmes dirigeants déclarent « qu'ils n'entreront pas dans un front antifranciste tout simplement parce qu'ils ne sont pas antifrancistes... ». Ils dénoncent la colonisation du Pays basque tant pour le gouvernement de Paris que pour le gouvernement de Madrid et annoncent leur intention de former un Etat basque avec des forces basques, etc. Certes, nos compatriotes des provinces basques sont seuls qualifiés pour apprécier s'il y a incompatibilité entre l'ethnie dont ils se réclament et leur appartenance à une nation pour laquelle sont tombés en 1914-1918 les meilleurs d'entre eux. Mais la

question se pose une nouvelle fois de savoir si, dans l'éternel prétexte de la liberté de l'information, une chaîne officielle de télévision peut, sans craindre de heurter les sentiments de la grande majorité des Français, faire une publicité intempestive aux actions de guerrilla d'un mouvement qui se propose de porter atteinte à l'intégrité du territoire et à l'unité nationale. Il lui demande son point de vue sur cette importante question.

Optique (industrie).

16025. — 14 janvier 1971. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation alarmante dans laquelle se trouve une société d'optique. Cette société s'est trouvée sous contrôle d'un administrateur financier à la suite de difficultés qu'elle a connues en matière de gestion. Elle emploie plus de 300 personnes et est spécialisée dans le domaine de l'optique. Sa technicité est importante puisqu'elle a participé à la réalisation des équipements « Laser » déposés récemment sur la lune par un vaisseau spatial soviétique, dans le cadre de la coopération scientifique entre la France et l'Union soviétique. En fait, 60 p. 100 de l'activité de cette société est consacrée à des équipements scientifiques liés aux marchés de l'Etat, ce qui lui vaut l'aide financière de la caisse nationale des marchés de l'Etat. Cette entreprise se voit aujourd'hui refuser les prêts nécessaires de cette caisse nationale et est menacée de liquidation si elle ne les obtient pas. Or, sa situation financière va en s'améliorant puisque sa dette s'est résorbée et que son activité se chiffre à 6 millions de francs en attente de paiement et son plan de charge actuel de travail est de 6 mois. Les prêts de la caisse nationale des marchés de l'Etat sont donc indispensables à sa survie. L'activité de cet établissement est indiscutablement d'intérêt national. Or, il est à craindre que sa liquidation n'aboutisse à ce qu'un nouveau secteur de recherches soit soumis à des intérêts étrangers, allemands en particulier. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les crédits indispensables au fonctionnement de cette entreprise soient débloqués à seule fin de sauver ce secteur d'activité et de permettre aux 300 ouvriers de conserver leur travail.

Textiles.

15971. — 13 janvier 1971. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 20 novembre dernier, **M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères** a (comme cela figure à la page 8545 du *Journal officiel*) répondu à une question d'actualité concernant la politique communautaire en matière de désarmement tarifaire et contingentaire, vis-à-vis de l'industrie européenne du jute. Il lui demande dans quelles conditions ce problème a évolué depuis les déclarations précitées. D'autre part, la chambre syndicale de l'habillement s'est également émue des risques que pourrait faire encourir la politique suivie et des possibilités de voir 60 à 70.000 personnes du secteur français perdre leur emploi. Il semble que cette dernière question soit d'autant plus importante que les Etats-Unis, ayant subi une concurrence analogue, doivent en ce moment prendre des mesures pour y mettre partiellement fin. L'Europe risque de devoir absorber une partie de la production qui ne pourra plus être écoulée sur le continent américain et par ailleurs l'exemple des Etats-Unis montre qu'une politique libérale n'est pas possible dans des conditions de concurrence anormale. Il lui demande quelle est la position du Gouvernement en face de cette situation nouvelle.

Anciens combattants.

16005. — 14 janvier 1971. — **M. Niles** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que, compte tenu des dispositions non codifiées, les marins du commerce n'ayant jamais eu la qualité de mobilisé et de ce fait n'étant pas considérés comme des militaires peuvent cependant, par référence à l'article R. 227 du code, et en raison d'une délibération du conseil d'administration de l'O. N., obtenir la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918, sous réserve qu'ils justifient de douze mois d'embarquement ou de trois mois de navigation effective à bord de navires marchands, pourvus d'un armement défensif. Il s'ensuit que la qualité de combattant n'est pas reconnue aux membres des équipages des bateaux de commerce, non munis d'armement défensif, réquisitionnés pour effectuer le transport des troupes, de l'armement, des vivres et du matériel vers les fronts d'Orient (Dardanelles et Salonique), en ne tenant pas compte que ces navires ont dû riposter par leurs propres moyens aux attaques soit des batteries côtières des Dardanelles, soit des nombreux sous-marins ennemis. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des dispositions tendant à accorder la carte du combattant aux marins du

commerce qui peuvent justifier de douze mois d'embarquement ou de trois mois de navigation effective à bord de navires du commerce, non pourvus d'A. M. B. C., qui assurèrent dans les zones très périlleuses les liaisons avec les fronts d'Orient (Dardanelles et Salonique).

Salaires minimum interprofessionnel de croissance (D. O. M.).

15947. — 9 janvier 1971. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer**, pour quelles raisons dans les départements d'outre-mer le S. M. I. C. n'a été augmenté que de 2,34 p. 100, alors qu'en métropole le taux de progression a été fixé à 3,7 p. 100. Il souhaiterait, en outre, savoir s'il envisage de rattraper rapidement ce décalage qui ne fait qu'approfondir l'écart existant entre les salaires en métropole et ceux en vigueur dans les départements d'outre-mer.

Emploi.

15989. — 13 janvier 1971. — **M. Charles Privat** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur la menace de fermeture dont est l'objet l'usine Pec Camargue, à Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette usine emploie actuellement quatre-vingts personnes qui se trouveraient sans possibilité de reclassement au cas de fermeture. Il lui rappelle que la Société Pec Camargue est une filiale de la Société anonyme A. P. C., dépendant elle-même directement de la Société E. M. C. (Entreprise minière et chimique), qui est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial; compte tenu de cette dernière précision, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'activité de Pec Camargue et éviter ainsi le licenciement de quatre-vingts personnes.

Enregistrement.

15915. — 8 janvier 1971. — **M. André-Georges Voisin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi du 26 décembre 1969 portant réforme des droits d'enregistrement et de la publicité foncière a consacré un régime de faveur pour les immeubles ruraux principalement affectés à la production agricole au jour du transfert de propriété et plus spécialement pour les acquisitions réalisées par les preneurs de baux ruraux. C'est ainsi que l'article 3-11-5° de ce texte soumet à la taxe de publicité foncière au taux réduit de 0,60 p. 100 les mutations d'immeubles ruraux à la condition notamment qu'au jour de l'acquisition ces immeubles soient exploités en vertu d'un bail consenti à l'acquéreur, son conjoint, à ses ascendants ou aux ascendants de son conjoint et enregistré ou déclaré depuis au moins deux ans. Il existe de nombreuses locations verbales d'immeubles ruraux affectés à la production agricole qui n'ont fait l'objet d'aucune déclaration à l'enregistrement; la condition d'antériorité requise de déclaration de deux années exigée par la loi n'étant pas remplie les acquisitions effectuées, dans ce cas, ne pouvaient normalement bénéficier du régime de faveur. Cette situation n'a pas échappé à l'attention du ministère de l'économie et des finances puisque dans une réponse adressée par **M. Chirac**, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances, à **M. Collette**, en date du 5 octobre dernier, il est précisé que: sous réserve de la régularisation de la situation des redevables au regard du droit de bail, les preneurs de baux ruraux seront autorisés pour les acquisitions qu'ils réaliseront jusqu'au 31 décembre 1972 à rapporter la preuve par tous moyens compatibles avec la procédure écrite que les locations tant écrites que verbales, dont ils se prévalent, présentent une antériorité telle qu'elles eussent pu être enregistrées ou déclarées depuis deux ans au moins. En conséquence il lui demande si les éléments suivants, apportant la justification d'une antériorité d'exploitation de plus de deux ans, peuvent être valablement admis comme moyens de preuves compatibles avec la procédure écrite pour bénéficier des avantages prévus pendant la période s'étendant jusqu'au 31 décembre 1972: a) les certificats délivrés par les caisses de mutualité sociale agricole, ces organismes exigeant pour la mutation de jouissance des parcelles de terre la signature du preneur; b) les attestations émanant d'organismes coopératifs agricoles ou de commerçants habilités à collecter les céréales lorsque le fermage aura fait l'objet d'un règlement en nature au nom du bailleur; c) les règlements de fermage intervenus par chèques, virements bancaires ou postaux. A la condition évidente que préalablement, il soit procédé à la régularisation de la situation des redevables au regard du droit de bail comme il est mentionné dans la réponse ministérielle sus-rappelée.

Fiscalité immobilière.

15916. — 8 janvier 1971. — **M. Vertadier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un propriétaire a vendu en 1968 un immeuble aux fins de démolition. Cet immeuble était donc considéré comme terrain à bâtir, ce qui entraînait pour le vendeur, l'obligation d'une déclaration de plus-value et une imposition éventuelle résultant de l'application de l'article 150 ter du code général des impôts. Mais en 1969 cet immeuble n'était pas encore démolit et était revendu en l'état, vraisemblablement en vue de la réalisation d'un profit, malgré les déclarations de son acquéreur enregistrées sur l'acte notarié de cession. Il lui demande si, dans ce cas, la plus-value imposable au titre de la première cession intervenue en 1968, doit être maintenue puisque l'immeuble destiné à la démolition a été conservé et revendu par un acquéreur qui n'a pas rempli les obligations auxquelles il était astreint d'après l'acte de vente.

Notaires.

15918. — 8 janvier 1971. — **M. Godefroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des notaires au regard de leurs obligations fiscales, et lui demande : 1° Si dans le système dit « méthode de la taxe », le notaire est tenu de déclarer tous les émoluments acquis, même si ceux-ci restent encore entièrement dus ; 2° S'il doit présenter à la fin de chaque année le détail des sommes dues par les clients et non encaissées ; 3° Si, en cas de changement de méthode et de passage de la « méthode de la taxe » à la « méthode du prélèvement », le notaire qui encaissera des émoluments se rapportant à des actes figurant en taxe pour les années précédentes et sur lesquels, de ce fait, il aura payé l'impôt, pourra déduire ces encaissements de ceux effectués au cours de l'année du changement de régime fiscal ; 4° Dans le cas où le salaire d'un clerc est payé conformément au tarif résultant de la convention collective et si un logement est mis à la disposition du clerc par le notaire, si ce dernier peut retenir sur le salaire une somme correspondant au loyer mensuel du logement. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut lui indiquer si la somme retenue doit être déclarée par le notaire sur la feuille bleue au titre des revenus fonciers.

Rentes viagères.

15920. — 8 janvier 1971. — **M. François Bénard**, tout en remerciant **M. le ministre de l'économie et des finances** de la réponse apportée à sa question écrite n° 14336 parue au J.O., débats Assemblée nationale du 28 octobre 1970, regrette de devoir lui indiquer que les termes de celle-ci ne sauraient encore le satisfaire. Il lui expose en effet que, dans cette réponse, il est fait référence aux dérogations consenties aux crédiérentiers ayant souscrit à l'origine une rente fixe et il est indiqué que les majorations consenties à ces dérogations sont prises en charge à 90 p. 100 par le budget de l'Etat. Or, il lui fait observer que, dans le cas précis envisagé, l'anomalie résulte précisément de ce que, contrairement à ce qu'il est indiqué dans la cinquième phrase de la réponse, la rente indexée n'est pas seulement fonction de l'indice de référence adopté. En effet, par rapport à la fixation de cette rente indexée sur le prix du blé, le législateur a dérogé à l'application pure et simple, de la variation du prix du blé pour permettre au crédiérentier d'obtenir une majoration plus importante que celle qui avait résulté purement et simplement du jeu de l'indice. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a lieu de remédier à la disparité choquante entre ces deux catégories de dérogations et s'il ne pourrait envisager d'harmoniser, dans les cas particuliers assurément peu nombreux où les particuliers se sont adressés, comme en l'espèce, aux compagnies d'assurances, pour souscrire une rente sur la tête de leur crédiérentier, le taux des rentes qu'il oblige le crédiérentier à servir et celui de la rente qu'il lui sert, l'obligation alimentaire protégée étant commune aux deux hypothèses.

Taxe locale d'équipement.

15926. — 8 janvier 1971. — **M. de Rocca Serra** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés que rencontrent les maires et les receveurs municipaux dans le contrôle des versements relatifs à la taxe locale d'équipement, du fait que ces versements sont notifiés globalement, sans état nominatif, par les directions départementales des services fiscaux. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun à cet effet, de délier au profit des maires et des receveurs municipaux, les directions du secret professionnel dont elles semblent se prévaloir en la matière.

Emprunts.

15930. — 8 janvier 1971. — **M. Emile Didier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la progression constante du taux d'intérêt des divers emprunts émis ou garantis par l'Etat, entre 1964 et 1970, et sur la situation anormale qui en résulte pour les souscripteurs d'obligations à 5 ou 5,50 p. 100, soumis à l'I. R. P. P. Ceux-ci sont, en effet, contraints de faire figurer les revenus de telles obligations dans leur déclaration (franchise de 1.000 F) alors que d'autres placements d'Etat (bons du Trésor à 5 ans par exemple) produisent un intérêt, net d'impôt, au moins égal. D'autre part, les porteurs d'obligations, déjà lésés sur les intérêts de leurs placements, subissent une dévaluation de leur capital de remboursement (après 15 ou 20 ans) beaucoup plus marquée que les souscripteurs de bons du Trésor (après 5 ans). Il lui demande si des mesures ne sont pas envisagées qui tendraient à harmoniser la taxation et les avantages des placements comparés, et à conserver la confiance des épargnants soumis à l'I. R. P. P.

Médecins (I. R. P. P.).

15935. — 8 janvier 1971. — **M. Sallenave** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un médecin généraliste, domicilié dans un chef-lieu de canton, qui parcourt près de 40.000 kilomètres dans l'année avec sa voiture automobile pour visiter sa clientèle. L'intéressé est soumis, pour la détermination de son bénéfice imposable, au régime de l'évaluation administrative et l'administration des impôts (contributions directes) a retenu, pour l'estimation des dépenses professionnelles au titre du groupe I, le nombre de kilomètres parcourus. Mais ce médecin est contraint d'utiliser deux voitures, afin de pouvoir répondre à tout moment à un appel urgent — sous peine d'être accusé de non assistance à personne en danger — et de ne pas se trouver empêché de se déplacer par suite d'un accident mécanique. La deuxième voiture est utilisée peu fréquemment et les frais qu'elle occasionne ne peuvent être calculés selon le barème du prix de revient kilométrique. Il lui demande si ce médecin est autorisé à inclure, dans ses dépenses professionnelles au titre du groupe I, 1° le montant de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) payée pour la deuxième voiture ; 2° une somme égale à 30 p. 100 de la valeur d'acquisition de ce véhicule, répartie sur trois années, au titre des amortissements ; 3° le coût d'assurance de ce véhicule ; 4° le prix de la location du garage utilisé pour ce véhicule.

Pensions civiles et militaires de retraite.

15942. — 9 janvier 1971. — **M. Montalat** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que dans sa réponse à la question écrite n° 5390 (Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, du 19 juillet 1969, page 1882) il est indiqué que l'article L. 65 du code des pensions civiles et militaires de retraite, ne permet l'affiliation rétroactive au régime général de l'assurance vieillesse que des seuls agents qui viennent à quitter l'administration sans droit à pension. Cette réponse paraît en contradiction avec la décision de principe insérée dans le bulletin de la dette publique n° 228 (page 218) dans lequel il est indiqué que « rien ne s'oppose à ce que les anciens retraités militaires par limite d'âge qui ont repris une activité au service de l'Etat, soient, à l'issue de leur carrière civile, affiliés rétroactivement au régime de l'assurance vieillesse, en application de l'article L. 65 du code des pensions civiles et militaires de retraite, pour la période de leurs services civils antérieurs au 26 février 1963 non rémunérables dans leur pension ». Il lui demande quelle est, de ces deux interprétations, celle qui doit en définitive être retenue.

Commerce de détail.

15943. — 9 janvier 1971. — **M. Douzans** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la détresse que connaît actuellement le petit commerce, ce qui n'est hélas qu'un lieu commun. Que celui-ci pâtisse d'organisations commerciales mieux étudiées, on peut à la rigueur le comprendre ; mais que les grandes surfaces commerciales, non seulement bénéficient de l'exonération de la T. V. A. quand elles investissent pour s'agrandir, mais encore soient autorisées à vendre au prix de revient, sans tenir compte des frais généraux de l'entreprise, il y a là un abus qui ne saurait être accepté sur le plan de la justice fiscale. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il envisage pour éviter la prorogation d'une telle anomalie.

T. V. A.

15949. — 9 janvier 1971. — **M. Lelong** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les crêpes en bocaux baignant dans de l'alcool bénéficient des baisses de taux de T. V. A. qui sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 1971 et qui sont applicables à la crêpe industrielle.

Voirie (taxe de).

15952. — 9 janvier 1971. — **M. de Préaumont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si l'article 65 de la loi de finances pour 1971 du 21 décembre 1970 ainsi conçu: « La taxe de voirie est supprimée en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer » annule l'article 8 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969, qui complète l'article 854 du code rural. L'article 8 précité prévoit en effet que « dans les communes où le conseil municipal n'a institué ni la taxe des prestations, ni la taxe de voirie pour pourvoir aux dépenses des voies communales et des chemins ruraux, une fraction du montant de la part communale de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties... est supportée par l'exploitant, preneur en place, en ce qui concerne les biens pris à bail. A défaut d'accord amiable entre les parties, cette fraction est fixée à un tiers ». Il lui expose qu'en cas d'annulation de cette partie de l'article 854 du code rural, la Cour de cassation devrait être saisie afin de revoir les modalités d'incorporation dans le fermage de la valeur de la partie de cette taxe de voirie, ceci par analogie avec les décisions de cette haute juridiction, lorsque les charges, prévues au bail, ne peuvent plus, en raison de la législation, être maintenues à la charge des preneurs et dans le souci de respecter les conventions des parties lorsque le montant du fermage, y compris la valeur des charges, ne dépasse pas le taux de fermage fixé par arrêté préfectoral.

Valeurs mobilières (crédit d'impôt).

15968. — 12 janvier 1971. — **M. Douzans** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le retard apporté par la direction générale des impôts pour le remboursement des sommes dues aux contribuables, contrairement aux informations qu'il avait données en 1967, assurant d'un remboursement plus rapide les contribuables ayant un crédit d'impôt afférent aux revenus des capitaux mobiliers leur revenant, après imputation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. C'est ainsi qu'un contribuable de sa circonscription qui, compte tenu de la nouvelle taxation au titre des revenus de l'année 1970 dut être crédité d'environ 4.000 francs, ne sera remboursé qu'en mars 1972. Il lui demande s'il ne serait pas possible de fixer à six mois au maximum le délai de remboursement après la date limite de déclaration des impôts, certains contribuables ne pouvant pour leur part opter pour le versement mensuel, les retenues effectuées sur le rédit d'impôt des valeurs mobilières dépassant largement le montant des impôts.

Elevage.

15973. — 13 janvier 1971. — **M. Plantier** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que des subventions sont accordées aux coopératives de collecte des laines en suint. Ces subventions sont déterminées en fonction du tonnage recueilli et répondant à certaines spécifications de qualité et de présentation. A ces mesures en vigueur depuis plusieurs années est venu s'ajouter en 1970 un plan de rationalisation de la production ovine, tendant à relancer cet élevage par des aides analogues à celles que perçoivent les secteurs de l'élevage porcin et de l'élevage bovin et destinées aux membres des groupements de producteurs. L'attribution de subventions pour la collecte des laines apparaît comme regrettable, car la laine ne représente qu'un revenu minime pour l'éleveur et il est évident qu'il est préférable de produire de la viande de mouton et du fromage de brebis que de la laine. Cette forme d'encouragement ne touche d'ailleurs qu'une partie des éleveurs, ceux qui donnent leur laine aux organismes coopératifs. Plutôt que d'accorder dans les mêmes conditions aux commerçants un soutien inconditionnel de la laine, il serait préférable de remplacer ce genre de subvention par des primes à la brebis. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

Fiscalité immobilière.

15981. — 13 janvier 1971. — **M. Modlano** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les travaux suivants entrepris pour la remise en état et l'amélioration d'une maison individuelle destinée à la location peuvent être déduits des revenus du propriétaire: 1° construction d'auvents destinés à la fois à accroître le confort

et l'esthétique de la maison; 2° revêtement des sols genre tapisom; 3° installation du téléphone; 4° réparation de la clôture du jardin; 5° aménagement du jardin, y compris la plantation de quelques arbres, étant fait observer que la maison doit être louée avec un bail de six ans et que les améliorations en question permettront incontestablement d'en tirer un loyer plus élevé qui sera soumis à l'impôt.

Handicapés (sourds-muets).

15983. — 13 janvier 1971. — **M. Tony Larue** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des sourds-muets, au regard, d'une part, de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette automobile) et, d'autre part, de la redevance pour l'usage d'un poste de télévision. Il lui fait observer en effet que, bien qu'étant de grands invalides, les sourds-muets ne peuvent obtenir la gratuité de la vignette auto, parce qu'ils ne sont pas titulaires de la carte d'invalidité portant la mention « station debout pénible », tandis que les parents d'enfants infirmes ne peuvent pas non plus bénéficier de la gratuité de cette vignette. Il lui fait remarquer, par ailleurs, que l'exonération de la redevance pour l'usage d'un poste de télévision n'est accordée qu'à partir de l'âge de soixante-cinq ans (ou soixante ans en cas d'incapacité du travail) et sous la réserve soit d'une invalidité à 100 p. 100, soit d'une insuffisance de ressources, ces dernières ne devant pas dépasser les limites prévues en matière d'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Ainsi, dès lors qu'ils sont majeurs, les sourds-muets ne peuvent plus obtenir la gratuité de la vignette automobile et ils doivent remplir des conditions d'âge, d'invalidité ou de ressources extrêmement précises pour obtenir l'exonération de la redevance pour l'usage d'un poste de télévision. Les intéressés, dont le handicap physique est particulièrement pénible, ressentent la réglementation en vigueur dans les deux cas comme une profonde injustice et dans ces conditions il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de faire bénéficier les intéressés de la vignette automobile gratuite dans tous les cas et de l'exemption automatique de la redevance télévision.

Pâtisserie (chocolaterie, T. V. A.).

15987. — 13 janvier 1971. — **M. Chazalon** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences que risque d'entraîner l'application de l'article 13 du projet de loi de finances pour 1971, tel qu'il a été voté par le Parlement, en ce qui concerne la situation des industries de la chocolaterie. Bien que celles-ci bénéficient déjà du taux réduit de la T. V. A. pour les chocolats à cuire et à croquer, elles demeurent soumises au taux intermédiaire pour leurs autres produits. Cependant la distinction entre certains produits de la biscuiterie et les crèmes glacées, d'une part, et les produits de la chocolaterie, d'autre part, est bien difficile à établir, étant donné l'existence de crèmes glacées et de biscuits enrobés de chocolat ou fourrés au chocolat. Il lui demande s'il n'estime pas que l'exclusion des produits de la chocolaterie du champ d'application des dispositions de l'article 13 du projet de loi de finances pour 1971 est assez arbitraire et s'il n'envisage pas d'étendre le bénéfice du taux réduit à ces produits à l'occasion de l'un des décrets qui seront pris en application de l'article 14 dudit projet de loi.

Emploi.

15988. — 13 janvier 1971. — **M. Charles Privat** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la menace de fermeture dont est l'objet l'usine Pec Camargue à Port-Saint-Louis-du-Rhône. Cette usine emploie actuellement quatre-vingts personnes qui se trouveraient sans possibilité de reclassement en cas de fermeture. Il lui rappelle que la Société Pec Camargue est une filiale de la société anonyme A. P. C. dépendant elle-même directement de la société E. M. C. (Entreprise minière et chimique) qui commercialise; compte tenu de cette dernière précision, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'activité de Pec Camargue et éviter ainsi le licenciement de quatre-vingts personnes. est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial; compte tenu de cette dernière précision, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'activité de Pec Camargue et éviter ainsi le licenciement de quatre-vingts personnes.

Médecins (fiscalité).

15994. — 13 janvier 1971. — **M. Mathieu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** ce qui suit: dans l'état actuel de la législation (C. G. I., articles 152 et 200), la convention suivant laquelle une personne, exerçant une profession libérale, prend l'engagement de cesser l'exercice de son activité, au profit d'une tierce personne qui lui verse, en contrepartie, une indemnité, est

traîtée, au point de vue fiscal, de la façon suivante quant à la détermination de la plus-value taxable : quel que soit le régime d'imposition (évaluation administrative et déclaration contrôlée), les plus-values provenant de la cession d'éléments d'actif immobilisé, en fin d'exploitation ou en cas de cession partielle d'entreprise, et les indemnités reçues en contrepartie de la cessation de l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle, doivent être taxées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques exclusivement au taux de six pour cent (la taxe complémentaire n'étant pas applicable) lorsque la cession, le transfert ou la cessation d'exercice de la profession intervient plus de cinq ans après la création ou l'achat de l'office ou de la clientèle. Toutefois, les indemnités reçues en contrepartie de l'engagement de cesser l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle ne sont retenues que pour la fraction correspondant à la valeur acquise après le 31 décembre 1940. Cette fraction est déterminée en retranchant du montant de l'indemnité reçue le chiffre obtenu en appliquant au montant de ladite indemnité, le rapport constaté entre le total des recettes brutes professionnelles des années 1937, 1938 et 1939, et le total des recettes brutes professionnelles des trois années ayant précédé celle au cours de laquelle l'indemnité a été fixée. Mais, par contre, aux termes de l'article 39, sept décrets du C. G. I. (ancien article 152-2 a, modifié par la loi du 12 juillet 1965, article 42-4, et ordonnance du 28 septembre 1967, article 6 et décret du 15 avril 1969, article 1^{er}) les plus-values provenant de la vente de fonds de commerce ou de la cession des éléments d'actif immobilisé des entreprises imposées d'après le régime du forfait sont exonérées lorsque la cession ou la cessation de l'entreprise intervient plus de cinq ans après la création ou l'achat de celle-ci. Plus spécialement, un médecin biologiste exploitait un laboratoire d'analyses depuis quarante ans, au cours desquelles il a été constamment imposé au régime du forfait ou de l'évaluation administrative. Il convient avec un médecin de lui céder du mobilier et du matériel et il prend l'engagement de ne pas exercer la profession et de présenter ce médecin à la clientèle comme son successeur, le tout moyennant un prix pour la cession du mobilier et une indemnité pour la cessation d'exercice de la profession. Ces prix et indemnité ont acquitté, lors de l'enregistrement de la convention, le droit proportionnel de 20 p. 100, à la charge du médecin acquéreur. En cet état, il lui demande si l'opération ci-dessus analysée relève des dispositions de l'article 39 sept décrets du C. G. I. paraissant toujours en vigueur, auquel cas, la plus-value dont il s'agit est exonérée de toute taxation. L'article 152 du C. G. I. prévoit, en effet, sous numéro 2 : par dérogation aux dispositions de l'1^{er} sont exonérées : a) les plus-values visées sous l'article 39, sept décrets ; b) les plus-values provenant d'exploitations agricoles imposées d'après le régime du forfait. 2^o En admettant que les dispositions des articles 152 et 200 soient néanmoins applicables, il convient de noter que le contribuable cédant ne possède plus les éléments de ses déclarations de 1937, 1938 et 1939. L'administration fiscale non plus. Recherches faites aux archives départementales, cette administration est hors d'état de donner les renseignements sollicités. Toutefois, elle est en mesure de fournir une copie du rôle d'imposition des revenus de 1937, 1938 et 1939, relatant notamment la base d'imposition B. N. C. des années envisagées. Serait-il possible de substituer aux « recettes brutes » des années de référence d'avant 1940 et des années de référence des trois ans précédant la cession, le montant des évaluations administratives ayant servi de base à l'imposition ; le rapport entre ces éléments devant être pratiquement très voisin du rapport des recettes brutes. A défaut de cette solution, donc comment résoudre le problème au sujet des références 1937-1939, devant l'impossibilité matérielle absolue d'en produire les chiffres. 3^o Si les références 1937-1939 qu'il s'agisse des recettes brutes ou des bases d'imposition) doivent être converties en nouveaux francs, c'est-à-dire divisées par cent. Dans l'affirmative, cela aboutit à établir une base 31 décembre 1940, absolument insignifiante et hors de proportion avec la réalité, le tout au détriment du contribuable. 4^o Si, en l'espèce, la plus-value taxable doit être déterminée en tenant compte non seulement de l'indemnité correspondant à la cessation d'exploitation mais encore de la vente des objets mobiliers. Ceux-ci, en effet, ne constituent pas en réalité un élément d'actif immobilisé, comme n'ayant jamais fait partie d'une comptabilité commerciale. En effet, le médecin biologiste, se retirant, a été, tout au long de sa carrière, assujéti fiscalement au régime du forfait ou de l'évaluation administrative. En sorte que la cession paraît bien devoir bénéficier de l'exonération de toute imposition de plus-value, conformément à l'article 39, sept décrets, ci-dessus relaté.

Commerçants.

16001. — 14 janvier 1971. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés rencontrées par les artisans et commerçants, évincés à la suite d'opérations de rénovation urbaine, pour se réinstaller dans les zones rénovées. Il pourrait, à titre d'exemple lui citer le cas de commerçants de Montreuil (Seine-Saint-Denis) placés dans cette situation, qui se voient refuser toute avance de fonds de la part des banques privées comme

des organismes publics de crédit. De plus, la T. V. A. sur la construction leur est réclamée en une seule fois, ce qui aggrave encore leur situation financière et les met parfois dans l'impossibilité de poursuivre leur entreprise. Des subventions et des prêts à long terme et à taux réduit devraient être accordés aux artisans et commerçants frappés par des opérations de rénovation, afin de leur permettre de se réinstaller et de faire face aux suppléments de dépenses occasionnées pour leur installation nouvelle et du fait de la période transitoire. De plus, une sorte de crédit T. V. A., égal au montant de la T. V. A. exigée sur le local acheté devrait pouvoir leur être consenti avec un remboursement établi sur cinq ou dix ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux travailleurs indépendants de procéder à la réinstallation et à la modernisation de leur commerce et s'il n'entend pas faire siennes les propositions exposées ci-dessus.

Fonctionnaires.

16006. — 14 janvier 1971. — **M. René Lamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation de diverses catégories de fonctionnaires, bénéficiaires d'un logement de fonction. Il s'agit notamment des directeurs d'école et de certains agents de l'E. D. F., de la S. N. C. F. et des finances qui doivent occuper le logement de fonction mis à leur disposition par l'administration. Ceux-ci se préoccupent légitimement, dans les quelques années qui précèdent leur retraite, de faire construire, d'acheter un pavillon ou un appartement pour assurer leur logement lorsqu'ils auront cessé leur activité professionnelle, et ils s'étonnent à juste titre que ce logement, acquis en prévision de la retraite, soit considéré comme résidence secondaire, alors qu'il est bien évident que les intéressés ne peuvent attendre le jour de leur mise à la retraite pour penser à leur avenir. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux intéressés d'acquiescer, dans les années précédant leur retraite, le logement dont ils auront besoin, sans qu'ils soient pour autant pénalisés sur le plan fiscal au titre de résidence secondaire, l'acquisition de ce logement n'étant pas un luxe, mais une nécessité.

Sociétés commerciales : S. A. R. L.

16018. — 14 janvier 1971. — **M. Bousseau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation d'un gérant de S. A. R. L. qui se trouve, en vertu des dispositions de l'article 25 de la loi du 7 mars 1925, dans l'obligation de supporter personnellement tout ou partie du passif de la société en faillite, sans que l'extension de la faillite soit prononcée à son encontre. Il lui demande s'il peut lui confirmer que dans ce cas, il y a lieu de considérer qu'il y a assimilation entre le patrimoine personnel du gérant et le patrimoine social de la société.

Sociétés commerciales (société anonyme):

16023. — 14 janvier 1971. — **M. Strn** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la position fiscale d'une société anonyme, dont la dissolution anticipée a été décidée dès le 1^{er} janvier 1965 et qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut prévoir la liquidation définitive qu'en 1980 (délai de quinze années). Il lui expose que cette société établit chaque année une situation comptable et règle à l'administration l'impôt correspondant sur les bénéfices des sociétés, une situation finale devant intervenir soit au bénéfice de la société, soit à celui de l'administration, à l'arrêt final des comptes. Compte tenu notamment de l'obligation pour cette société de conserver ses archives, il lui demande : 1^o si celle-ci doit se référer à la loi n^o 63-1316 du 27 décembre 1963, modifiée le 6 janvier 1966, et à l'article 1966 du C. G. I. concernant les sociétés en cours d'exploitation, limitant les droits de prescription et de répétition à quatre années ; 2^o s'il y a lieu de considérer que ladite société relève de l'article 1B de la loi sus-énoncée de 1963 qui précise : dans tous les cas où il n'est pas édicté de prescription plus courte, la durée de l'exercice du droit de répétition de l'administration est limitée à dix ans à partir du fait générateur ; 3^o si la durée de prescription de ce droit peut remonter au premier jour de la liquidation (même si celle-ci existe depuis plus de dix ans) ; 4^o s'il existe un régime spécial aux sociétés dissoutes et en liquidation amiable et, dans ce cas, s'il peut lui préciser le texte de base et la référence des articles du C. G. I. s'y rapportant.

Enseignants.

16012. — 14 janvier 1971. — **M. Robert Ballanger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui préciser : 1^o en ce qui concerne les professeurs techniques adjoints de lycée : a) le nombre de spécialités de professeurs techniques adjoints de lycées, et leur dénomination ; b) le nombre de postes budgés-

taires de professeurs techniques adjoints de lycées au 1^{er} janvier 1971 par spécialité; c) le nombre de professeurs techniques adjoints de lycées titulaires ou stagiaires en fonctions sur ces postes au 1^{er} janvier 1971, par spécialité; d) le nombre de professeurs techniques adjoints recrutés par concours en 1969-1970 pour chaque spécialité ainsi que le nombre de places mises au concours. 2^o En ce qui concerne les professeurs techniques (certifiés) de lycées: a) le nombre de spécialités de professeurs techniques de lycées et leur dénomination; b) le nombre de postes budgétaires de professeurs techniques de lycées au 1^{er} janvier 1971 par spécialité; c) le nombre de professeurs techniques titulaires ou stagiaires en fonctions sur ces postes au 1^{er} janvier 1971, par spécialité; d) le nombre de professeurs techniques recrutés par concours en 1969-1970 pour chaque spécialité ainsi que le nombre de places mises au concours.

Rénovation urbaine.

15979. — 13 janvier 1971. — **M. Fortuit** signale à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que certaines associations et en particulier les P. A. C. T., se consacrant à la restauration immobilière, se heurtent à de graves difficultés de procédures, notamment au moment de l'approbation de leurs projets. En particulier, des normes différentes sont imposées par les organismes qui participent au financement de diverses réalisations sociales. Il lui demande quelles mesures sont à l'étude pour simplifier les procédures en cause et pour harmoniser les divers critères de participation des organismes publics.

Rénovation urbaine.

15980. — 13 janvier 1971. — **M. Fortuit** signale à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'à l'occasion de leur congrès les « P. A. C. T. » ont émis le vœu que les sociétés de crédit immobilier soient incitées à participer aux opérations de restauration immobilière. Dans cette perspective, il serait indispensable que le plafond des prêts soit réévalué, que les sociétés de crédit immobilier puissent consentir des prêts à des opérations de rénovation immobilière présentant un caractère social, qu'elles ne soient pas obligées de prendre hypothèque et que leur aide puisse être accordée à des personnes morales. Il lui demande s'il envisage d'étudier cette suggestion ou sinon, quels seront les moyens financiers qui seront affectés aux opérations de restauration immobilière dans le cadre du VI^e Plan, qui prévoit la modernisation de 250.000 logements.

Ponts et chaussées.

16015. — 14 janvier 1971. — **Mme Aymé de la Chevrellère** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que, malgré de nombreuses interventions, la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées ne semble pas encore avoir été réglée de façon satisfaisante. Elle lui rappelle à ce sujet que l'avenant n^o 21 du 3 mai 1968 à la convention collective du bâtiment et travaux publics de la région parisienne fixait de nouveaux taux horaires minima applicables dans cette industrie à compter du 1^{er} juin 1968 et que, par ailleurs, la réglementation ministérielle des ouvriers des parcs et ateliers prévoit expressément l'alignement de leurs salaires horaires sur les minima des travaux publics de la région parisienne. Or, l'accord précité prévoyait une majoration de 2,25 p. 100 laquelle semble n'avoir pas encore été accordée intégralement à tous les intéressés. Par ailleurs, en juin 1968, un groupe de travail avait prévu de procéder à une réduction progressive des horaires de travail des ouvriers des parcs et ateliers, celle-ci intervenant en deux phases, soit: quarante-cinq heures au 1^{er} octobre 1968 et quarante-quatre heures au 1^{er} janvier 1970. Cependant, à l'issue de négociations qui se sont déroulées à la fin de l'année 1970, ses services ont proposé une réduction d'horaire en trois paliers d'une demi-heure au 1^{er} janvier, au 1^{er} juillet et au 1^{er} septembre 1971, sous réserve d'une augmentation de la productivité afin de conserver un même volume de travaux, étant observé que les intéressés estiment cette condition possible compte tenu de mesures d'organisation et d'emploi rationnel du matériel. Mais, par contre, ces agents devraient abandonner le rattrapage de la parité de leurs salaires avec le secteur de référence, accepter une réduction de 1,90 p. 100 de ces mêmes salaires et renoncer pendant un exercice comptable, c'est-à-dire au moins dix-huit mois, à toutes revendications concernant leur catégorie professionnelle. Elle lui demande: 1^o s'il peut lui indiquer sa position au sujet des propositions précitées, lesquelles apparaissent en contradiction avec l'actuelle politique de concertation et de dialogue; 2^o s'il n'estime pas devoir procéder à un nouvel examen de la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées en vue d'aboutir à la signature d'un contrat de progrès véritable.

Sports (maîtres-nageurs sauveteurs).

15938. — 8 janvier 1971. — **M. Rossi** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les problèmes concernant la situation des maîtres-nageurs sauveteurs, recrutés par les municipalités pour assurer la surveillance des bassins de natation, enseigner la natation et le sauvetage et veiller au respect par les usagers des règlements intérieurs des bassins. Ceux d'entre eux qui occupent un emploi à plein temps sont recrutés dans le cadre des emplois du service des sports municipaux comme des agents communaux et classés dans l'échelle 200-290 (ou 315-320 en échelon exceptionnel). Il semblerait normal que les maîtres-nageurs, sauveteurs soient recrutés comme moniteurs d'éducation physique 1^{re} catégorie classés dans l'échelle 230-365 (ou 375-385 en échelon exceptionnel) et que ceux qui sont actuellement en fonction soient reclassés dans ces échelles. De même, les chefs de bassins devraient être classés au même titre que les moniteurs d'éducation physique 2^e catégorie dans l'échelle 235-445. Par ailleurs, les postes de directeurs de piscine devraient être pourvus sur concours ouverts exclusivement à des candidats titulaires du diplôme d'Etat de maître-nageur sauveteur. Pour ceux qui occupent des emplois saisonniers, il serait souhaitable que soit adopté officiellement un contrat de travail type. Les maîtres-nageurs sauveteurs demandent également que leur service hebdomadaire ne comporte pas plus de 12 heures d'enseignement et que, dans ce cas, il soit considéré qu'une heure d'enseignement compte dans l'horaire comme deux heures de surveillance. Ils souhaitent, d'autre part, être autorisés à donner des leçons de natation à titre onéreux hors de leur service hebdomadaire et que, pour ces leçons, le prix payé par l'élève leur soit versé. Enfin, la fédération nationale des maîtres-nageurs sauveteurs sollicite le droit de siéger à la commission nationale paritaire lorsque l'ordre du jour doit comporter une question intéressant la profession. Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions à l'égard des différents problèmes évoqués ci-dessus.

Associations.

15963. — 11 janvier 1971. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dispositions du décret-loi du 12 avril 1939 qui, en modifiant le titre IV de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur « le contrat d'association », demeure toujours en vigueur, alors qu'il s'agissait manifestement d'une disposition de circonstance, due à la situation particulière de la période qui précède la déclaration de guerre en 1939. Il est, en effet, certain qu'en particulier les dispositions de l'article 26 de la loi précitée sont d'une portée telle que bien des associations créées en France dans un but qui ne peut en aucun cas causer un quelconque préjudice à l'Etat tombent sous le coup des dispositions restrictives du titre IV et sont, de ce fait, soumises à quantité de règles qui restreignent leur liberté d'action. Il en est ainsi en particulier des associations qui ont un but philanthropique, social ou scientifique ou encore cherchent à favoriser des recherches qui ne peuvent aujourd'hui se faire que sur le plan international et avec un large concours de personnes qualifiées mais de nationalité étrangère. C'est pourquoi il semble que le moment soit venu, ne serait-ce que pour répondre aux obligations qui découlent de la participation de la France à diverses instances internationales (O. N. U., U. N. E. S. C. O., Marché commun, Conseil de l'Europe, U. E. O., etc.), de supprimer, ou tout au moins d'alléger, les dispositions du décret-loi du 12 avril 1939, afin de faciliter dans toute la mesure du possible, une coopération internationale sur le plan privé devenue aussi indispensable que sur le plan des Etats. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre à ce sujet.

Pornographie.

15974. — 13 janvier 1971. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** l'existence de revues spécialisées dans l'érotisme, ces publications se définissent elles-mêmes comme étant soit « artistiques », soit « éducatives » de l'équilibre sexuel et affectif des couples ou des mineurs célibataires. En fait, les articles de ces publications constituent le plus souvent des incitations de mineurs à la débauche, sèment le doute et le déséquilibre dans l'esprit de ceux-ci à la période particulièrement cruciale de l'adolescence. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas devoir donner des instructions à ses services pour une sévérité accrue et une application rigoureuse de la réglementation prévue en la matière, c'est-à-dire la loi n^o 49-956 du 16 juillet 1949 et les articles 283 à 290 du code pénal.

Police.

15978. — 13 janvier 1971. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il existait des gardiens spécialement affectés, par roulement, à la surveillance continue de certains quartiers. Ils étaient

dénommés ilotiers. Dans la France entière, le public a constaté leur suppression. Cette mesure a été prise dans un souci d'efficacité de la lutte contre la criminalité. En effet, les effectifs ainsi dégagés ont permis l'augmentation du nombre des rondes en véhicules. Mais il apparaît que les résultats n'ont pas été ceux qui étaient escomptés. Il lui expose en effet, que, d'une part, une ronde effectuée de nuit par des gardiens de la paix est plus efficace de par sa discrétion et sa lenteur, qui sont dans ce cas des facteurs déterminants de la réussite de cette ronde, et que, d'autre part, les rondes de jour effectuées par des ilotiers étaient beaucoup plus efficaces que la ronde en véhicules, puisqu'elles permettaient des rapports directs avec les gardiens d'immeubles, les commerçants, camelots et habitants. Enfin, outre les problèmes d'efficacité, se pose un grave problème qui est celui de la confiance entre la population et les services de police. On assiste à l'heure actuelle à une position souvent agressive de la population à l'égard de la police, cette attitude étant d'ailleurs encouragée par une certaine presse. Il apparaît donc important que l'administration se rapproche de l'administré, afin d'instaurer un climat de confiance et que les gardiens de la paix ne se sentent pas rejetés par l'opinion publique. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il a l'intention de remettre en place les ilotiers en les dotant par exemple de moyens radios légers leur permettant de faire intervenir des véhicules, le cas échéant.

Sapeurs-pompiers.

15984. — 13 janvier 1971. — M. Arsène Boulay indique à M. le ministre de l'Intérieur qu'au cours de leur assemblée générale du 17 décembre 1970, les délégués des sapeurs-pompiers professionnels communaux et départementaux ont adopté une motion qui demande notamment : 1° l'application d'un reclassement dans les nouveaux groupes des catégories C et D, tenant compte des qualifications professionnelles reconnues par les arrêtés d'octobre 1968 et attribuant aux sapeurs-pompiers les mêmes échelles indiciaires que les ouvriers professionnels de l'Etat et des communes ; 2° une diminution effective du temps de travail, permettant d'aboutir rapidement à la semaine maximum de 46 h 30 et à la suppression de la notion de temps de service ; 3° une augmentation des rémunérations en fonction du retard constaté sur l'augmentation du coût de la vie, le paiement des heures supplémentaires au taux normal pour les interventions faites en dehors du temps de travail et le raccourcissement des délais d'application du reclassement des catégories C et D avant le 1^{er} janvier 1974 ; 4° une augmentation des effectifs, afin que les interventions puissent être effectuées efficacement dans le cadre du temps de travail normal et la détermination des effectifs d'après les besoins et les effectifs actuels ; 5° le réajustement des diverses indemnités et la suppression des interdictions de cumul entre les indemnités de conducteur, de plongée et de moniteur de secourisme ; 6° la révision des conditions d'attribution des taux de pensions de veuves de sapeurs décédés en service de secours afin que les intéressées puissent avoir des conditions de vie décentes. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour donner satisfaction à ces revendications parfaitement justifiées.

Etat civil.

15932. — 8 janvier 1971. — M. Emile Didier signale à M. le ministre de la Justice que, par application du décret du 26 septembre 1953, la fiche d'état civil délivrée à toute personne, doit, et il en est bien ainsi, relater la filiation des personnes qu'elle concerne, alors que, aux termes de l'article 10 du décret modifié du 3 août 1962, l'extrait d'acte de naissance ne doit pas donner ces indications. Il demande quelles mesures sont envisagées pour harmoniser ces instructions.

Etat civil.

15934. — 8 janvier 1971. — M. Emile Didier expose à M. le ministre de la Justice que les dispositions visant la délivrance des livrets de famille (qui ne doivent plus relater les mariages antérieurs des époux), des cartes nationales d'identité (qui, déjà privées de la filiation de leur titulaire, ne devront plus relater, pour les femmes, leur qualité d'épouse) des livrets militaires (où la filiation a également été supprimée), méritent d'être révisées car leur caractère de titres d'identité ou d'état civil (les deux parfois) était hautement apprécié. Pour ne citer qu'un exemple, la plupart des décès sont déclarés aux mairies, sur présentation de la carte d'identité, pièce la plus répandue. Or, l'acte doit relater des précisions qui n'y figurent pas, et que des correspondances et frais répétés ne suffisent pas toujours à obtenir. Le fait que 1/1.000 des citoyens n'a pas de filiation légitime ou contracte plusieurs mariages, ne saurait, semble-t-il, handicaper le reste de la population française. Il résulte de ces diverses lacunes, des complications et tracasseries administratives certaines, alors que le souci du Gouvernement, par le décret du 26 septembre 1953 notamment, est d'apporter aux usagers le maxi-

um de simplifications. Il demande en conséquence, après consultation des divers ministères intéressés : 1° la nature des enquêtes effectuées, justifiant de pareilles décisions, mal acceptées des administrations et du public en général ; 2° les mesures envisagées pour donner au livret de famille (qui vaut généralement extrait de l'acte de mariage) et à la carte d'identité, le reflet de l'état civil complet des individus concernés ; 3° éventuellement, si la faculté des suppressions de la filiation, sur le dernier document cité, ne pourrait pas être seulement accordée à ceux qui en manifesteraient le désir (enfants naturels par exemple).

Copropriété.

15944. — 9 janvier 1971 — M. de La Malène expose à M. le ministre de la Justice le problème suivant : un copropriétaire intente une action judiciaire contre le syndicat des copropriétaires et gagne son procès. Il se voit attribuer des dommages et intérêts. Dans ce cas, en l'absence de dispositions précises dans le jugement, il lui demande s'il est normal qu'il doive contribuer, au prorata des millièmes dont il est propriétaire, aux frais divers de justice du syndicat perdant.

Incendies.

15959. — 9 janvier 1971. — M. Médecin demande à M. le ministre de la Justice s'il n'envisage pas d'augmenter les sanctions contre les auteurs d'incendies volontaires ou involontaires, et si, notamment, il ne serait pas possible d'instaurer une amende payable immédiatement pour toute infraction à la réglementation de la prévention contre les incendies, commise dans une zone rouge.

Remembrement.

15969. — 12 janvier 1971. — M. Lainé expose à M. le ministre de la Justice que le remembrement aboutit parfois à inclure des chemins de terre dans des parcelles regroupées au profit d'un seul propriétaire et il lui demande si de telles opérations ont pour conséquence de lever les servitudes qui pesaient sur ces voies de communications.

Baux des locaux d'habitation ou à usage commercial.

15982. — 13 janvier 1971. — M. Modiano rappelle à M. le ministre de la Justice que par la loi du 9 juillet 1970, l'application de l'indice (loyers et charges) des 259 articles, a été interdite pour l'indexation des loyers et remplacée par l'indice du coût de la construction, ce qui est une mesure très heureuse pour les locataires. Il lui signale que des indexations tout aussi onéreuses pour les locataires que celle interdite, sont utilisées couramment par des propriétaires et notamment par certaines compagnies d'assurances : tel l'indice départemental des salaires payés dans les industries du bâtiment et des travaux publics, publié dans le B. O. S. P. Il lui fait remarquer qu'il est encore plus illogique que le montant du loyer puisse être indexé sur les salaires en hausse constante que sur les éléments loyers et charges de l'indice des 259 articles. A titre d'exemple, il lui signale que l'indice des 259 articles (loyers et charges) interdit maintenant, a varié de 143,3 à 203, ce qui représente une augmentation de 41,66 p. 100 du 1^{er} juillet 1966 au 30 septembre 1970, alors que l'indice des salaires du bâtiment a augmenté de 156 à 220, ce qui représente une augmentation de 41,02 p. 100 pour la même période. Il lui demande dans ces conditions, si ce n'est pas par une inadéquance de ses services que l'indice en question, aussi dangereux pour les locataires que celui des 259 articles, n'a pas été interdit et s'il ne serait pas possible de remédier à cet état de choses.

Sanatorium.

15921. — 8 janvier 1971. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale sur la situation du sanatorium d'Hauteville. En effet, il est question dit-on de fermer ce sanatorium où soixante agents environ seront licenciés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le potentiel sanitaire que représente cet établissement et le personnel qualifié qui y travaille ne soit pas gaspillé.

Médecins (hôpitaux psychiatriques).

15925. — 8 janvier 1971. — M. Lebon demande à M. le ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale quand sera appliqué l'article 25 de la loi du 31 juillet 1968 aux médecins des hôpitaux psychiatriques ; il lui signale que le retard dans l'application des décisions législatives lèse le personnel qui attend un reclassement et un rappel de traitement.

Vieillesse.

15940. — 8 janvier 1971. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation particulièrement difficile des personnes âgées en cette saison, telle que la rappelle en termes très nets le vœu soumis au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse par les représentants de la C. G. T. et de la C. F. D. T. La détérioration du pouvoir d'achat, par suite de l'augmentation du coût de la vie, au cours de l'année 1970, a rendu plus sensible le retard des pensions et allocations. Les bases de calcul des pensions et les dates de revalorisation desdites pensions et allocations aggravent l'écart des prestations servies, tant sur l'évolution des salaires que sur le coût de la vie. Il n'est pas inutile de rappeler que l'excédent brut pour l'année 1970 s'élève à 2.192 millions et que des fonds importants, destinés au service des prestataires du régime général, sont détournés de leur affectation normale. En conséquence, pour améliorer dans l'immédiat les conditions de vie des personnes âgées, il lui demande s'il n'envisage pas : 1° l'attribution d'allocations exceptionnelles de 300 francs à tous les pensionnés et de 400 francs à tous les allocataires et pensionnés bénéficiaires du F. N. S., allocations qui, en aucun cas, ne devraient être récupérées sur les majorations à intervenir sur les allocations vieillesse, en particulier F. N. S., et le 1^{er} avril 1971 sur les rentes et pensions vieillesse et d'invalidité ; 2° pour les allocataires et les bénéficiaires du F. N. S., le versement de cette allocation, sans tenir compte du plafond des ressources. Il lui demande enfin les mesures qu'il compte prendre pour que la revalorisation des allocations et des pensions de vieillesse suive au plus près l'évolution du coût de la vie et des salaires et que la revalorisation annuelle intervienne le 1^{er} janvier de chaque année, sans que soient exclues les revalorisations que nécessiterait, en cours d'année, l'évolution du coût de la vie.

Sages-femmes.

15941. — 9 janvier 1971. — **M. Mortalat** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il peut lui préciser le nombre d'heures hebdomadaires de travail que doit fournir une sage-femme dans un établissement hospitalier. Il lui demande, en outre, s'il n'envisage pas de décider, après discussion et accord avec le syndicat représentatif de la profession, d'un statut des sages-femmes.

Hôpitaux.

15948. — 9 janvier 1971. — **M. Lelong** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le fait que, deux ans et demi après le vote de l'article 25 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, les dispositions prévues par cet article ne sont pas encore rentrées en application. Il lui expose en particulier que les décrets concernant les mesures d'application financière ne sont pas encore publiés, alors que la circulaire n° 121 du 19 novembre 1970 relative au calcul et à la fixation du prix de journée 1971 des établissements d'hospitalisation stipule que : « Dans les établissements psychiatriques et de cure visés à l'article 25 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 érigés en établissements publics, le système de rémunération en vigueur dans les hôpitaux publics devant être appliqué au 1^{er} janvier 1971, les rémunérations des praticiens ne doivent plus être inscrites, je vous le rappelle au chapitre 61 ; seuls doivent être prévus les crédits nécessaires aux rappels à verser aux praticiens ayant opté pour le nouveau statut pour la période du 1^{er} janvier 1968 au 31 décembre 1970 (p. 2, chap. 1^{er}, 3^e alinéa. » Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il envisage de prendre en vue d'une parution rapide des textes réglementaires attendus.

Femmes.

15977. — 13 janvier 1971. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** (action sociale et réadaptation) la situation pénible et l'isolement dans lesquels se trouvent bien souvent les femmes chefs de famille (veuves, divorcées, mères adoptives ou célibataires). Ces femmes supportent souvent très difficilement leur solitude affective et leurs enfants souffrent du manque de relations avec leur père ou tout au moins avec un éducateur masculin. Il lui demande les mesures concrètes qu'il compte prendre afin de permettre l'intégration de la femme seule dans la société, et s'il envisage la création d'organismes psychopédagogiques au service des foyers incomplets, lesquels permettraient à la femme seule de trouver un réconfort moral et un soutien éducatif pour ses enfants.

Mineurs (travailleurs de la mine) : sociétés de secours minières.

16014. — 14 janvier 1971. — **M. Roucaute** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'après de longues années d'attente, le règlement du personnel sanitaire des sociétés de secours minières a paru au *Journal officiel* du 10 septembre 1970. Ce règlement, qui devait apporter de nettes améliorations de carrière, ne se traduit en fait que par un léger redressement du classement, notamment en ce qui concerne les infirmières à plein temps. A titre d'exemple le cas d'une infirmière, diplômée d'Etat, pouvant prétendre à l'emploi d'infirmière qualifiée, entrée en fonctions dans une société de secours minière le 1^{er} avril 1948. Ayant exercé pendant 9 ans en services hospitaliers, l'intéressée a apporté sa pratique professionnelle. Son classement a été fixé à l'échelle IV T. J. et ensuite V T. J. à compter du 1^{er} janvier 1956. Bien que l'emploi occupé permette l'accès à l'échelle terminale VII T. J., cet agent ne pourra pas y prétendre. En effet, les instructions données aux organismes de base permettent le reclassement de l'intéressée à l'échelle VI T. J. au 1^{er} janvier 1969 et à l'échelle VII T. J. au 1^{er} janvier 1979 (après 10 ans dans l'échelle VI). En accédant à la dernière échelle de sa carrière minière, cette infirmière aura plus de 30 ans de services. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas une reconstitution ou un réaménagement de carrière afin de permettre aux agents se trouvant dans de telles situations de bénéficier de la classe terminale de leur emploi à compter de la date d'application de leur nouveau règlement, afin de les récompenser de leur fidélité au régime et des services rendus depuis de longues années à la sécurité sociale minière ; 2° s'il entend reconsidérer cette question afin de ne pas faire subir au personnel sanitaire des sociétés de secours minières les conséquences de la parution tardive de leur règlement, la situation du personnel administratif ayant été réglée dès 1965.

Assurance maladie-maternité des non-salariés non agricoles.

16017. — 14 janvier 1971. — **M. Ansquer**, se référant à la réponse qu'il a apporté à sa question écrite n° 14692, parue au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 4 décembre 1970, appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le fait que les explications contenues dans celle-ci ne l'ont pas entièrement satisfait. En effet, malgré la promesse d'une étude entreprise en vue de déterminer de nouvelles modalités de calcul des cotisations des personnes ayant cessé toute activité professionnelle entre le 30 septembre d'une année et le 1^{er} octobre de l'année suivante et la possibilité pour les intéressés de demander soit le fractionnement du paiement des cotisations en échéances trimestrielles, soit des délais de règlement, il n'en reste pas moins que le problème soulevé, c'est-à-dire la modification des dispositions réglementaires en matière d'assiette de cotisations pour les travailleurs non salariés admis à la retraite pendant la période de référence, ne fait pas l'objet de la promesse précise d'une intervention rapide des mesures espérées. Les assujettis, ne disposant souvent que d'une modeste retraite, doivent actuellement verser des cotisations qui, même si elles sont fractionnées, sont d'un montant excessif et n'ont plus aucun rapport avec leurs revenus. Certes, la promesse d'un réexamen de leur situation est de nature à apaiser quelque peu leurs inquiétudes pour l'avenir. Néanmoins, l'obligation de s'acquitter de leurs cotisations demeure. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas devoir donner toutes instructions utiles à ses services afin que l'examen en cours soit rapidement terminé et que les nouvelles modalités de calcul des cotisations des intéressés interviennent dans les délais les plus brefs.

Pensions de retraite.

16024. — 14 janvier 1971. — **M. Valleix** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** la réponse qu'il a faite à la question écrite n° 9767 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 14 mars 1970, page 608) par laquelle **M. René Caille** souhaitait que la retraite de sécurité sociale soit déterminée, non plus à partir du salaire moyen des dix dernières années, mais des dix meilleures années de la carrière des assurés. Cette réponse faisait état d'une étude approfondie entreprise dans le cadre de la préparation du VI^e Plan. Il lui demande à quel résultat ont abouti les études en cause et s'il est envisagé de retenir la mesure suggérée.

S. N. C. F.

15956. — 9 janvier 1971. — **M. Barberot** demande à **M. le ministre des transports** quelles mesures il envisage de prendre pour que soient améliorées les conditions de retenue de places au départ des grandes agglomérations et pour le retour dans ces mêmes

agglomérations pour les collectivités sociales (colonies de vacances, centres de jeunes, etc.) qui organisent le déplacement d'enfants ou d'adolescents par voie de fer, et plus particulièrement au moment des vacances scolaires de Noël et du Jour de l'an.

Cheminots.

15961. — 9 janvier 1971. — **M. Guy Ducloné** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le dévouement désintéressé et la conscience professionnelle des cheminots qui ont permis d'assurer efficacement la rentrée dans des conditions particulièrement difficiles. Contrastant avec la situation quelquefois tragique qu'ont connue les automobilistes bloqués sur des autoroutes privées à péage et victimes d'une carence évidente, dont on voudrait leur faire porter la responsabilité, ce succès confirme la supériorité et la valeur d'une entreprise fonctionnant dans le respect du service public. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'accorder aux cheminots devant braver les intempéries la prime exceptionnelle que justifient les félicitations qui leur ont été adressées de toutes parts.

S. N. C. F.

15997. — 14 janvier 1971. — **M. Dardé** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les menaces que font peser sur l'avenir des personnels techniciens et cadres les négociations en cours entre la S. N. C. F. et la Compagnie des wagons-lits qui portent sur l'exploitation future des places couchées, de la restauration ferroviaire et de l'entretien des voitures-restaurants et des wagons-lits. Il lui demande s'il n'estime pas que ces activités, actuellement assurées par la Compagnie des wagons-lits, doivent demeurer groupées au sein d'une seule entreprise permettant, en tout état de cause, de garantir la sécurité de l'emploi et le maintien des droits et avantages acquis des personnels de la Compagnie des wagons-lits.

Optique (industrie).

16009. — 14 janvier 1971. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population**, sur la situation alarmante dans laquelle se trouve une société d'optique. Cette société s'est trouvée placée sous contrôle d'un administrateur financier à la suite de difficultés qu'elle a connues en matière de gestion. Elle emploie plus de 300 personnes et est spécialisée dans le domaine de l'optique. Sa technicité est importante puisqu'elle a participé à la réalisation des équipements « Laser » déposés récemment sur la Lune par un vaisseau spatial soviétique, dans le cadre de la coopération scientifique entre la France et l'Union soviétique. En fait, 60 p. 100 de l'activité de cette société est consacrée à des équipements scientifiques liés aux marchés de l'Etat, ce qui lui vaut l'aide financière de la caisse nationale des marchés de l'Etat. Cette entreprise se voit aujourd'hui refuser les prêts nécessaires de cette caisse nationale et est menacée de liquidation si elle ne les obtient pas. Or sa situation financière va en s'améliorant puisque sa dette s'est résorbée et que son activité se chiffre à 6 millions de francs en attente de paiement et son plan de charge actuel de travail est de six mois. Les prêts de la caisse nationale des marchés de l'Etat sont donc indispensables à sa survie. L'activité de cet établissement est indiscutablement d'intérêt national. Or, il est à craindre que sa liquidation n'aboutisse à ce qu'un nouveau secteur de recherches soit soumis à des intérêts étrangers, allemands en particulier. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les crédits indispensables au fonctionnement de cette entreprise soient débloqués à seule fin de sauver ce secteur d'activité et de permettre aux 300 ouvriers de conserver leur travail.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 (alinéas 4 et 6) du règlement.)

Construction.

14902. — 7 novembre 1970. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que l'article 11 du décret n° 67-1166 du 22 décembre 1967 portant application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 sur l'obligation de garantie à raison des vices de construction, définit comme « gros ouvrage » entraînant application de la responsabilité décennale : « les portions de canalisations, tuyauteries, conduites et gaines de toutes sortes logées à l'intérieur

des murs, plafonds ou planchers ou prises dans la masse du revêtement, à l'exclusion de celles qui sont seulement scellées ». Lorsque les canalisations d'évacuation des eaux usées arrivent au sous-sol d'une construction et s'enfoncent sous l'immeuble, il apparaît que tant la jurisprudence que la section Construction du groupement technique des compagnies d'assurances admettent la responsabilité décennale pour les canalisations situées sous l'immeuble et jusqu'au droit de celui-ci, c'est-à-dire jusqu'au franchissement du mur extérieur des fondations. Or, dans les ensembles immobiliers, les canalisations d'égout qui sortent de l'immeuble vont circuler sous la copropriété horizontale, soit sous un jardin, soit sous un parking, soit sous des espaces verts, pendant quelques mètres ou quelques centaines de mètres sous un terrain privé, pour rejoindre le collecteur de la collectivité publique. C'est alors que des désordres se produisent provenant neuf fois sur dix d'une contrepenne découlant elle-même soit d'un vice de conception, soit d'un vice d'exécution. Il lui demande si l'on peut considérer comme « un gros ouvrage » l'égout situé à l'extérieur de l'édifice construit mais cheminant sous la copropriété horizontale en le considérant comme une installation accessoire qui fait corps avec l'immeuble et dont le bon fonctionnement est indispensable à assurer la solidité de celui-ci, ou s'il estime au contraire, comme c'est le cas des experts de la section Construction des compagnies d'assurances couvrant la responsabilité décennale, que la définition du décret « pris dans la masse du revêtement » doit s'entendre d'une canalisation située uniquement à l'intérieur de l'édifice lui-même jusqu'au droit de l'immeuble. Il lui demande, dans cette hypothèse, ce qui resterait comme recours, puisqu'il n'est pas possible d'agir en droit commun et de prouver la faute volontaire ou le dol. L'action à bref délai basée sur l'article 1648 du code civil sur le terrain du vice caché apparaît également illusoire en pratique car un collecteur privé d'évacuation des eaux usées ne s'obstrue que progressivement et lorsque le désordre apparaît personne ne pense qu'il pourrait s'agir d'une malfaçon ou d'une contrepenne pour la simple raison qu'elles ne sont pas visibles à l'œil nu. Ce n'est donc qu'au bout d'un certain nombre de débouchages qu'il vient à l'esprit que l'origine du trouble pourrait trouver sa source dans un vice caché et comme l'immeuble se trouve être alors réceptionné depuis un certain temps, il est impossible d'agir sur la base de l'article 1648 sans être impitoyablement débouté. Il semble que l'on puisse admettre, dans ces conditions, que les canalisations situées sous la copropriété horizontale et dans l'édifice font néanmoins corps avec la construction dont elles sont un élément absolument indispensable, formant un tout complet avec l'édifice au point de ne plus faire qu'un ensemble comme le sont les racines d'un végétal.

Médecine (Enseignement de la).

14903. — 7 novembre 1970. — **M. Poudevigne** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur un point particulier concernant la première année du premier cycle des études médicales, telle qu'elle a été fixée pour l'année universitaire 1969-1970 par l'arrêté du 26 septembre 1969. L'article 3 de cet arrêté exige que, pour être admis à l'examen terminal et avoir ainsi le droit de passer en deuxième année de premier cycle, le candidat obtienne une note au moins égale à 10 sur 20, d'une part, aux épreuves écrites ou unites de valeur de chaque matière et, d'autre part, respectivement à l'ensemble des épreuves orales et à l'ensemble des épreuves pratiques. La sévérité extrême de ces conditions paraît surprenante; elle n'a pas échappé aux services, puisqu'un arrêté du 23 juillet 1970 décide notamment qu'à compter de l'année universitaire 1970-1971 (art. 21), le candidat devra obtenir aux deux sessions : 1° une note moyenne calculée sur l'ensemble des disciplines ou unites de valeur obligatoires et au moins égale à 10 sur 20 ; 2° pour les deux tiers au moins des disciplines ou unites de valeur obligatoires, une note au moins égale à 10 sur 20 à chaque discipline ou unité de valeur (art. 14 de l'arrêté). Ces dispositions, tout en demeurant fort strictes, assouplissent opportunément, en n'exigeant pas la note de 10 sur 20 à chaque matière envisagée isolément, la rigueur de l'arrêté du 26 septembre 1969. Dans ces conditions, il semble qu'il serait particulièrement équitable, puisque la modification ci-dessus rappelée a été reconnue juste et nécessaire, d'en faire bénéficier les étudiants ayant accompli leur première année d'études médicales en 1969-1970 et remplissant les conditions exigées par l'arrêté du 23 juillet 1970. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire bénéficier sur-le-champ de cette mesure plus favorable les étudiants qui doivent d'ailleurs se trouver en très petit nombre.

Ecoles maternelles.

14914. — 9 novembre 1970 — **M. Fortuit** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles mesures seront prises pour que les écoles maternelles disposent d'un personnel enseignant plus nombreux et qualifié. Comme le soulignait un observateur attentif, « il va de soi qu'une institutrice d'école maternelle ne remplira

pleinement son rôle que si elle possède une solide formation psycho-pédagogique. Mais il faut, par contre, se métre d'accord sur le genre de qualification que réclame une telle tâche. Si une formation intellectuelle générale est indispensable, elle ne saurait suffire à tout. On n'approche pas de l'enfance sans l'almer. C'est la condition essentielle pour que soient mises en application avec chaleur, dynamisme et efficacité les connaissances théoriques acquises. Les tout-petits ont besoin d'institutrices maternelles — d'où leur école autrement tirerait elle son nom? — et surtout pas d'intellectuelles inactives qui les observeraient comme des petits animaux de laboratoire. Il existe quantité de jeunes filles intelligentes et sensibles, possédant d'instinct de rares qualités éducatrices, capables d'éveiller avec bonheur tout un petit monde à la vie de l'esprit si l'on voulait bien ne pas exiger d'elles l'inévitable bachot! Rebutées par des études abstraites qui ne répondent pas à leurs intérêts, elles: renoncent et laissent en friche le meilleur d'elles-mêmes. Des études spécialisées et des stages sérieux à l'issue d'une classe de troisième en eussent fait de remarquables institutrices de maternelle ». Il lui demande donc si son ministère acceptera de prendre les compétences là où elles se trouvent au lieu de sélectionner ce que l'on croit être une élite sur des critères contestables.

Boissons.

14917. — 9 novembre 1970. — M. Gaudin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les jus de fruits sont soumis à la T.V.A. au taux de 17,5 p. 100. Or, il est souhaitable d'accroître la consommation des jus de fruits en raison de leur utilité pour la santé de la population et parce qu'ils peuvent offrir des débouchés importants à l'agriculture. Or, leur prix de vente actuel est trop élevé, ce qui en limite la consommation notamment auprès des jeunes. Il lui demande s'il n'estime pas devoir, pour ces raisons, ramener le taux de T.V.A. pour les jus de fruits à 7,5 p. 100, comme pour les produits agricoles de première transformation.

Presse.

14918. — 10 novembre 1970. — M. Cressard attire l'attention de M. le Premier ministre sur les graves incertitudes qui planent sur le maintien de la presse mutualiste si devaient lui être appliqués, rigoureusement, les critères de sélection retenus par la commission paritaire des publications et agences de presse pour l'attribution du certificat, permettant d'obtenir les exonérations fiscales et les tarifs postaux préférentiels. Parmi ces critères figure en particulier la vente effective au public. Or, si la presse mutualiste intéresse dans le pays 16 millions de lecteurs attentifs aux informations sanitaires et sociales qui lui son données dans l'esprit d'entraide et de solidarité de la mutualité, il n'est pas dans sa nature d'être distribuée selon les techniques de la presse commerciale et ce, d'autant plus que les journaux en cause sont édités par des groupements à but non lucratif disposant de ressources restreintes. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il peut envisager: 1° pour éviter que l'application des nouvelles règles de la commission paritaire n'entraîne en fait la disparition de la presse mutualiste et que soient suspendues, pour ce qui la concerne, les opérations de revision actuellement en cours; 2° pour faire en sorte que la presse mutualiste ne soit pas l'objet d'un traitement discriminatoire par rapport aux publications syndicales ou corporatives présentant un caractère d'intérêt social visé à l'article 73-3° de l'annexe III du code général des impôts.

Enfance inadaptée.

15452. — 8 décembre 1970. — M. Alduy demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale quelle suite il entend réserver au vœu émis le 10 novembre 1970, par le syndicat départemental C. F. D. F. de l'enfance inadaptée des Pyrénées-Orientales, qui porte sur les points suivants: 1° sécurité de l'emploi; 2° mise en place des structures permettant la concentration et la participation de la gestion des établissements et services par le personnel; 3° unification des conditions de travail par une convention collective unique étendue à l'ensemble du secteur; 4° convocation d'une table ronde, selon les engagements pris par son ministère en vue de faire aboutir des légitimes revendications.

Médecins.

15454. — 8 décembre 1970. — M. Lucas expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un médecin a servi pendant douze ans dans une compagnie maritime et que pendant cette période il a cotisé à la caisse de retraite des marins. N'ayant pas atteint entre autres conditions les cent quatre vingt mois de service exigés, il ne peut prétendre à pension de cet organisme. L'intéressé, devenu par la suite médecin de la S. N. C. F., est

pour cette activité affilié à la caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres. Normalement, le régime complémentaire de retraite des cadres valide les années d'exercice antérieures au 1^{er} avril 1947 lorsque les demandeurs peuvent apporter la preuve qu'ils exerçaient durant cette période des fonctions de cadre dans des entreprises qui sont, ou qui auraient été assujetties à la convention collective du 14 mars 1947 du fait de leur activité. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les cadres ayant relevé du régime de retraite des marins. Une telle situation est évidemment extrêmement regrettable puisque, dans le cas précité, le médecin en cause ne bénéficiera pas d'une retraite pour les douze années durant lesquelles il a servi dans la marine marchande. Il lui demande s'il envisage d'inviter le régime de retraite des marins et les organisations signataires de la convention de 1947 à conclure un accord permettant de réaliser la coordination souhaitable entre les deux régimes concernés.

I. R. P. P. (taxation d'office).

15455. — 8 décembre 1970. — M. David Rousset appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'article 180 du C. G. I. qui prévoit: « ... est taxé d'office à l'impôt sur le revenu des personnes physiques tout contribuable dont les dépenses personnelles, ostensibles et notoires, augmentées de ses revenus en nature, dépassent le total exonéré et qui n'a pas fait de déclaration ou dont le revenu déclaré, déduction faite des charges énumérées à l'article 156, est inférieur au total des mêmes dépenses et revenus en nature... ». Il lui demande: 1° s'il est exact que ces dispositions peuvent s'appliquer à un contribuable âgé ne pouvant subvenir à ses dépenses annuelles, incontestablement ostensibles et notoires, que par aliénation progressive de ses biens acquis par succession; 2° dans l'affirmative, si la colisation ainsi assignée à l'intéressé doit être assortie d'une majoration et quelle est la nature de celle-ci.

I. R. P. P. (taxation d'office).

15456. — 8 décembre 1970. — M. David Rousset appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème actuellement évoqué de la situation d'un contribuable qui a déduit de ses revenus déclarés des dépenses énumérées dans l'article 156 du code général des impôts. En conséquence, le montant de ses revenus taxables se trouve être inférieur à celui de ses dépenses ostensibles et notoires (y compris celles légalement déduites dans sa déclaration). Il n'a pu faire face à ses dépenses personnelles qu'en aliénant des biens en capital. Il lui demande s'il est exact que ce contribuable peut être assujéti à la taxation prévue à l'article 180 du code général des impôts.

Lotissements.

15459. — 8 décembre 1970. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il vient de déclarer à maintes reprises que ses services avaient reçu des instructions afin de faire preuve de la plus grande sévérité envers les fraudeurs mais d'éviter en contrepartie de multiplier inutilement les contrôles pour les petits et moyens contribuables de bonne foi. Il lui demande donc s'il considère comme normal qu'en 1970 soient recherchés des profits de 1966 sur un lotissement composé de deux parcelles rurales et s'il ne considère pas plutôt que la notion de lotissement est appliquée de façon trop restrictive car le législateur n'a certainement pas entendu que la division d'une parcelle rurale en deux parties constitue un lotissement taxable à titre de profit et qu'au contraire le profit de lotissement s'applique à une opération immobilière d'une certaine importance. Il lui demande donc s'il n'entend pas donner des instructions libérales à ce sujet aux services locaux qui ne peuvent, dans l'état actuel, qu'appliquer strictement les textes en vigueur.

Lotissements.

15460. — 8 décembre 1970. — M. Charles Bignon signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'article 35-2 2° du code général des impôts, un lotissement réalisé en 1966 a été taxé à l'impôt sur le revenu comme profit de lotissement. Or, les terrains avaient été originairement acquis par voie de succession depuis plus de trois ans, donc exempts au titre de l'article 35-1, 3° alinéa, du code général des impôts, mais ces terrains avaient dû faire l'objet d'un échange sans soulte étant donné l'installation à proximité d'une ballastière et d'une sucrerie. Les services départementaux refusent d'appliquer aux terrains échangés le bénéfice des dispositions rappelées ci-dessus en se fondant sur le fait que l'échange est un mode d'acquisition du terrain et en rappelant notamment les réponses ministérielles diverses faites sur la question de 1953 à 1958. Il lui demande donc

s'il pense que la doctrine administrative ne mériterait pas d'être reconsidérée en la matière, étant donné que l'échange correspond à une meilleure utilisation du sol et qu'il est pratiqué de plus en plus couramment et pour le remembrement comme pour l'urbanisation. Il semble qu'il est nécessaire que le droit fiscal ne pénalise pas une fois encore les initiatives économiques les mieux adaptées aux problèmes modernes de la propriété foncière.

Taxe locale d'équipement.

15463. — 8 décembre 1970. — M. Louis Sallé rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 70-780 du 27 août 1970 a modifié le décret n° 68-836 du 24 septembre 1968 relatif à la taxe locale d'équipement. D'après le nouveau texte, pour l'application de l'article 64-1 (1°) de la loi d'orientation foncière, sont exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement : « 2° Les constructions destinées à recevoir une affectation d'assistance, de bienfaisance, de santé, d'enseignement, ou culturelle, scientifique ou sportive, lorsque ces constructions sont édifiées par : ... des associations déclarées qui ont pour but exclusif l'assistance ou la bienfaisance ». Il lui expose à cet égard qu'une association ayant cette qualité a effectué des constructions suivant des permis de construire délivrés les 11 février 1969 et 9 juillet 1970. L'association en cause a demandé l'exonération de la taxe locale d'équipement. Celle-ci lui fut refusée car le nouveau décret n'avait aucune portée rétroactive. Il est extrêmement regrettable que ces associations qui ont obtenu des permis de construire pour certaines constructions édifiées entre la date d'application du décret du 24 septembre 1968 et celle du décret du 27 août 1970 soient ainsi pénalisées. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier le décret du 27 août 1970 afin de le rendre applicable depuis la date d'application du décret n° 68-836 du 24 septembre 1968.

Travail des femmes.

15468. — 8 décembre 1970. — M. Ducoloné rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, qu'une série de manifestations a mis l'accent ces derniers jours sur l'ensemble des problèmes féminins. Le groupe communiste, soucieux des conditions faites aux femmes, tant aux travailleuses qu'aux ménagères, a déposé en ce sens un certain nombre de propositions de loi qui, si elles étaient adoptées, favoriseraient l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est le cas notamment des propositions suivantes :

- 600 tendant à accorder, au titre de l'assurance maternité, aux femmes salariées le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire ;
- 650 tendant à instituer, dans le secteur privé, une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement des crèches (rapporteur : Mme Troisier) ;
- 654 tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération ;
- 704 relative à l'application du principe d'égalité de rémunération à travail égal et à qualification égale, entre les hommes et les femmes, sans discrimination, tendant à donner à toutes les jeunes filles et aux femmes travailleuses une formation professionnelle leur permettant d'accéder aux emplois qualifiés.

Ces propositions n'ont jamais été inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Il lui demande si le Gouvernement, maître de l'ordre du jour prioritaire, n'envisage pas de faire inscrire ces propositions au cours de la présente session.

Presse.

15480. — 8 décembre 1970. — M. Roger expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les colporteurs de journaux ne sont actuellement inscrits à aucun régime de protection sociale et que, de ce fait, certains, pour cause de maladie, se trouvent dans une situation voisine de la misère. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que ces personnes soient inscrites à un régime de protection sociale.

Emploi.

15481. — 8 décembre 1970. — M. Duroméa attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, sur la situation de l'emploi dans la région de Fécamp (76), déjà grave depuis plusieurs années, qui devient alarmante en raison de la fermeture des Etablissements Acher. En vingt ans, le nombre des emplois a diminué de 2.000, à la suite des fermetures d'usines ou de la diminution de leurs activités. Cette situation de crise n'apparaît

pas directement à la lecture des statistiques du bureau de la main-d'œuvre, un grand nombre de Fécampois étant contraints d'aller à Sandouville, au Havre, à Gravenchon, c'est-à-dire à plusieurs dizaines de kilomètres de leur domicile, quelle que soit leur qualification, sous peine de suppression de l'allocation-chômage. Mais une telle solution, outre les graves inconvénients qu'elle impose aux travailleurs, ne peut que précipiter la transformation des villes du littoral de la Seine-Maritime en désert économique. Or, l'emplacement d'une zone industrielle de 47 hectares existe à Fécamp. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de favoriser l'installation d'entreprises, et plus particulièrement d'industries lourdes généralistes d'emplois, dans la zone industrielle, et s'il ne compte pas, d'autre part, faciliter l'implantation d'une entreprise métallurgique qui a exprimé le désir de réoccuper des locaux laissés disponibles à proximité de la centrale électrique.

Transports maritimes (T. V. A., charges déductibles).

15483. — 8 décembre 1970. — M. Gardell expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 239 de l'annexe II au code général des impôts n'est pas déductible la taxe afférente aux dépenses exposées pour assurer la satisfaction des besoins individuels des dirigeants et du personnel des entreprises. Il attire son attention sur le fait qu'en application de l'article 79 du code du travail maritime, le marin est soigné aux frais du navire s'il est blessé au service du navire ou s'il tombe malade pendant le cours de son embarquement, après que le navire a quitté le port où le marin a été embarqué, les entreprises d'armement étant amenées dans ces conditions à prendre en charge les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation de leur personnel navigant. Il lui signale que pratiquement les notes de pharmacie et de clinique privée sont établies au nom de l'armement auquel le marin est lié par contrat de travail et le règlement de ces notes est effectué par l'employeur directement aux fournisseurs. Il lui souligne qu'il a été admis par l'administration que l'employeur tenu de soumettre son personnel à un examen médical périodique peut opérer la déduction de la taxe ayant grevé cette dépense (instr. du 15 décembre 1969, B. O. C. I. 1969-1-72). Il lui demande s'il n'estime pas que, dans un but d'unification et simplification du droit à déduction grevant les services acquis par une entreprise et utilisés pour la réalisation d'une opération imposable — ou exonérée au titre du régime général des transports maritimes internationaux — il ne serait pas normal que la T. V. A. grevant ces dépenses de soins puisse être déduite ou imputée par les entreprises d'armement, s'agissant de prestations légales pour la satisfaction collective imposée du fait de la maladie ou de l'accident du personnel navigant en service.

I. R. P. P. (E. I. C.).

15492. — 8 décembre 1970. — M. Chaumont rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes des dispositions de l'article 39-1-5° du code général des impôts le bénéfice imposable des entreprises industrielles et commerciales est établi sous déduction notamment des provisions constituées en vue de faire face à des pertes et charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables à condition qu'elles aient été effectivement constatées dans les écritures de l'exercice et figurent au relevé des provisions prévu à l'article 54. Certains vérificateurs de comptabilité estiment qu'une provision n'est constatée dans les écritures que dans la mesure où elle est passée au débit du compte « Dotation de l'exercice aux comptes de provisions ». Du strict point de vue comptable il ne peut en être ainsi que pour les provisions ayant bien ce caractère sur le plan de la gestion ; mais certaines charges ayant à cet égard le caractère de frais à payer lors de la clôture annuelle des comptes sont, en contrepartie, débitées au compte de charge correspondant à leur classement par nature, car il s'agit simplement de dettes attachées aux créances acquises au cours de l'exercice considéré. Or, certaines charges ainsi comptabilisées par les frais à payer sont au point de vue fiscal considérées comme provisionnables, ce qui entraîne le contribuable à en faire figurer le montant sur le relevé spécial prévu par l'article 54 du code des impôts. Dans cet ordre d'idée on peut citer le cas de la T. V. A. que les entreprises du bâtiment acquittent d'après les encaissements et qu'elles sont appelées à provisionner à la clôture de l'exercice sur la base des créances Clients non encore recouvrées. La charge correspondante fait l'objet d'une écriture du type suivant : Impôts et taxes à Frais à payer. Une telle charge considérée par l'administration fiscale comme provisionnelle est donc bien « constatée dans les écritures de l'exercice ». Il semble qu'aucun autre mode de comptabilisation n'est praticable si l'on se réfère aux cadres suivant lesquels les entreprises doivent, en application des dispositions du décret du 28 octobre 1965, présenter leurs résultats annuels vis-à-vis de l'administration fiscale ; en effet, la contrepartie normale d'une « dotation aux comptes de provisions » est un compte de provision ; or le cadre du tableau 2054 (passif du bilan) tel qu'il a été

arrêté par le texte réglementaire susvisé, ne fait état des provisions pour pertes et charges que sous le titre « Capitaux permanents », ce qui ne correspond nullement au caractère d'une provision du type visé par cette question. Ceci étant exposé, il lui demande si l'administration est fondée à réintégrer un telle provision sous le seul prétexte de sa comptabilisation sous la forme indiquée supra.

T. V. A. (société civile agricole).

15493. — 8 décembre 1970. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas d'une société civile agricole qui a procédé à des investissements importants en 1967-1968-1969 et qui a des crédits de T. V. A. à récupérer sur les bâtiments construits. L'entreprise considérée a 142.774 francs de crédits à récupérer mais le montant de sa T. V. A. brute annuelle est de 63.568 francs et le montant de sa T. V. A. déductible est de 45.024 francs. Le calcul fait donc apparaître que cette entreprise mettra huit ans environ à récupérer le montant de la T. V. A. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager pour des cas de cette nature un système de récupération mieux adapté, en particulier par l'institution d'un butoir.

Transports urbains.

15498. — 8 décembre 1970. — **Mme Troisier** demande à **M. le ministre des transports** s'il estime possible d'instituer, pour les transports dans la région parisienne, une carte unique payée par les employeurs pour les travailleurs et par l'Etat pour les étudiants et les lycéens.

Expropriations.

15501. — 8 décembre 1970. — **M. André Beauguiffe** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances**: 1° qu'après une procédure d'expropriation sanctionnée par un arrêt de la cour d'appel, les propriétaires fonciers intéressés ont déféré cette sentence à la censure de la Cour de cassation; 2° que l'administration expropriante, après avoir recueilli le consentement des intéressés, a pris possession des lieux et consigné le montant de l'indemnité d'expropriation fixé par l'arrêt d'appel; 3° que **M. le trésorier-payeur général** n'a pas cru devoir verser aux ayants droit le montant de cette consignation, motif pris que ces derniers entendaient assortir leur quittance de la réserve des droits éventuels que pouvait faire naître pour eux l'arrêt de la Cour de cassation à intervenir. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître: a) quel est le texte réglementaire sur lequel peut s'appuyer un trésorier-payeur général pour ne pas assurer le règlement d'une indemnité d'expropriation sous prétexte que dans la quittance les parties réservent les droits pouvant naître d'une sentence de la Cour de cassation, alors que l'administration est entrée déjà en possession des lieux; b) à quelle compensation les intéressés peuvent prétendre pour la perte d'intérêts qu'ils subissent de ce fait, et quelle serait éventuellement la collectivité débitrice.

Comités d'entreprise (taxe locale d'équipement).

15502. — 8 décembre 1970. — **M. Francis Vals** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les acquisitions par les comités d'entreprise institués par l'ordonnance du 22 février 1945, des immeubles nécessaires au fonctionnement de leurs services ou de leurs œuvres sociales, ont été admises au bénéfice du tarif réduit du droit de mutation prévu à l'article 1373 du code général des impôts. Le rôle social des comités d'entreprise ayant ainsi été reconnu, il lui demande si ces derniers peuvent bénéficier, en matière de taxe locale d'équipement, des exonérations prévues aux articles 64 et 65 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, et précisées à l'article 1er (2°) du décret n° 68-836 du 24 septembre 1968.

Hôtels et restaurants.

15503. — 8 décembre 1970. — **M. Dominati** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la généralisation à l'ensemble de l'activité économique de la T. V. A. à des taux différentiels a des incidences que le législateur n'avait ni prévues ni voulues. Dans le cas limite de l'hôtellerie de tourisme par exemple, qui bénéficie du taux réduit de 7,50 p. 100 et dont les pouvoirs publics encouragent la modernisation, la différence entre les montants de T. V. A. payés aux entrepreneurs aux taux de 17,60 et 23 p. 100 et les montants de T. V. A. sur les recettes annuelles d'hôtellerie est très fréquemment négative. En effet, le chiffre d'affaires de l'hôtellerie peut être relativement faible par rapport aux investissements effectués. De telle sorte qu'il faudra de douze à quinze ans

pour qu'un investisseur ayant construit un hôtel neuf puisse récupérer la T. V. A. qu'il a payée à ses propres entrepreneurs. Telle est, schématiquement exposée, la règle du butoir qui s'oppose au développement d'une économie dynamique. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que le remboursement de la T. V. A. frappant les investissements hôteliers intervienne en deux ou trois ans par un système de ristourne anticipée. L'accord de principe du secrétaire d'Etat au tourisme ayant été obtenu, il souhaite connaître le sentiment personnel du ministre de l'économie et des finances.

Education physique.

15505. — 8 décembre 1970. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** sur la situation existant au C. E. S. des Vernes, à Givors (Rhône), en matière d'éducation physique. Un seul professeur enseigne cette discipline aux 785 élèves que compte cet établissement, ce qui représente 19 heures de cours dispensés par semaine au lieu des 115 heures qui devraient, selon les programmes et sur la base de 5 heures par classe, être assurées. Il lui demande, l'éducation physique ne pouvant être considérée comme une discipline secondaire, s'il envisage de prendre les mesures nécessaires afin que soient rapidement créés les cinq postes manquants, dans l'intérêt des enfants et pour répondre à la revendication légitime exprimée par l'association des parents d'élèves de ce C. E. S.

Déportés et internés.

15507. — 9 décembre 1970. — **M. Dellaune** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur les conditions d'internement qu'ont connus les anciens prisonniers de guerre au Viet-Nam. Beaucoup d'entre eux sont morts au cours de leur captivité et les autres sont revenus avec une santé généralement très affectée par cet internement. Il lui demande s'il n'estime pas, compte tenu de ces conditions particulières, que les anciens prisonniers de guerre au Viet-Nam devraient bénéficier d'avantages analogues à ceux qui ont été accordés aux déportés ou aux internés de la guerre 1939-1945.

Assistances sociales.

15508. — 9 décembre 1970. — **M. Edouard Charret** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale**: 1° quelles sont les compétences respectives des diverses catégories d'assistantes sociales relevant directement ou indirectement de son ministère (notamment: assistantes sociales départementales, assistantes sociales des caisses de sécurité sociale, des caisses d'allocations familiales, etc.); 2° quels sont leurs pouvoirs de décision; 3° si la mission des assistantes sociales a été clairement définie, notamment vis-à-vis des centres sociaux et autres organismes à vocation sociale qui ont besoin de la collaboration des assistantes sociales tout en gardant leur indépendance et en poursuivant leurs buts propres.

Matériel agricole (T. V. A.).

15511. — 9 décembre 1970. — **M. Xavier Deniau** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le droit à déduction de la T. V. A. n'est acquis que si le bien a été acheté par un acquéreur assujéti à la taxe et dans la mesure où il est nécessaire à son exploitation et affecté exclusivement à celle-ci. Le droit à déduction n'est donc pas ouvert lorsqu'un même bien a été acquis par plusieurs personnes juridiquement indépendantes. Cependant, dans l'agriculture, ce droit est maintenu lorsque le bien commun a été acheté par des agriculteurs, tous assujétis à la T. V. A. Il lui expose le cas fréquent des matériels agricoles achetés en commun par plusieurs agriculteurs, dont certains ne sont pas assujétis à la T. V. A. Dans de telles situations, il n'est pas possible de répartir le droit à déduction entre les agriculteurs acheteurs. Les dispositions applicables en cette matière sont très regrettables puisqu'elles entraînent l'utilisation en commun de matériels agricoles pourtant souhaitable, surtout lorsqu'il s'agit de matériels coûteux dont la charge doit être répartie entre plusieurs utilisateurs. Il lui demande, en conséquence, s'il peut envisager une modification des dispositions applicables en cette matière, de telle sorte que, dans des cas de ce genre, la déduction puisse être acquise à tous les agriculteurs acheteurs, même non assujétis à la T. V. A.

Victimes civiles de guerre.

15512. — 9 décembre 1970. — **M. Jacson** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que le droit à sépulture perpétuelle n'est pas acquis pour les victimes civiles de la guerre 1939-1945, même si la mention « Mort pour la France » leur a été attribuée. A une demande de transfert présentée par le

filles d'une victime civile de la dernière guerre, il fut répondu par la direction départementale que la tombe de celle-ci relevait du droit commun et qu'il appartenait au demandeur de prendre l'accord du maire de la commune où elle se trouvait, notamment pour les aménagements spéciaux et le transfert du corps. Il était également précisé à l'intéressé que la famille ne pouvait bénéficier d'un titre de transport gratuit par voie ferrée et, a fortiori, ne pouvait prétendre à une indemnité compensatrice pour le transport par route. Il est extrêmement regrettable que les dispositions applicables en un tel domaine soient aussi restrictives; c'est pourquoi il lui demande s'il ne peut pas faire étudier des mesures permettant de donner satisfaction aux familles des victimes civiles qui souhaitent faire transférer le corps d'un parent proche décédé dans ces conditions.

Travail noir.

15517. — 9 décembre 1970. — **M. de Poulpiquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les réclamations qui lui sont adressées par les artisans qui se plaignent d'être fortement concurrencés par le travail noir et lui demande s'il ne pense pas qu'il serait souhaitable de prendre des dispositions pour mettre un terme à cette concurrence déloyale, en particulier à un moment où l'activité de ces entreprises est très ralentie par un manque de commande dans les travaux publics et la construction en particulier. Il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour mettre un terme au travail noir qui nuit gravement à l'intérêt des entreprises et qui en outre est une grande perte d'impôt pour le budget de l'Etat.

T. V. A. (travaux agricoles).

15519. — 9 décembre 1970. — **M. Maujouan du Gasset** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la multiplicité inexplicable, et apparemment anarchique, des taux de T. V. A. appliqués aux entrepreneurs de travaux agricoles. Ainsi: coupe de foin, moissonnage, bottelage, battages, travaux de terrassement sont imposés au taux de 7,50 p. 100. Le broyage des pommes, taux de 15 p. 100. L'épandage de fumier et d'engrais, les labours, semailles, traitements de cultures, taux de 23 p. 100. Curieusement cette dernière catégorie de travaux est taxée au même taux que les produits de luxe, bijouterie, parfums, liqueurs.) Il souligne ce qu'il y a d'anormal à ce que trois taux frappent des prestations qui concourent au même résultat final. Il lui demande s'il ne considère pas cette complexité comme inutilement irritante, et s'il n'envisage pas d'y porter remède en alignant ces prestations sur le taux unique de 7,50 p. 100.

Fiscalité immobilière.

15520. — 9 décembre 1970. — **M. Vollquin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui préciser si, lorsque la taxe sur la valeur ajoutée ne s'applique que sur la plus-value de vente d'immeubles réalisée par le vendeur: 1° la T. V. A. peut majorer de son montant ladite plus-value; 2° si, étant acquittée par le vendeur mais facturée à l'acquéreur, elle peut: d'une part, subir l'imputation de la T. V. A. restant à récupérer par le vendeur et provenant soit des opérations de construction, soit de la livraison à soi-même effectuée par ledit vendeur, d'autre part, être récupérée par l'acheteur de biens immobiliers.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

15521. — 9 décembre 1970. — **M. Rossi** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'en application de l'article 9 du décret n° 61-443 du 2 mai 1961 l'allocation spéciale n° 9, accordée aux invalides dits « implaçables » visée à l'article 35 bis du code des pensions militaires d'invalidité, doit avoir pour effet de porter le montant global des ressources de l'invalidé pensionné soit au taux correspondant à l'indice de pension 1500 (c'est-à-dire au 1^{er} octobre 1970: 15.465 francs par an) pour les invalides âgés de moins de soixante-cinq ans, soit au taux correspondant à l'indice de pension 1200 (c'est-à-dire au 1^{er} octobre 1970: 12.372 francs par an) pour les invalides âgés de soixante-cinq ans et plus — le montant le plus élevé étant seulement maintenu en faveur des invalides qui remplissaient, avant le 1^{er} mai 1946, les conditions requises pour ouvrir droit à ladite allocation et qui avaient déjà atteint l'âge de soixante-cinq ans à la date de publication du décret du 2 mai 1961. A l'heure où les pouvoirs publics s'efforcent d'améliorer la situation des personnes âgées, l'abattement ainsi pratiqué sur le montant de l'allocation versée aux invalides âgés de plus de soixante-

cinq ans, et qui correspond à peu près à 260 F par mois, apparaît difficilement justifiable et constitue une véritable pénalisation sur la survie. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à l'équité d'accorder à tous les invalides dits « implaçables » le taux le plus élevé de l'allocation spéciale n° 9.

Hôtels et restaurants.

15524. — 9 décembre 1970. — **M. Lainé** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les hôtels tourisme non homologués sont redevables de la T. V. A. au taux de 17,6 p. 100 alors que ceux qui sont classés tourisme de référence ne sont assujettis qu'au taux de 7,5 p. 100 de cette imposition. Il attire son attention sur le fait que la direction générale du contrôle intérieur et des prix ayant décidé de permettre un rattrapage convenable des prix actuellement imposés aux hôtels non homologués de manière à ne laisser subsister qu'une différence de 5 p. 100 par rapport au prix fixé pour les hôtels classés « tourisme de référence », une baisse de la T. V. A. de 17,60 p. 100 à 7,50 p. 100 aurait pour résultat d'absorber largement l'abattement de 5 p. 100 du prix de base prévu, et par voie de conséquence, aboutirait à une diminution des prix payés par le client. Il lui précise enfin que la taxation des hôtels non homologués au taux réduit de la T. V. A. de 7,50 p. 100 n'aurait que des conséquences budgétaires minimales, car la plus grande partie des 40.000 établissements rentrant dans cette catégorie ne font qu'un chiffre d'affaires limité et relevant au surplus du système de la taxation forfaitaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre à ce sujet.

Aviculture (T. V. A.).

15527. — 9 décembre 1970. — **M. Ollivro** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés de trésorerie que rencontrent certaines entreprises pratiquant le commerce de gros de volailles en raison de l'impossibilité pour elles de réaliser l'imputation du crédit de T. V. A. déductible. Cette situation est essentiellement due au fait que les investissements et les achats de biens et services autres que les volailles sont imposés au taux normal de 23 p. 100. Si aucune mesure sociale n'est prise pour remédier à cette situation, et si l'excédent d'impôt dû par le Trésor n'est pas restitué sous une forme quelconque, il est à prévoir que de nombreux abattoirs seront gênés dans leur activité. D'ores et déjà, ils hésitent à effectuer les investissements qui seraient cependant nécessaires pour assurer leur développement. Il lui demande comment il envisage de mettre fin à ces difficultés et s'il ne serait pas possible d'étendre à cette catégorie d'entreprises la procédure de remboursement direct qui a été instituée par l'article 1^{er} de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 en faveur de certaines entreprises, et qui a fait l'objet des décrets n° 70-693 et n° 70-694 du 31 juillet 1970.

Emploi.

15538. — 10 décembre 1970. — **M. Marcelin Berthelot** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur la détérioration de la situation de l'emploi dans le département de la Sarthe. Cette situation suscite à la fois l'inquiétude et le mécontentement des travailleurs du département, las de subir les conséquences d'une politique de désindustrialisation et de sous-emploi. En effet, entre le mois de septembre 1969 et le mois de septembre 1970, les demandes d'emploi, dans la Sarthe, ont progressé de 71 p. 100 (de 2.023 à 3.461). Cette situation s'est encore aggravée entre septembre et octobre derniers, puisque les demandeurs d'emploi s'élevaient à 3.897, soit 12 p. 100 de plus. Au cours du premier semestre, huit entreprises du département ont fermé leurs portes, tandis qu'on totalisait 1.000 licenciements. Dans le deuxième semestre, le chômage partiel (à la division tracteur de chez Renault au Mans, notamment) et les réductions d'horaires ont frappé les travailleurs de plusieurs entreprises. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le plein emploi dans ce département et promouvoir une relance économique par l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite, comme le demandent unanimement les syndicats de la région.

Patente.

15541. — 10 décembre 1970. — **M. Georges Calliau** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** sa question écrite du 2 avril 1969 (n° 5090) concernant la patente du Stadium municipal d'Agen et la réponse publiée au *Journal officiel* (Débats A. N.) du 11 décembre 1969 suivant laquelle « le cas particulier signalé faisait l'objet d'une enquête sur le plan local ». Il lui demande quels ont été les

résultats de cette enquête, en signalant que le Stadium municipal d'Agen continue à être lourdement imposé d'une patente pour des manifestations sportives, ce qui accroît le volume de la subvention d'équilibre à la charge de la ville d'Agen.

Pensions de retraite.

15544. — 10 décembre 1970. — M. Tony Larue indique à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les personnes qui arrivent à l'âge de soixante-cinq ans et qui ont cotisé pour la retraite au régime général de la sécurité sociale pendant plus de trente années, sont de plus en plus nombreuses, et qu'il n'est pas rare de trouver des personnes qui ont plus de quarante années de versements, tandis qu'en 1980, un très grand nombre d'assurés auront cotisé pendant cinquante années. Or, il lui fait observer que la base du calcul pour la retraite de la sécurité sociale reste celle des trente années de versements, sans qu'il soit tenu compte des années ultérieures. Les personnes qui en sont victimes ressentent profondément cette injustice. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit tenu compte du nombre réel des annuités pour le calcul de la retraite des personnes affiliées au régime général.

Médecine scolaire.

15550. — 10 décembre 1970. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, dans le département de la Mayenne, il n'existe plus qu'un seul médecin chargé de l'hygiène scolaire, que le nombre d'enfants et de jeunes ressortissants dont ce médecin a la charge est d'au moins 12.000. Dans ces conditions, il n'est pas possible de penser qu'un travail sérieux puisse être fait, malgré l'activité que peut déployer ce médecin. Il en résulte une gêne considérable pour les établissements scolaires, et en particulier pour les professeurs d'éducation physique qui ne savent pas toujours ce qu'ils peuvent demander à un élève. Il lui demande ce qu'il entend faire pour parer à cette situation et s'il ne croit pas urgent d'y remédier.

Ameublement.

15551. — 10 décembre 1970. — M. de la Verpillière expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'une société de fait qui exploite un commerce de meubles, qui a fait construire, en l'année 1968, un magasin d'exposition et un hangar destiné à stocker ses meubles et qui a déduit de ses ventes de 1969 la T. V. A. afférente à ces constructions. Les associés de fait envisagent de faire passer ces constructions de leur patrimoine commercial dans leur patrimoine privé et, par voie de conséquence, de retirer de l'actif du bilan commercial social la valeur de ces constructions. Il lui demande : 1° si la société de fait sera, à raison de cette opération, redevable d'un reversement de la T. V. A. ; 2° dans l'affirmative, quelle sera la base du calcul de la T. V. A. à reverser selon que l'opération aura lieu avant ou après l'expiration du délai de cinq ans à dater de l'achèvement des constructions.

Médecine (enseignement).

15552. — 11 décembre 1970. — M. Jacson expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un arrêté interministériel du 20 avril 1956, paru au *Journal officiel* du 29 avril 1956, a fixé le montant de la rémunération à allouer aux médecins psychiatres chargés des cours d'enseignement professionnel du personnel soignant des hôpitaux psychiatriques. Une circulaire du 2 décembre 1956 a prévu la rémunération de ces cours selon les barèmes suivants : par leçon au cours d'une heure 6 F, par leçon au cours d'une heure et demie 9 F. Il lui demande s'il envisage de relever les barèmes ci-dessus et s'il ne conviendrait pas de prévoir, en plus de la rémunération proprement dite des cours, une rémunération supplémentaire pour leur préparation et leur mise à jour. La même question se pose pour les directeurs et pharmaciens chargés de l'enseignement.

Pensions de retraite civiles et militaires.

15557. — 11 décembre 1970. — M. Sanglier se permet d'exposer à M. le Premier ministre (fonction publique) que, selon une réponse apportée le 1^{er} août 1970 par M. le ministre de l'économie et des finances à sa question écrite n° 11956 du 5 mai précédent, la reconnaissance d'un droit à pension de réversion au profit de l'époux veuf d'une femme fonctionnaire ou appartenant au personnel militaire ne répondrait à aucun motif. Il résulte, en outre, de cette réponse

que l'évolution du processus qui tend à atténuer les inégalités des conditions économiques entre le mari et sa femme ne pourrait, à la limite, que conduire à une remise en cause du fondement de la justification de la pension de réversion de la veuve. L'extrême rigueur de cette prise de position est des plus surprenantes, car son caractère contraste singulièrement avec l'actuelle manière de voir, sur le même sujet, du secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives. En effet, une réponse en date du 21 octobre 1970 émanant de ces services et faisant suite à la question écrite n° 14043 du 2 octobre souligne que « le rapport remis par le groupe de travail institué en juin 1968 pour l'examen des problèmes de caractère social dans la fonction publique contient, parmi ses conclusions, une proposition tendant à faire bénéficier le mari survivant de la réversion de la pension de sa femme fonctionnaire décédée », et ajoute qu'un « projet a été établi pour modifier en ce sens le code des pensions civiles et militaires de retraite ». Etant donné que les informations qui viennent d'être rappelées sont nettement divergentes, un arbitrage paraît devoir s'imposer en la matière. Il lui demande s'il peut le rendre en faisant connaître l'exacte situation du problème et les perspectives qui peuvent réellement s'offrir pour son règlement.

Architectes.

15560. — 11 décembre 1970. — M. Mauger demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un architecte qui a obtenu l'honorariat et, par là-même, n'exerce plus sa profession, peut continuer une activité sous forme d'expertise ou en assumant les fonctions de contrôleur du Comptoir des entrepreneurs près du Crédit foncier de France, sans être assujéti à la patente. Le rôle du contrôleur consiste à établir des rapports au fur et à mesure de l'avancement des travaux des emprunteurs et, de ce fait, cette activité peut être comparée à celle d'un expert.

Constructions scolaires.

15566. — 11 décembre 1970. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation difficile de l'enseignement secondaire de Concarneau en ce qui concerne les constructions scolaires. En effet, on compte dans cette ville un lycée (le lycée Pierre-Guéguin) avec un C. E. T. et un C. E. S. annexés, bâtiments neufs ouverts il y a quatre ans pour le C. E. S. et deux ans pour le lycée. Ces deux établissements sont trop petits, des baraques sont déjà montées. Ils sont insuffisamment équipés et rien n'a été prévu dans leur périmètre pour les installations sportives. Lycée, C. E. S. et C. E. T. groupent 1.441 élèves (garçons et filles). En septembre 1969 on a dû ouvrir rapidement un second C. E. S. en utilisant les vieux locaux de l'ancien lycée du centre ville, abandonnés parce que vétustes et trop petits. La municipalité a effectué des aménagements. Ce C. E. S. a doublé ses effectifs, il compte actuellement 230 élèves dont 60 internes. Depuis deux ans l'A. P. E. demande la création d'un C. E. S. neuf, correspondant aux besoins véritables de la population. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les crédits nécessaires à la construction de ce C. E. S. qui devrait recevoir 600 élèves soient débloqués, afin que l'avenir des enfants de cette ville ne soit pas compromis.

Etablissements scolaires.

15567. — 11 décembre 1970. — M. Fernand Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation scolaire désastreuse des villes nouvelles. En effet, la ville de Ulis (Orsay) qui atteint aujourd'hui 6.000 habitants en comptera 13.000 en septembre 1971 et 38.000 en 1973. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° débloquer les crédits nécessaires à la création des constructions scolaires indispensables (maternelle, primaire, C. E. S., C. E. T., lycée) ; 2° créer sans retard tous les postes d'enseignants qualifiés et reconnus nécessaires par l'arrivée continue des branches de population ; 3° assurer le financement matériel pédagogique du premier C. E. S. des Ulis avant la fin de l'année 1970 ; 4° ouvrir les classes avec des effectifs réduits afin d'absorber les enfants au fur et à mesure de leur arrivée, ce qui limiterait le remaniement perpétuel des classes et le changement d'enseignants.

Affaires étrangères (Moyen-Orient).

15578. — 11 décembre 1970. — M. Stehlin expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'au moment même où M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères affirmait à l'Assemblée nationale que la construction d'une fédération entre l'Egypte, la Libye et le Soudan n'avait pas été officiellement notifiée au

Gouvernement français » et que cette fédération « en tout cas n'impliquait pas de clauses militaires », paraissait au Caire un communiqué officiel annonçant l'adhésion de la Syrie à la « déclaration tripartite du Caire en date du 9 novembre 1970 ». Or, ce communiqué officiel fait état d'un « commandement quadripartite unifié » par extension du « commandement tripartite unifié chargé d'accélérer et de développer l'intégration et la coopération entre Le Caire, Tripoli et Khartoum ». Il lui demande si ce fait nouveau et grave pour la paix au Proche-Orient, et qui confirme l'alliance militaire de la Libye avec des pays arabes dits du « champ de bataille » ne doit pas avoir pour conséquence la décision formelle du Gouvernement français de ne pas livrer de matériel militaire à la Libye.

f. R. P. P.

15586. — 11 décembre 1970. — M. Emile Didier demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui confirmer l'interprétation qu'il a donnée lors du débat télévisé de l'émission hexagone du 3 novembre 1970, concernant l'article 168 du code général des impôts relatif à l'évaluation des revenus en fonction des signes extérieurs de richesse et selon lequel ce texte ne serait applicable que si le contribuable a renouvelé sa dépense pendant deux années de suite et après examen de chaque cas particulier.

Rectificatifs.

I. — Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 16 janvier 1971.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 118, 2^e colonne, 9^e et 10^e ligne de la question n° 15983 de M. Tony Larue à M. le ministre de l'économie et des finances, au lieu de : « ... et que seuls les parents d'enfants infirmes peuvent bénéficier de la gratuité de cette vignette », lire : « ... tandis que les parents d'enfants infirmes ne peuvent pas non plus bénéficier de la gratuité de cette vignette ».

II. — Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 23 janvier 1971.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 223, 16^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'équipement et du logement à la question n° 15415 de M. Cornette, au lieu de : « ... ne peut être assurée par le constructeur... », lire : « ... ne peut être assurée par le constructeur... ».

III. — Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 6 février 1971.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 337, 2^e colonne, 11^e ligne de la réponse de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale à la question n° 15752 de M. Bonhomme, au lieu de : « ... de citations pour des frais se rapportant à la campagne... », lire : « ... de citations pour des faits se rapportant à la campagne... ».

IV. — Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 13 février 1971.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1^o Page 405, 2^e colonne, réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question n° 15199 de M. Bignon (Albert) :

a) A la 14^e ligne, au lieu de : « ... effectivement vacants... », lire : « ... effectivement restés vacants... ».

b) A la 18^e ligne, au lieu de : « ... relevant de chapitres différents... », lire : « ... relèvent de chapitres différents... ».

Page 406, 1^{re} colonne, 5^e ligne, au lieu de : « ... les rectorats voisins... », lire : « ... des rectorats voisins... ».

2^o Page 407, 2^e colonne, 25^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question n° 15830 de M. Douzans, au lieu de : « ... pour l'améliorer à l'avenir... », lire : « ... pour l'améliorer... ».

3^o Page 408, 1^{re} colonne, 1^{re} ligne de la question n° 15912 posée à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de : « M. Cassatel rappelle à M. le ministre... », lire : « M. Cassatel rappelle à M. le ministre... ».

PETITIONS

I. — PETITIONS

REÇUES DU 31 JUILLET 1970 AU 14 NOVEMBRE 1970

Pétition n° 146 du 31 juillet 1970. — Mme veuve Roux et C^e, Pont-charra-sur-Breda (Isère), s'élève contre une décision de justice.

Pétition n° 147 du 31 juillet 1970. — M. Michel Adrien, H. L. M. Hauteville (Ain), proteste contre un abus de pouvoir de la commission de la tuberculose du conseil permanent d'hygiène sociale.

Pétition n° 148 du 31 juillet 1970. — M. Rouget Bernard, prison-hôpital de Fresnes (Val-de-Marne), proteste de son innocence.

Pétition n° 149 du 31 juillet 1970. — Le groupement national pour l'indemnisation des biens spoliés ou perdus outre-mer, 37, rue de Rome, Paris (8^e), proteste contre l'absentéisme des parlementaires lors du vote de la loi sur l'indemnisation des rapatriés.

Pétition n° 150 du 31 juillet 1970. — M. Coudray François, 2377 - Filets-Maison centrale, Nîmes (Gard), proteste contre la rémunération du travail pénitentiaire.

Pétition n° 151 du 31 juillet 1970. — L'Union des créanciers de l'étude Condé, maire de Fâches-Thumesnil (Nord), demande que ses adhérents soient indemnisés et que des mesures soient prises pour éviter à l'avenir de semblables situations.

Pétition n° 152 du 31 juillet 1970. — M. Soubiran Marcel, 18, rue Larcher, Nantes (Loire-Atlantique), proteste contre les décisions de justice rendues dans l'affaire de l'accident ayant causé la mort de son enfant.

Pétition n° 153 du 31 juillet 1970. — M. Boillot, avenue Victor-Hugo, Beaurepaire (Isère), demande de compléter les textes concernant les sociétés civiles professionnelles pour en faciliter l'application à la profession notariale.

Pétition n° 154 du 31 juillet 1970. — M. Maurice Arfi, 82, rue Chardon-Lagache, Paris (16^e), se plaint d'avoir été spolié des biens qu'il possédait en Tunisie.

Pétition n° 155 du 31 juillet 1970. — Mme Touboul chez Mme Naman, 45, rue de Leningrad, Paris (8^e), demande réparation pour ses biens détruits par l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Pétition n° 156 du 31 juillet 1970. — M. Henaf Albert, Mauzac (Dordogne), proteste pour n'avoir pas été libéré à la date prévue.

Pétition n° 157 du 31 juillet 1970. — M. Georges Quelard, secrétaire du syndicat C. G. T. de l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil, cité Georges-Clemenceau, Champcueil (Essonne), demande l'amélioration de la situation du personnel de l'hôpital Georges-Clemenceau.

Pétition n° 158 du 18 août 1970. — M. Bouzebba René, matricule 2694, petit cloître, Centrale de Clairvaux (Aube), demande la visite d'un médecin contrôleur des prisons.

Pétition n° 159 du 23 août 1970. — M. Fettani Ramdane, E 309 146343, prison de la Santé, Paris (13^e), demande que lui soient donnés les soins qu'exige son mauvais état de santé.

Pétition n° 160 du 30 août 1970. — M. Lacombe Pierre, 202729, chambre 120, hôpital Central, Fresnes (Val-de-Marne), sollicite des précisions sur l'application des dispositions de la loi du 17 juillet 1970 concernant la suppression de la relégation et l'institution de la tutelle pénale.

Pétition n° 161 du 20 septembre 1970. — M. Claus Marcel, matricule 5034, camp Sud, Mauzac (Dordogne), sollicite, en sa faveur, l'application de la loi du 17 juillet 1970 ayant supprimé la relégation.

Pétition n° 162 du 28 septembre 1970. — M. le président de l'Union fraternelle des anciens combattants et anciens militaires d'Afrique d'expression française et de Madagascar, P. B. 608, Ouagadougou (République de Haute-Volta), demande l'abrogation de l'article 71 de la loi de finances du 26 décembre 1959.

Pétition n° 163 du 1^{er} octobre 1970. — M. Maurice Herbannel, 2174, C. H. P., Maison centrale, Nîmes (Gard), demande son transfert dans un centre médical de l'administration pénitentiaire (Liancourt ou Poissy).

Pétition n° 164 du 16 octobre 1970. — M. Guy Breton, n° 5172, atelier de menuiserie, camp Sud, Mauzac (Dordogne), proteste contre l'ajournement de sa libération conditionnelle.

Pétition n° 165 du 21 octobre 1970. — M. Paul-Etienne Moutet, 44, rue Charles-Floquet, Bayonne (Basses-Pyrénées), proteste contre le fait d'être soumis par l'administration pénitentiaire au régime des condamnés alors que, du fait de son pourvoi en cassation, il doit toujours être considéré comme simplement prévenu.

Pétition n° 166 du 22 octobre 1970. — M. Joseph Pietri, prison de Fresnes (Val-de-Marne), proteste contre sa condamnation et l'impossibilité de faire reviser son procès.

Pétition n° 167 du 14 novembre 1970. — M. Marcel Martin, sénateur, maire de Nancy (Meurthe-et-Moselle), proteste contre le tracé de l'autoroute Paris-Est et demande que soient respectés les intérêts de tous les secteurs de la région lorraine.

II. — PETITIONS

EXAMINÉES PAR LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES,
DE LA LÉGISLATION, ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Pétition n° 110. — MM. Hadi ben Ali ben Mohamed Hamrouni, Sidi Thabet, Tunis-Banlieue (Tunisie), victime civile de guerre, demande une pension.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre des affaires étrangères.

Pétition n° 111. — M. Nakach Alexandre, bâtiment 11, appartement 558, Champ-de-Mars, Perpignan (Pyrénées-Orientales), rapatrié, se plaint d'avoir été spolié et demande une indemnisation.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 112. — M. Emile Jorda, 22, boulevard Emile-Barrière, Toulouse (Haute-Garonne), rapatrié, se plaint d'avoir été spolié et demande une indemnisation.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 113. — M. Maurice Bréant, matricule 510852 H. C., cellule 108, Fresnes (Val-de-Marne), demande que son sursis ne soit pas révoqué.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 114. — M. G. Banayas, maison d'arrêt de Basse-Terre (Guadeloupe), se plaint d'être détenu pour des faits inexistantes et de violences physiques.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 115. — M. Augustin Losa, 137, rue Denis-Magdelon, Mazargues, Marseille (9^e), (Bouches-du-Rhône), se plaint d'avoir été escroqué par ses coassociés et d'avoir été abusivement mis en faillite.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 116. — M. H.-B. Soignon, La Citadelle, Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime), dénonce une escroquerie qui léserait les détenus et proteste contre une mesure disciplinaire prise à son encontre.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 117. — M. Edouard Mortier, maison d'arrêt, Lure (Haute-Saône), demande à être relevé de sa peine de relégation.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 118. — M. B. Favreau, 4, rond-point des Martyrs, Bagneux (Hauts-de-Seine), ancien conseiller technique du ministère de la France d'outre-mer, réclame réparation et réhabilitation pour l'injustice dont il a été victime en tant que fonctionnaire.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre de l'économie et des finances.

Pétition n° 119. — M. Lacaze (Camille), 1, rampe du Fort, Nîmes (Gard), détenu, se plaint d'avoir subi des violences physiques et demande que lui soient prodigués les soins médicaux que nécessite son état.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 120. — M. Guittas (André), 20, rue des Pâquerettes, Vichy (Allier), dénonce des malfaçons d'une importance considérable commises par une entreprise de construction.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 121. — Mme Serrano Alarcon Paule, A. N. T. O., central téléphonique, Bagnols-sur-Cèze (Gard), rapatriée, demande une intervention auprès du ministère des P. T. T. pour réintégration et nomination.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre des postes et télécommunications.

Pétition n° 122. — M. Brugeille, 70, boulevard Soult, Paris (12^e), se plaint de ne pas avoir perçu l'indemnité versée aux membres de la commission chargée du recensement général des votes.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à M. le ministre de l'intérieur, pour transmission au préfet de Paris.

Pétition n° 123. — M. Herbomel Maurice, n° 2174, C. H. P., 1, rampe du Fort, Nîmes (Gard), condamné à la réclusion à perpétuité pour assassinat, demande la révision de son procès.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 124. — Mme Fauvet, 12, Beauvallon-sous-Bois, Mazargues, Marseille (5^e) (Bouches-du-Rhône), réclame une enquête sur les agissements d'une société civile immobilière.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 125. — Mlle Odette Texier-Petit, 9, rue Belidor, à Paris (17^e), se plaint de ce que son avoué au civil fait intervenir en correctionnelle pour soutenir la partie adverse.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 126. — M. Louis-Raoul Gence, Echourgnac (Dordogne), proteste contre l'annulation de sa carte d'ancien combattant et souhaite le dépôt d'un texte reconnaissant la qualité d'ancien combattant à tous ceux qui ont servi en Turquie d'Asie en 1919-1921.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

Pétition n° 127. — M. Recco Joseph, Thommy, matricule n° 2614, Ballons, Maison centrale de Clairvaux, Bayel (Ain), réclame la révision de son procès.

M. Charles Bignon, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 128. — M. Labacci Ali Bi Amara, Righia par Blandan, Bône (Algérie), ancien harki, demande que lui soient restituées les sommes correspondant à deux ans de suspension de pension.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

Pétition n° 129. — Mme Fratoni, 31, rue Paul-Barruel, Paris (15^e), réclame l'application de deux décisions du tribunal administratif de Nice contre le ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition devant l'Assemblée, en application des dispositions de l'article 148, alinéa 3, du règlement de l'Assemblée nationale.

Pétition n° 130. — M. Jean François, 1, rue de l'Atre, Vigneulles-Hallonchatel (Meuse), se plaint de ne pouvoir voir, ni même correspondre avec son fils, qui a été confié à la direction de la population de Nancy et dont il est sans nouvelles depuis 1962.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 131. — M. Marc Schmitt, 12, rue Paul-Albert, Thionville (Moselle), demande qu'un scrutin uninominal à un tour remplace désormais le scrutin uninominal à deux tours lors des élections législatives.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 132. — M. Marc Schmitt, 12, rue Paul-Albert, Thionville (Moselle), demande que le droit de vote soit désormais accordé dès l'âge de dix-huit ans.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 133. — M. Marius Villard, 23, rue Spinoza, Nîmes (Gard), désire obtenir l'autorisation de vendre des entrepôts lui appartenant et pour lesquels il est actuellement en litige.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 134. — M. Deldique (Charles), 72, rue d'Auxonne, Dijon (Côte-d'Or), détenu, ch. 5697, se plaint du règlement intérieur de la prison.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 135. — M. Jean Martin, à Laye (Hautes-Alpes), proteste contre les opérations de remembrement effectuées dans sa commune et demande la modification des textes relatifs au remembrement.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre de l'agriculture.

Pétition n° 136. — M. Radoux (André), H. L. M. LO.P.O.F.A., Perpignan (Pyrénées-Orientales), ex-préposé des P. et T., sollicite sa réintégration dans l'administration des P. et T.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre des postes et télécommunications.

Pétition n° 137. — M. Sanchez (Jean), matricule 2837, Butte centrale de Clairvaux (Aube), demande, soit la visite d'un médecin contrôleur de la santé publique, soit son transfert à l'infirmerie de la prison de Fresnes.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 138. — M. Lobourg, 44, avenue de la République, à Nanterre (Seine), se plaint de l'insuffisance des indemnités d'expropriation qui lui sont proposées.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 139. — M. Maroselli (Tony), centre pénitentiaire de Mauzac (Dordogne), se plaint de la condition faite aux relégués.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 140. — M. Zipfel (André), matricule 202451, chambre 207, hôpital central des prisons, Fresnes (Val-de-Marne), sollicite, compte tenu de son état de santé, le bénéfice de la libération conditionnelle.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 141. — M. Albertini (Dominique), maison centrale de Nîmes (Gard), demande à bénéficier de la loi d'amnistie du 31 juillet 1968.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 142. — M. Lemaire (Jean-Jacques), 13, rue d'Autun, Chalons-sur-Saône (Saône-et-Loire), sollicite la confusion des deux peines auxquelles il a été condamné les 9 janvier et 17 avril 1970.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 143. — M. Zahler (Richard), 3, rue Fagon, Paris (13^e), demande que, sous peine de sanctions, les fonctionnaires répondent dans un délai raisonnable aux lettres du public et que, lorsqu'une plainte est déposée auprès du ministère des finances, les services de ce dernier remercient le plaignant et lui rendent compte des résultats de l'enquête et des sanctions prises.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. Baumel, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

Pétition n° 144. — M. Ternand (René), 130, rue Beauvoisine, Rouen (Seine-Maritime), demande que la sanction d'abaissement d'échelon proposée à son encontre par le conseil de discipline de son administration soit, ou rapportée, ou transformée en sanction sans caractère pécuniaire.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 145. — M. Meyer (Daniel), matricule n° 516711, cellule 105, hôpital central de Fresnes (Val-de-Marne), demande à bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 146. — Mme veuve Roux et C^e, Pontcharra-sur-Breda (Isère) s'élève contre une décision de justice.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 147. — M. Michel Adrien, H. L. M. Hauteville (Ain), proteste contre un abus de pouvoir de la commission de la tuberculose du conseil permanent d'hygiène sociale.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

Pétition n° 148. — M. Rougetet (Bernard), prison-hôpital de Fresnes (Val-de-Marne), proteste de son innocence.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 149. — Le groupement national pour l'indemnisation des biens spoliés ou perdus outre-mer, 37, rue de Rome, à Paris (8^e), proteste contre l'absentéisme des parlementaires lors du vote de la loi sur l'indemnisation des rapatriés.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 150. — M. Coudray (François), 2377, Filets, Maison centrale, à Nîmes (Gard), proteste contre la rémunération du travail pénitentiaire.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 151. — L'union des créanciers de l'étude Condé, mairie de Fâches-Thumesnil (Nord), demande que ses adhérents soient indemnisés et que des mesures soient prises pour éviter à l'avenir de semblable situations.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 152. — M. Soubiran (Marcel), 18, rue Larcher, à Nantes (Loire-Atlantique), proteste contre les décisions de justice rendues dans l'affaire de l'accident ayant causé la mort de son enfant.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 153. — M. Boillol, avenue Victor-Hugo, à Beauprépaille (Isère), demande de compléter les textes concernant les sociétés civiles professionnelles pour en faciliter l'application à la profession notariale.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 154. — M. Maurice Arfi, 82, rue Chardon-Lagache, à Paris (16^e), se plaint d'avoir été spolié des biens qu'il possédait en Tunisie.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre de l'économie et des finances.

Pétition n° 155. — Mme Touboul chez Mme Naman, 45, rue de Léningrad, à Paris (8^e), demande réparation pour ses biens détruits par l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

Pétition n° 156. — M. Henaf (Alberl), à Mauzac (Dordogne), proteste pour n'avoir pas été libéré à la date prévue.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 157. — M. Georges Quelard, secrétaire du syndicat C. G. T. de l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil, cité Georges-Clemenceau, Champcueil (Essonne), demande l'amélioration de la situation du personnel de l'hôpital Georges-Clemenceau.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

Pétition n° 158. — M. Bouzebbal (René), mle 2694, Petit Cloître, centrale de Clairvaux (Aube), demande la visite d'un médecin contrôleur des prisons.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de classer sans suite cette pétition.

Pétition n° 159. — M. Fetlani Ramdane, E 309 146343, prison de la Santé, Paris (13^e), demande que lui soient donnés les soins qu'exige son mauvais état de santé.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 160. — M. Lacombe (Pierre), mle 202729, chambre 120, hôpital central, Fresnes (Val-de-Marne), sollicite des précisions sur l'application des dispositions de la loi du 17 juillet 1970 concernant la suppression de la relégation et l'insitution de la tutelle pénale.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 161. — M. Claus (Marcel), mle 5034, camp Sud, Mauzac (Dordogne), sollicite, en sa faveur, l'application de la loi du 17 juillet 1970 ayant supprimé la relégation.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 162. — M. le président de l'union fraternelle des anciens combattants et anciens militaires d'Afrique d'expression française et de Madagascar, B. P. 608, Ouagadougou (République de Haute-Volta), demande l'abrogation de l'article 71 de la loi de finances du 26 décembre 1969.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

Pétition n° 163. — M. Maurice Herbonnel, mle 2174, CHP, maison centrale, Nîmes (Gard), demande son transfert dans un centre médical de l'administration pénitentiaire (Liancourt ou Poissy).

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 164. — M. Guy Breton, mle 5172, atelier de menuiserie, camp Sud, Mauzac (Dordogne), proteste contre l'ajournement de sa libération conditionnelle.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Pétition n° 165. — M. Paul-Etienne Moutet, 44, rue Charles-Floquet, Bayonne (Basses-Pyrénées), proteste contre le fait d'être soumis par l'administration pénitentiaire au régime des condamnés alors que, du fait de son pourvoi en cassation, il doit toujours être considéré comme simplement prévenu.

M. Gerbet, rapporteur, suppléant M. Charles Bignon.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.